



■ Brevets : guerre Europe - États-Unis
■ Emploi : 24 pages d'annonces classées

France Télécom achèterait le britannique Orange pour 328 milliards

MICHEL BON, le PDG de France Télécom, était à Londres, lundi 29 mai, pour mettre la dernière main à la négociation engagée avec Vodafone pour le rachat d'Orange, troisième opérateur britannique de téléphonie mobile avec plus de 6 millions d'abonnés. Les discussions finales tournent autour du prix, estimé à près de 50 milliards d'euros (328 milliards de francs). S'il l'emporte, l'opérateur public français possèdera 20 millions d'abonnés au téléphone mobile en Europe et effacera les revers subis depuis un an : Deutsche Telekom lui a soufflé le britannique One2One, le néerlandais KPN lui a subtilisé l'opérateur allemand E-Plus et le gouvernement espagnol l'a écarté de l'attribution des licences de téléphonie mobile de troisième génération.

Lire page 23

Enquête sur un « incorruptible »

■ ANCIEN croisé de la lutte contre la corruption, Alain Serieyx, ex-président de la chambre régionale des comptes (CRC) de Provence-Alpes-Côte d'Azur est, à son tour, confronté à la justice. Le parquet de Marseille s'interroge sur les raisons pour lesquelles la CRC n'a pas saisi la justice, en 1997, après avoir contrôlé les marchés de construction des lycées de la région. Une enquête préliminaire est aussi en cours, depuis 1998, sur les associations animées par M. Serieyx et vouées au développement de l'amitié franco-australienne. Ces associations étaient financées par des collectivités contrôlées par la CRC.

Lire page 12 et notre éditorial page 19

Thérapie de choc pour Nissan



CARLOS GHOSN

NOMMÉ il y a un an par Renault à la tête de Nissan, Carlos Ghosn a bouleversé les structures et les habitudes du constructeur automobile japonais. Dans un entretien au Monde, il souligne la nécessité de ne pas « être complaisant » et la volonté du personnel de s'en sortir.

Lire page 22

Allemagne, 3 DM; Antilles-Guyane, 10 F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 48 FB; Canada, 2,50 \$ CAN; Côte-d'Ivoire, 900 F CFA; Danemark, 15 KR; Espagne, 225 PTA; Gabon, 900 F CFA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 500 DR; Irlande, 1,40 E; Italie, 3000 L; Luxembourg, 46 FL; Maroc, 10 Dir; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 Fl.; Portugal CON, 270 PTE; Réunion, 10 F; Sénégal, 900 F CFA; Suède, 16 KRS; Suisse, 2,20 FS; Tunisie, 1,4 Din; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 530 - 7,50 F

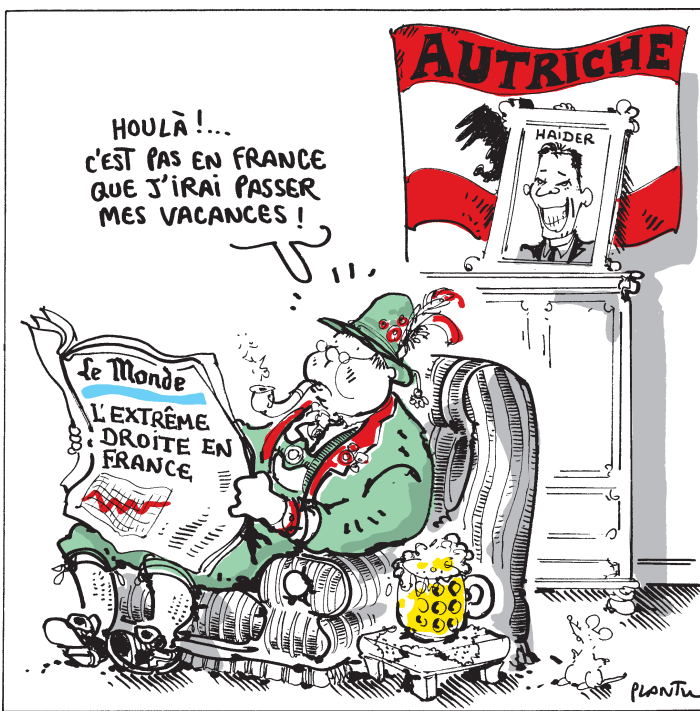


Extrême droite : ce n'est pas fini

- Les Français semblent décomplexés vis-à-vis de l'extrême droite depuis son éclatement
- Ils la jugent moins dangereuse mais sont plus nombreux à approuver ses idées
- Six Français sur dix estiment qu'il y a trop d'immigrés
- Le sondage annuel RTL-« Le Monde »-Sofres

L'ENQUÊTE sur l'extrême droite, menée régulièrement depuis 1983 par la Sofres pour Le Monde et RTL, témoigne, cette année, de la métamorphose qui est en train de s'opérer dans l'opinion publique. Divisée en deux partis rivaux - le Front national de Jean-Marie Le Pen et le Mouvement national républicain de Bruno Mégret -, affaiblie et largement absente du débat public depuis dix-huit mois, l'extrême droite apparaît aujourd'hui moins menaçante. A peine deux Français sur trois (62 %) jugent que le FN constitue un danger pour la démocratie, alors qu'ils étaient près des trois quarts (73 %) à porter ce jugement en mai 1999. Des chiffres pratiquement identiques sont constatés pour le MNR.

Mais, dans le même temps, les Français semblent décomplexés par rapport aux idées sur lesquelles Jean-Marie Le Pen a bâti ses succès pendant une quinzaine d'années. Ainsi, alors que les Français récusent, traditionnelle-



ment, les idées du président du FN sur l'immigration, ils sont près de six sur dix (59 %) à estimer qu'« il y a trop d'immigrés en France », dès lors qu'elle ne soit plus estampillée du nom du leader d'extrême droite. De même, 64 % se disent favorables à un renforcement des pouvoirs de la police. Et jusqu'à 73 % estiment qu'« on ne défend pas assez les valeurs traditionnelles en France ». L'interdit semble donc en passe d'être levé sur une partie importante du socle idéologique qui a fait les beaux jours de l'extrême droite : défense des valeurs traditionnelles, crainte de l'immigration et sentiment d'insécurité. De même, l'affaiblissement de l'extrême droite et l'échec de sa gestion dans les villes conquises en 1995 transforme ses électeurs en une force d'appoint de plus en plus attractive aux yeux d'une partie de la droite, en particulier chez les sympathisants de Démocratie libérale et du RPR.

Lire page 8



GABRIEL BOUYS/AFP

SPORTS Françaises en tête

Cinq Françaises, Nathalie Tauziat, Sandrine Testud, Julie Halard, Amélie Mauresmo (à gauche sur la photo) et Mary Pierce (à droite), figurent parmi les têtes de série du tournoi de tennis de Roland-Garros, qui commence lundi 29 mai. En football, l'équipe de France a poursuivi sa préparation de l'Euro 2000 en battant la Croatie. Le départ de Monaco du gardien des Bleus, Fabien Barthez, est désormais une certitude. Nos pages Sports, p. 29 à 31

Le bonheur des enfants, à Grozny, c'est « quand il n'y a pas de ciel »

GROZNY de notre envoyé spécial

Le regard fixe, Bela Kassaieva, directrice d'orphelinat, parle : « Quand on demande aux enfants ce qu'est le bonheur, ils répondent : "C'est quand il n'y a pas de ciel" », ce ciel dont sont maîtres les chasseurs bombardiers russes. Sur la place centrale de Grozny, immense champ de gravats, Issa Mouaïev, cantonnier, explique : « Quand les gens reconstruisent leur maison, ils ne montent plus des étages, non, ils creusent le sol, ils s'enterrent. »

A leur façon, Bela et Issa racontent les derniers mois de terreur. Passés les morts, passés les crimes et les pillages, tous deux sont comme tant d'autres civils tchétchènes, brisés et désemparés. Le futur ? « Seul Allah le sait, dit Issa. Il n'y a plus de maîtres ici, les Russes ou les chefs de guerre, il n'y a plus de différence, c'est contre nous qu'ils se battent. » Bela insiste : « Vous pensez que nous, Tchétchènes, ne sommes qu'un seul peuple... Il y a quinze ans, nous étions fiers. Aujourd'hui, tout est perdu, le peuple est divisé. »

Pour eux deux, cette deuxième guerre est venue sonner le glas d'un projet commun,

l'indépendance. Bela et Issa y avaient cru. Ils ont soutenu Aslan Maskhadov puis l'ont élu président en 1996. « Ce pouvoir a tout gâché, il n'a rien pu faire, il a laissé voler, tuer, enlever. Je n'ai pas reçu de salaire depuis 1994. On en a marre, on veut simplement vivre et pas partir dans les montagnes avec un fusil », dit Issa. Avec quelques jeunes, Issa, responsable de l'entretien de ce bout de quartier rasé par les bombes, récupère des dallages demeurés intacts. Il n'y a pas d'outils, toujours pas de salaire, mais seulement un camion ZIL dégingué qu'il faut charger à la main. Issa fait une pause : « Il n'y aura jamais de confiance dans les Russes, mais puisqu'ils sont là, qu'ils restent. Le pire du pire serait que la guerre reprenne. Ce sont nos enfants qui pourront à nouveau faire pousser la Tchétchénie. »

Enfants de la guerre, dont les parents sont morts, ont disparu ou les ont abandonnés, ils sont trente-cinq à vivre dans le petit orphelinat que dirige Bela. Le groupe a fui Grozny, fin septembre 1999, pour s'installer dans deux pauvres bâtiments du village de Nadteretchnoïe, là où est née la directrice, à trente kilomètres au nord-ouest de la capitale. Bela Kas-

saieva parle d'elle, de son premier mari, tué lors de la première guerre. « Mon fils avait cinq ans, j'ai vu son cadavre et ceux de ses frères, les oreilles coupées », dit-elle. En 1996, elle ouvre cet orphelinat à Grozny. Mais, originaire des territoires nord, considérés comme pro-russes, elle et son établissement sont mis à l'index par le pouvoir tchétchène. « On ne nous donnait rien, pas d'argent, pas de nourriture, aucune aide et on a tenté de me renvoyer. » Une protection est finalement trouvée, sa vie se construit dans Grozny, un responsable de l'administration Maskhadov veut l'épouser. « Il y a quelques semaines, il a été tué dans les montagnes où il se battait. »

Après deux mariages perdus, des années de guerre et de misère, Bela Kassaieva a décidé de travailler avec l'administration locale encadrée par les militaires russes. Elle estime que « la nécessité est de vivre désormais en paix avec la Russie ». « Avant il n'y avait rien, maintenant il y a un peu », dit-elle.

François Bonnet

Lire nos informations page 2

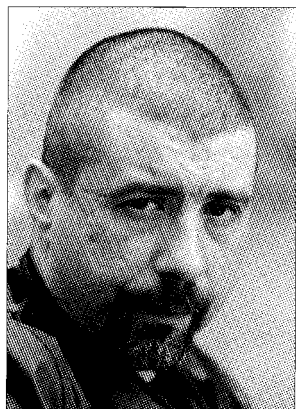


COLUMBIA

CHANSON Les anciens de la vague latino

Les rythmes du 77^e disque de Julio Iglesias (photo) sont en phase avec la déferlante latino dont il fut un précurseur. Autre grand ancien, Carlos Santana rencontre un succès qualifié de « miraculeux », mais en fait très explicable, avec son dernier album. Rencontres avec deux stars riches d'une carrière de trente ans. p. 33

MAURICE G. DANTEC



LE THÉÂTRE DES OPÉRATIONS

Journal métaphysique et polémique

1999

GALLIMARD

En Corse, une incertaine envie d'autonomie

LES CORSES souhaitent-ils, oui ou non, un statut d'autonomie ? Alors que le cycle des « lundis de Matignon » est ouvert et que pour José Rossi, président (DL) de l'Assemblée de Corse, Lionel Jospin doit « prendre conscience [que] l'heure de vérité » approche, plus personne, sur l'île comme sur le continent, ne sait vraiment à quoi s'en tenir. Lorsque le premier ministre a donné le coup d'envoi d'un dialogue tous azimuts, le 13 décembre 1999, lors de la première réunion avec l'ensemble des élus de l'île, une dynamique en faveur de l'autonomie avait semblé s'enclencher. Le ralliement le plus spectaculaire - même s'il était déjà amorcé depuis plusieurs mois - a été précisément celui de M. Rossi, tandis que le Conseil économique social et culturel, censé représenter la « société civile » et les forces vives de l'île, se prononçait aussi dans ce sens.

Trois mois plus tard, le 10 mars, le vote majoritaire de l'Assemblée de Corse en faveur de la motion emmenée par Emile Zuccarelli (PRG), qui excluait tout transfert de pouvoirs législatifs, a douché une partie des espoirs des tenants de l'autonomie. Ceux-ci, néanmoins, ont voulu croire que l'As-

semblée n'était pas au diapason de la population insulaire. Puis est venu un sondage, réalisé (par téléphone, auprès de 600 personnes, les 12 et 13 avril, par l'institut Louis Harris) pour le mensuel Corsica, RCFM (Radio-France) et France 3. L'enquête d'opinion, très remarquée, indiquait une adhésion majoritaire des personnes interrogées, non seulement à la motion Zuccarelli, mais aussi à la personnalité de ses principaux signataires (Le Monde du 4 mai).

L'opinion corse s'est-elle retournée entre décembre et avril ? Ou bien un effet d'image a-t-il survolé, momentanément, un courant sans doute en progression, mais voué à rester minoritaire ? Sans doute peut-on prendre en compte divers éléments, qui se sont probablement combinés.

Premier élément de réponse : si la contradiction fait partie de la nature humaine, cet adage est particulièrement vrai en Corse - au moins dans l'apparence des comportements -, ce qui ne manque pas de contribuer à la complexité du problème.

Jean-Louis Andreani

Lire la suite page 19



DESPIANT/CORBIS

PORTRAIT Au bonheur de « l'Ex »

Valéry Giscard d'Estaing a longuement porté le deuil de sa défaite du 10 mai 1981, de ce jour où « les Français », comme il dit, l'ont « licencié ». Le 10 mai 2000, sa proposition de réduire à cinq ans le mandat présidentiel a fait un triomphe. VGE est heureux. Et très méchant avec Jacques Chirac : « Il finira comme Helmut Kohl... » p. 17

International.....	2	Carnet.....	28
France.....	8	Aujourd'hui.....	29
Société.....	12	Météorologie-Jeux.....	32
Régions.....	16	Culture.....	33
Horizons.....	17	Guide culturel.....	35
Entreprises.....	22	Immobilier/annonces.....	36
Communication.....	24	Kiosque.....	38
Emploi/annonces.....	24	Abonnements.....	38
Tableau de bord.....	25	Radio-Télévision.....	39

RUSSIE Le sommet Union européenne-Russie s'est ouvert, lundi 29 mai, à Moscou avec, à l'ordre du jour, l'économie, l'élargissement de l'UE vers l'Est et le conflit tché-

chène. Dans un article publié par la presse russe, Javier Solana, « Monsieur PESK » (politique extérieure et de sécurité commune) de l'Europe, dit « partager la conception de la

lutte contre le terrorisme » des Russes, mais critique la « façon d'agir » de Moscou. ● EN TCHÉTCHÉ-NIE même, les bombardements se poursuivent contre les combattants

et les villages dans les montagnes du sud de la république rebelle, et l'armée russe construit des installations visant à son maintien pour une longue durée. ● A MOSCOU, des in-

tellectuels russes dénoncent pour la première fois la guerre « à caractère génocidaire » menée contre le peuple tchéchène par le président Poutine et les généraux.

La Tchétchénie se transforme en une vaste caserne russe

Près de 100 000 soldats quadrillent les trois quarts de la république rebelle, alors que des bombardements massifs se poursuivent dans les montagnes. Moscou installe les infrastructures d'une occupation militaire permanente alors que, dans Grozny dévastée, la « reconstruction » reste invisible

GROZNY

de notre envoyé spécial

Sur les premiers contreforts des montagnes du sud, Vadim, lieutenant-colonel content de ses hommes, et répétant sans états d'âme les discours tenus à Moscou, fait visiter sa « base avancée » à quelques journalistes occidentaux. Ceux-ci, à défaut de pouvoir travailler librement en Tchétchénie, peuvent parfois participer à des voyages organisés par le centre de presse des armées. Vadim explique la position qu'il tient depuis le mois de mars. Ses batteries d'artillerie et ses chars contrôlent la plaine et plusieurs vallées. Les villages, dont celui de Kourtchaloï, sont quelques centaines de mètres en contrebas : dans les lunettes de visée des canons, chaque maison est clairement identifiable.

« Ici, nous n'avons pas eu besoin de bombarder », dit l'officier, « on a négocié avec les anciens des villages qui ont demandé aux combattants de se retirer ». A défaut de combattre, le lieutenant-colonel et ses 500 hommes fortifient leur position. La logistique suit, le matériel abonde, les hommes sont bien nourris, payés également. « Nous avons même construit un sauna ! » se félicite l'officier Vadim. Dans le ciel, les chasseurs bombardiers russes filent vers le sud : les bombardements systématiques des positions tchéchènes se poursuivent.

La base de Kourtchaloï résume bien le processus en cours. Depuis la prise de Grozny, aux premiers jours de février, et la fin des bombardements massifs sur les villes des plaines, la Tchétchénie se transforme progressivement en une vaste caserne russe. « Nous garantissons la stabilité de cette zone », dit l'officier Vadim. « La vie normale re-



prend, les civils travaillent dans les champs, les enfants jouent au foot, ici pas une maison n'a été détruite », dit-il. Mais lorsqu'il lui est demandé de se rendre dans les villages « qui veulent vivre en paix », l'officier refuse : « Il peut y avoir des snipers, il y a toujours des forces qui refusent la stabilité ». Même ses hommes ne s'y aventurent que rarement.

COMBATS SPORADIQUES

Occupant les trois quarts du territoire de la république, les Russes tentent désormais de parer aux opérations de guérilla des combattants tchéchènes par un régime d'occupation militaire renforcée. A l'est de Grozny, la base de Khankala en est le centre névralgique : plus de 8 000 hommes sont stationnés là ; des centaines de blindés, de pièces d'artillerie, de camions et de trans-

ports de troupes ont été regroupés. Des trains de matériel arrivent quotidiennement, des casernes sont en train d'être construites.

Quatre vingt-dix mille soldats russes demeurent déployés en Tchétchénie, soit deux fois plus que lors de la guerre de 1994-96. « Nous avons appris, nos troupes sont mieux formées, nos officiers sont meilleurs, nous avons plus de moyens, plus d'organisation », dit le colonel Guennadi Aliokhine, officier de presse de la base. A l'entendre, l'armée russe de la première guerre, ces troupes de jeunes appelés, pas entraînés, affamés et envoyés en première ligne, n'existe plus. Khankala, sa débauche de matériel et son organisation au cordeau sont là pour le démontrer : la « technique » et les forces spéciales constituées de soldats professionnels sous contrat y tiennent la

vedette. « Personne n'arrêtera les troupes russes aujourd'hui », ajoute le colonel, « cette fois, les politiques et notre président nous soutiennent, notre commandement est certain de pouvoir terminer cette opération ».

L'assurance de tous les officiers rencontrés sur le terrain rend illusoire les annonces faites à Moscou d'une recherche de « solution politique ». « Des négociations, oui, mais pas avec les bandits, pas avec Maskhadov [le président tchéchène] », disent les gradés. Officiellement, « la situation demeure complexe, tendue », assure Guennadi Aliokhine. Samedi 27 mai, trois soldats russes ont été tués dans l'ouest de Grozny, lors d'une embuscade. Chaque nuit, des combats sporadiques ont lieu dans les quartiers ouest et nord-ouest. « Les civils reviennent et avec eux s'infiltrèrent des terroristes, ils sont peut-être quatre cents dans la ville », dit-on à Khankala.

Les opérations de nettoyage se poursuivent donc à Grozny et dans toutes les localités environnantes. Dans la capitale, les Russes fortifient leurs positions : sur tous les grands axes et carrefours, les postes de contrôle sont transformés en blockhaus, avec chars et artillerie. Le couvre-feu est imposé et les troupes russes ne se déplacent qu'en blindés. Dans les ruines de cette ville, rasée par quatre mois de bombardements intensifs, les civils reviennent en masse. Combien sont-ils ? Plus de quarante mille, peut-être. « Cent dix mille, et cela prouve que la population reprend confiance ! », assure le général Vladimir Kagebirkin, en charge de la reconstruction de Grozny. C'est une version bien différente de l'ordre russe que racontent les habitants. Devant le bâtiment de la « komandatura », cerné de barbelés et de

sacs de sable, ils sont des dizaines à tenter d'obtenir des papiers. Sultakhanova Osman est à la recherche de son mari, Saïd Khassan, 58 ans, disparu le 22 mai. « Il est entré dans le bâtiment et a été arrêté. Un homme, qu'ils ont relâché, m'a dit qu'il lui ont mis un sac sur la tête et glissé une grenade dans la poche. Je ne sais pas ce qu'il est devenu... » raconte-t-elle. Sultakhanova et son mari, réfugiés durant six mois, avaient regagné

plus, je ne peux plus dormir, cela tire toutes les nuits, on ne sait plus qui se bat ». L'aide alimentaire promise par les Russes parvient au compte-gouttes, une administration civile, tant annoncée, est inexistante, les écoles demeurent fermées, les salaires et pensions ne sont pas plus versés qu'auparavant.

« La Tchétchénie c'est la Russie et le pouvoir fédéral veut que les gens se sentent bien ici, à Grozny », dit avec

Crimes de guerre : aucune enquête russe n'a abouti

A Znamenskoïe, dans le nord de la Tchétchénie, Vladimir Kalamanov a installé ses bureaux dans une ancienne usine de vin. Le « représentant spécial » du président Poutine, chargé de faire respecter les droits de l'homme, répond avec embarras aux accusations de crimes de guerre – exécutions sommaires, viols, pillages – commis par l'armée russe et répertoriés par plusieurs organisations internationales. « Plus de 300 procédures judiciaires ont été ouvertes, plusieurs concernent des soldats russes et nous travaillons avec ces organisations internationales », assure-t-il. A ce jour, aucune enquête n'a cependant abouti. M. Kalamanov reconnaît les limites de ses pouvoirs : « Il n'est pas dans mon mandat de mener par moi-même des enquêtes, je ne peux agir qu'à travers la procureure militaire ou civile ». A plusieurs reprises, ces dernières ont conclu que les troupes russes n'étaient pas responsables de certains massacres de civils. Selon M. Kalamanov, plus d'un millier de Tchétchéniens demeurent détenus dans des prisons russes, à Tchernokozovo, Mozdok, Stavropol et Piatogorsk. – (Corresp.)

Grozny, et leur appartement détruit par les bombes, le 18 mai.

Toumida Sinakhova revient du Daghestan et s'est installée dans une petite grange, proche de sa maison en ruines. « Mes deux fils ont une trentaine d'années, ils veulent rentrer eux-aussi, mais les Russes vont les arrêter dire qu'ils étaient des combattants ». Toumida a ses papiers mais explique n'avoir touché aucune aide, « pas vu un bout de pain depuis une semaine », devoir errer dans les ruines pour trouver de l'eau et quelque nourriture. « Je ne comprends

assurance le général Kagebirkin. A ce jour, la capitale demeure un immense champ de décombres encore livré au rouleau compresseur de l'armée russe. « La deuxième étape, celle des opérations spéciales contre les bandits, sera achevée », dit le colonel Aliokhine. Puis, le régime d'occupation prendra sa vitesse de croisière, a déjà prévu l'état-major : le stationnement permanent de vingt à vingt-cinq mille hommes est en cours d'organisation.

François Bonnet

Emboscades meurtrières à Grozny

De nouvelles attaques tchéchènes contre les militaires russes se sont produites ce week-end à Grozny. Une trentaine de combattants ont attaqué des membres des troupes spéciales du ministère de l'intérieur, samedi 27 mai au soir dans le quartier de Zavodskoï, a indiqué à l'agence russe Itar-Tass le général Alexandre Stoliarov. Par ailleurs, quelque 80 indépendantistes ont attaqué, dimanche, au mortier et au lance-grenades, un bâtiment militaire russe dans le quartier de Tchernoretchié, au sud de Grozny, faisant plus de 40 morts russes selon un bilan, invérifiable, donné par la partie tchéchène. – (AFP)

Le Pen-Club russe dénonce « une opération génocidaire »

MOSCOU

de notre correspondante

Le Pen-Club international, qui réunissait à Moscou, du 22 au 27 mai, 200 écrivains du monde entier, n'a pas failli à ses traditions d'humanisme et de défense des droits de l'homme en plaçant au centre de ses discussions la guerre en Tchétchénie. Vendredi 26, une résolution préparée par le Pen-Club russe, adoptée à l'unanimité par les délégués venus de 78 pays, a condamné sans détours une guerre « non déclarée » sur le territoire tchéchène, qualifiée d'« opération militaire de caractère génocidaire ». La résolution appelle « le président de Russie et les organes compétents à mettre immédiatement fin au conflit et à engager des pourparlers avec toutes les forces de Tchétchénie, y compris avec le président légitime Maskhadov, qui est prêt à une issue pacifique ».

Huit mois après le lancement de « l'opération antiterroriste » dans le Caucase, c'est

la première fois qu'une partie de l'intelligentsia russe dénonce les crimes de l'armée contre la population civile tchéchène et relève les dérives autoritaires du pouvoir poutinien. L'écrivain Alexandre Tkatchenko, président du Pen-Club russe, s'est battu pour que le 67^e congrès de cette association (créée en 1921) se tienne à Moscou, alors que certains avaient exprimé leur doute sur l'opportunité d'une réunion dans un pays en guerre. M. Tkatchenko s'est ensuite démené pour que les membres du Pen-Club de Russie planchent sur le texte d'une résolution à soumettre au vote de l'assemblée, ouvrant ainsi un débat sur la question tchéchène. Lors de la clôture, il a remercié les participants étrangers de ne pas avoir « abandonné l'intelligentsia russe en des temps si difficiles ».

L'écrivain Andreï Bitov, son prédécesseur à la tête du Pen-Club, s'est, lui, réjoui d'avoir enfin pu exprimer son point de vue.

« Le rideau de fer se reconstruit des deux côtés : en Occident, où l'opinion est de plus en plus antirusse, et en Russie, où le gouvernement fait tout pour se couper du reste du monde. Il était urgent de parler », a-t-il expliqué. « En Russie, une génération entière, qui n'a pas connu le système soviétique, est en train de mourir du fait de cette guerre. C'est le plus grand crime mental », a-t-il ajouté. Arkadi Vaksberg, journaliste et essayiste, a estimé que le congrès de Moscou avait été « l'un des plus intenses » de sa carrière : « Nous étions tous unis pour dénoncer la guerre en Tchétchénie. Le plus important est que nous nous sommes démarqués de l'opinion ambiante. Les Russes soutiennent cette guerre, c'est là la plus grande tragédie ».

Le 3 avril, 21 artistes et intellectuels russes – dont les cinéastes Nikita Mikhalov et Alexei Guerman – avaient signé une lettre ouverte prenant la défense de « l'opé-

ration antiterroriste ». Répondant à une pétition lancée par des intellectuels européens (« Une horreur hante l'Europe », Le Monde du 23 mars), ils dénonçaient une malfaisante campagne de désinformation antirusse orchestrée par les médias occidentaux. Dimanche, c'est dans cette veine nationaliste que Vassili Axionov, l'auteur d'Une saga moscovite, est revenu à la charge. Interrogé par la chaîne privée NTV, l'écrivain a expliqué que « l'entrée des troupes russes en 1999 [en Tchétchénie] était la première guerre russe juste des quarante dernières années. Les Tchétchéniens n'ont pas su utiliser l'indépendance. Au lieu de créer un Etat démocratique, ils ont mis en place un régime d'esclavage et de bandits », a-t-il estimé, ajoutant que « l'armée russe luttait pour défendre les principes de la démocratie occidentale »...

Agathe Duparc

L'élargissement vers l'Est et le conflit tchéchène au menu du sommet entre Moscou et l'UE

LE PREMIER sommet Russie-UE depuis l'investiture du président russe Vladimir Poutine s'est ouvert, lundi 29 mai au matin à Moscou, en présence de la troïka européenne : le président de la Commission, Romano Prodi, le représentant de la diplomatie, Javier Solana, et le président en exercice de l'Union européenne, Antonio Guterres. Présent également, Chris Patten, le commissaire européen aux relations extérieures, doit prendre part aux discussions avec le président russe. Celles-ci devraient porter sur la Tchétchénie et les perspectives d'élargissement de l'Union européenne vers l'Europe de l'Est.

« La Russie a accordé et accordera une importance primordiale à ses relations avec l'Europe », a déclaré M. Poutine à l'ouverture du sommet, affirmant que les principes sur lesquels l'Europe s'est unifiée « sont également les principes de la Russie ».

« Le sommet a une importance

aussi grande pour l'Union européenne que pour la Russie (...). Moscou et l'Union européenne sont en train de devenir des partenaires économiques essentiels », a déclaré Romano Prodi dès son arrivée à Moscou, dimanche 28 mai. L'Union européenne absorbe 40 % des exportations russes et fournit un tiers de l'investissement étranger en Russie. Les liens commerciaux entre la Russie et l'UE devraient être renforcés par l'élargissement de l'UE à certains pays d'Europe orientale (Pologne, République tchèque, Hongrie) et aux républiques baltes (Estonie, Lituanie, Lettonie), partenaires majeurs de la Russie.

Mais le propos de M. Prodi faisait surtout écho à celui du ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov, qui avait espéré, quelques jours auparavant « que les dossiers abordés avec l'Union contiendraient des projets constructifs, et pas seulement le dossier tchéchène ». Les re-

présentants de l'UE n'ont pas caché que la Tchétchénie ferait partie des sujets évoqués, tout en précisant que l'offensive russe commencée il y a huit mois contre ce que Moscou appelle des « terroristes » ne serait pas le principal dossier abordé.

Dans un article publié lundi dans le quotidien Vedomosti, Javier Solana, « Monsieur PESK » (politique étrangère et de sécurité commune) met en avant le fait que l'UE partage la conception de la Russie concernant la lutte contre le « terrorisme », mais qu'elle est en désaccord sur sa façon d'agir en Tchétchénie. « Nous devons construire des liens stratégiques et d'amitié entre la Russie et l'Europe. Si nous ne sommes pas d'accord sur un point de la politique russe, nous devons en parler franchement. En particulier sur la façon de la Russie d'agir en Tchétchénie. J'insiste sur cette façon d'agir, car nous partageons bien sûr la conception de la lutte contre le terrorisme », affirme M. Solana.

Les protestants d'Irlande du Nord acceptent la main tendue de l'IRA

Le gouvernement autonome biconfessionnel se remet au travail

Le principal parti protestant d'Irlande du Nord, le Parti unioniste d'Ulster, a donné d'extrême justesse son aval à David Trimble, son président, pour accepter les pro-

messes de désarmement de l'IRA et reprendre sa place à la tête du gouvernement autonome biconfessionnel qui avait été suspendu par Londres, le 11 février.

LONDRES

de notre correspondant

Pour le président américain, Bill Clinton, même chichement donné, le consentement du principal parti protestant à la restauration de l'administration autonome de l'Irlande du Nord montre que la « vent de la paix souffle à nouveau » sur la région. Et de fait, après le trimestre de crise que la province britannique vient de traverser, trimestre au cours duquel beaucoup ont craint que ç'en fût fini du processus de paix historique conclu en avril 1998, la remise en selle, lundi soir 29 mai à minuit, de toutes les institutions biconfessionnelles nord-irlandaises, à commencer par l'exécutif local, revigore l'espoir de tous ceux qui veulent croire à une paix définitive entre majorité protestante et minorité catholique dans le nord de l'île d'Émeraude.

Personne, pour autant, ne se berce d'illusions : la coalition hétéroclite qui reprend à Belfast les pouvoirs limités dévolus par Londres à sa province est plus fragile que jamais, parce que la principale formation qui la compose – le Parti unioniste d'Ulster (UUP) – est tout simplement plus divisée que jamais. Serré de près par les jusqu'au-boutistes de ce parti, le sien, David Trimble, qui redevient le premier des ministres locaux, n'a obtenu, samedi, du conseil exécutif de 863 personnes qui dirige l'UUP que 53 % des voix en faveur de la stratégie modérée qui est la sienne. « Au moindre coup de tabac, ont prévenu ses opposants internes, nous redemanderons un vote et, cette fois, nous l'emporterons. » Faut-il le préciser ? Les 47 % qui ont voté, samedi, contre la restauration d'un exécutif local qui a le défaut majeur, à leurs yeux, de comprendre deux républicains du Sinn Féin, la branche politique de

« l'IRA-terroriste », n'attendent qu'une occasion pour renverser « Trimble-le-moderé » et lui substituer à la tête du parti un faucon pur et dur qui refusera toute coopération avec le Sinn Féin, au moins jusqu'à ce que l'IRA désarme ses activistes.

Motif ou prétexte de ce « front du refus » version nord-irlandaise que les durs de l'UUP forment avec les unionistes démocratiques (DUP) du bouillant révérend Ian Paisley, le désarmement des paramilitaires de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) reste au centre du jeu.

STRATÉGIE DE PAIX DU SINN FEIN

C'est parce que rien de concret ne venait de cette organisation que David Trimble s'était vu contraint de demander à Tony Blair la suspension, le 11 février et après 72 jours d'activité seulement, de son gouvernement autonome. Et c'est parce que l'IRA, respectivement tancée et câlinée par le premier ministre britannique et son homologue irlandais, Bertie Ahern, s'est décidée à s'engager plus avant dans la voie du désarmement, le 6 mai, que M. Trimble a pu plaider samedi, avec le succès limité que l'on sait, pour la restauration du gouvernement local avec le Sinn Féin. On en est là.

Co-prix Nobel de la paix 1999 avec le chef modéré des catholiques locaux, John Hume, David Trimble s'est battu comme un lion pour qu'une fois de plus, les protestants accordent un minimum de confiance à la parole de l'IRA et permettent à ses représentants politiques de siéger à l'exécutif sans qu'une seule arme ait été détruite ou remise à la commission internationale ad hoc mise en place il y a deux ans. C'est un pari qui, s'il n'est pas suivi d'effet, coûtera sans doute sa carrière poli-

tique à l'intéressé. Se sachant sous surveillance sinon en sursis, le chef de l'UUP, après avoir démontré au vu et au su de tous qu'il était prêt à prendre des risques pour faire fonctionner les fameux accords d'avril 1998, attend maintenant des actes de l'IRA. Gerry Adams et Martin McGuinness, les deux leaders républicains du Sinn Féin qui jouent, eux aussi, leur carrière, et peut-être plus, dans la stratégie de paix qui se développe, n'ont, pour leur part, aucun doute quant à la validité des promesses de l'IRA. Ils se sont publiquement félicités de la décision protestante de samedi.

Toujours réticente à remettre ses armes chèrement acquises, même à une commission internationale indépendante, parce qu'elle craint que la chose ne soit interprétée par ses ennemis comme une reddition pure et simple, l'IRA, qui se flatte de n'avoir « jamais été vaincue » par la « puissance coloniale britannique », s'est, pour la première fois, engagée à mettre elle-même ses arsenaux « hors d'usage », et ce de « manière vérifiable et permanente ». Pas de date-butoir, mais, en attendant, pour reconstruire et amplifier la confiance très limitée qui subsiste entre les deux communautés antagonistes, l'organisation clandestine, qui respecte le cessez-le-feu unilatéral qu'elle a déclaré en 1997, a également promis d'ouvrir, dans quelques semaines, au moins trois de ses caches d'armes à l'inspection répétée de deux personnalités internationales réputées « neutres », le Sud-Africain Cyril Ramaphosa et l'ancien président finlandais Marti Ahtisaari. « Depuis cette promesse, deux semaines se sont déjà écoulées, a souligné M. Trimble dimanche, nous attendons des actes. »

Patrice Claude

La crise gouvernementale s'aggrave en Pologne

Sur fond de renversement d'alliance au sein de la municipalité de Varsovie, les centristes de MM. Balcerowicz et Geremek rompent leur coalition avec la droite catholique

VARSOVIE

correspondance

Au terme de plus de deux années et demie de relations orageuses avec ses partenaires de la droite catholique polonaise, le petit parti centriste de l'Union de la liberté a décidé, dimanche 28 juin, de retirer son appui au premier ministre Jerzy Buzek, ouvrant une crise politique qui survient alors que les négociations de la Pologne pour son adhésion à l'Union européenne traversent une phase difficile. Ses cinq ministres, dont les deux responsables polonais les plus connus à l'étranger, le ministre des finances, Leszek Balcerowicz, et le ministre des affaires étrangères, Bronislaw Geremek, devaient présenter officiellement leur démission lundi 29 juin au chef du gouvernement.

M. Balcerowicz, qui est également président de l'Union de la liberté, a déclaré, à l'issue de la réunion de son parti, qu'il n'excluait pas une reconstitution de la coalition avec l'Action électorale de Solidarité (AWS), qui dirige le gouvernement depuis la nette victoire qu'elle avait remportée aux élections législatives de septembre 1997. Mais les choses sont allées si loin qu'il semble difficile que cette crise soit résolue comme toutes celles qui l'ont précédée : par un compromis boiteux et de bonnes paroles.

Pour l'essentiel, les centristes reprochent à l'AWS son manque de discipline, son irresponsabilité. Celle-ci est une constellation de petites formations qui gravitent autour du syndicat Solidarité et ont des positions souvent contradictoires. Certains de ses députés votent ainsi régulièrement contre les projets du gouvernement quand ils n'imposent pas, par une alliance contre nature avec l'opposition, des lois jugées démagogiques. Ils viennent ainsi de voter

un taux de TVA de 0 % pour les agriculteurs, une mesure que M. Balcerowicz juge ruineuse pour l'Etat et de nature à encourager toutes sortes de fraudes. Le ministre des finances, homme de très fortes convictions et de peu de souplesse, enrage de voir ainsi ses projets de réforme des impôts régulièrement altérés ou renvoyés aux calendes grecques.

La crise qui a fait déborder le vase est de nature un peu différente. Elle a été déclenchée par un renversement d'alliance au sein de la municipalité de Varsovie, affligée d'un statut invraisemblable et d'une myriade de conseillers municipaux ou régionaux à la réputation douteuse.

CLANS ET INTÉRÊTS DIVERS

L'Union de la liberté, incapable de trouver un terrain d'entente avec une AWS déchirée entre clans et intérêts divers, s'était résolue à travailler avec les post-communistes (sociaux-démocrates). L'AWS a alors fait pression sur le premier ministre pour qu'il impose dans la capitale un « commissaire » chargé de reprendre les choses en main, et qui, bien entendu, était membre de l'AWS. M. Buzek a fini, une fois de plus, par céder et a nommé (en pleine nuit...) un commissaire qui s'est pris très au sérieux et s'est mis en devoir d'expulser *manu militari* les élus... C'est la raison qui a poussé les responsables de l'Union de la liberté à déclarer que le « premier ministre avait perdu leur confiance », manière d'exiger sa démission.

M. Buzek a fait savoir qu'il était tout prêt à céder la place pour préserver la coalition. Mais le problème dépasse sa personne du premier ministre. Bien que manquant cruellement d'autorité, cet homme intègre et sympathique a battu tous les records de longévité à ce poste depuis que la Pologne

est redevenue démocratique. Le vrai responsable – du moins dans l'esprit des dirigeants de l'Union de la liberté – est le chef de l'AWS, Marian Krzaklewski, père de la victoire électorale de 1997, mais qui n'a jamais voulu assumer directement la charge du gouvernement, préférant conduire depuis la banquette arrière et jouer un constant jeu d'équilibre entre les différentes composantes de la formation qu'il dirige de manière très personnelle. Sentant que cette fois l'alerte était sérieuse, que M. Balcerowicz et ses amis, excédés, ne bluffaient pas, M. Krzaklewski avait fait, au cours des derniers jours, étalage de bonnes intentions. Il a proposé pour le poste de premier ministre un économiste, membre de l'AWS mais aux idées très proches de celles de M. Balcerowicz. L'intéressé, Boguslaw Grabowski, membre du Conseil de politique monétaire de la Banque centrale, est un parfait néophyte en politique.

Reconstruire une coalition – et un gouvernement – demanderait beaucoup de bonne volonté de part et d'autre. L'autre solution envisagée est un gouvernement minoritaire, bénéficiant du soutien tacite de l'Union de la liberté, peut-être toujours dirigé par M. Buzek (faute de majorité pour lui désigner un successeur), mais évidemment incapable d'imposer des réformes et bien en mal de faire passer les réformes et les centaines de lois nécessaires pour permettre à la Pologne d'intégrer l'Union européenne. On imagine très difficilement une telle solution durer bien longtemps. Déjà, le chef du parti social-démocrate, fort de ses 44 % d'intentions de vote (contre 16 à l'AWS et 11 à l'Union de la liberté), jubile et réclame des élections anticipées.

Jan Krauze

A Oradour, dernière étape de la réconciliation franco-allemande

ORADOUR-SUR-GLANE

de notre envoyé spécial

Il paraît que l'époque de la réconciliation franco-allemande est terminée et que les deux pays jouissent désormais d'une normalité retrouvée. Il suffisait pourtant de se rendre dimanche 28 mai à Oradour-sur-Glane pour comprendre que la page du passé n'est pas encore tournée partout. Pour la première fois, des représentants officiels de l'Allemagne avaient été invités à se rendre dans le village où, voici près de cinquante-six ans, le 10 juin 1944, 642 personnes, dont des enfants, ont été massacrées par une unité de la division « Das Reich » appartenant aux Waffen SS. Depuis ce jour, les ruines d'Oradour n'ont pas bougé et le site est devenu monument historique. A ses côtés, un nouveau village a vu le jour.

Conduite par le ministre bavarois des affaires européennes, Reinhold Bocklet, la délégation venue dimanche à Oradour ne comprenait aucun représentant du gouvernement de Berlin. L'ambassadeur d'Allemagne en France n'était pas présent non plus. Sur place, ces visiteurs inhabituels ont été accueillis par le maire, Raymond Frugier, ainsi que par le président de la région Limousin, Robert Savy. Mais pas un représentant

du conseil municipal d'Oradour n'était venu et la population locale ne semblait pas avoir été prévenue. Cette visite en catimini avait été arrangée en marge d'un programme de festivités intitulé « Rendez-vous avec la Bavière ».

« Il est encore trop tôt pour recevoir ici un membre du gouvernement fédéral », a expliqué au Monde M. Frugier, qui assume la responsabilité de cette initiative. « Nous avançons à petits pas, les gens d'Oradour souhaitent que nous allions lentement », ajoute-t-il.

PAS ENCORE D'EXCUSES DE L'ALLEMAGNE

Déjà en 1998, le maire d'Oradour avait bravé de fortes oppositions locales lorsqu'il avait invité une délégation officielle venue d'Alsace et conduite par le maire de Strasbourg (des Alsaciens enrôlés dans les Waffen SS avaient participé au massacre). Cette fois, M. Frugier est allé plus loin : « Je fais un pas supplémentaire parce que les jeunes générations ne doivent pas subir à l'infini les fautes de leurs parents », dit-il, et il ajoute : « J'ai bien conscience de transgresser une règle non écrite. »

L'association des familles de victimes, très influente à Oradour, n'est pas favorable à ces gestes

d'ouverture. Certes de nombreux visiteurs allemands se rendent chaque année à Oradour, mais ce sont des personnes anonymes, souvent des jeunes. On souligne, ici, que l'Allemagne n'a encore jamais présenté d'excuses pour le massacre, et ce silence est mal perçu.

Après avoir traversé les ruines du village martyr et s'être recueillie sur les principaux lieux du crime, la délégation bavaroise a déposé une gerbe au pied du monument aux morts. Toutes les personnes présentes ont respecté une minute de silence avant de se rendre à la mairie où M. Frugier a expliqué qu'« une Europe apaisée » était le « meilleur hommage offert à nos morts et le meilleur héritage à transmettre à nos enfants ». Lui répondant en français, Reinhold Bocklet (né en 1943) a demandé pardon aux victimes, aux survivants et aux familles. Il a exprimé sa « honte » et son « émotion », en soulignant qu'« aucun Allemand ne pouvait se soustraire à la confrontation avec ces crimes monstrueux », crimes dont il n'a pas dit qu'ils avaient été commis par l'Allemagne, mais « au nom des Allemands et par des Allemands pendant la période nazie ».

Lucas Delattre

Le Danemark est toujours très divisé sur l'euro

COPENHAGUE

de notre envoyé spécial

La nervosité gagne le camp des partisans danois d'une adhésion à l'Union économique et monétaire (UEM). Fixé au 28 septembre, le référendum approche sans que la campagne orchestrée par le gouvernement de centre-gauche – avec le soutien des deux principaux partis de la droite classique et le patronat – ne semble porter ses fruits, semant la discorde sur les raisons d'un tel piétinement. Au contraire, les adversaires de l'euro grignotent peu à peu du terrain. A en croire le dernier sondage en date, publié le 21 mai par le quotidien *Berlingske Tidende*, 47 % des Danois rejettent la monnaie unique si la consultation avait lieu actuellement, contre 43 % d'opinions favorables et 10 % d'indécis. Il faut remonter à mai 1998 pour trouver un score aussi élevé en faveur des opposants à l'UEM.

Pour tenter d'amadouer les eu-

rosceptiques, Poul Nyrup Rasmussen, le premier ministre social-démocrate, pourtant partisan déclaré de l'euro, s'est senti obligé de jouer au contorsionniste : depuis l'annonce, le 9 mars, de la tenue du référendum, il a promis qu'en cas de victoire du « oui », le pays pourrait quitter l'UEM si les Danois s'y trouvaient mal après quelques années de participation.

Après avoir rejeté une telle idée, lors d'une visite à Copenhague, le président de la Commission, Romano Prodi, s'est laissé aller à admettre que la sortie d'un pays de la zone euro n'était pas à exclure, « dans des circonstances exceptionnelles ». Ces propos, tenus dans l'édition du 27 mai de l'hebdomadaire britannique *The Spectator*, ont été corrigés depuis par l'entourage de M. Prodi à Bruxelles, assurant qu'il ne fallait pas voir là un changement de direction dans la politique de la Commission. Cet écart de langage, s'il n'a pas été sanction-

né par les marchés financiers, tombe mal au moment où la monnaie unique traverse une crise de confiance...

Les eurosceptiques scandinaves s'estiment renforcés dans leurs convictions lorsque, le 17 mai, un comité de trois « sages » danois rendit un rapport sur l'euro : le pays, selon eux, s'en sortirait aussi bien, d'un point de vue économique, s'il refusait d'entrer dans l'UEM que s'il acceptait.

BONNE SANTÉ ÉCONOMIQUE

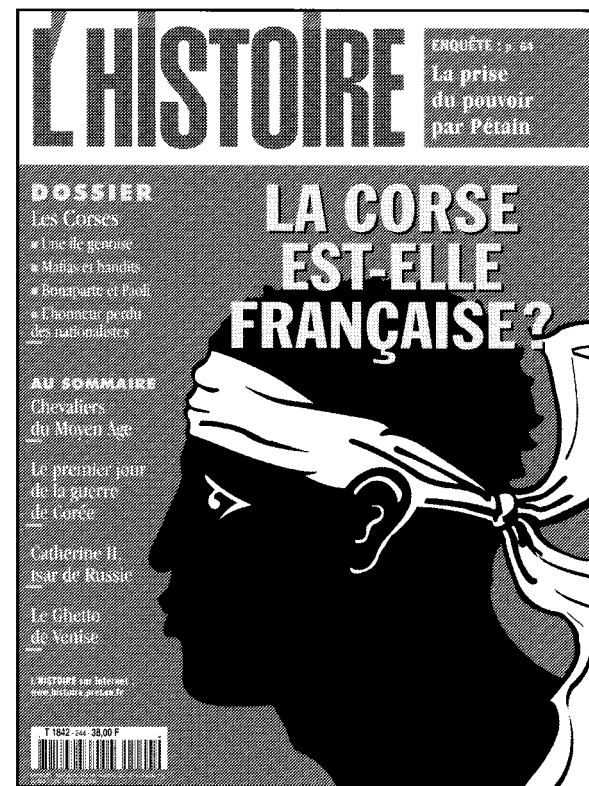
Il sera désormais difficile au camp du « oui » d'user d'arguments économiques pour plaider la cause de l'adhésion. Or l'emploi d'une rhétorique plus politique n'est pas sans risques. Les Danois n'ont-ils pas rejeté le traité de Maastricht, en 1992, au motif qu'il impliquait une intégration plus poussée dans ce domaine ? Un an plus tard, ils obtenaient une exemption dans quatre domaines :

la monnaie unique, la défense commune, la coopération policière et judiciaire, ainsi que la citoyenneté européenne.

Paradoxalement, la bonne santé économique actuelle du pays ne sert pas le gouvernement. Les adversaires de l'euro ne se gênent pas pour en user afin de plaider en faveur d'un statu quo monétaire. Allié pour l'occasion à des formations situées à gauche des sociaux-démocrates, le populiste et xénophobe Parti populaire danois a fait de la défense de la devise nationale son cheval de bataille. La faiblesse actuelle de l'euro apporte de l'eau à son moulin. Même si la cote de popularité de ce parti a baissé ces derniers temps. Peu de Danois ont goûté le choix symbolique de la date du lancement de sa campagne contre l'euro : le 9 avril, jour anniversaire de l'occupation du pays par l'armée allemande en 1940.

Antoine Jacob

Mémoires d'un peuple.



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'armée prend le contrôle de la capitale fidjienne

Le putsch a ravivé les tensions entre les deux communautés, Indiens et Mélanésiens, et menace son économie

SUVA

de notre envoyée spéciale
« Cette fois-ci, c'est barbare. S'il nous faut renoncer une nouvelle fois au poste de premier ministre, nous nous y résoudrons, bien sûr. Mais pourquoi toute cette violence ? Tout allait si bien... » Mahendra Patel, l'un des hommes d'affaires les plus influents de Fidji, est plein de dépit. Treize ans après un double coup d'Etat (1987) qui déjà résultait de l'imminente arrivée au pouvoir des Indiens, alors majoritaires, l'archipel traverse à nouveau une crise qui risque de compromettre les modestes progrès d'intégration réalisés ces derniers temps entre les deux communautés. A présent, pourtant, les Mélanésiens sont redevenus majoritaires, qui représentent 51 % des 820 000 habitants. Les Indiens sont implantés à Fidji depuis le temps du régime colonial britannique, qui avait fait venir cette main-d'œuvre afin de développer la culture de la canne à sucre.

Impliquée non seulement dans l'industrie sucrière mais aussi dans le tourisme, le commerce et les services, la communauté indienne est le poumon de l'économie nationale. C'est bien ce que lui reprochent les Fidjiens mélanésiens, pourtant conscients des handicaps que leur impose la culture traditionnelle : « Si vous faites crédit à votre cousin, il ne vous le rendra jamais. Pour nous, Mélanésiens, c'est normal. Mais c'est pour cela que nous ne pouvons pas prospérer », explique Solomon, un jeune comptable fidjien de souche. Comme voici treize ans, c'est autour de la question de la terre, possédée traditionnellement en bien communautaire par des villages et souvent louée aux Indiens qui l'ont valorisée, que la présente crise s'est développée. Le gouvernement travailliste de Mahendra Chaudhry avait l'intention de s'approprier les terres laissées en friche. Le projet a ravivé les tensions entre deux communautés qui n'ont jamais entretenu que des rapports de cohabitation distante.

Pourtant, il n'y a pas d'animosité profonde entre les deux peuples. « Nous ne nous détestons pas du

tout. On s'accepte et on se respecte », affirme Asha Lakka, une journaliste indo-fidjienne. Depuis quelques années, et à fortiori depuis les élections de 1999, qui ont porté au pouvoir la coalition menée par le Parti travailliste (indien), les habitudes alimentaires, vestimentaires, religieuses ou sportives des deux ethnies avaient commencé à se mélanger. Les Fidjiens, grands joueurs de rugby, se sont mis au football et les femmes indiennes troquent parfois le sari pour les robes traditionnelles fidjiennes. « On a cru qu'il y avait finalement une place pour nous à Fidji », commente Asha Lakka.

BATAILLES DE CLANS

Au reste, la sincérité du meneur du putsch, George Speight, homme d'affaires ayant prospéré sous le précédent régime du putschiste récidiviste de 1987, l'ancien colonel Sitiveni Rabuka, est mise en doute même par des Fidjiens. « Speight a perçu qu'il allait perdre des opportunités d'affaires avec le gouvernement Chaudhry. Lui et d'autres du même genre mobilisent de pauvres Fidjiens qui ne savent pas vraiment ce qui se passe » expliquait l'analyste politique Jone Dakuvula à la télévision nationale dimanche. Quelques instants plus tard, les partisans de Speight s'attaquaient au bâtiment de la chaîne.

Le clivage indo-mélanésien semble bien se compliquer de batailles de clans fidjiens. Le chef des rebelles a obtenu satisfaction partielle du président Ratu Sir Kamisese Mara, le grand chef tribal le plus prestigieux du pays, mais on le soupçonne de vouloir, en réalité, « démissionner » le chef de l'Etat. En tout état de cause, c'est l'économie dans son ensemble qui risque de pâtir de la crise. Réintégré au sein du Commonwealth depuis la levée du régime d'exception en 1997, Fidji voyait les investissements revenir : quelque 300 millions de dollars dans le seul secteur du tourisme en 1999. Après des années de récession, la banque centrale prévoyait plus de 4 % de croissance cette année.

Florence de Changy

Le président israélien Ezer Weizman démissionne, victime d'un scandale financier

Shimon Pérès pourrait le remplacer à cette fonction honorifique

Le président Ezer Weizman quittera ses fonctions le 10 juillet. Soupçonné de corruption, ce que n'a pourtant pas établi formellement une enquête

de police, il a décidé de jeter l'éponge, dimanche 28 mai. Le même jour, Itzhak Mordehaï, ministre accusé de harcèlement sexuel, démissionnait

également. Ce départ, conjugué à la candidature de Shimon Pérès à la présidence, obligera Ehoud Barak à modifier son gouvernement.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Il démissionnera. Après des mois de méchantes rumeurs et de désagréables accusations, le président Ezer Weizman a finalement décidé d'abandonner ses responsabilités à la tête de l'Etat trois ans avant le terme normal de son second mandat. Malade et élaboussé par un scandale financier, M. Weizman, qui avait d'abord assuré qu'il ne démissionnerait pas, puis qu'il déciderait de son avenir à la lumière du rapport que devait remettre le conseiller juridique du gouvernement, a finalement préféré ne pas prolonger l'épreuve.

Dimanche 28 mai, il a officiellement annoncé qu'il quittait ses fonctions. La mesure prendra effet le 10 juillet, à la fin de la session parlementaire d'été. La Knesset élira le prochain président le 26 juillet, lequel entrera en fonctions le 2 août. Moshé Katzav, ancien ministre Likoud de Benjamin Nétanyahou, et Shimon Pérès, ancien premier ministre travailliste et Prix Nobel de la paix, devraient

se porter candidats. Dans l'interval, la présidence par intérim sera exercée par le président du Parlement, Abraham Burg.

Cette fin sans gloire sanctionne six mois de polémiques suscitées par la révélation que, entre 1988 et 1993, M. Weizman a reçu 453 000 dollars versés par un homme d'affaires français, Edouard Seroussi, sur un compte de tutelle spécialement ouvert à cet effet. Ezer Weizman était à l'époque ministre, puis parlementaire. Les versements se sont arrêtés en 1993, lorsqu'il avait été élu président.

« PROBLÈME MORAL »

Sans nier les versements d'argent, révélés par un journaliste du quotidien *Maariv*, le président israélien en avait d'abord contesté l'importance, puis avait expliqué qu'il s'agissait de simples cadeaux, sans contrepartie, pour payer les coûteux soins médicaux dispensés à son fils, gravement blessé, en 1969, lors de la « guerre d'usure » entre Israël et l'Egypte ; son avocat,

enfin, avait déclaré que les sommes correspondaient à des honoraires perçus dans une affaire de conseil « sans lien avec Israël, concernant un produit fabriqué et vendu à l'étranger ».

Le 20 janvier, une enquête préliminaire avait été confiée à la police. Elle devait conduire, le 6 avril, à la publication d'un rapport établissant que, sans être entièrement coupable des divers motifs faisant l'objet de l'enquête – corruption, abus de confiance, fraude et fraude fiscale, infraction à la loi sur les cadeaux aux hommes d'Etat –, le président n'en était pas pour autant blanc-bleu. Il y a quelques jours, le conseiller juridique du gouvernement, Elyakim Rubinstein, de qui dépendait une éventuelle inculpation d'Ezer Weizman, avait suivi les recommandations des policiers, estimant ne pas avoir de « preuves suffisantes » pour poursuivre. « Nous ne pouvons pas atteindre le minimum requis par les tribunaux pour engager une poursuite criminelle », avait conclu le magistrat, tout en soulignant que le

comportement du président soulevait « un sérieux problème moral ».

Depuis, les pressions n'avaient fait que s'accroître, certains députés envisageant même de lancer une procédure de destitution si M. Weizman tardait à démissionner. Ce dernier, qui avait d'abord envisagé de durer jusqu'en septembre, a fini par céder, visiblement las d'une guérilla où il n'avait rien à gagner. N'eussent été les accusations portées contre lui, M. Weizman, paradoxalement, aurait peut-être déjà démissionné pour raisons de santé. Après avoir, l'an dernier, subi une intervention chirurgicale, il avait été pris de malaise en public, le 10 mai, lors des cérémonies des fêtes de l'indépendance. Une démission pour raison de santé, pensait-il, risquait d'être interprétée comme un aveu de culpabilité, ce qu'il ne pouvait accepter.

UNE PARTIE DÉLICATE

Le jour même où était annoncée la prochaine démission du président Weizman, Itzhak Mordehaï, vice-premier ministre et ministre des transports, annonçait à son tour qu'il démissionnait. Formellement inculpé, le 25 mai, dans trois affaires d'agression sexuelle, M. Mordehaï, général de réserve et ancien ministre de la défense dans le gouvernement de M. Nétanyahou, a aussi quitté ses fonctions de président du Parti du centre. Il s'était mis en congé du gouvernement depuis l'ouverture de l'enquête, le 7 mars.

Cette dernière démission et l'éventuel remplacement du président Weizman par Shimon Pérès vont vraisemblablement conduire M. Barak à remanier son gouvernement. Le premier ministre va avoir une nouvelle partie délicate à jouer, alors que les affaires libanaises risquent toujours de dérapier et que les pourparlers israélo-palestiniens – jugés prometteurs par des sources gouvernementales israéliennes, mais démenties par les Palestiniens – pourraient reprendre cette semaine à Stockholm.

G. M.

Georges Marion

PROFIL

DE LA DROITE NATIONALISTE AU TRAVAILLISME

Ezer Weizman appartient à l'aristocratie sioniste qui fonda Israël. Sa famille, d'origine russe, était arrivée en Palestine au début du siècle et son oncle, Haïm, chimiste célèbre et président de l'Organisation sioniste mondiale avant la seconde guerre mondiale, fut, en 1949, le premier président du jeune Etat israélien.

Né en 1924, à Tel Aviv, Ezer Weizman rejoint en 1942 la Royal Air Force pour se battre contre les troupes de l'Axe. Breveté pilote, il se bat en Egypte, puis en Inde. A la fin de la guerre, il est de ceux qui mettent sur pied l'embryon de l'armée de l'air du futur Etat juif puis, après la « guerre d'indépendance » de 1948, fonde l'armée de l'air d'Israël. En 1956, il est nommé commandant en chef de l'aviation israélienne. Dix ans plus tard, major-général de l'armée de l'air, il devient chef des opérations de Tsahal et vice-chef d'état-major, responsabilité qu'il exerce encore en 1967, durant la guerre de six jours.

Deux ans plus tard, jeune retraité de quarante-cinq ans, Ezer Weizman entre en politique. Il y suivra un parcours ondoyant, passant de la droite à la gauche sans beaucoup de scrupules. En 1969, élu député du Gahal, formation née de l'union du petit Parti libéral

et du parti d'extrême droite Herout que dirige Menahem Begin (auquel il a adhéré), il devient ministre des transports dans un gouvernement d'union nationale dirigé par la travailliste Golda Meir. En 1977, le Likoud, successeur du Gahal, gagne les élections, grâce notamment à Ezer Weizman, qui a brillamment dirigé la campagne qui propulse Menahem Begin au poste de premier ministre. Ministre de la défense, M. Weizman prend une part active dans les négociations qui mènent à Camp David et au traité de paix avec l'Egypte. Mais, en 1980, l'indiscipliné Weizman, en désaccord avec son parti quant aux moyens d'arriver à la paix dans la région, démissionne de ses responsabilités et est exclu du Herout.

L'épisode marque son tournant politique. Ministre sans portefeuille du gouvernement d'unité nationale issu des élections de 1984, Ezer Weizman, quatre ans plus tard, court sous les couleurs du Parti travailliste, dont il dirige la campagne. Le nouveau gouvernement d'unité nationale en fera un ministre de la science et du développement, responsabilité qu'il exerce jusqu'en 1990. Mais, en 1992, il démissionne à nouveau de son siège de député, mécontent du peu de progrès faits dans le processus de paix israélo-arabe. Un an plus tard, après la victoire électorale d'Itzhak Rabin, la Knesset l'élit chef de l'Etat. Il avait été réélu pour un second mandat le 4 mars 1998.

De graves violences ont créé un début de panique à Suva

L'ARMÉE a annoncé, lundi 29 mai, qu'elle prenait le contrôle de Suva, la capitale de Fidji, au lendemain de graves violences, dans le cadre du coup d'Etat en cours depuis dix jours. Les militaires ont déclaré à la radio qu'ils prenaient position aux points stratégiques de la ville. Un couvre-feu de quarante-huit heures a été décrété à partir de 18 heures (6 heures GMT) et l'armée a rappelé tous ses réservistes âgés de moins de cinquante-cinq ans.

Ces mesures font suite aux incidents qui ont éclaté dimanche soir, quand l'immeuble de la télévision d'Etat et un hôtel de la capitale ont été attaqués par une centaine de partisans des auteurs du coup d'Etat. Dirigés par l'homme d'affaires George Speight, ceux-ci retiennent en otages le premier ministre, Mahendra Chaudhry, et 30 députés dans l'enceinte du Parlement depuis le 19 mai. Un policier touché par une balle dans le dos a succombé à ses blessures lundi matin et un agent de sécurité est mort d'une crise cardiaque lors de l'at-

taque du bâtiment de la télévision.

L'ambassade des Etats-Unis a conseillé aux Américains de quitter Suva. Sur les conseils de la police, des familles indiennes et des expatriés ont déjà évacué la capitale pour se réfugier à l'ouest du pays, dans les villes de Nandi et de Lautoka. Plusieurs journalistes étrangers ont également fui Suva, certains abandonnant leur matériel, après avoir fait l'objet de menaces.

Des négociations auraient repris entre George Speight et des émissaires du grand conseil des chefs, le putschiste ayant rejeté la proposition du président Ratu Sir Kamisese Mara de nommer un premier ministre par intérim, comme l'y autorise la Constitution. Le chef putschiste dit vouloir gouverner pendant un an par décret.

La Grande-Bretagne a appelé dimanche le président Mara à résister au putsch et proposé son assistance à l'archipel pour sortir de la crise. L'Australie et la Nouvelle-Zélande étudient la possibilité de sanctions en cas de non-respect de la Constitution. – (AFP, AP, Reuters.)

Très vif regain de tension à la frontière entre Israël et le Liban

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

Six jours après le retrait précipité de l'armée israélienne du sud du Liban, le calme et la sécurité, qui prévalent dans cette région, demeurent fragiles et sont à la merci de la moindre provocation. Mais, surtout, l'armée israélienne risque d'être de nouveau harcelée par le Hezbollah si deux affaires ne sont pas réglées. La première est le maintien en détention en Israël de trois Libanais : Abdel Kerim Obeid (du Hezbollah), Moustapha (dit « Abou Ali ») El Dirani (du mouvement chiite Amal) et Samir El Qantar (du Parti national-social). L'autre affaire concerne les hameaux de Chebaa, dont le Liban revendique la souveraineté alors qu'Israël considère que 99 % de ce territoire sont syriens.

Dimanche 28 mai, deux incidents, qui ont fait un mort et trois blessés, dont un grave, ont eu lieu dans la région frontalière, où une foule toujours très nombreuse continue de se rendre « en pèlerinage » ou par curiosité. Deux fillettes sont par ailleurs mortes, victimes d'une mine. Au lieu-dit « la Porte de Fatima », un groupe de Libanais a défoncé les barbelés tendus le long de la frontière et fait quelques pas en territoire israélien où ils ont lancé des pierres en direction des soldats. Ces derniers ont riposté par des tirs, blessant trois d'entre eux, dont un grièvement. Devant la multiplication des provocations – jets de pierres et de bouteilles, insultes, bravades, installation d'un lance-roquettes multiple en carton pâte –, l'Etat hébreu s'est plaint auprès des Nations unies. Selon des informations non encore confirmées officiellement, l'armée libanaise aurait l'intention d'imposer, à partir de lundi, un laissez-passer à toutes les

personnes non originaires de la région frontalière et désireuses de s'y rendre. Dès dimanche, le Hezbollah, qui n'a cessé, au cours des derniers jours, d'inviter la population à s'abstenir de tels actes, sans être entendu, a pris l'initiative de couper la route menant à « la Porte de Fatima » pour en interdire l'accès.

Un autre incident a eu pour théâtre la localité de Rmeich, en majorité chrétienne, dont un habitant a été tué. Les esprits s'étaient échauffés après qu'une rumeur eut fait état de l'enlèvement d'un habitant, rumeur qui s'est révélée infondée.

PATROUILLES MIXTES

Malgré les appels de tous les responsables politiques et religieux de toutes les communautés, malgré leur visite dans les différentes localités, d'autres rumeurs jusqu'à maintenant non fondées circulent à propos de règlements de comptes individuels ou politiques. Des pillages et saccages de domiciles ont également eu lieu. Si tout le monde convient ici que ces incidents demeurent limités au regard de vingt-deux années d'occupation et de haine, chacun n'en insiste pas moins sur l'absolue nécessité de les circonvenir totalement pour empêcher que les choses ne dégénèrent. Le Hezbollah, Amal, le Parti communiste et le Parti national-social font circuler des patrouilles mixtes. Les forces de sécurité intérieure (la gendarmerie) s'emploient également à calmer les esprits.

Par ailleurs, pour la première fois depuis la fin du retrait israélien, l'aviation militaire de l'Etat hébreu a franchi, dimanche 28 mai, le mur du son au-dessus de Beyrouth. Les habitants de la capitale libanaise en ont été d'autant plus surpris

qu'Israël est supposé avoir définitivement quitté le Liban au sol, par air et par mer, conformément à la résolution 425 du Conseil de sécurité de l'ONU. Mais ce retrait total doit encore être vérifié et confirmé par les experts des Nations unies et les casques bleus de la Force intérimaire de l'ONU pour le Liban (Finul). Ils ont commencé le travail par hélicoptère et au sol, mais cela devrait prendre quelque temps.

En tout état de cause, pour le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, le retrait ne sera considéré comme total que lorsqu'Israël aura évacué les hameaux de Chebaa. Il s'agit d'une bande de terre appartenant à des Libanais de la localité de Chebaa et qui a été occupée par Israël en 1967 – et non en 1978, comme le fut le territoire évacué le 24 mai par Tsahal. Pour l'Etat hébreu, c'est un territoire syrien. La Syrie affirme reconnaître la souveraineté libanaise. L'armée israélienne a évacué deux de ses positions dans cette zone au cours des dernières 48 heures, mais n'entend pas se replier davantage. Le secrétaire des Nations unies, Kofi Annan, est d'avis que ce territoire ne relève pas de la résolution 425 des Nations unies, adoptée en 1978, mais de la 242, consécutive à la guerre de juin 1967.

PRISONNIERS-OTAGES

Hassan Nasrallah a répété à plusieurs reprises au cours des derniers jours que la résistance à Israël continuerait dans la région des hameaux jusqu'à leur libération totale. « Nous ne renoncerons à aucun pouce de territoire libanais », a-t-il martelé. Et, dans un entretien qui doit paraître lundi dans l'hebdomadaire arabe *El Wasat*, il a déclaré : « Je suggère à

Israël de se retirer. A ce moment-là, il n'y aura plus de raison » de continuer à combattre. « Lorsque le gouvernement de l'ennemi israélien pourra demander : y a-t-il encore un seul pouce de territoire libanais occupé et que le Liban répondra par la négative, alors l'affaire sera close », a-t-il ajouté.

Quant aux trois otages qu'Israël voudrait échanger contre le pilote israélien Ron Arad, disparu au Liban en 1989, Hassan Nasrallah se dit disposé à s'employer à connaître le sort du pilote Arad. « Que nous le trouvions mort ou vivant, le prix n'en sera pas exclusivement les prisonniers libanais, mais aussi les prisonniers palestiniens », a-t-il néanmoins précisé.

Pour l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri, les problèmes de Chebaa et des prisonniers-otages doivent « être réglés le plus rapidement possible pour éviter une dégradation de la situation ». « Les pays qui ont soutenu le Liban, a ajouté M. Hariri dans des déclarations au Monde, en particulier la France, pays ami et membre permanent du Conseil de sécurité, doivent s'efforcer de régler ces deux problèmes. » Mais, à son avis, ce ne sera là qu'une première étape. Car « pour que la sécurité et la stabilité fragile qui prévalent au Liban sud soient définitives, il faut un accord de paix. Et cela passe par une reprise rapide des négociations entre Israël et la Syrie à propos des territoires syriens occupés ».

M. Hariri estime que la France, du fait de ses relations privilégiées avec le Liban et la Syrie, mais aussi avec Israël, peut jouer un rôle extrêmement constructif à cet égard en complément de celui que jouent les Etats-Unis.

Mouna Naïm

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU BEAU VETEMENT

LEGRAND

Depuis 1894

Tailleur et Chemisier sur mesures

Collections Hommes & Dames

Grand choix de tissus et de prix

27, rue du 4-Septembre, Paris 2^e

Tél : 01.47.42.70.61

3^{ème} cycle

INGENIERIE ET NEGOCIATION COMMERCIALES INTERENTREPRISES

Pour devenir

Ingenieur d'affaires/ Chef de produits "b to b"

Recrutement Boc 4/15, Ingenieurs, DEA, DESS, ESC... jusqu'à fin juillet 2000

Formation d'octobre 2000 à septembre 2001 dont 6 mois de mission en entreprise.

www.devinci.fr/inci

Brochure et dossier au 01 41 16 73 12

Courrier ou E-mail : inci@devinci.fr

INCI - Pôle Universitaire Léonard de Vinci

92916 Paris La Défense Cedex

ETABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPPLEMENTAIRE PRIVE

Alberto Fujimori a été élu pour un troisième mandat consécutif à la présidence du Pérou

Le scrutin a été contesté de tous côtés

Des incidents violents mais sporadiques ont éclaté, dimanche 28 mai à Lima, après la victoire controversée du président Alberto Fujimori à

l'élection présidentielle où il a recueilli un peu plus de 50 % des voix. Agé de 61 ans, il briguaient un troisième mandat de cinq ans. Son rival

Alejandro Toledo, qui avait refusé de participer au second tour, a appelé l'armée à se ranger « aux côtés de la nation et non de Fujimori ».

LIMA
de notre envoyé spécial
Le gagnant du scrutin présidentiel du dimanche 28 mai, le président Alberto Fujimori, était attendu pour fêter sa victoire dans un quartier populaire de la capitale. Il n'est pas venu, se tait et se terre. Il ne s'est plus montré en public depuis les volées de pierres qui ont perturbé son meeting à Arequipa dans le sud, lundi. Il n'a pas tenu de réunion de clôture jeudi. Il attend que la vague retombe et n'a fait aucune déclaration pour commenter ou expliquer sa victoire, annoncée après le refus de son rival Alejandro Toledo de participer à ce scrutin, en raison des irrégularités qui ont marqué le premier tour et qui ont pesé sur l'organisation du second. Pour le secrétaire général de Pérou possible, Luis Solari, le parti qui soutient la candidature d'Alejandro Toledo, « le gouvernement s'est fait hara kiri » avec ce scrutin, une manière spontanée de souligner que l'heure des difficultés est arrivée pour M. Fujimori.

Les proches du gouvernement, eux, n'ont pas cessé tout au long de la journée de se rirer du retrait de l'ensemble des observateurs internationaux et nationaux, justifié « par l'absence de garanties quant au caractère de régularité et de transparence requises pour une consultation démocratique ». Ils étaient leur fierté d'appartenir à ce Pérou qui a gagné contre l'intervention étrangère. « Nous ne voulons pas d'une démocratie ligotée comme en Colombie et en Equateur », prétendent-ils. L'absence de légitimité est pourtant criante et les plus de 50 % attribués à M. Fujimori n'ont pas impressionné les milliers de manifestants qui se sont retrouvés dans toutes les villes du pays pour hurler leur rage. Ils ont perdu et ils veulent montrer qu'ils n'acceptent pas qu'il en soit ainsi « pour cinq années encore ».

« Il y a trois jours, le gouvernement a enlevé son masque et a tué la démocratie », a expliqué Alejandro Toledo à ses supporters. « J'irai jusqu'à la fin pour restaurer la démocra-

tie dans le pays quoi que cela me coûte », lance-t-il. Il rend responsable Alberto Fujimori de tout ce qui peut arriver dans le pays, de l'isolement international qui va s'ensuivre. « Nous avons demandé une élection régulière et ils nous ont tendu une embuscade », explique-t-il une fois encore, pour justifier son refus de participer à ce second tour. Il serre contre lui fortement deux micros, à pleines mains, il ne veut pas rompre cet instant qui sera le dernier d'une longue campagne. Derrière lui, ses proches tiennent pieusement une bougie allumée.

« LA DICTATURE VA TOMBER »

M. Toledo s'adresse à M. Fujimori, lui assure que « la communauté internationale ne reconnaîtra pas cette élection, parce qu'elle ne reconnaît pas la volonté du peuple » et déclare qu'à compter de ce jour, il prend la tête d'un mouvement d'unité nationale auquel participeront toutes les forces de l'opposition. Comme beaucoup de Péruviens, il pense au précédent de la

République dominicaine, dont la frauduleuse élection de 1984 fut annulée à la suite de la pression de l'Organisation des Etats américains. Il ne voit pas d'autre alternative que la démission de M. Fujimori et l'organisation de nouvelles élections. Alors que des nouvelles parviennent des différentes villes du pays – Huancayo, à l'est de Lima, est en quasi état de siège après le déchaînement de plus trente mille personnes –, la foudre scande « la dictature va tomber ». M. Toledo promet qu'ils lutteront ensemble. « Il est possible que commence une phase de répression dans le pays, mais nous n'avons pas peur de M. Fujimori », prévient-il.

Ces manifestations dans les rues d'un Pérou encore traumatisé par le terrorisme constituent un véritable tournant, ainsi que le prouvent ces milliers d'étudiants qui – pour la première fois depuis dix ans – sont sortis de leurs universités pour investir les rues.

A. A.

Le pari risqué d'un président surnommé « Chinochet »

LIMA
de nos envoyés spéciaux
« Qu'est-ce que je ferais si je n'étais plus président ? Je ne vois vraiment pas comment je pourrais vivre autrement. L'exercice du pouvoir me fas-

PORTRAIT

En dix ans, El Chino a montré une dureté sans égale dans la conduite de sa politique

cine. Je n'aurais pas autant de défis à relever. Et j'aime les défis. J'aime sentir monter l'adrénaline », confiait récemment l'ingénieur agronome Alberto Furimori, âgé de 61 ans, élu chef de l'Etat en 1990, réélu en 1995 et sur le point d'être proclamé une nouvelle fois président de la République du Pérou. Cela étant, à la différence de 1990 où il fut élu contre l'écrivain Mario Vargas Llosa, Alberto Fujimori, surnommé El Chino, en raison de son ascendance japonaise, va aborder son troisième mandat dans une situation de grande faiblesse.

Cet homme pragmatique croit à la prédestination. Dans un texte autobiographique, publié pour la première fois et exclusivement au Japon en 1999 dans le quotidien *Nihon Keizai*, il confiait : « En terminant l'école primaire, sur mon livre d'histoire, j'ai écrit mon nom à la fin de la liste des présidents de la République. Je crois que c'est la première fois que j'ai songé à être président. » Il était alors élève d'une école publique, et ses origines humbles ne le destinaient pas à suivre des études supérieures. « Je lisais déjà des livres de physique et de biologie de niveau universitaire », ajoutait-il, non sans vanité.

Sa carrière politique a été bien tardive et plus proche de celle d'un voyageur égaré que d'une ascension cohérente. En 1989, il est le terne président de l'association des recteurs d'universités et il se décide à briguer un siège au Parlement. Il frappe aux portes des partis de gauche et de centre-gauche et n'obtient aucune réponse favorable. Pour se faire connaître il décide de se présenter à l'élection présidentielle ; il lance alors son mouvement, Changement 90. Dépourvu de tout programme, de toute vision des problèmes du Pérou, il parcourt le pays avec un slogan ba-

sique, « Travail, honnêteté, technologie », juché sur un tracteur.

Il se présente en 1990 comme le « Chinito », c'est-à-dire le descendant typique du Japonais qui administre son minuscule commerce, au coin de la rue, toujours courtois, toujours poli, réputé honnête et travailleur. Il est populaire chez les plus pauvres, qui avouent volontiers « qu'avant, ils n'avaient rien et qu'aujourd'hui ils ont un petit peu ». Ce qui a joué en faveur d'Alberto Fujimori jusqu'à cette troisième réélection, c'est l'atténuation du malheur pour ceux qui ont bénéficié des subsides de la présidence, qui gère directement plus de 40 % du budget de l'Etat. El Chino utilise ces ressources dans la tradition des grands populistes, avec un authentique attachement aux projets qui touchent les plus démunis. La faiblesse de ce système tient évidemment dans la cruelle réalité qui veut que, hors de lui, il n'y a pas de salut : tout le pouvoir politique, l'administration, les institutions de l'Etat, dont le très controversé bureau national des élections (ONPE), dépendent de lui ; il nomme et réécuse d'un geste.

MÉPRIS DES PERSONNALITÉS RECONNUES

Trois mois avant le premier tour de scrutin de l'élection, en 1990, il passe en tête des intentions de vote et nargue, avec la morgue des petits qui ont gagné, le très raffiné romancier Mario Vargas Llosa, grand favori des instituts de sondage et représentant de la minorité européenne. Il triomphe largement au second tour de scrutin ; il confirme ce succès et son ancrage populaire – même si le thème de la fraude était déjà présent – lors de sa réélection au premier tour, en 1995, contre l'ancien et prestigieux secrétaire général des Nations unies, Javier Perez de Cuellar. Cet épisode le renforce dans son mépris des personnalités internationalement reconnues et explique, en partie, son indifférence à la réaction internationale qui a accompagné l'élection péruvienne de cette année.

La victoire du Chino a été, en ces deux occasions, celle des pauvres, des analphabètes, des indiens, des métis (les Cholos). En dix ans, El Chino a montré une dureté sans égale dans la conduite de sa politique. Après avoir fait campagne sur des thèmes protectionnistes et populistes, il a viré de bord dès les premières semaines de son exercice du pouvoir passant à un ultra-

libéralisme qui a surpris jusqu'à son adversaire malheureux.

Le « Fujichoc » a donc été appliqué plus qu'à la lettre au Pérou, dix jours après son investiture, sans s'inquiéter du coût social et des conséquences humaines. Aujourd'hui, si le Pérou ne connaît pas de crise financière, comme son voisin l'Equateur, il capitalise une dette énorme, 60 % de sa population survit dans l'économie informelle et plus de 10 % des autres sont officiellement au chômage.

Pour combattre les mouvements de la guérilla et, en premier lieu, le Sentier lumineux, il donne carte blanche à l'armée et en particulier à Vladimiro Montesinos, qui dirige les services de renseignements (SIN) et qui est devenu pour l'opposition, au fil des affaires ténébreuses qui ponctuent l'actualité péruvienne, le symbole d'un régime honni pour ses méthodes. Il installe une justice expéditive et ne s'embarrasse pas des critiques des défenseurs des droits de l'homme ; peu lui importe si plus d'un millier d'innocents croupissent dans les terribles prisons péruviennes. Il gagne la lutte militaire en arrêtant Abimaël Guzman en 1992 et met fin à quinze années d'une sale guerre qui fit environ 30 000 victimes dans ce petit pays de 25 millions d'habitants.

Pour gouverner sans partage, face à un Congrès où il n'a pas la majorité, il effectue le 9 avril 1992 un autopsch : il ferme le Parlement et prend le contrôle de l'ensemble des services publics et du pouvoir judiciaire, qu'il recomposera à son gré. Fort d'un appui populaire croissant en raison de ses succès contre le terrorisme et contre l'hyperinflation, il se fait l'avocat, face à la communauté internationale, d'une sorte de démocratie directe, à la manière des despotes éclairés.

« J'ai inventé un pays. Je n'ai pas trouvé de dauphins pour me remplacer, et les candidats de l'opposition détruiraient mon œuvre », a-t-il avancé pour ne pas quitter le palais présidentiel et justifier sa candidature à un troisième mandat. C'est la première fois que virait au messianisme le « Chinito », qui très vite s'est mué en un véritable autocrate, connu sous le vocable de « Chinochet ».

Alain Abellard et Nicole Bonnet

La plupart des casques bleus retenus en otages par les rebelles sierra-léonais ont été libérés

LE SECRÉTAIRE général de l'ONU, Kofi Annan, s'est félicité de la libération, dimanche 28 mai, de 89 casques bleus encore retenus en otages par les rebelles sierra-léonais. Ces hommes – 88 Zambiens et un officier gambien – ont été acheminés par hélicoptère vers le Liberia dimanche. Un épisode humiliant de l'histoire de l'ONU, la prise en otages de 500 de ses hommes début mai, semble ainsi en passe de se résoudre. Un groupe de 23 militaires indiens reste encore encerclé à Kuiva, dans le sud-est de la Sierra Leone. Le porte-parole de la Mission des Nations unies à Freetown, David Wilmhurst, a précisé que des soldats étaient encore portés manquants ; les corps d'hommes revêtus d'uniformes de l'ONU avaient été découverts le 21 mai à 80 km de Freetown.

D'autre part, les dirigeants des Etats d'Afrique de l'Ouest, réunis à Abuja (Nigeria), ont annoncé lundi 29 mai l'envoi de 3 000 soldats en Sierra Leone dans le cadre de l'opération des Nations unies (Minusil). Ils ont décidé de « sécuriser » le chef des rebelles sierra-léonais, Foday Sankoh, a indiqué le secrétaire exécutif de la Cedeao (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest), Lansana Kouyaté. Le chef du RUF est actuellement détenu par les autorités de Sierra Leone. « Nous avons décidé de sécuriser Foday Sankoh, probablement hors de la Sierra Leone (...), mais ça ne veut pas dire que nous acceptons les massacres et les mutilations de la population. Ça ne signifie pas non plus qu'il ne pourra pas être traduit en justice plus tard », a précisé M. Kouyaté. Pour l'envoi des 3 000 hommes,

dont 2 000 Nigériens, au sein de la Minusil, la Cedeao « demande l'appui financier de la communauté internationale », a ajouté M. Kouyaté, et elle souhaite « que le commandement [de la Minusil] soit confié à un officier de la sous-région », c'est-à-dire un officier du Nigeria, pays qui participe déjà avec 3 500 hommes à l'opération en Sierra Leone.

La Cedeao a également décidé l'envoi d'une mission pour négocier « un cessez-le-feu ». Une dizaine de chefs d'Etat ont participé au sommet d'Abuja pour le 25^e anniversaire de la Cedeao, parmi lesquels le président sierra-léonais, Ahmed Kabbah, et le président libérien, Charles Taylor, considéré comme le « parrain » de Foday Sankoh et qui a servi d'intermédiaire pour la libération des casques bleus. – (AFP)

L'Allemagne choisit l'Airbus comme transport militaire

BERLIN. Le ministre allemand de la défense, Rudolf Scharping, s'est prononcé en faveur d'une version militaire de l'Airbus (baptisée A-400M) comme nouvel avion de transport pour la Bundeswehr, dans un entretien paru, lundi 29 mai, dans l'hebdomadaire *Focus*. M. Scharping a justifié ce choix par la nécessité d'accorder « une priorité absolue à une solution commune européenne », et il a souligné que la décision récente de la Grande-Bretagne en faveur de l'Airbus était « tout à fait digne d'être saluée ». Une décision européenne en faveur de l'Airbus A-400M serait, dit-il, utile pour le transport conjoint de troupes aéroportées « qui utilisent les mêmes procédures et qui utiliseront désormais le même appareil ». Berlin avait longtemps étudié l'achat d'un avion russo-ukrainien, l'Antonov-70, pour remplacer ses Transall. – (AFP)

Premières négociations aux Philippines sur la libération des otages étrangers

JOLO. Un premier round de négociations a eu lieu, samedi 27 mai sur l'île de Jolo, concernant le sort des dix-neuf otages étrangers, dont deux Français, détenus depuis le 23 avril par le groupe Abu Sayyaf. Robert Aventajado, conseiller du chef de l'Etat philippin, a pu s'entretenir avec les otages. Il a déclaré qu'il avait rejeté deux demandes des ravisseurs : la création d'un Etat musulman dans le sud des Philippines et la formation d'une commission d'enquête sur les conditions de vie de 500 000 Philippines résidant dans l'Etat malaisien du Sabah. Cette demande a également été rejetée par le gouvernement malaisien. Une deuxième séance de discussions est prévue mardi ou mercredi.

D'autre part, la police a procédé à vingt-six arrestations à la suite de l'explosion de bombes dans deux supermarchés de Manille. Insurgé à Mindanao, le FMIL (Front Moro islamique de libération), qui doit reprendre mardi des négociations de paix avec Manille, a démenti être responsable de ces attentats. – (Corresp.)

Affaire Letelier : M. Pinochet pourrait être poursuivi aux Etats-Unis

WASHINGTON. Le département de la justice américain a découvert de nouveaux éléments qui permettraient de poursuivre l'ex-dictateur chilien Augusto Pinochet pour son implication dans un attentat commis en 1976 en plein cœur de Washington, a annoncé, dimanche 28 mai, le *Washington Post*. Une bombe avait explosé, causant la mort de l'ancien ambassadeur chilien Orlando Letelier et de la citoyenne américaine qui l'accompagnait, Ronni Moffitt. Deux généraux et collaborateurs de l'ancien président purgent actuellement des peines de prison pour leur responsabilité dans ce qui fut le plus spectaculaire attentat terroriste dans la capitale américaine.

L'attorney général Janet Reno, qui a récemment reçu la veuve de M. Letelier, est déterminée à poursuivre l'enquête. Le département de la justice reconnaît toutefois qu'il ne sera pas facile d'inculper M. Pinochet pour un acte commis loin du territoire chilien, et qu'il sera encore plus difficile de le juger aux Etats-Unis. Mais les récents interrogatoires à Santiago de quarante-deux personnes et la visite d'un groupe d'enquêteurs américains auraient fourni des informations cruciales sur le rôle d'Augusto Pinochet dans le meurtre de l'un de ses opposants les plus déterminés. – (Corresp.)

Ethiopie-Erythrée : les pourparlers doivent reprendre à Alger

ALGER. L'Erythrée et l'Ethiopie doivent reprendre des négociations indirectes, lundi 29 mai à Alger, pour tenter d'aboutir à un cessez-le-feu, alors que les combats entre ces deux pays se poursuivent. L'Ethiopie a continué dimanche son offensive sur le front central de Senafe à Tsorona et Adi-Quala, selon Asmara. Ces discussions indirectes se déroulent sous l'égide de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), dont la présidence est exercée par le chef de l'Etat algérien Abdelaziz Bouteflika. Un premier round avait échoué le 5 mai dans la capitale algérienne après six jours de discussions. L'Erythrée et l'Ethiopie avaient alors repris le 12 mai les hostilités en raison d'un différend frontalier. Depuis cette date, les forces éthiopiennes ont récupéré une partie des territoires qu'elles estiment occupés par l'Erythrée.

En guerre depuis mai 1998, l'Erythrée et l'Ethiopie ont accepté le plan de paix de l'OUA, lors du sommet de cette organisation en juillet 1999 à Alger. Mais l'Ethiopie n'a pas approuvé des arrangements techniques à sa mise en œuvre, estimant qu'ils ne garantissaient pas le retour à la situation antérieure au conflit. – (AFP)

DÉPÊCHES

■ **IRAN** : le président conservateur du Parlement sortant iranien, l'hodjatoleslam Ali Akbar Nategh-Nouri a été nommé, dimanche 28 mai, conseiller du Guide de la République islamique, l'ayatollah Ali Khamenei, a annoncé dans la soirée la télévision publique. – (AFP)

■ **TUNISIE** : Le parti du président Ben Ali, le Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD, au pouvoir), a remporté plus de 94 % des 4 144 sièges à pourvoir dans 257 conseils communaux lors des élections de dimanche 28 mai en Tunisie, d'après les premiers résultats officiels. Les cinq partis de l'opposition légale en lice ainsi qu'une vingtaine de listes « indépendantes » totaliseraient quelque 250 sièges, soit environ 6 %. Le RCD continuera donc à diriger les 257 mairies de Tunisie pour les cinq ans à venir, alors que les opposants reconnus et « indépendants » siègeront à ses côtés dans une soixantaine de conseils. – (AFP)

Seulement 15 000 manifestants contre le régime serbe à Belgrade

BELGRADE. Seulement 15 000 personnes se sont rassemblées samedi 27 mai dans le centre de Belgrade pour prendre part à une manifestation d'opposition considérée comme un test du soutien aux opposants au régime Milosevic. « Aujourd'hui tout le pays, et notamment Belgrade, est paralysé par la peur, le désespoir et un sentiment d'impuissance », a déclaré à la foule Vuk Draskovic, l'un des leaders de l'opposition.

Mais le plus applaudi a été un activiste du mouvement étudiant Otpor, Igor, âgé de vingt-trois ans, lorsqu'il a lancé que l'opposition perdait son temps. « Je ne pense pas que nous pourrions vivre ces salauds sans une approche plus radicale, sans des armes », a-t-il dit. Le nombre de manifestants dans les trois grands derniers rassemblements de l'opposition a sans cesse décliné, passant de 100 000 à la mi-avril à 25 000 le 15 mai dernier et à 15 000 samedi. – (Reuters.)

ISTH
Enseignements Supérieurs Privés

PREP'ENM

Session intensive d'été
juin / août

- Toutes matières écrites et orales
- Enseignants : magistrats et avocats
- Petits groupes

Taux de réussite exceptionnel.

Tél. : 01 42 24 10 72
www.isth-es.com

SONDAGE Dix-huit mois après l'éclatement du Front national, l'enquête de la Sofres pour *Le Monde* et RTL montre que l'extrême droite apparaît moins menaçante aux Fran-

çais. Moins des deux tiers d'entre eux (62 %) considèrent le FN comme un danger pour la démocratie (contre près des trois quarts en 1999). Dans le même temps, plu-

sieurs des idées sur lesquelles M. Le Pen a bâti ses succès depuis une quinzaine d'années, notamment sur l'immigration et l'insécurité, sont désormais partagées par une majori-

té. ● M. MÉGRET espère attirer vers ses listes aux élections municipales les adhérents du RPF déstabilisés par la crise interne de ce parti. ● LES PARTISANS d'une Europe « ethno-

centrée » se sont retrouvés, dimanche 28 mai, au colloque organisé par le mouvement Terre et Peuple animé par Pierre Vial, membre du bureau national du MNR.

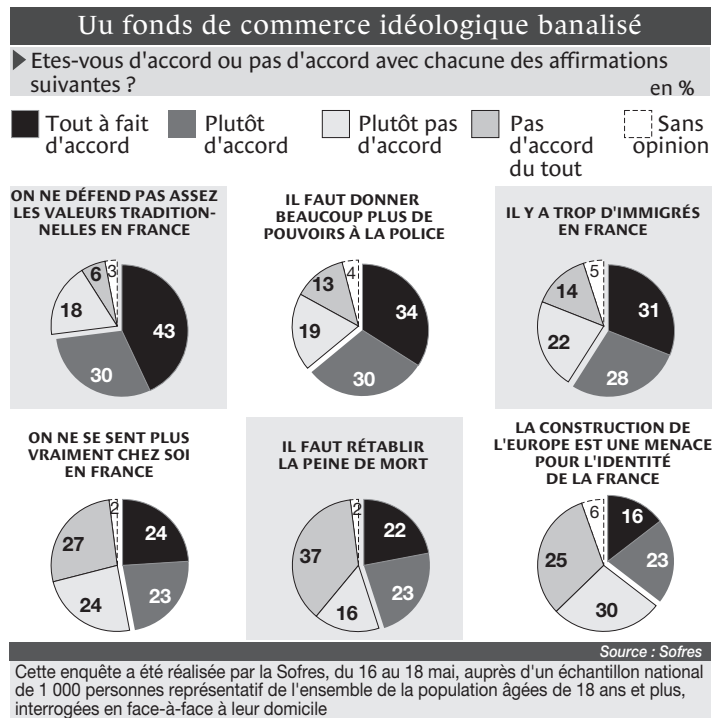
Les Français décomplexés par rapport aux idées de l'extrême droite

Selon un sondage de la Sofres, le Front national et le Mouvement national républicain apparaissent aujourd'hui moins menaçants pour la démocratie. Les idées de Jean-Marie Le Pen et de Bruno Mégret se banalisent, une partie de la droite souhaite des alliances électorales dès 2001

DIX-HUIT MOIS après l'éclatement de l'extrême droite en deux formations rivales – le Front national de Jean-Marie Le Pen et le Mouvement national républicain de Bruno Mégret –, l'opinion publique française est en train d'opérer une spectaculaire métamorphose. Tel est l'enseignement le plus saisissant du sondage annuel réalisé pour *Le Monde* et RTL : d'un côté, l'extrême droite, divisée, affaiblie et largement absente du débat public, apparaît désormais moins menaçante ; mais, du coup, les Français semblent décomplexés par rapport aux idées sur lesquelles M. Le Pen a bâti ses succès pendant une quinzaine d'années. Comme si le fonds de commerce de l'extrême droite devenait fréquentable – et recyclable – dès lors que ses propriétaires d'origine sont moins fringants.

Certes, les Français sont loin d'avoir baissé la garde face au FN et au MNR : 62 % des personnes interrogées considèrent toujours le parti de M. Le Pen comme un danger pour la démocratie et 60 % partagent le même jugement à l'égard de celui de M. Mégret. Mais ce pourcentage est en recul de 11 points dans le cas du FN et de 8 points dans celui du MNR par rapport à une enquête similaire réalisée en mai 1999. A l'inverse, un tiers des sondés – contre un quart il y a un an – répondent que le FN ne représente pas un danger pour la démocratie. Ce sont les jeunes de moins de 25 ans qui restent les plus vigilants, puisque 77 % d'entre eux jugent que le FN – 74 % dans le cas du MNR – continue à menacer la démocratie.

L'affaiblissement de la menace de l'extrême droite est le plus marqué chez les sympathisants de gauche



– le FN est un danger pour 74 % d'entre eux, contre 88 % en 1999 – et chez les cadres (58 %, en recul de 20 points). Surtout, une bonne partie de la droite considère que le FN n'est plus dangereux : c'est le cas pour 30 % des sympathisants de l'UDF (+3 points en un an), 43 % de ceux du RPR (+6 points), 47 % de ceux de DL (+15 points) et de 67 % de ceux du RPF, interrogés pour la première fois. Des chiffres pratiquement identiques sont constatés pour le MNR. Autrement dit, pour la moitié des électeurs d'Alain Madelin et pour les deux tiers de ceux de Charles Pasqua et de Philippe de Villiers, l'extrême droite ne constitue plus une menace pour la démoc-

cratie. Mesurée pour la première fois, la proximité idéologique entre les sympathisants du RPF et ceux des partis d'extrême droite est d'ailleurs une constante des résultats de l'enquête de la Sofres.

Les « idées défendues par Jean-Marie Le Pen » ou par Bruno Mégret continuent à être très largement rejetées par les Français : 80 % dans le premier cas et 81 % dans le second, soit un niveau record depuis une quinzaine d'années, à l'exception de 1999. Mais, là encore, l'enquête de la Sofres est très révélatrice de la levée du tabou qui est en train de s'opérer. Quand on interroge les Français sur quelques propositions-clés du FN, mais sans les attribuer à

M. Le Pen, on découvre une opinion très conservatrice et réceptive aux idées de l'extrême droite.

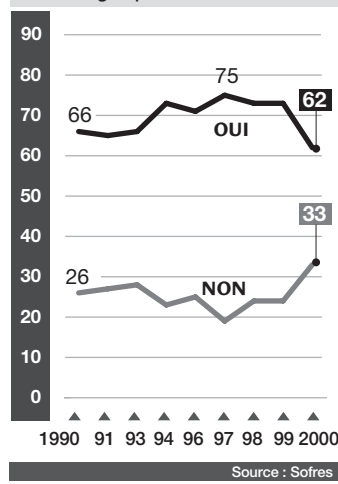
Trois personnes sur quatre (73 %) estiment qu'« on ne défend pas assez les valeurs traditionnelles en France », thème qui était devenu le cœur du discours de M. Le Pen mais que l'extrême droite est loin d'être la seule à incarner. C'est le cas de 73 % des sympathisants du PCF et de 64 % de ceux du PS et des écologistes, mais surtout celui d'une droite très homogène (80 % pour l'UDF, 87 % pour le RPR, 90 % pour le RPF et 94 % pour le FN et le MNR). Les jeunes de moins de 25 ans, eux-mêmes, disent partager ce sentiment pour 59 % d'entre eux. Une seule catégorie socio-démographique se démarque sur ce point : les cadres et professions intellectuelles, dont 48 % ne sont pas d'accord avec cette idée, contre 46 % qui l'approuvent.

UN SOCLE QUASIMENT INTACT

Beaucoup plus significatif : alors que les Français récusaient, traditionnellement, les idées de M. Le Pen sur l'immigration, ils sont près de trois sur cinq (59 %) à estimer qu'« il y a trop d'immigrés en France », dès lors qu'elles ne sont plus estampillées du nom du dirigeant d'extrême droite. Cette idée est minoritaire chez les socialistes (43 % contre 51 % qui ne sont pas d'accord), chez les jeunes (41 % contre 55 %), chez les diplômés de l'enseignement supérieur (31 % contre 61 % et chez les cadres (33 % contre 62 %). En revanche, elle est largement majoritaire chez les ouvriers (73 %), à droite (65 % à l'UDF, 76 % au RPR, 86 % à DL, 81 % au RPF) et elle fait la quasi-unanimité à l'extrême droite (97 %). Des réponses similaires se retrouvent

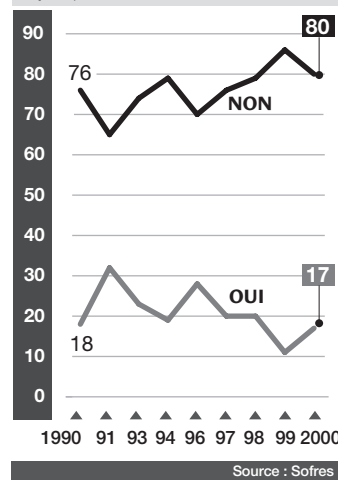
Une menace qui s'affaiblit

► Pensez-vous que le FN et Jean-Marie Le Pen représentent un danger pour la démocratie ?



Le FN reste un repoussoir

► Etes-vous d'accord avec les idées défendues par Jean-Marie Le Pen ?



quand on demande aux Français s'il « faut donner plus de pouvoirs à la police » (64 % sont d'accord (contre 32 %).

La porosité est moins nette quand on interroge l'opinion pour savoir si elle pense qu'« on ne se sent plus vraiment chez soi en France » : 47 % sont d'accord (contre 51 %), mais le clivage est, là, très net entre les jeunes (30 % d'accord), les cadres (24 %), les diplômés du supérieur (15 %), la gauche (34 %) et l'UDF (43 %), d'un côté, et, de l'autre, les personnes âgées (58 %), les ouvriers (62 %), les RPR (60 %) et, surtout, les sympathisants du FN ou du MNR (94 %). Un résultat comparable apparaît sur la proposition de rétablissement de la peine de mort : 45 % des sondés sont d'accord – et jusqu'à 69 % au RPF et 74 % à l'extrême droite –, contre 53 % qui ne sont pas d'accord. Enfin, le sentiment que « la construction de l'Europe est une menace pour l'identité de la France » n'est partagé que par 39 % des sondés (contre 55 % d'avis contraire). Sur ce point, les clivages sont très nets et sans surprise : les ouvriers (50 %), les communistes (57 %), les non-diplômés (67 %), ainsi que les sympathisants du RPF (69 %) et ceux de l'extrême droite (68 %) sont les plus réfractaires à la construction européenne.

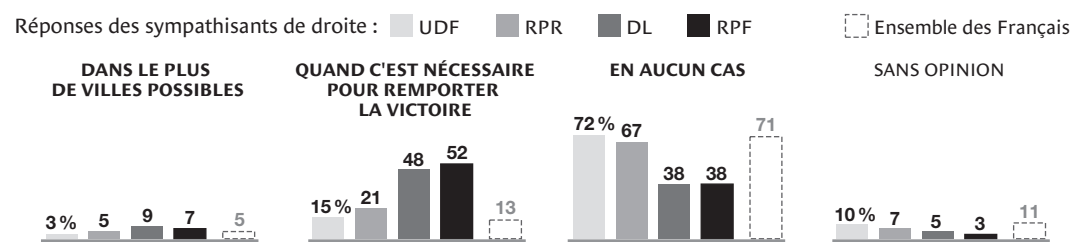
Il apparaît donc qu'une partie importante du socle idéologique qui a fait les beaux jours de l'extrême droite – défense des valeurs traditionnelles, crainte de l'immigration et insécurité – n'est plus un repoussoir pour une majorité de Français dès lors qu'elle n'est plus associée à M. Le Pen et au FN, ou à son clone du MNR.

Gérard Courtois

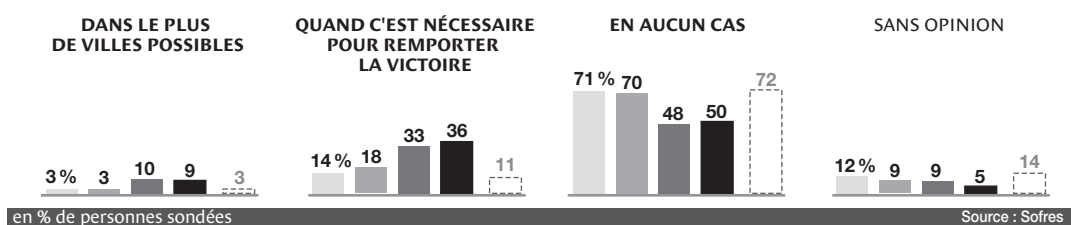
Le tabou des alliances levé à DL et au RPF

Municipales : la droite divisée sur les alliances

► Pour les élections municipales de 2001, souhaitez-vous qu'il y ait des alliances entre la droite (UDF, RPR, RPF, DL) ... et le Front national de Jean-Marie Le Pen ?



► ... et le Mouvement national républicain de Bruno Mégret ?



L'AFFAIBLISSEMENT de l'extrême droite transforme ses électeurs en une force d'appoint de plus en plus attractive aux yeux d'une partie de la droite. Il est vrai que le bilan du FN et du MNR dans les villes conquises en 1995 (Toulon, Orange, Vitrolles et Marignane) est calamiteux : 16 % seulement des sondés considèrent que leur gestion est « plutôt réussie » (et à peine plus de la moitié

– 55 % – des sympathisants du FN et du MNR).

Les vitrines municipales de l'extrême droite étant défranchies, une partie de la droite lorgne avec de moins en moins de retenue du côté de cet électoral. En 1999, 11 % des personnes interrogées souhaitaient qu'il y ait des alliances électorales entre la droite parlementaire et le FN, tandis que 13 % y étaient favorables dans le cas du MNR. Les sympathisants de droite eux-mêmes y étaient opposés dans des proportions écrasantes (91 % à l'UDF, 82 % au RPR et à DL). Un an plus tard, le souhait d'alliances entre droite et extrême droite pour les municipales de 2001 est partagé par 18 % des sondés, soit une hausse de 7 points. Surtout, cette moyenne masque le basculement massif d'une partie de la droite. Si les sympathisants de l'UDF (72 %) et même ceux du RPR (67 %) restent réfractaires à l'idée d'alliance avec le FN (respectivement 70 % et 71 % dans le cas du MNR), la proportion n'est

pas loin d'être inversée chez les sympathisants de Démocratie libérale et du Rassemblement pour la France : 38 % seulement d'entre eux ne souhaitent en aucun cas d'alliance avec l'extrême droite ; 57 % des DL et 59 % des RPF y sont favorables.

De même, au-delà des municipales, 11 % de l'UDF et 26 % du RPR estiment que la droite doit « faire des alliances électorales avec le FN selon les circonstances », voire « le traiter désormais comme un allié ». En revanche, 53 % des sympathisants de DL sont de cet avis et 57 % de ceux du RPF – 19 % des RPF étant même favorables à une alliance électorale globale. Plus spectaculaire encore : il ne reste plus que 10 % des RPF et 14 % des DL (28 % des RPR et 29 % des UDF) pour estimer que la droite doit « combattre » le FN, alors que le parti de M. Mégret bénéficie d'un tout petit peu moins d'indulgence.

G. C.

Course de vitesse avec le MNR pour rompre l'isolement

L'UN durcit son discours sur l'immigration mais n'en finit plus de tendre la main à la droite. L'autre, pour se faire plus « respectable », met en avant ses quelques représentants de couleur mais dit vouloir faire route seul. A dix mois des élections municipales, le Mouvement national républicain de Bruno Mégret et le Front national de Jean-Marie Le Pen prennent leurs marques. Vendredi 26 mai, M. Mégret a déclaré, sur i-télévision, que le MNR était prêt à « des accords électoraux ponctuels avec la droite contre la gauche » au second tour des élections municipales de 2001.

En fait, la base MNR ne cesse de travailler avec les représentants d'une droite déboussolée, principalement du Rassemblement pour la France (RPF), narguant les consignes nationales. Certains de ceux-ci, pris en flagrant délit, se

sont fait exclure. Tel a été le cas du villiériste Emmanuel Camoin, chassé de sa fédération de l'Eure pour avoir déclaré qu'il était « partant sur une liste conduite par Yves Dupont », le président du groupe MNR du conseil régional de Haute-Normandie. Mais aussi de Didier Bougeard, responsable RPF dans le Val-de-Marne, qui a lancé avec Philippe Olivier, conseiller régional MNR d'Ile-de-France, une pétition « contre le vote des étrangers non européens » siglée « Union de la droite nationale ».

Exploitant la zizanie entre le président du RPF, Charles Pasqua, et son vice-président, Philippe de Villiers, le secrétaire général du MNR, Franck Timmermans, a envoyé, mercredi 17 mai, aux secrétaires départementaux du RPF, une lettre les invitant à rejoindre les listes MNR pour les municipales. « Les crises politiques que nous avons

connues respectivement » permettront « de donner une leçon aux plus grands communs diviseurs de notre famille politique », écrit-il non sans ironie.

Le FN aussi lorgne sur le RPF. Ses élus au Parlement européen invitaient récemment leurs homologues RPF à rejoindre leur groupe technique. Pas question, toutefois, d'accords avec ce que le secrétaire général, Carl Lang, appelle la « fausse droite ». « Ce qui compte, c'est faire élire des gens du Front national », martèle M. Lang. Reste que, comme le maire d'Orange, Jacques Bompard, nombre de candidats aux municipales, Marie-France Stirbois la première, à Nice, s'apprent à ouvrir largement leurs listes « aux non-inscrits, à divers partis de droite, présidents d'associations et socio-professionnels ».

Ch. Ch.

La croisade paganiste pour une « Eurosibérie ethnocentrée »

D'HABITUDE très discret sur ses activités extrapolitiques, Pierre Vial, membre du bureau national du Mouvement national républicain (MNR), avait invité la presse à assister à une table ronde organisée, dimanche 28 mai, à Paris, par l'association culturelle paganiste Terre et Peuple, dont il est président. Au programme, la « reconquête identitaire » et l'avenir des régions. Et, surtout, deux allocutions faisant l'apologie d'une « Eurosibérie ethnocentrée » : l'une de Guillaume Faye, ancien membre du Groupement de recherche et d'étude pour la civilisation européenne (Grece), qui, après une parenthèse d'une dizaine d'années, fait un retour ; l'autre de Pierre Vial. Les orateurs, pour l'occasion, avaient décidé de faire foire de leurs habituelles précautions oratoires.

« Assez de discours ampoulés pour ne pas fâcher », « parlons clair », a plusieurs fois déclaré M. Vial, avant de détailler le combat que Terre et Peuple entend mener contre l'islam et les « collaborateurs des envahisseurs » qui, précise-t-il, « devront un jour rendre compte devant le tribunal des peuples ». « Nous luttons contre les mosquées car ces édifices symbolisent une colonisation ethnique de notre terre par des populations non européennes. Si ces populations se couvraient d'un autre voile religieux, notre opposition n'en resterait pas moins totale », a-t-il sou-

ligné. Pour M. Vial, « l'appartenance religieuse, chez un peuple, est une superstructure que l'on peut toujours remettre en cause. Par contre, l'élément déterminant, c'est l'infrastructure biologique ». « Eh oui, il faut appeler les choses par leur nom, c'est-à-dire la dimension ethnique », a-t-il insisté.

« LES RÉGIONS, PATRIES CHARNELLES »

Quelques instants plus tôt, M. Faye avait expliqué que « le problème de l'identité européenne n'est pas seulement culturel, civilisationnel », mais qu'il serait aussi « anthropologique » et que l'avenir appartiendrait « aux blocs ethniques ». Critique à l'égard de l'Union européenne, il suggère toutefois de « monter dans l'avion et braquer le pilote » afin de diriger l'appareil vers « une Europe fédérale, ethnocentrée, qui ne regroupera pas les Etats-nations mais des grandes régions de l'espace historique des indo-européens ». « Il faut dépasser l'Etat-nation par le haut avec l'Eurosibérie et par la base avec les régions, patries charnelles. Il ne s'agit pas de mettre en cause la France, mais de l'organiser au mieux, au plus près du terroir », a précisé M. Vial, avant d'affirmer que « la véritable révolution culturelle est la révolution ethnique, la révolution identitaire ».

Christiane Chombeau

2^{ème} et 3^{ème} cycles commerciaux du CNAM

2 Formations diplômantes

- Niveau II Mercatique-Vente homologué (Bac+4)
- DESS Mercatique-Vente (Bac+5)

Préparatoire : « La Fondamentale »

Brochure et renseignements : ICSV-CNAM
292, rue St Martin - 75141 PARIS Cedex 03.
Courrier électronique : dai@cnam.fr
Tel. 01 40 27 26 15 ou 27 21

ICSV

Présentation des formations et programmes
17/06 et 09/09/00
de 10 à 12h
au CNAM Amphi C

Choisi à Paris par le RPR, Philippe Séguin propose une rencontre à Jean Tiberi

Le député des Vosges a été investi par le RPR à l'unanimité

Les 225 membres du comité politique du RPR ont investi à l'unanimité et à huis clos, par un vote à main levée, Philippe Séguin comme chef

de file pour les élections municipales à Paris, samedi 27 mai. La présidente du RPR, Michèle Alliot-Marie a souhaité que Jean Tiberi retire sa

candidature. Le député des Vosges propose de rencontrer le maire de Paris ailleurs qu'à l'Hôtel de Ville.

LE DERNIER acte de la pièce a tourné court. En trois petits quarts d'heure, samedi 27 mai, les 225 membres du comité politique du RPR ont investi Philippe Séguin, candidat à la Mairie de Paris. Sans drame ni tapage particulier, sans qu'aucune objection ne s'élève dans les rangs, comme une investiture ordinaire parmi les quatre-vingts qui étaient soumises à l'approbation des membres du comité (lire ci-dessous).

Envolée la polémique sur le mode de scrutin - à main levée ou à bulletin secret. Et pour cause : ses principaux instigateurs, Alain Juppé (retenu à Bordeaux) et Edouard Balladur (en week-end à la campagne) étaient absents. Quand à Françoise de Panafieu, elle aussi retenue tard dans la matinée par diverses festivités, dans « mon arrondissement », devait-elle préciser, elle s'était arrangée pour n'arriver qu'après le vote... A l'issue de la réunion, la députée du 17^e a simplement redit qu'elle serait tête de liste dans son arrondissement, sans en demander « à quiconque » la permission. « Là-

dessus, j'ai déjà donné », a-t-elle abrubement commenté.

Sitôt investi et applaudi par ses « compagnons », le nouveau candidat à la Mairie de Paris a déserté la réunion, suivi de son escorte, le député de Paris, Pierre Lellouche, et le président du groupe RPR du conseil régional d'Ile-de-France, Roger Karoutchi, futur coordonnateur de la campagne. Son seul commentaire à été pour Jean Tiberi, qu'il souhaite, « par courtoisie élémentaire », rencontrer rapidement. Mais s'il est courtois, M. Séguin n'est pas tombé de la dernière pluie. Pas question, pour lui d'aller rendre visite au maire sortant sur ses propres terres, à l'Hôtel de Ville de Paris. D'ici mars 2001, M. Séguin ne veut surtout pas, a-t-il expliqué, s'« immiscer dans les affaires municipales ». D'où la proposition du député des Vosges au député de Paris, M. Tiberi, d'une rencontre à l'Assemblée nationale.

« Mais pourquoi l'Assemblée, il n'en est plus le président ! », a immédiatement rétorqué M. Tiberi, flairant le piège, dans un entretien

au Parisien du 28 mai. *Sil veut me rencontrer, je suis disposé à le recevoir à l'Hôtel de Ville.* » Maintenant que son candidat à la Mairie de Paris est désigné, le RPR semble souhaiter un règlement rapide du cas Tiberi. Michèle Alliot-Marie, n'a pas caché son impatience à ce sujet. « Je souhaite que Jean Tiberi retire sa candidature, a-t-elle déclaré, même si cela peut sembler injuste, il y a un moment où il apparaît qu'un candidat est mieux à même de gagner une élection qu'un autre. »

« J'APPLIQUERAI LES STATUTS »

M^{me} Alliot-Marie a confié à la presse qu'« en tant que juriste », elle n'appréhende pas « l'issue judiciaire de l'affaire des HLM de la Ville de Paris ». Le problème « n'est pas là, a-t-elle expliqué. En politique, c'est comme ça. Il y a des gens qui peuvent avoir un bon bilan mais dont les électeurs, un beau jour, ne veulent plus ». Et si le maire de Paris s'obstinait ? « J'appliquerai les statuts », a répondu sèchement la présidente du RPR. Il serait donc exclu ? « Chaque

chose en son temps », a-t-elle conclu.

« M^{me} Alliot-Marie a vraiment beaucoup de toupet ! », a répliqué le maire de Paris dans un entretien au *Journal du dimanche* du 28 mai, en répétant, une fois de plus, sa détermination à se « battre jusqu'au bout » et en se qualifiant lui-même de « candidat de résistance ». La partie engagée contre M. Tiberi ne sera sans doute pas facile à gagner. Or, la bataille qui semble, désormais, engagée, conditionne en partie l'issue des négociations que M. Séguin va devoir mener pour la constitution des listes dans les arrondissements. Il a, pour sa part, déjà laissé entendre qu'il n'est pas pressé. M^{me} Alliot-Marie, de son côté, préférerait aller vite, ne serait-ce que pour bien marquer qu'elle a, jusqu'au bout, les choses bien en main. Elle souhaite, en effet, que les vingt têtes de liste soient désignées avant l'été. « Afin de démarrer rapidement la campagne », a-t-elle précisé.

Christine Garin

Jacques Chirac poursuit ses consultations sur le quinquennat

M. Vaillant s'oppose à une reprise du texte de 1973

JACQUES CHIRAC a inauguré, dimanche 28 mai, le nouveau court central du stade Roland-Garros, puis il a repris ses consultations sur le quinquennat. Comme s'il suivait avec application cette petite routine qu'il s'est imposée pour marquer qu'il « réflechit » avant de dire, probablement la semaine prochaine, qu'il est favorable à la réduction de la durée du mandat présidentiel. Le président a donc reçu, dimanche, Edouard Balladur. « Nous avons parlé, comme il était convenu, exclusivement des problèmes constitutionnels, du quinquennat d'abord, et puis des problèmes européens et du sens de la prochaine présidence française », a déclaré laconiquement M. Balladur. « Je suis favorable au quinquennat, d'ailleurs tout le monde le sait », a-t-il ajouté, souhaitant que cette réforme se fasse « le plus rapidement possible ». La veille, le chef de l'Etat avait « consulté » le constitutionnaliste Guy Carcassonne, tenant du quinquennat, et le président du Parti radical de gauche (PRG), Jean-Michel Baylet, qui prône le

quinquennat assorti d'un « véritable régime présidentiel », c'est-à-dire avec « le renforcement des pouvoirs du Parlement et l'abandon du droit de dissolution ». Exactement ce dont le président ne veut à aucun prix.

Les consultations se poursuivront cette semaine avec le président (PS) de l'Assemblée nationale, Raymond Forni. Pour autant, Valéry Giscard d'Estaing estimait déjà, dimanche soir, sur France 3, que M. Chirac est bien converti. Il est, dit-il, « la personne qui a le plus à gagner » avec cette réforme. Reste à savoir comment la faire. Comme le député (RPR) de l'Aube François Baroin suggérait, dimanche, au « Forum RMC-Le Figaro », que « juridiquement, rien ne s'oppose à reprendre » le projet, abandonné, de réforme constitutionnelle de 1973, le ministre des relations avec le Parlement, Daniel Vaillant, a aussitôt exclu cette hypothèse, sur RMC lundi matin, estimant que cela reviendrait « à court-circuiter le Parlement ».

Raphaëlle Bacqué

Soixante-dix-neuf autres chefs de file investis pour les élections municipales de 2001

OUTRE Philippe Séguin, le comité politique du RPR a investi, samedi 27 mai, à main levée, les chefs de file du mouvement gaulliste pour les élections municipales de 2001 dans 79 villes. Le comité politique n'a pas tranché si le « chef de file » sera tête de liste ou simplement premier candidat RPR de la liste. Mais un certain nombre de maires sortants seront, sans surprise, têtes de liste, comme Alain Juppé à Bordeaux, Marie-José Roig (Avignon), Nicolas Sarkozy (Neuilly-sur-Seine), Philippe Marini (Compiègne), Patrick Devedjian (Antony) ou encore François Baroin (Troyes). Yvon Jacob devrait être également tête de liste à Rennes pour affronter le maire sortant, Edmond Hervé (PS). A Epinal, Michel Heinrich prend la relève de M. Séguin.

Sur les 80 candidats désignés, une vingtaine sont des femmes. On note, en particulier, l'investiture de Danièle Pagès, secrétaire départementale, à Perpignan (Pyrénées-Orientales), celle de Michèle Joyan, conseillère régionale de Provence-Alpes-Côte d'Azur, à La Seyne-sur-Mer (var), ou encore celle de Michèle Pintat, à Bayonne, pour succéder au maire sortant, Jean Grenet (UDF), dont elle est adjointe.

Autre signe de renouvellement, le RPR a investi Bernard Brochand, publicitaire, ami de Jacques Chirac,

pour succéder à l'actuel maire de Cannes, Maurice Delauney, mis en examen le 23 juillet 1999 (*Le Monde* du 28 juillet 1999). Pour faire face à Martine Aubry (PS), à Lille, le parti gaulliste a misé sur Christian Decocq, qui sera sans doute tête de liste. Dominique Perben, qui n'avait pas exclu de se présenter à Lyon, a été désigné à Chalon-sur-Saône.

À LYON, RIEN N'EST TRANCHÉ

Comme prévu, le comité politique du RPR n'a pas tranché le cas de Lyon : les deux députés du Rhône Henry Chabert, mis en examen, et Jean-Michel Dubernard sont toujours en lice, tandis qu'à l'UDF les militants ont désigné Michel Mercier comme tête de liste, le 9 mai (*Le Monde* du 11 mai). Autre point de tension entre le RPR et l'UDF, à Saint-Etienne, Christian Cabal a été désigné chef de file, et probablement tête de liste, pour tenter de prendre la ville dirigée par l'UDF Michel Thiollière. Robert Poujade, âgé de soixante-douze ans, maire de Dijon depuis 1971, a annoncé qu'il ne sera pas candidat à sa propre succession. Il a désigné son premier adjoint, Jean-François Bazin, ancien président du conseil régional de Bourgogne de 1993 à 1998, comme « le mieux placé (...) pour prendre le relais ».

Clarisse Fabre

L'optimisme retrouvé de M^{me} Voynet lors de l'« Ecolo-parade »

PLUS de 1 500 personnes, 900 selon la police, ont défilé, dimanche 28 mai, de la Bastille aux Tuileries, à Paris, dans une ambiance festive et bon enfant, pour la deuxième édition de l'« Ecolo-parade ». A pied, en voiture à cheval, à rollers ou à vélo, les participants n'étaient cependant pas aussi nombreux que l'escomptaient les Verts, principaux organisateurs de ce défilé. Sur l'un des chars, représentant une des locomotives Diesel de la gare de l'Est « qui empoisonnent nos enfants », était juchée la mort et sa faux. Derrière, une inscription vengeresse : « Gaysot responsable, Gallois coupable ». Plus loin, précédée d'une batterie de tambours, une 4L dorée d'où émergeait un arbre portait des pancartes réclamant le droit de vote pour tous les résidents étrangers en mars 2001.

« L'Ecolo-parade » a eu lieu l'année dernière, année sans élections. Elle a lieu cette année, elle aura lieu l'année prochaine. C'est devenu un rendez-vous que nous entendons renouveler », a averti Dominique Voynet, ministre de l'environnement, venue rejoindre le défilé en

compagnie de Guy Hascoët. Répondant aux critiques de Jean Tiberi, qui avait jugé « choquant », vendredi, que des écologistes perturbent un dimanche consacré aux cyclistes et aux piétons, le secrétaire d'Etat à l'économie solidaire a qualifié la réaction du maire de Paris de « maladroite et extrêmement ridicule ».

« UN SCORE À DEUX CHIFFRES »

« On est heureux d'être autour d'Yves Contassot, qui sera notre tête de liste à Paris », a déclaré pour sa part M^{me} Voynet. Tout en se refusant à un pronostic, elle espère à Paris un « score à deux chiffres, au vu des dernières partiellles, qui montrent que l'on a quitté l'étiage des dernières années ». Juché sur son vélo, entre les deux ministres écologistes, M. Contassot s'était longuement arrêté devant l'Hôtel de Ville pour stigmatiser Philippe Séguin, « député venu de loin pour faire une OPA sur Paris » et « mouillé dans tous les dossiers » de la capitale.

Béatrice Gurrey

DEXIA SOUSCRIVEZ A L'AUGMENTATION DE CAPITAL

DEVENEZ ACTIONNAIRE DE DEXIA

N° 1 mondial du "public finance"

Une politique déterminée de développement dans la banque de détail

Évaluer européen de la banque privée et de la gestion patrimoniale

Acteur de premier plan dans l'intégral bancaire paneuropéen

sera fixé au plus tard le 14 juin 2000.

pour les personnes physiques

déjà actionnaires de Dexia : 1 action nouvelle pour 4 actions anciennes détenues.

Les actions nouvelles souscrites à ce titre, et dans la limite de ce droit, sont éligibles au PEA pour les personnes ayant déjà leurs actions Dexia inscrites dans un PEA.

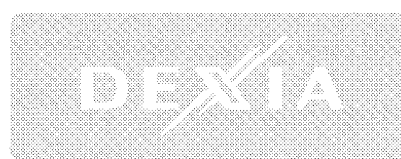
pour tous les souscripteurs personnes physiques par rapport au prix fixé pour les investisseurs institutionnels.

du 24 mai au 13 juin 2000 inclus (sauf clôture anticipée).

contactez votre intermédiaire financier habituel (banques, La Poste, Caisses d'Épargne, Trésor Public ou sociétés de Bourse).

Pour en savoir plus : numéro vert
0 800 35 50 00

Cette opération a reçu l'accord de la Commission Bancaire et Financière Belge en date du 11 mai 2000 et le visa préliminaire de la Commission des Opérations de Bourse n° 00-718 en date du 12 mai 2000, révisés par le visa préliminaire d'enregistrement n° 00-848 en date du 23 mai 2000, apposés dans le cadre de la procédure de reconnaissance mutuelle des prospectus, sur le fondement du certificat d'approbation délivré par la Commission Bancaire et Financière Belge.



Une valeur européenne à suivre...

François Bayrou relance l'hypothèse de sa candidature à l'élection présidentielle

Le président de l'UDF espère tirer parti de la réforme du quinquennat

François Bayrou a laissé entendre, dimanche 28 mai, qu'il sera candidat à l'élection présidentielle. Le président de l'UDF a mis en garde ses

amis contre l'« *aveu d'impuissance* » qui résulterait de l'absence de la formation centriste lors de ce scrutin. Valéry Giscard d'Estaing a jugé

pour sa part qu'une candidature UDF ne serait « *pas illégitime* », mais qu'il est prématuré d'évoquer des noms.

« *POURQUOI l'UDF serait-elle la seule à avoir un complexe ?* » Invité, dimanche 28 mai, de l'émission DMA sur France 2, François Bayrou a laissé entendre qu'il sera candidat à l'élection présidentielle. « *On ne peut pas être absent, lorsqu'on a un projet, de l'élection majeure. Ni le Parti communiste, ni les Verts, ni le Parti socialiste, ni le RPR, ni le RPF, ni même les extrêmes ne ne posent la question* », a souligné le président de l'UDF en affirmant que si sa formation n'était pas représentée lors de scrutin, « *ce serait pour elle un aveu d'impuissance* ». Sera-t-il lui-même candidat ? « *Si l'UDF en décide ainsi, naturellement, ce sera le choix que je suivrai, et même que je défendrai devant elle* », a répondu le député européen.

Les ambitions de M. Bayrou ne sont pas nouvelles. « *Entre Chirac, Pasqua et moi, ce sera les trois tiers. La question est de savoir qui sera devant...* », pronostiquait-il en début d'année. L'ouverture du débat sur le quinquennat a incité le président de l'UDF à se rappeler au bon souvenir de ses amis. Aux yeux de M. Bayrou qui, à la différence des

chiraquiens de sa formation, avait jugé « *très habile* » le dépôt de la proposition de loi de Valéry Giscard d'Estaing, la perspective de cette réforme présente plusieurs vertus.

En premier lieu, elle place le chef de l'Etat dans une situation inconfortable. Si Jacques Chirac cherche à s'attribuer la paternité du quinquennat, analyse M. Bayrou, il devra d'abord justifier son propre revirement sur la question, avant de subir l'éventuel contre-coup de l'Etat dans une situation inconfortable. Si Jacques Chirac cherche à s'attribuer la paternité du quinquennat, analyse M. Bayrou, il devra d'abord justifier son propre revirement sur la question, avant de subir l'éventuel contre-coup de l'Etat dans une situation inconfortable.

Dans un entretien au *Monde* du 24 septembre 1999, le président de l'UDF avait proposé de prolonger de quelques semaines la durée du mandat des actuels députés, afin d'éviter que l'élection présidentielle ne précède les législatives. Sous couvert de rendre « *tout son sens à la fonction présidentielle* », il s'agissait surtout pour lui d'empêcher que la pression des députés UDF, d'abord soucieux de leur réélection

et donc de privilégier l'union de l'opposition, ne l'empêche d'être candidat. La critique de M. Bayrou retrouve de son actualité : l'adoption du quinquennat conduirait en effet à poser de nouveau la question du calendrier électoral. Depuis l'intervention de « *VGE* », des élus, ainsi que des constitutionnalistes, ont rejoint le président de l'UDF dans ce qui n'était jusqu'alors qu'une croisade personnelle.

« VGE » CIRCONSPÉCT

M. Bayrou aura toutefois fort à faire pour convaincre ses propres amis de la pertinence d'une candidature UDF à la présidentielle. Cette question pourrait être tranchée lors du congrès de l'UDF en novembre. La circonspection avec laquelle M. Giscard d'Estaing a accueilli, dimanche soir, sur France 3, la perspective d'une candidature de M. Bayrou est l'un des signes que le président de l'UDF n'est pas au bout de ses peines. « *VGE* » a certes indiqué que cette candidature ne serait « *pas illégitime* ». « *Je pense que dans un système politique comme le nôtre (...), fondé sur deux*

tours de scrutin, il est normal qu'il y ait des candidats au premier tour », a déclaré l'ancien président de la République. « *Ca ne veut pas dire que ça soit toujours nécessaire. Il y a des cas où il vaut mieux qu'il n'y ait qu'un* », a aussitôt précisé le député du Puy-de-Dôme.

Surtout, l'ancien chef de l'Etat a jugé prématurés les propos de M. Bayrou. « *Lorsqu'il faudra choisir les candidats, c'est une autre affaire* », a souligné l'ancien chef de l'Etat, en rappelant qu'aux Etats-Unis « *personne ne parle, à deux ans d'échéances, des candidats* » et que « *les candidats eux-mêmes se gardent d'avancer leur candidature* ». Le 20 février, alors qu'il était l'invité de l'émission *Vivement dimanche* sur France 2, M. Giscard d'Estaing avait été interrogé sur ses propres intentions. « *Je ne vous répondrai pas. Et c'est un conseil que je donne aux autres. Car l'opinion publique les voit comme candidats, analyse leurs forces et leurs faiblesses, et les écarte* », avait-il répliqué.

Jean-Baptiste de Montvalon

Six élections cantonales partielles

CORSE-DU-SUD

Canton d'Ajaccio-7 (second tour).

I., 7 556 ; V., 5 141 ; A., 31,96 % ; E., 4 930.

Jean-Louis Luciani, PS, 2 494 (50,59 %)... ÉLU

Antoine Ottavi, div., m. de Bastelicaccia, 2 436 (49,41 %).

[Jean-Louis Luciani (PS) succède à son père, décédé. Soutenu par la gauche « plurielle », il l'emporte sur son adversaire Antoine Ottavi, qui se présentait sans étiquette mais avec l'appui de José Rossi, président (DL) de l'Assemblée de Corse.

21 mai 2000 : I., 7 556 ; V., 5 338 ; A., 29,35 % ; E., 5 243 ; Antoine Ottavi, div., m. de Bastelicaccia, 1 772 (33,80 %) ; Jean-Louis Luciani, PS, 1 716 (32,73 %) ; Etienne Ferrandi, div. g., 1 157 (22,07 %) ; Jean-Bernard Stahr, div. d., 536 (10,22 %) ; Guy Mariaggi, FN, 62 (1,18 %).

27 mars 1994 : I., 6 499 ; V., 4 574 ; A., 29,62 % ; E., 4 359 ; Félix Luciani, div. g., 2 371 (54,39 %) ; Etienne Ferrandi, div. g., 1 988 (45,61 %).]

JURA

Canton de Poligny (second tour).

I., 6 892 ; V., 3 842 ; A., 44,25 % ; E., 3 579.

Jean-François Gaillard, UDF, 2 229 (62,28 %)... ÉLU

Attale Mottet-Boesch, Verts, 1 350 (37,72 %).

[Jean-François Gaillard (UDF) remporte aisément ce second tour. Il devance le candidat des Verts, Attale Mottet-Boesch, qui ne parvient pas à rassembler sur son nom l'ensemble des voix qui s'étaient portées, au premier tour, sur les candidats de la gauche « plurielle ».

21 mai 2000 : I., 6 892 ; V., 3 542 ; A., 48,61 % ; E., 3 344 ; Jean-François Gaillard, UDF, 1 537 (45,96 %) ; Attale Mottet-Boesch, Verts, 587 (17,55 %) ; Jean-Louis Olivier, app. PCF, adj. m. de Poligny, 507 (15,16 %) ; Roland Chaillon, PS, c. m. de Poligny, 497 (14,86 %) ; René Bach, FN, 216 (6,46 %).

27 mars 1994 : I., 6 846 ; V., 4 599 ; A., 32,82 % ; E., 4 269 ; Michel Meunier, RPR, 2 295 (53,76 %) ; Christian Loichet, div. g., 1 974 (46,24 %).]

MANCHE

Canton d'Equedreuil-Hainneville (second tour).

I., 17 238 ; V., 5 093 ; A., 70,45 % ; E., 4 710.

Pierre Bihet, PS, c. r., adj. m. d'Equedreuil, 2 999 (63,67 %)...

ÉLU

Régine Samson, div. d., 1 711 (36,33 %).

[Pierre Bihet (PS) a été élu sans surprise dans ce canton, le plus marqué à gauche de l'agglomération cherbourgeoise. Il obtient un résultat sensiblement égal à celui de son prédécesseur, René Sébire, décédé en février et qui était conseiller général depuis 1979. Conseiller régional, M. Bihet a indiqué qu'il abandonnera ce mandat à son suivant de liste, Pierre Lecostais (MDC).

21 mai 2000 : I., 17 238 ; V., 5 428 ; A., 68,51 % ; E., 5 206 ; Pierre Bihet, PS, c. r., adj. m. d'Equedreuil, 2 321 (44,58 %) ; Régine Samson, div. d., 1 123 (21,57 %) ; Daniel Bosquet, Verts, 803 (15,42 %) ; Pascal Dorange, PC, 452 (8,68 %) ; Raymond Lecœur, FN, 285 (5,47 %) ; Anne-Marie Jean, MNR, 222 (4,26 %).

22 mars 1998 : I., 17 431 ; V., 8 080 ; A., 53,65 % ; E., 7 460 ; René Sébire, PS, adj. m., 4 722 (63,30 %) ; Jean Tissot, div. d., c. m., 2 738 (36,70 %).]

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Canton de Saint-Etienne-de-Baïgorry (second tour).

I., 4 922 ; V., 3 250 ; A., 33,97 % ; E., 3 020.

Gabriel Dermit, div. d., m. d'Ossès, 1 899 (62,88 %)... ÉLU

Jean-Michel Galant, nat., m. d'Ascarat, 1 121 (37,12 %).

[L'ancien conseiller général Gabriel Dermit (divers droite) retrouve le siège qu'il n'avait pas brigué en 1994 mais qu'il enlevait précédemment dès le premier tour. Son adversaire, le nationaliste basque Jean-Michel Galant, élargit sensiblement l'audience de cette famille politique et progresse nettement par rapport au premier tour.

21 mai 2000 : I., 4 967 ; V., 3 431 ; A., 30,92 % ; E., 3 384 ; Gabriel Dermit, div. d., m. d'Ossès, 1 258 (37,17 %) ; Jean-Michel Galant, nat., m. d'Ascarat, 622 (18,38 %) ; Jean-François Tambourin, div. d., 616 (18,20 %) ; Marie-Antoinette Etchebarren, div. d., 612 (18,09 %) ; Bernard Minondo, PS, 276 (8,16 %).

27 mars 1994 : I., 4 968 ; V., 3 659 ; A., 26,35 % ; E., 3 578 ; Marcel Monlong, div. d., 1 477 (41,28 %) ; Jean-Claude Inchauspé, RPR, 1 060 (29,63 %) ; Jean-François Tambourin, div. d., 1 041 (29,09 %).]

SEINE-MARITIME

Canton de Doudeville (premier tour).

I., 5 491 ; V., 3 332 ; A., 39,32 % ; E., 3 114.

Ball. : Louis Tartarin, div. d., m. de Doudeville, 970 (31,15 %) ; Eric Malandrin, div. d., adj. m. de Doudeville, 872 (28,00 %) ; Patrick Resse, PS, 557 (17,89 %).

Elim. : Daniel Durecu, div. g., c. m. de Doudeville, 280 (8,99 %) ; Jean-Pierre Cavelier, PCF, 184 (5,91 %) ; Jean-Pierre Destouesse, Verts, 136 (4,37 %) ; Bernard Maignan, MNR, 115 (3,69 %).

[Cette élection est organisée pour pourvoir le siège vacant depuis le décès de Gérard Ducastel (UDF). Louis Tartarin, maire (divers droite) de Doudeville, devance Eric Malandrin, son premier adjoint, dans un duel où la majorité départementale (UDF-RPR-DL) a refusé de choisir. Le candidat socialiste, Patrick Resse, est distancé et ne peut prétendre conquérir ce siège.

20 mars 1994 : I., 5 178 ; V., 3 658 ; A., 29,35 % ; E., 3 443 ; Gérard Ducastel, UDF-rad., 1 905 (55,33 %) ; Andrée Renoir, PS, 828 (24,05 %) ; Jean-Pierre Cavelier, PCF, 367 (10,66 %) ; Bernard Maignan, FN, 343 (9,96 %).]

SEINE-MARITIME

Canton de Grand-Couronne (premier tour).

I., 19 493 ; V., 7 155 ; A., 63,29 % ; E., 6 737.

Ball. : Laurent Fabius, PS, min., adj. m. de Grand-Quevilly, 3 844 (57,06 %) ; Pierre Colombel, div. d., 1 089 (16,16 %).

Elim. : Martine Fauchard, Verts, 537 (7,97 %) ; Jacky Engrand, FN, 519 (7,70 %) ; Bernard Mazier, MNR, 438 (6,50 %) ; Christine Poupin, LCR, 310 (4,60 %).

[La très faible participation empêche Laurent Fabius d'être élu dès le 1^{er} tour de cette élection rendue nécessaire par la démission de Marc Massion (PS), sénateur, atteint par le cumul des mandats depuis qu'il a été élu maire de Grand-Quevilly, en remplacement de M. Fabius. Soutenu dès le premier tour par le PCF, le ministre de l'économie ne perd qu'un point par rapport au total PS-PCF du premier tour de 1998 et cela malgré la présence d'une candidate de la LCR, qui n'atteint pas 5 %. La candidate des Verts est en léger recul. Le FN devance le MNR.

15 mars 1998 : I., 19 547 ; V., 11 986 ; A., 38,68 % ; E., 11 445 ; Marc Massion, PS, sén., adj. m., 4 111 (35,92 %) ; Patrice Dupray, PC, c. r., m., 2 715 (23,72 %) ; Bernard Mazier, FN, 1 873 (16,37 %) ; Robert Martin, RPR, 1 763 (15,40 %) ; Bruno Jeannet, Verts, c. m., 983 (8,59 %).]

MODE DE NON-UTILISATION

- Investir avec e-cortal, le site qui permet de passer ses ordres de bourse par Internet, PC, minitel et téléphone.
- Attendre les bénéfices et faire appel à un peintre professionnel.



> L'ACCÈS MULTICANAUX (INTERNET, PC, MINITEL ET TÉLÉPHONE) VOUS PERMET DE BÉNÉFICIER DES AVANTAGES DE LA BOURSE EN LIGNE, MÊME SI VOUS N'ÊTES PAS RELIÉS À INTERNET. VOUS N'ÊTES DONC PLUS À L'ABRI DE DEVENIR RICHE.

> JE SOUHAITE RECEVOIR, SANS ENGAGEMENT, UN DOSSIER D'INFORMATION SUR E-CORTAL.

NOM : PRÉNOM : DATE DE NAISSANCE : ADRESSE :

CODE POSTAL : VILLE : TEL. DOM : TEL. BUR : E-MAIL :

ACT. JYI. MON TRANSMETTEZ VOS COORDONNÉES PAR COUPPIER SANS L'AFFRANCHIR À CORTAL, LIBRE RÉPONSE 41, 92529 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX OU PAR FAX AU 01.47.38.96.20. Suite à cette offre, et par l'intermédiaire de Cortal, vous pouvez être contactés téléphoniquement par Cortal ou être amené à recevoir par courrier des documents et des offres émanant d'autres sociétés. Si vous ne souhaitez pas recevoir d'autres propositions commerciales, nous vous remercions de nous le signaler. Ce service s'adresse à une clientèle autonome, acceptant les aléas boursiers.

WWW.E-CORTAL.COM

NUMÉRO VERT : 0 800 10 15 20

36.15 CORTAL

PLUS D'OCCASIONS DE GAGNER PLUS

e-cortal

Chaque jeudi avec

Le Monde
DATE VENDREDI

retrouvez

LE MONDE DES LIVRES

Lionel Jospin dénonce la « démagogie » de la droite sur la réforme de la chasse

Un compromis entre députés et sénateurs, lundi 29 mai, est peu probable

Après le vote au Sénat, vendredi 26 mai, d'un projet profondément modifié, la réunion des députés et des sénateurs en commission mixte pa-

ritaire, lundi 29 mai, a peu de chances d'aboutir. Le premier ministre a appelé, vendredi, à un « compromis », tout en dénonçant la « démagogie » et l'« aveuglement » de la droite et des chasseurs. CPNT dénonce « une énorme tromperie de l'opinion publique ».

RETOUR à la case départ : après des mois de débats pour trouver un compromis entre les contraintes que Bruxelles impose au gouvernement, les revendications des chasseurs et les attentes des écologistes, le dossier de la chasse est de nouveau dans l'impasse. L'Assemblée nationale avait trouvé un fragile équilibre en légalisant la chasse de nuit aux gibiers d'eau dans vingt départements,

mais en renvoyant la fixation des dates de chasse à un décret ; le Sénat l'a ruiné, vendredi 26 mai, en adoptant un projet qui fait la part belle au mouvement cynégétique (*Le Monde* du 27 mai). Il n'y a guère de chance que les sept députés et les sept sénateurs réunis, lundi 29 mai, en commission mixte paritaire (CMP) parviennent à un accord.

Quelques heures après le vote

du Sénat, Lionel Jospin avait plaidé pour un « compromis » permettant de se conformer aux règles européennes et « de faire respecter aussi l'essentiel de nos traditions ». Faute de quoi, avait-il prévenu, « les directives [européennes] nous seront imposées ». « Je pense qu'il ne faut pas attendre ce moment avec aveuglement, pour certains avec démagogie », avait conclu le premier ministre en visant la

droite et les chasseurs les plus intransigeants. Pierre Moscovici est revenu à la charge, dimanche, au « Grand Jury RTL-Le Monde-LCI ». « Nous serons condamnés à des astreintes considérables de plusieurs millions de francs quotidiennement, averti le ministre délégué aux affaires européennes. Il faut absolument [l']éviter et se mettre en conformité avec le droit européen. »

Les Verts estiment eux aussi que le Sénat « a mis la France dans une situation difficile un mois avant le début de la présidence française » de l'Union européenne. Le parti de Dominique Voynet espère que M. Jospin « mettra son poids dans la balance du bon côté pour soutenir » la ministre de l'environnement, abandonnée en rase campagne par la gauche sénatoriale. Les chances d'un compromis, lundi, sont minces. Noël Mamère, député (Vert) de Gironde, juge que la CMP « se présente très mal », la droite y étant majoritaire. Il est « totalement illusoire d'espérer un accord », prévient pour sa part François Patriat (PS, Côte-d'Or). « Toute concession supplémentaire discréditerait le Parlement », conclut le rapporteur du projet à l'Assemblée.

Chasse, pêche, nature et traditions (CPNT) et plusieurs associations nationales de chasseurs se sont déclarés, samedi, « indignés » du « discours extrémiste provocateur de François Patriat ». Ses « menaces (...) brandies avant même que la Commission et la Cour de justice européennes aient émis le moindre avis » (...) sont « une énorme tromperie de l'opinion publique », déclarent-ils.

S'il y a échec de la CMP, la deuxième lecture du texte au Palais-Bourbon, le 13 juin, s'annonce délicate. Matignon, qui reconnaît que « c'est l'un des textes les plus difficiles de la législature », n'est pas au bout de ses peines : les députés de gauche, encouragés par l'attitude du Sénat, peuvent être tentés de confirmer les mesures en faveur des chasseurs.

Jean-Michel Bezat

CORRESPONDANCES

Une lettre de l'Union des fédérations des chasseurs...

A la suite de nos articles sur la mise en cause par la justice de la gestion des fédérations de chasse (*Le Monde* du 24 mai), nous avons reçu du président de l'Union nationale des fédérations départementales des chasseurs, Pierre Daillant, la mise au point suivante :

1. Les fédérations départementales des chasseurs sont des associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901. Elles sont simplement associées à une mission de service public et non chargées d'une mission de service public. La circonstance que les cotisations revêtent un caractère obligatoire – comme c'est d'ailleurs le cas pour la plupart des fédérations sportives – n'entraîne pas leur caractère de « fonds publics ». Au contraire, il résulte des analyses juridiques approfondies auxquelles

nous avons fait procéder que les fonds gérés par les fédérations constituent bien des fonds privés.

2. Les réserves dont vous faites état résultent d'une addition incompréhensible en termes comptables entre réserves immobilisées et réserves disponibles. Les premières ont servi à financer des investissements conformes à l'objet social des fédérations et ne sauraient être assimilées à un « trésor » sur lequel les responsables fédéraux veilleraient jalousement. Les fédérations sont soumises au plan comptable général et ni la Cour des comptes ni personne ne peut ignorer cette obligation légale. Les montants de réserves évoqués sont absolument sans rapport avec la réalité financière.

3. Un amalgame inacceptable est par ailleurs effectué entre le finan-

cement de certaines manifestations des chasseurs, nationales ou locales, et le prétendu soutien à un parti politique. Devant les attaques insupportables dont la chasse est l'objet, et en conformité avec l'objet des fédérations qui est, notamment, de défendre les intérêts de la chasse et des chasseurs, les fédérations ont pu légalement financer des manifestations qui, de toute évidence, indisposent les pouvoirs publics par leur ampleur. Cette action ne saurait être assimilée au financement occulte d'un parti politique. Il appartiendra à la justice au cas par cas de se prononcer sur ces sujets, mais je ne peux que m'élever contre le procès global qui est fait à la chasse et à ses responsables associatifs, sans examen sérieux des faits et du droit.

... et de la Fondation pour la sauvegarde de la faune

S'estimant mis en cause par notre article intitulé « Le rapport du Sénat s'appuie sur des chiffres contestés », Bertrand des Clers, directeur de la Fondation internationale pour la sauvegarde de la faune, nous a, par ailleurs, adressé les précisions suivantes :

Vous prétendez que notre Fondation a publié l'année dernière des chiffres contestables quant à l'abondance de certains oiseaux-

gibiers migrateurs. Je tiens à confirmer que ces chiffres proviennent de publications scientifiques incontestées. Je regrette que vous n'ayez pas pris le temps de vérifier vos sources avant de porter de graves accusations à notre égard. Vous auriez pu très facilement me joindre. Le document que vous mettez en cause a été publié par la Fondation internationale pour

la sauvegarde de la faune, fondation de droit français reconnue d'utilité en 1977. Elle n'est d'aucune façon l'émanation du Conseil international de la chasse – dont je ne suis d'ailleurs pas président, tout en étant rapporteur général d'honneur de sa commission des oiseaux migrateurs pour services rendus à leur conservation et à leur gestion depuis trente ans.

Les Français jugent l'action de Lionel Jospin

LES FRANÇAIS continuent de trouver le premier ministre « courageux », « capable de décider », « honnête », « sympathique », même si les appréciations portées dans le sondage réalisé les 25 et 26 mai, selon la méthode des quotas, auprès de 950 personnes, pour le *Journal du dimanche* du 28 mai, sont en légère baisse par rapport au même questionnaire réalisé en octobre 1997. Ils ne sont notamment plus que 65 % à juger le premier ministre « proche des gens » (contre 71 % trois ans plus tôt) et 46 % à le trouver « trop autoritaire » (contre 34 %). En revanche, 50 % des Français jugent qu'il « pourrait être un bon président de la République », contre 45 % quatre mois après son arrivée à Matignon. Pour les sondés, les 35 heures (30 %), les emplois-jeunes (20 %) et la baisse de la TVA (17 %) « symbolisent le mieux l'action de Lionel Jospin ». Enfin, les Français attendent en priorité du gouvernement Jospin qu'il « baisse les impôts » (33 % des premières citations) et qu'il « lutte contre la précarité de l'emploi » (24 %).

José Rossi n'exclut pas de quitter les négociations sur la Corse

JOSÉ ROSSI, président (DL) de l'Assemblée de Corse, a expliqué, dans *Le Journal du dimanche* du 28 mai, à la veille d'un des ateliers de réflexion hebdomadaires sur l'avenir de la Corse qui se tiennent à Matignon, que, si ces derniers ne devaient « pas aboutir à des solutions susceptibles de déboucher sur une vraie réforme, il serait légitime de quitter la table des négociations ». M. Rossi, favorable à l'autonomie de l'île, juge « nécessaire que le premier ministre prenne conscience que nous arrivons à l'heure de vérité », car, explique-t-il, « la question cruciale de l'évolution des institutions n'a pas encore obtenu de réponse ». « Chacun est terrorisé par l'idée d'une reprise de la violence liée à l'échec de ce processus », estime enfin M. Rossi.

Samedi 27 mai, à Corte, les nationalistes d'Unita ont, pour leur part, renouvelé leur confiance aux deux élus de Corsica Nazione engagés dans le processus de négociation avec Matignon et jugé qu'il n'était « pas opportun » de quitter les commissions techniques, quatre jours après que deux petites organisations nationalistes membres de cette plate-forme leur eurent demandé de « quitter » les réunions du lundi (*Le Monde* du 26 mai).

Denis Kessler maintient son projet pour les chômeurs

DENIS KESSLER, « numéro deux » du Medef, a indiqué, dimanche 28 mai, que son projet controversé d'aide au retour à l'emploi (CARE) des chômeurs était un « dispositif central » dans la réforme de l'Unedic. Pour M. Kessler, qui était invité au Club de la presse d'Europe 1, le CARE « reste soumis à la négociation » avec les syndicats et « sera, après discussion, mis en place ». Sur la proposition des syndicats de généraliser les conventions de conversion, actuellement destinées aux licenciés économiques, M. Kessler a indiqué qu'« il y a des éléments que l'on reprend [dans les conventions de conversion], mais nous souhaitons que le dispositif soit universel, qu'il s'applique à tous les demandeurs d'emploi ».

Les syndicats s'opposent au caractère obligatoire du CARE, qui est assorti de sanctions pouvant aller jusqu'à une suppression des allocations à l'encontre du chômeur jugé récalcitrant à prendre une formation ou un emploi. M. Kessler a précisé que le demandeur d'emploi pour qui le système d'assurance-chômage n'aurait pas retrouvé un emploi « ne verra pas son allocation diminuée ». Patronat et syndicats doivent se rencontrer à nouveau sur ce sujet mercredi 31 mai.



A la pointe de la technologie dans tous ses domaines de compétence, misant sur des hommes animés par un désir constant d'innovation, Médiapost apporte à ses 20 000 clients les solutions les plus pertinentes pour leurs actions liées au géomarketing.

De la connaissance des marchés locaux à la distribution de publicités en boîte à lettres en passant par la stratégie d'implantation, Médiapost les guide et les accompagne jusqu'à leur cible... et précisément jusqu'à leur cible.

POST

GRUPE LA POSTE

15 boulevard du Général de Gaulle - 92126 MONTRouGE CEDEX
Tél : 01 46 12 44 62 - Internet : www.mediapost.fr

AFFAIRES Ancien croisé de la lutte contre la corruption, Alain Serieux, ex-président de la chambre régionale des comptes (CRC) de Provence-Alpes-Côte-d'Azur est, à son

tour, confronté, à la suspicion. ● LE PARQUET de Marseille s'interroge sur les raisons pour lesquelles la juridiction financière n'avait pas saisi la justice, en 1997, après le contrôle ef-

fectué sur la construction des lycées de la région. ● UNE ENQUÊTE est en cours sur les associations franco-australiennes de M. Serieux, qui ont été financées par des collectivités

contrôlées par la CRC. ● SON PROJET de construction d'un grand voilier s'est heurté à l'opposition des élus PS, malgré le soutien de M. Bernardini, ex-président (PS) du conseil géné-

ral des Bouches-du-Rhône. Selon un document, M. Serieux aurait promis à ce dernier, aux prises avec la CRC, son « concours » sur des « dossiers » (lire aussi notre éditorial page 19).

Les soupçons ternissent la réputation de l'ancien « incorruptible » de PACA

Le rôle d'Alain Serieux, président de la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur de 1989 à 1998, est contesté dans plusieurs enquêtes. L'une vise les fonds publics versés à ses associations ; une autre, les lycées de la région, dont les marchés sont examinés par la justice

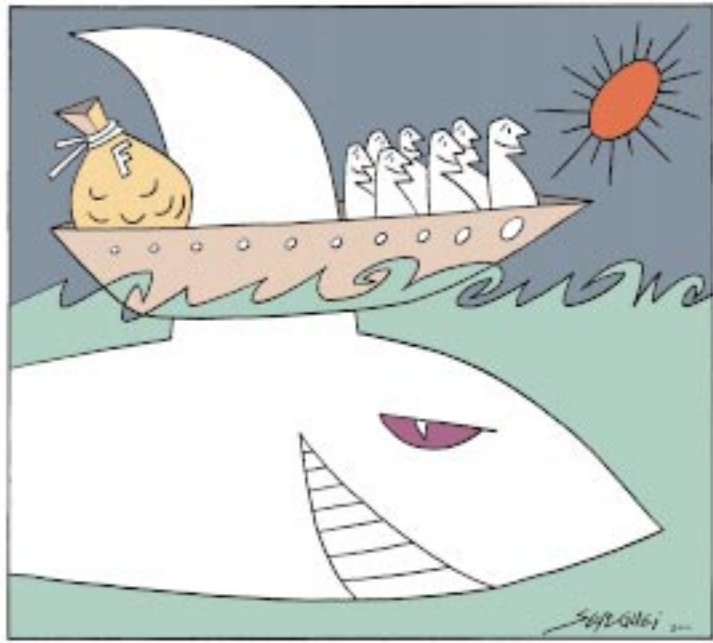
MARSEILLE

de notre envoyé spécial

« On me prête beaucoup, dit Alain Serieux. Y compris une influence que je n'ai jamais eue. » Pour l'ancien président de la chambre régionale des comptes (CRC) de Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), jadis croisé de la lutte contre la corruption et grand pourfendeur d'élus, les temps ont changé. Retraité de l'administration, il s'est inscrit sans tapage au barreau de Marseille pour exercer, précise-t-il, « un modeste rôle de conseil ». Il y a dix ans, ses sermons sur les « dérives » des politiques et « l'affaiblissement de la morale publique » lui avaient forgé l'image d'un Fouquier-Tinville provençal. Lui se comparait plus volontiers à « Eliot Ness » – le chef des « Incorruptibles ». A ses discours enflammés répondent désormais les murmures. Depuis plusieurs mois, les activités, présentes et passées, de M. Serieux semblent attiser la méfiance, voire la suspicion, sur fond d'« affaires » marseillaises.

Depuis que le procureur de Marseille a ouvert, le 11 avril, une information judiciaire sur la gestion de la société d'économie mixte pour l'aménagement et le développement régional (Semader), le contrôle effectué entre 1994 et 1996 par la CRC sur cette structure liée au conseil régional – alors présidé par l'actuel maire (DL) de Marseille, Jean-Claude Gaudin – apparaît sujet à caution. Au point que le parquet a discrètement demandé au successeur de M. Serieux, Alain Pichon, une appréciation rétrospective sur la qualité de ce contrôle et sur les raisons pour lesquelles ses conclusions n'avaient pas été, en leur temps, communiquées à la justice.

Constituée pour coordonner la construction et l'entretien des lycées, la Semader avait essuyé les critiques de la juridiction financière, mais la vérification ne comportait aucun examen détaillé des marchés. Datée du 6 février 1997, la lettre d'observations définitive qui concluait cette mission soulevait certaines anomalies, mais elle n'avait pas été transmise au parquet – à l'inverse d'une pratique de la CRC devenue usuelle sous l'ère Se-



riex. Or, un audit privé commandé par le successeur de M. Gaudin à la région, Michel Vauzelle (PS), a invoqué, depuis, l'existence d'une « succession de délits » au sein de la Semader et fourni les bases de l'enquête judiciaire actuelle (*Le Monde* du 13 avril). Alors que celle-ci tarde à débiter, ce décalage continue d'intriguer.

« CHIENS TRUFFIERS »

« Si les éléments sur la Semader n'ont pas été transmis, c'est que la collégialité [de la CRC] ne l'a pas souhaité », répond M. Serieux. Le président n'a pas tous les pouvoirs. » A une reprise au moins, son intervention sur ce dossier ne fut pourtant pas sans conséquence : en 1995, une modification de l'ordre du jour interne empêcha le conseiller-rapporteur saisi de cette mission, spécialiste réputé des marchés publics dont la mutation était programmée, de rédiger lui-même la version provisoire du rapport. Ce dessaisissement de fait avait suscité des contestations au sein de la juridiction. Fin connaisseur des procédures et habile dialecticien, M. Serieux avait su les apaiser. Les soixante magistrats de la juridiction

marseillaise – qu'il appelait ses « chiens truffiers » – lui avaient gré d'avoir impulsé les enquêtes qui conduisirent, entre autres, au démantèlement du « système Médécine » à Nice et à la mise au jour de réseaux de corruption dans le Var des années Arreckx. Ce tableau de chasse, qui contribuait à la réputation de la CRC, occultait largement celle de son président, déjà teintée d'ambiguïté.

Fondateur ou animateur d'une série d'associations vouées au développement de l'amitié franco-australienne, M. Serieux a en effet obtenu pour celles-ci d'importants concours auprès des collectivités territoriales placées sous son contrôle. Ouverte depuis l'été 1998, une enquête préliminaire est toujours en cours sur les conditions d'attribution et l'utilisation de ces subventions. Nul ne sait combien de communes et de départements de la région PACA ont consenti de tels versements aux associations de M. Serieux lorsque celui-ci présidait la CRC. Certains élus avaient refusé, en dépit de relances parfois pressantes. En 1990 et 1991, le conseil régional avait apporté sa contribution au Provence-Western Australia Bu-

siness Club, notamment pour l'organisation d'un voyage de chefs d'entreprise et d'élus aux antipodes, dont M. Serieux était l'un des initiateurs. En 1996, le conseil général du Var, lui, avait accordé 130 000 francs à l'Association France-Australie-Provence « pour lui permettre de transférer son siège à Draguignan ».

ENTRE LE VAR ET L'AUSTRALIE

Créée en 1990 par M. Serieux – dont l'une des filles réside en Australie – pour « développer entre ses membres une meilleure connaissance de l'Australie par tous les moyens possibles », l'association avait initialement été baptisée France-Provence-Australie et domiciliée à Marseille, au siège même de la chambre régionale des comptes. Si elle fut bien la destinataire de l'aide votée par les élus varois, la demande émanait curieusement d'une autre structure associative : Dracénie Rainbow Coast, consacrée au jumelage de Draguignan avec la ville australienne d'Albany et présidée par l'épouse de M. Serieux.

Peu convaincus de « l'intérêt pour le département » de telles subventions et « sceptiques quant à l'utilisation » des fonds, plusieurs élus s'opposèrent, le 30 juin 1997, à un nouveau versement de 220 000 francs, destiné à l'organisation d'« échanges d'étudiants et d'enseignants » entre le Var et l'Australie. Le compte rendu des débats atteste que seule l'intervention du président (DL) du conseil général, le sénateur Hubert Falco, permit d'emporter la décision. La question de la compatibilité de cette attribution avec les fonctions exercées par M. Serieux ne fut pas abordée.

« Si certains ont cru me faire plaisir et s'attirer mes bonnes grâces en versant des subventions, ils se sont bien trompés, commente M. Serieux. De toute façon, cela n'avait rien d'illégal. » Invoquant le « contrôle de légalité » de toutes les subventions accordées par les collectivités, M. Falco souligne que « le préfet ne s'y est jamais opposé ». « Nous n'avons pas aidé ces associations pour faire plaisir à M. Serieux, résume-t-il, mais parce qu'elles rendaient service au département. » Le

conseil général leur retira pourtant son appui en 1999, considérant qu'elles « n'avaient pas atteint les objectifs espérés ». Entre-temps, M. Serieux avait quitté la chambre régionale.

La régularité de ces subventions ne fut contestée qu'une fois. Directeur du cabinet de François Trucy lorsque ce dernier était maire (DL) de Toulon, Jean-Pierre Colin avait

mais les faits qu'elle dévoilait motivèrent l'enquête préliminaire confiée à la brigade financière de Marseille et récemment relancée : il y a quelques semaines, les policiers ont demandé aux services du conseil régional de recenser les montants affectés aux associations de M. Serieux.

Le dernier épisode des aventures australiennes de l'ancien président

En 1980, un écueil dans une carrière éclectique

La carrière d'Alain Serieux est marquée par l'éclectisme. Entré à la Cour des comptes en 1960, il a fréquenté le secteur privé (Matra, Ribourel) et les cabinets ministériels des années Pompidou, dont celui de Jacques Chirac au ministère des relations avec le Parlement, en 1971. Lancé en politique par « [son] ami Chirac », dit-il, il fut conseiller général (UDR) de Haute-Vienne, de 1973 à 1981, mais échoua aux législatives de 1973 et aux municipales de 1977, après être devenu secrétaire national des Républicains indépendants. Nommé directeur du tourisme en 1978 par Jean-Pierre Soisson, alors ministre de la jeunesse et des sports, M. Serieux fut écarté, deux ans plus tard, après la publication d'un rapport de la Cour des comptes dénonçant des « irrégularités » dans la gestion de ses services. Déclaré « comptable de fait », il dut rembourser une partie des sommes contestées. Nommé en février 1989 à la tête de la chambre régionale des comptes de Marseille, il confiait au *Monde*, en 1994, que cette « épreuve » avait fait de lui « un bon expert de la gestion de fait ».

été mis en examen, en 1996, pour « faux en écriture privée » et « abus de confiance » à la suite d'une des enquêtes de la CRC sur la municipalité toulonnaise. Il avait en retour contesté la régularité des actes de la juridiction financière sous la présidence de M. Serieux et sollicité une enquête de la Cour des comptes – qui exerce la tutelle sur les chambres régionales – sur ces pratiques, invoquant le code des juridictions financières, qui interdit à leurs membres de percevoir, même indirectement, des fonds soumis à leur contrôle. Le 6 avril 1999, il lui fut répondu que le départ en retraite du magistrat interdisait toute procédure disciplinaire à son encontre, « quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir sur son bien ou son mal fondé ».

Entre-temps, M. Colin avait aussi déposé plainte contre M. Serieux, estimant que les aides perçues par ses associations pouvaient être constitutives du délit de « prise illégale d'intérêts ». Cette plainte fut déclarée irrecevable le 11 mai 1998,

de la CRC s'est soldé par un naufrage (*Le Monde* du 30 octobre). Associé à un groupe d'entrepreneurs marseillais, M. Serieux avait lancé le projet de construction d'un immense voilier, baptisé *La Marseillaise* et censé participer aux commémorations franco-australiennes prévues pour 2001. Présidée par l'ancien premier ministre Michel Rocard, l'association qui conduisait ce projet avait collecté les soutiens les plus haut placés, mais s'est heurtée au refus des socialistes locaux, après une série de tergiversations qui ne paraissent pas étrangères à la personnalité de M. Serieux (lire ci-dessous). Les adversaires du projet jugeaient incertain son montage financier. Amoureux de la mer et des terres australes, M. Rocard raconte, lui, avoir reçu, au téléphone, un avertissement du nouveau président de la chambre régionale des comptes, qui lui conseillait « de prendre [ses] distances avec M. Serieux et avec toute cette histoire »...

Hervé Gattegno

Les « concours » de l'ancien magistrat sur les « dossiers chers » à François Bernardini

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Ancien président de la chambre régionale des comptes (CRC) de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, Alain Serieux peut-il avoir aidé de ses conseils François Bernardini, l'ancien président (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône, démis de ses fonctions à la suite d'une décision de la juridiction financière ? Devenu avocat, l'ancien magistrat s'est vu proscrire par la commission de déontologie du barreau de Marseille toute intervention auprès des collectivités – et de leurs dirigeants – sur lesquelles la CRC exerçait son contrôle. M. Serieux assure au demeurant « [s']interdire de mélanger les genres », pour privilégier « l'action citoyenne ». Un document, dont *Le Monde* détient une copie, accrédite pourtant l'hypothèse d'un marchandage discutable entre les deux hommes, dans la coulisse d'un projet initié par l'ancien président de la CRC : la construction du voilier *La Marseillaise*, dont le coût, estimé à 160 millions de francs, nécessitait la garantie financière du conseil régional PACA, du conseil général des Bouches-du-Rhône et de la ville de Marseille.

Rédigée dans les derniers jours de 1998, la lettre porte la mention manuscrite « Très confidentiel ». Signée par M. Serieux, elle est adressée à Michel Rocard, président de Terra Australis 2001, comité chargé de la commémoration du bicentenaire de l'expédition australe du savant français Nicolas Baudin : le navire phocéén devait être le fleuron de ces festivités. Le texte relate le tête-à-tête discret de MM. Serieux et Bernardini, le 22 décembre 1998, dans

un contexte délicat. Quelques jours auparavant, les élus socialistes au conseil général avaient émis un vote négatif qui bloquait le projet. Derrière cette manifestation de défiance, le signataire de la lettre croyait apercevoir la main du leader socialiste, même si ce dernier avait abandonné son siège depuis le mois de juin précédent. Au sortir de l'entretien, M. Serieux se déclare « franchement optimiste » et tire de troublantes conclusions :

« Compte tenu d'un certain nombre d'explications et d'échanges parfois rugueux au cours de notre

réunion, écrit-il, FB [François Bernardini] accepte de « changer les boules noires en boules blanches » et s'engage à faire adopter le projet dès janvier (...) Les éléments de notre conversation, et des concours que je me suis engagé à apporter à certains dossiers chers (très) à l'intéressé me paraissent de nature à assurer que les promesses qu'il a faites ne resteront pas lettre morte. »

Interrogé sur le contenu de ces « dossiers », M. Serieux a assuré au *Monde* qu'il n'en avait « pas gardé de souvenir précis », avant d'évoquer « une ou deux affaires immobilières compliquées » dont il avait

« peut-être exagéré l'importance » dans sa lettre. Plus catégorique, M. Bernardini exclut avoir reçu le moindre « concours » de l'ancien président de la CRC. « Lorsque j'ai rencontré, dit-il, je ne savais même pas que le conseil général devait se prononcer sur le dossier du bateau. Peut-être qu'au fil de la conversation il a pu se targuer de conserver une certaine influence. Mais je savais bien que sa marge de manœuvre était réduite, puisqu'il avait quitté la chambre régionale. » La suite de l'histoire confirme pourtant le

contenu du courrier de M. Serieux sur un point : après leur rencontre, M. Bernardini a publiquement soutenu le projet. Sans avoir été sollicité, le Syndicat de l'agglomération nouvelle (SAN) d'Istres, dont il est l'inamovible directeur général, a même pris à sa charge 15 % des garanties d'emprunt nécessaires, alors que l'entreprise paraissait éloignée de son champ d'activités. Sans renier son contentieux avec l'ancien président de la CRC, qu'il accuse d'avoir « tout fait pour [l']abattre », M. Bernardini précise avec gourmandise : « M. Serieux avait besoin

de moi. J'ai eu envie de jouer les grands seigneurs. »

Cette générosité n'a pas suffi. Parrainée par Jacques Chirac et Lionel Jospin, l'initiative reçut l'appui technique du ministère des finances et bénéficiait d'importantes faveurs fiscales. Mais, après avoir promis leur soutien, les présidents (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône, Jean-Noël Guérini, et du conseil régional, Michel Vauzelle, ont fait machine arrière, considérant l'aventure trop hasardeuse. Outre 120 millions de francs d'emprunt, la construction du navire était suspendue à une souscription publique de 40 millions. Au terme de l'opération, qui associait un armateur russe basé à Monaco, le voilier, destiné à servir de « navire-école » et de bateau de croisière, devait être la propriété d'une société privée dont les actionnaires ne prenaient guère de risques : en cas de défaillance ou d'échec de la collecte, les banques se seraient tournées vers les collectivités. « C'était un pari », explique M. Rocard. Nous nous sommes heurtés au scepticisme. »

L'an prochain, la marine française prêterait l'un de ses bâtiments pour refaire le voyage de l'expédition Baudin. M. Serieux s'avoue déçu, mais garde une satisfaction : « Pas un franc du contribuable n'a été perdu... » M. Bernardini, lui, reste sous le coup de deux jugements de la CRC, qui l'ont déclaré « comptable de fait » des deniers publics dans la gestion d'associations liées à la ville d'Istres. « Dans quelques semaines, dit-il, j'aurai tout remboursé. Je serai à nouveau éligible. »

H. G.

H. G.

L'enquête sur les lycées de Provence toujours « en phase de préparation »

DEUX MOIS après l'ouverture, par le parquet du pôle économique et financier de Marseille, d'une information judiciaire sur la gestion de la Société d'économie mixte pour l'aménagement et le développement régional (Semader), les investigations n'ont pas commencé. Transmis aux autorités judiciaires par le cabinet du président (PS) du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, Michel Vauzelle, le rapport d'audit réalisé par un ancien magistrat de la Cour des comptes, Jean-Pierre Gohon, reste pour l'heure la seule matière disponible aux enquêteurs. Ouvert sur les qualifications d'« atteinte à la liberté d'accès et à l'égalité des candidats dans les marchés publics, faux, usage de faux et recel », le dossier a été confié, le 11 avril, à la juge d'instruction marseillaise Laure Roche, qui a saisi la brigade financière. Mais les enquêteurs sont encore « en phase de pré-

paration », indique-t-on de source policière.

Dans l'attente de développements à venir, l'affaire perturbe le climat politique marseillais. Le maire (DL) de Marseille, qui présidait le conseil régional au moment de la création de la Semader, en 1997 – et qui en fut lui-même le président – a dénoncé un « coup politique » orchestré contre lui, répétant en chaque occasion que la chambre régionale des comptes avait, en son temps, examiné les comptes de la société sans y déceler d'infractions pénales. « Lorsqu'on nous remettra cet audit, nous pourrions répondre point par point, assure l'ancien directeur des services régionaux, Jean-Claude Gondard. Pour l'instant, tout le monde en parle, mais on refuse de nous le montrer. »

Conçue pour piloter l'achèvement du chantier de l'hôtel de région puis pour mettre en œuvre le plan « Lycées réussite », ratifié par le conseil

régional en 1989 pour construire ou rénover 113 établissements méridionaux, la Semader est soupçonnée, selon l'audit de M. Gohon, de « nombreuses irrégularités » qui pourraient avoir grevé les finances publiques dans d'importantes proportions.

« PRATIQUE SYSTÉMATIQUE »

Si son objet initial était « d'agir avec efficacité et célérité tout en offrant des garanties nécessaires de contrôle » à la collectivité régionale, l'examen des marchés attribués sous son égide conduisait M. Gohon à dénoncer un « détournement des procédures permettant l'utilisation des fonds publics en dehors de tout véritable contrôle », selon le document adressé au parquet de Marseille.

L'étude détaillée des procédures d'appels d'offres mettrait ainsi en évidence, selon l'audit, la « pratique systématique » d'avenants augmen-

tant le montant du marché après désignation de l'entreprise choisie. Le rapport cite l'exemple de la société Mistral (filiale du groupe Bouygues), qui avait obtenu le marché de la construction de l'hôtel de région pour un montant de 109 millions de francs ; après une série d'additifs, l'entreprise a facturé, en définitive, quelque 142 millions de francs, soit sensiblement plus que les propositions faites par ses concurrents lors de l'appel d'offres. De tels dépassements ont été constatés sur nombre de chantiers de lycées. « Les programmes annuels de travaux d'entretien votés et délibérés par le conseil régional, et qui représentent chaque année plusieurs dizaines de millions de francs, font rarement l'objet de marchés passés dans les conditions prévues par le code des marchés publics », conclut l'auteur du rapport.

L'enseignement multimédia à distance s'impose au Marché mondial de l'éducation de Vancouver

Les nouvelles techniques vont bouleverser la vie universitaire

Le Marché mondial de l'éducation (World Education Market, WEM), qui s'est tenu pour la première fois à Vancouver (Canada), s'est achevé sa-

medi 27 mai. Les universitaires français affirment avoir pris conscience des enjeux que représente la diffusion des techniques multimédias

pour l'enseignement à distance. La question du rôle de la puissance publique face à l'explosion de ces marchés a été au centre des débats.

VANCOUVER (Canada)
de notre envoyée spéciale

Les représentants de la France étaient venus « pour voir », « pour sentir les tendances ». Le premier Marché mondial de l'éducation (World Education Market, WEM en anglais) qui s'est achevé, samedi 27 mai à Vancouver (Canada), ne les a pas déçus. Pour eux, il s'agissait de mesurer la réalité de ce marché émergent aussi riche de promesses que de dangers.

Alors que l'enseignement à distance s'est imposé comme le sujet-phare de ce Salon commercial qui a réuni quelque 2 500 professionnels en provenance de 77 pays, les universitaires français qui étaient présents à Vancouver ont pu évaluer l'étendue du chantier qui s'ouvre à eux. Ils évoquent une « prise de conscience » et assurent revenir avec « des idées ». « Les universités françaises doivent s'engager dans le multimédia, mettre des cours en ligne et revoir leur dossier de l'enseignement à distance », insiste Maryse Dusselier, chargée de mission au pôle universitaire européen de Bordeaux.

Dans ce marché, où les ministères et les organismes publics ont côtoyé des éditeurs de produits multimédias, des concepteurs et fournisseurs de service en ligne ou de télé-enseignement et des entreprises d'équipement informatique, le partenariat entre secteurs public et privé semble inévitable. Un mélange des genres que certains responsables universitaires sont prêts à assumer pour permettre à leur établissement de réaliser une mutation technologique et pédagogique.

Qu'il s'agisse d'emploi du temps, de lieu ou de conditions d'études, le WEM promet un avenir radicalement nouveau non seulement à l'étudiant du XXI^e siècle, mais aussi à l'enseignant. Terminés les amphithéâtres bondés où les élèves prennent en note, des heures durant, des pages

et des pages de cours magistraux. L'étudiant pourra suivre sa formation chez lui, sur écran, à son rythme. Il pourra la compléter tout au long de sa vie. Finies les recherches interminables (parfois en vain) de livres et de documenta-

tion. A l'image de ce qui se joue actuellement dans le domaine de la formation continue ou de l'accompagnement scolaire, les opérateurs de télécommunication, les géants de l'informatique, les start-up et les éditeurs de pro-

grammes « qui sera au service de la technologie ? », s'inquiète Laurent Hourley, maître de conférences à l'université Jules-Verne de Picardie.

Pour éviter que le marché ne décide par lui-même de l'avenir de l'éducation, la question du rôle de la puissance publique a été maintes fois soulevée lors des conférences du WEM consacrées à l'évolution des systèmes éducatifs. Les Etats sont appelés à garantir la qualité des contenus, à maintenir les identités culturelles, à permettre un partage universel du savoir, à devenir, en quelque sorte, les agents de contrôle d'un marché qui, dans sa version la plus pessimiste, ne ferait que renforcer les inégalités.

Pour Amata Garito, de l'université italienne Everywhere Nettuno, « le risque d'un processus incontrôlable vers une société de plus en plus déscolarisée existe » si les universités ne prennent pas conscience de la nécessité de créer « un nouveau modèle d'enseignement à distance ».

Parce qu'ils ont pu constater que des entreprises sont désormais prêtes à proposer des programmes clé en main de formation en ligne, que certaines sont venues leur demander des contenus d'enseignement, que d'autres proposent leurs services pour mettre des cours sur le Web, les universitaires français participant au WEM sont convaincus que les formations à venir seront délivrées en associant de multiples formes de transmission des savoirs : au « face to face » (un enseignant devant une classe) viendront s'ajouter la télévision éducative, Internet et le tutorat. Mais sous le pavillon français du WEM, chacun insistait sur « la nécessité d'une volonté politique » pour faire face à la concurrence internationale.

Sandrine Blanchard

Terminés les amphithéâtres bondés où les élèves prennent en note, des heures durant, des pages et des pages de cours magistraux.

L'étudiant pourra suivre sa formation chez lui, sur écran, à son rythme

tion. Place aux bibliothèques virtuelles élaborées et enrichies pour un usage pédagogique. Oubliés les rendez-vous à heure fixe avec les enseignants : à tout moment, l'étudiant pourra interroger son tuteur. Et pour internationaliser son cursus, il pourra s'inscrire par Internet à des cours américains, canadiens ou australiens.

Mais les nouvelles technologies de l'information et de la communication n'entraîneront pas seulement un bouleversement pédagogique. La nouvelle donne est aussi

duits en ligne s'intéressent de plus en plus au secteur maîtrisé pour l'instant par l'enseignement public.

Mais qui va vendre quoi sur ce marché mondial de l'éducation ? A l'issue de ce premier Salon, cette question primordiale reste en suspens. « Les acteurs commencent à se positionner, mais le potentiel et les opportunités ont été compris par chacun », estime Elaine Legault, directrice de programme du WEM. « La technologie sera-t-elle au service de l'éducation ou est-ce l'édu-

L'histoire contemporaine en multimédia

Des éditeurs (Nathan, Giunti multimedia, etc.), des universités, des fournisseurs d'archives (RAI, INA, etc.) et des opérateurs de télécommunications : le consortium établi pour le projet Eurodelphes se veut un exemple « intelligent » du partenariat entre les secteurs public et privé pour créer un nouveau système d'apprentissage. Initié par l'Institut national de l'audiovisuel (INA), Eurodelphes va tester dans les classes de dix établissements scolaires allemands, italiens et français un programme multimédia d'histoire contemporaine.

Certains intervenants du Marché mondial de l'éducation ont aussi profité de ce rendez-vous pour rappeler que les nouvelles technologies devaient favoriser l'entraide et le codéveloppement. Afin d'« éviter que s'accroisse le fossé technologique entre le Nord et le Sud », le Réseau africain d'enseignement à distance (Resafed), initié par le ministère français des affaires étrangères, tente, depuis 1997, de former à l'utilisation des nouvelles technologies pour l'enseignement à distance des cadres de cinq pays d'Afrique.

Un faux avocat marseillais arrêté à l'audience

MARSEILLE

de notre correspondant

Les gendarmes de Roquevaire (Bouches-du-Rhône) ont réussi, mardi 23 mai, un singulier « flagrant délit ». A l'audience du tribunal de commerce de Marseille, les militaires ont interpellé un avocat qui, ce matin-là, plaidait une demande de paiement contre un tapissier marseillais. « Les deux gendarmes sont entrés dans la salle d'audience, et l'avocat les a suivis sans difficulté », raconte la greffière. Quarante-huit heures plus tard, au terme d'une garde à vue, le juge d'instruction marseillais, Marie-Pierre Sainte, notifiât sa mise en examen à Alain Donnadieu pour escroqueries, et le laissait en liberté en dépit de réquisitions favorables à une incarcération provisoire.

Durant quatre ans, ce Marseillais de quarante-deux ans se faisait passer pour avocat. Maintes fois, il s'est présenté devant les juridictions de Provence - Alpes - Côte d'Azur, « mais uniquement devant les tribunaux de commerce et les conseils de prud'hommes », précise un enquêteur. Les preuves de ses agissements tiennent notamment en plusieurs jugements portant la trace de sa présence au côté de justiciables. Son papier professionnel arborait l'entête « Cabinet Donnadieu Lawyers » et indiquait une fausse inscription aux barreaux de Paris et

de Genève. Il y précisait sa spécialité : le droit de la propriété industrielle.

Titulaire d'une licence de droit et d'un diplôme d'études approfondies en sciences criminelles délivrés par l'université d'Aix-en-Provence, Alain Donnadieu a reconnu s'être indûment glissé dans la peau d'un avocat, métier qui requiert une maîtrise de droit puis un certificat d'aptitude. Au juge, il a expliqué qu'un avocat marseillais - aujourd'hui radié du barreau - chez lequel il était en stage lui avait fait espérer une équivalence. Il avait alors tenté de réunir les pièces nécessaires à son inscription à Genève. En vain.

« UN PROFESSIONNEL TRÈS EFFICACE »

Jusqu'en 1995, il se contentait de prodiguer des conseils. Parmi ses clients figure l'antenne marseillaise d'une société de communication cotée en Bourse, sous-traitant de France Télécom. Les gendarmes ont également interrogé le découvreur d'un site naturel exceptionnel. Celui-ci a certifié au Monde qu'Alain Donnadieu était « un professionnel très efficace : il a bien défendu mon morceau ».

Lors de sa garde à vue, le tribunal de commerce a d'ailleurs rendu une ordonnance qui lui était favorable. « Ses conclusions n'étaient pas si mal que cela », affirme à ce pro-

pos M^e Jean-Jacques Campana, son défenseur.

Installé à Reillanne, un village des Alpes-de-Haute-Provence, le faux avocat recrutait ses clients par le bouche-à-oreille. Jusqu'à ce que, le 30 mars, le beau-frère de sa compagne dépose une plainte contre lui. Cet enseignant avait maille à partir avec le ministère de l'éducation nationale, qui l'avait écarté de son poste pour des raisons de santé. Contestant cette décision, il avait confié ses intérêts à Alain Donnadieu. Mais le 8 mars, lors d'une rencontre au rectorat, l'enseignant s'apercevait que le recours formé neuf mois plus tôt n'avait pas été déposé, malgré 47 800 francs d'honoraires et de frais de déplacement.

Au domicile d'Alain Donnadieu, les gendarmes ont saisi une disquette contenant la liste d'une bonne douzaine de clients qu'ils s'apprentent à interroger. Ce grand homme blond, « beau parleur, avec beaucoup d'allure », a souhaité clore sa garde à vue sur cette remarque : « Je tiens à dire que je vous félicite de la façon dont vous avez mené votre interrogatoire et de la façon dont vous avez respecté ma dignité et mon honneur. » Un compliment, couché sur le procès-verbal, qui sortait de la bouche d'un « juriste ».

Luc Leroux

A Paris, la manifestation pour le droit de vote des étrangers a peu mobilisé

Les candidats de gauche aux municipales en tête

LES ORGANISATEURS avaient annoncé une manifestation nationale. Ce fut surtout un cortège parisien qui a défilé, samedi 27 mai, de la place de la Nation à celle de la République, en faveur du droit de vote des étrangers. Quelques milliers de personnes - 1 800 selon la police, 3 000 selon les organisateurs - ont battu le pavé à l'appel des deux collectifs « Même droit, même sol » et « Un résident, une voix » derrière une tête de cortège déjà marquée par les prochaines échéances électorales.

Les deux candidats déclarés de la gauche « plurielle » aux élections municipales de 2001, Bertrand Delanoë pour le Parti socialiste et Yves Contassot pour les Verts, ont marché, tout sourire, sous les caméras, au côté de Robert Hue. Sur leur gauche, Alain Krivine donnait le bras à Arlette Laguiller. « Cette manifestation a un avant-goût de municipales », grinçait le dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire. Une heure plus tard, M. Delanoë s'éclipsait, « appelé dans le XIX^e », sans oublier de dire tout le bien qu'il pensait de la revendication scandée. Il était aussitôt suivi par Robert Hue.

L'atmosphère est alors devenue plus électrique. Un important cortège du Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB) est venu tempêter contre « cette manifestation mascarade de la gauche "plurielle" ». Epaulés par une grosse sonne, aux sons du groupe de rap « Assassins », les militants de cette association expulsée de ses locaux parisiens le 18 mai ne cachaient pas leur mauvais humeur : « Qui sème la hagra [injustice en arabe] récolte l'Intifada », scandaient-ils sous les portraits de jeunes victimes de la « double peine » (incarcération doublée d'une expulsion pour les délinquants étrangers). Juste derrière, les troupes des Jeunesses communistes (JC) tentaient de donner un air plus festif au défilé. Le PC suivait, plus bonhomme, sous un

énorme ballon rouge. Quelques rangs plus loin, la Coordination nationale des sans-papiers arborait des portraits de Jean-Pierre Chevènement habillé en CRS.

Les Verts avaient également mobilisé, mais semblaient déçus de la faible participation. « C'est les fondamentaux qui sont là, remarquait Noël Mamère, député de la Gironde et rapporteur de la proposition de loi sur le droit de vote à l'Assemblée nationale. J'aimerais que le gouvernement mette autant d'empressement à l'application du droit de vote qu'il en met pour le quinquennat. » Même tonalité dans les rangs de la Ligue des droits de l'homme : « Il faut que le PS aille jusqu'au bout de sa logique et qu'il fasse savoir au gouvernement son désaveu sur le fait que Jospin ne s'ait pas le Sénat de la proposition de loi », pestait son président, M^e Henri Leclerc.

« UN RÉSIDENT, UNE VOIX »

Les anarchistes de Scalp-Reflex l'ont rappelé plus rudement aux maigres troupes du Parti socialiste. Deux heures durant, les militants socialistes ont été harcelés aux cris de « P comme pourris, S comme salauds » avant d'être chargés avec force gaz lacrimogènes et cannettes. Patrick Bloche, premier secrétaire de la fédération de Paris, abandonnait la partie, tandis que la moitié de ses troupes se réfugiaient sous la banderole de l'association antifasciste Ras-le-front. Conternés, les organisateurs tentaient de donner le change en annonçant 50 000 signatures de leur pétition en faveur du droit de vote. « On n'est pas très nombreux aujourd'hui, mais que les hommes politiques fassent gaffe : le droit de vote est une idée qui marche », assurait Nabil Azouz, porte-parole du collectif « Un résident, une voix ». Mouloud Aounit, secrétaire général du MRAP, renchérisait : « La modernisation de la vie politique passe aussi par là. »

Sylvia Zappi

Les prisonniers basques ont cessé leur grève de la faim

BAYONNE

de notre correspondant

Considérant qu'« une sensibilisation suffisante de la population avait été atteinte », les détenus basques incarcérés dans les prisons espagnoles et françaises ont fait savoir, samedi 27 mai, que s'arrêtaient la grève de la faim tournante entamée par certains d'entre eux depuis novembre dernier. Cette décision a été rendue publique à l'issue d'une « manifestation nationale » (c'est-à-dire concernant les deux côtés des Pyrénées) qui a regroupé, samedi soir, plusieurs milliers de personnes dans le centre de Saint-Sébastien (Pays basque espagnol).

Ce rassemblement était organisé par une quarantaine de structures, partis et associations, de l'ensemble du Pays basque autour du thème « Presoak Euskal herrira » (les prisonniers au Pays basque) et venait en point d'orgue d'une semaine de sensibilisation pour le rapprochement de leur domicile des 463 détenus basques dispersés soit sur le territoire espagnol soit, pour 71 d'entre eux, dans des prisons de l'Hexagone.

ACTIONS ET RASSEMBLEMENTS

Côté français, les initiatives ont été concentrées sur le vendredi 26 mai. « C'est la première fois qu'est menée une mobilisation d'une journée entière en faveur des prisonniers politiques basques », constatait Jean-François Lefort, porte-parole de la Coordination des comités de soutien. Selon son bilan « des actions et rassemblements ont eu lieu dans treize localités du Pays basque français », impliquant pour la première fois des lycéens tant à Saint-Jean-Pied-de-Port qu'à Bayonne, des paysans ou des salariés sur la zone de Joncaux à Hendaye.

Des gestes symboliques et pacifiques ont également été accomplis par les « démos » : ces militants,

appartenant à l'association Démocratie pour le Pays basque, ont voulu attirer l'attention sur les problèmes locaux par des opérations coups de poing. Il se sont enchaînés au train d'atterrissage d'un avion pour Paris, sur l'aéroport de Biarritz, ont bloqué le parking du palais de justice de Bayonne et ont déployé une banderole sur l'Arc de triomphe, à Paris.

Les partis politiques de droite comme de gauche, les syndicats de salariés et de paysans, avaient exprimé leur soutien à un rapprochement des détenus. Des élus signataires d'une motion en ce sens ont également été reçus par le sous-préfet de Bayonne.

« Dans nombre de familles ici, la situation est devenue intenable », assure Bernadette Oillarburu, maire de Juxue (221 habitants). Elle venait d'effectuer plus d'une heure de route afin d'accompagner la délégation. « Quand un fils, une fille ou un neveu est en prison à Paris ou plus loin encore, la famille et les amis ont 1 600 km de déplacement pour à peine une demi-heure au parloir, détaille-t-elle. Vous imaginez les frais et la fatigue et tout cela pour si peu de temps ! Mais c'est quand même assez pour voir dans quelles conditions vivent les prisonniers basques, et les prisons françaises en général d'ailleurs. C'est vrai, ils ont peut-être fait des gaffes, mais ils ont également droit à être respectés comme hommes et comme femmes ».

Michel Garicoix

LES TRAVERSÉES CALAIS-DOUVRES

ENVIE D'ALLER EN ANGLETERRE AVEC VOTRE VOITURE ?

ALLER-RETOUR 3 JOURS (72H) EN VOITURE 780F*

* OFFRE SOUMISE À CONDITIONS. VALABLE JUSQU'AU 6 AVRIL.

N° Indigo 0803 044 045

0,99 TTC/MIN

SEAFRANCE SEALINK

Découvrez les Ferries à la française.

LE MONDE INTERACTIF avec Le Monde DATÉ MERCREDI

Six semaines après le drame, Lille-Sud vit dans la mémoire de Riad, tué par un policier

Un calme précaire règne entre jeunes et forces de l'ordre

Un mois et demi après la mort de Riad Hamlaoui, tué par un policier lors d'un contrôle, le quartier de Lille-Sud reste habité par le drame.

Aux trois nuits d'émeutes a succédé un calme précaire. Les ilotiers patrouillent sans difficultés, mais reconnaissent éviter de trop se montrer

dans le quartier Balzac, où vivait le jeune homme. « On ne va pas aller faire de la provocation », souligne l'un d'eux.

LILLE

de notre envoyé spécial
« Salut, Kamel, ça va ? » Comme tous les après-midi vers 14 heures, Jean-Marie, ilotier à Lille-Sud, commence sa patrouille dans le quartier. Accompagné de deux autres policiers en tenue, le gardien de la paix salue les visages connus et s'arrête pour discuter avec certains. Au pied de la tour La Fontaine, « Mousse » et Akim, « deux clients » déjà épinglés pour trafic de drogue, comparent avec les policiers les performances de leurs nouveaux téléphones portables. Un peu plus loin, Mickaël salue les ilotiers d'un grand geste. « Lui, c'est la relève. Il n'a que quinze ans, mais on l'a déjà coincé plusieurs fois pour vol de voiture », commente Jean-Marie, ilotier depuis presque huit ans dans ce quartier sensible et figure de la police de proximité. Ce jour-là, la tournée est plutôt tranquille. Pas d'insultes ni de jets d'œufs ou de pierres, comme certains policiers en essuient encore régulièrement.

Un mois et demi après la mort du jeune Riad Hamlaoui – tué par un policier dans la nuit du 15 au 16 avril – et les émeutes qui ont suivi, la situation reste tendue à Lille-Sud, mais le quartier a retrouvé le calme. « Au début, quand on a recommencé à patrouiller, les gens nous disaient "vous êtes fous, vous allez vous faire tuer". Mais ils nous connaissent, ils font la différence entre nous et ce qui s'est passé », explique Jean-Marie. Conformément aux consignes de prudence et d'apaisement, les policiers évitent quand même de trop se montrer dans le quartier Balzac, là où Riad a été tué. « On fait notre boulot, on n'hésite pas à intervenir s'il le faut, mais on ne va pas aller faire de la provocation », souligne l'ilotier.

A Balzac, l'emplacement de par-

king où s'est déroulé le drame est devenu une espèce de mémorial, entouré de barrières de protection et d'une banderole : « Justice pour Riad ». Au milieu, des photos du jeune homme, des fleurs et des messages de soutien. « Personne n'y touche, t'as pas intérêt... C'est pour marquer le coup, pour ne pas oublier », explique un jeune.

Au fil des tracts vengeurs qui circulent dans le quartier, des rumeurs sur la version policière des faits et sur la procédure judiciaire en cours – dans laquelle l'auteur du coup de feu mortel a été mis en examen pour homicide volontaire –, la mort de Riad demeure au centre des discussions d'une partie des habitants du quartier, et des jeunes en particulier. Une collecte a été organisée en faveur des parents de Riad, certains parlent même d'une stèle. « La mort de Riad, ce n'est pas un accident ni un meurtre, c'est une exécution. C'était quelqu'un de calme et de sérieux, qui n'avait rien à se reprocher. On l'a tué à bout portant et sans sommation », déclare Abdel, en évoquant le climat de « vengeance » qui régnait alors dans le quartier entre jeunes et policiers, à la suite du tabassage d'un membre de la brigade anticriminalité (BAC) par un groupe s'opposant à une interpellation. Parmi les jeunes, les plus virulents entretiennent la mémoire des événements et la « haine » de la police. « C'est les parents qui disent de ne pas bouger, sinon ça exploserait », explique un jeune des « blocs gris », le groupe d'immeubles où habite la famille de Riad. « Tout le monde attend le procès. Si c'est une parodie de justice, cela risque de mal se dérouler », affirme ce copain de Riad, qui l'avait vu l'après-midi avant sa mort.

« Le décès de Riad est un événe-

ment malheureux, ce n'est pas une vengeance. Un policier ne se lève pas le matin en se disant qu'aujourd'hui il va venger un collègue. Cela n'a pas de sens », affirme le lieutenant Jean-Marc Herkenrath, responsable de la police de proximité à Lille-Sud. L'officier se défend de vouloir minimiser la « bavure », mais souligne les difficiles conditions du métier dans la cité.

« LES RAMBOS DE LA BAC »

« Les policiers sont dans un état de stress, surtout la nuit où leur tâche est forcément plus répressive. Ils sont souvent agressés, verbalement voire physiquement », plaide M. Herkenrath, inquiet du climat de tension actuel. « En ce moment, c'est encore chaud, on sent que ça peut repéter. Le boulot de la police de proximité, c'est d'essayer de désamorcer ce genre de situations par le dialogue », explique le lieutenant, qui s'appuie notamment sur la mosquée pour renouer le contact avec la population.

La tâche s'annonce difficile, en particulier chez les jeunes. « On n'est pas contre la police en général.

Qu'elle attrape les délinquants et les mette en prison, elle est là pour ça. Nous, on est des Français à part entière, on paie nos impôts pour ça », explique un jeune habitant d'origine maghrébine. « Le problème, c'est que les policiers sont censés représenter la loi et être des professionnels alors qu'ils font des trucs inadmissibles », affirme un membre du « groupe contact », une association du quartier. Et d'évoquer les contrôles de police au faciès, l'agressivité, les mots ou les gestes déplacés de certains fonctionnaires, la nuit.

« Avec les ilotiers, ça se passe bien. Ils font leur boulot en essayant de dialoguer. Mais le soir, on nous envoie les Rambos de la BAC qui jouent les cow-boys avec leurs fusils à pompe », dit un jeune. Le soir, lui et ses amis de Lille-Sud continuent à se retrouver pour discuter sous les lampadaires. La mort de Riad est présente dans tous les esprits, avoue un jeune du quartier : « La nuit, on pense au contrôle, on n'a pas envie d'être le prochain Riad. »

Frédéric Chambon

Six cents kilos d'explosifs foudroient la « Muraille de Chine »

SAINT-ÉTIENNE

de notre correspondant

En moins de quinze secondes, la « Muraille de Chine » a été foudroyée. Cette barre de cinq cents logements, livrée en 1965, s'est écroulée dans un grand nuage de fumée, emportant dans son souffle un pan de l'histoire urbaine de Saint-Etienne, balayant des années d'espérances et d'angoisses.

Cette chute avait été minutieusement préparée par un bureau d'études spécialisé en ingénierie de la démolition, CEBTP Démolition, et par des artificiers. Ces derniers avaient placé 600 kilos d'explosifs répartis en 2 700 charges élémentaires dans les entrailles de ce bâtiment dont la structure avait été affaiblie ces dernières semaines pour faciliter le foudroyage et le basculement des huit blocs de logements. Le dynamitage de cette barre, longue de 270 mètres, s'est déroulé selon le scénario technique retenu. Hormis quelques éclats de pierre sur la façade de l'immeuble le plus proche et beaucoup de poussière, l'explosion n'a pas entraîné de désordres majeurs dans l'environnement immédiat du quartier de Montchovet.

Pour fêter cet événement, la municipalité stéphanoise n'avait pas, elle non plus, lésiné sur les moyens. Près de 2 000 personnes avaient été invitées à suivre en direct cette déflagration, au-dessus du site, dans l'enceinte de l'École nationale d'ingénieurs de Saint-Etienne (Enise). Ultime pied de nez à une histoire très controversée, la chute de la « Muraille de Chine » éveillait enfin la curiosité des VIP et personnalités, plus familiers des salons de la préfecture ou des loges du stade Geoffroy-Guichard, qui saluèrent par des applaudissements et des exclamations d'admiration cette « fantastique réussite technique ». Seuls des élus de gauche et des habitants du quartier ne s'associèrent ostensiblement pas à cette clameur, qu'ils jugeaient indécente.

Vincent Charbonnier

Loin de cette garden-party, d'anciens locataires de la « Muraille de Chine » assistaient, le cœur serré, à l'« enterrement ». L'une des premières à avoir emménagé avec son mari, en 1966, dans ce bâtiment démesuré, Jeanine Garnier avait refusé de s'associer à ce « show politico-médiatique ». Relogée dans le quartier par l'office public d'aménagement et de construction (OPAC) de Saint-Etienne, M^{me} Garnier a vécu ces dernières minutes en compagnie de sa fille aînée « descendue » spécialement de Normandie pour l'occasion.

AMERTUME DES HABITANTS

Invité à poser une question au ministre délégué à la ville, Claude Bartolone, lors d'une table ronde de circonstance, Krime Sellah a fait part de l'amertume d'habitants du quartier qui n'ont pas été véritablement associés, selon lui, à ce projet de démolition. Pour ce jeune passionné d'informatique, qui a été à l'initiative de la création d'un journal et d'un club de football locaux, « les problèmes ont été déplacés », sans susciter davantage l'intérêt des élus. Les parkings des immeubles sont toujours sous-dimensionnés, laissés à l'abandon.

Soucieux d'en finir avec l'ère de la ville industrielle et d'ouvrir l'ère de la ville citoyenne, de prendre en compte les habitants de tous les quartiers, Claude Bartolone a rappelé l'intérêt qu'il porte à une « gestion urbaine de proximité ». « Pour moi, ces quelques secondes ne sauraient foudroyer la mémoire du quartier », a souligné le ministre, qui a plaidé pour substituer au « mot douloureux et violent de dynamite celui, plein de promesses, de dynamique ».

D'autres démolitions n'en restent pas moins inscrites au calendrier stéphanois. Trois tours de 200 logements devraient être détruites dans le quartier de Montreynaud dans les premières semaines de 2001.

Groupama 1999, une solidité financière renforcée malgré les tempêtes.

« En moins de deux ans, nous avons réussi à construire un véritable groupe s'appuyant sur des réseaux diversifiés, deux marques fortes et des fondations saines à l'international. Nous nous inscrivons clairement dans une dynamique de croissance dans un contexte où les synergies peuvent jouer à plein. » Bernard Delas, Directeur général

- 2^e assureur dommages
- 2^e assureur auto
- 1^{er} assureur agricole
- 1^{er} assureur santé individuelle
- 5^e assureur vie
- 3^e assureur transports

En 1999, Groupama a consolidé sa bonne santé avec une hausse de son chiffre d'affaires à données comparables de 3,4 % à 78,1 milliards de francs (11,9 milliards d'euros). Cette progression s'appuie sur une dynamique commerciale retrouvée pour le Gan qui renoue avec les bénéfices, et une bonne performance des réseaux Groupama Assurances.

Le Groupe a aussi poursuivi le rééquilibrage de ses activités avec une progression de 10,4 % de l'activité assurance vie, pour représenter 35 % de l'activité du Groupe, alors que l'assurance dommages se maintient.

Cependant, la sinistralité générée par les tempêtes de fin d'année, a fortement affecté le résultat net consolidé du groupe qui s'élève à 169 millions de francs (hors tempêtes il aurait été de 1 369 millions de francs contre 905 millions en 1998). Ces événements exceptionnels n'ont pas entamé la solidité financière du Groupe, qui a même été renforcée au cours du dernier exercice et ont permis de conforter la confiance de nos assurés en la capacité de réaction de leur Groupe.

GROUPAMA

	Francs	Euros
Chiffre d'affaires consolidé	78,1 Mds	11,9 Mds
Résultat avant impôts	1 475 M	225 M
Résultat net, part du groupe	169 M	25,8 M
Fonds propres comptables	29,6 Mds	4,5 Mds
Plus values latentes	50,6 Mds	7,7 Mds

Un Groupe, deux marques

1^{re} MUTUELLE D'ASSURANCE

gan
C'est l'esprit libre qui nous unit

www.groupama.com

Lorraine et Nord - Pas-de-Calais : deux politiques pour les bibliothèques publiques

Si la région de Metz et de Nancy a rattrapé son retard et mise sur le multimédia, l'offre reste très insuffisante dans l'agglomération lilloise ou le Valenciennois. Des inégalités liées à l'attitude de certains élus, pas toujours convaincus que l'accès à la lecture est une priorité

LILLE

de notre correspondante

Dans le Nord - Pas-de-Calais, le débat sur le prêt payant prend une signification particulière. En matière de lecture publique comme dans d'autres domaines, la région continue d'accuser des retards importants : c'est elle qui concentre le plus de villes non équipées en bibliothèques municipales. Cette carence est particulièrement frappante dans les villes de plus de 10 000 habitants, même si la plupart possèdent une bibliothèque associative. Selon une étude réalisée par la direction régionale des affaires culturelles (DRAC), une trentaine de communes de cette taille n'ont toujours pas de bibliothèque municipale - c'est le cas notamment de plusieurs villes de l'agglomération lilloise ou du Valenciennois - ou disposent d'équipements très insuffisants au regard de leur population.

« En dehors des locaux, de nombreux indicateurs témoignent des insuffisances importantes », confirme Richard Martineau, directeur de la DRAC. Ainsi la région se situe-t-elle à la vingt et unième place en termes de personnel qualifié. « L'idée selon laquelle travailler dans une bibliothèque est un véritable métier a mis beaucoup de temps à s'imposer en France, elle n'est toujours pas acquise chez certains élus de la région », souligne Pascal Allard, conseiller pour le livre et la lecture de la DRAC. « Certains maires considèrent encore que quelqu'un qui sait lire, c'est bien suffisant pour diriger une bibliothèque », confirment plusieurs bibliothécaires.

Pour les dépenses d'acquisition de livres par habitant, le constat est du même ordre : la région se situe à une lointaine vingtième place. Quant au budget consacré par cer-

taines municipalités, la dépense annuelle par habitant s'élève à 40 francs à Marcq-en-Barœul ; à 30 francs à Mons-en-Barœul ; elle tourne autour de 20 francs à Carvin, dans le bassin minier. Beaucoup plafonnent à 50 francs. A titre de comparaison, cette somme atteint 150 francs à Arras, grimpe à 180 francs à Valenciennes, dépasse les 170 francs dans beaucoup de petites communes pourtant peu favorisées du bassin minier, comme Aulnoye-Aymerie, près de Valenciennes, ou Aubry, près de Douai, autant de villes qui ont effectué des

efforts véritables. Cette situation est d'autant plus dommageable que les habitants de la région ont un appétit réel de lecture. « Le taux d'inscrits du Nord - Pas-de-Calais est supérieur à la moyenne nationale », notait en 1997 une étude du ministère de la culture. « Les bibliothèques sont des lieux que les gens s'approprient très facilement. Si la région rattrapait son retard, on aurait des taux de lecture colossaux », soulignent les professionnels du livre.

Diverses raisons sont avancées pour tenter d'expliquer cette situa-

tion. Les choix historiques de la région en matière de politique culturelle, le partage des rôles très strict entre les différentes collectivités territoriales n'y seraient pas étrangers. Depuis toujours, en effet, la région a principalement porté ses efforts sur le spectacle vivant et la création, délaissant le livre.

DE GRANDES RÉTICENCES

« Ces choix n'ont pas été réalisés par mépris de la lecture publique, insiste Ivan Renard, vice-président (PCF) à la lecture au conseil régional, mais il s'agissait alors pour la ré-

gion de s'occuper en priorité des domaines où c'était le désert complet. » Début 1982, un grand colloque avait pourtant été organisé à l'initiative de la région à Hénin-Beaumont, dans le bassin minier. Intitulé « Une ville qui lit est une ville qui vit », il avait dressé l'état des lieux et insisté sur la nécessité d'agir. « Puis tout le monde s'était quitté en se réjouissant de la nomination d'un directeur du livre au ministère de la culture. Depuis, peu de choses ont changé », ironise le conseiller au livre de la DRAC.

Au fil des années, les choix in-

taux de la région ont été reconduits : aujourd'hui, elle s'occupe toujours très peu de livres, domaine réservé des départements. Le problème est que ces derniers n'ont pas pour mission d'intervenir sur la totalité du champ. A travers les bibliothèques centrales de prêt, leurs actions portent principalement sur les communes de moins de dix mille habitants, rurales notamment.

Mais l'obstacle majeur reste l'attitude de certains maires, qui sont les principaux responsables quant au choix de construire ou pas une bibliothèque publique. Il reste encore de grandes réticences à vaincre. Depuis toujours, certains préfèrent investir dans une salle de spectacles ou un centre culturel, plutôt que dans une bibliothèque. Question de priorités, de retombées économiques, d'image... Si ces réflexes ont parfois disparu, y compris dans des secteurs en difficulté, ils persistent ailleurs.

Pour lutter contre une image très dégradée, Roubaix, seule ville française de cette taille à n'avoir aucune bibliothèque de quartier, a choisi en priorité d'embellir son centre culturel et de s'attaquer à un projet de musée, plutôt que de rénover une bibliothèque centrale aux capacités très insuffisantes. De la même façon, Lille a privilégié son Palais des beaux-arts, même si, comme le reconnaît l'adjointe à la culture, Jackie Buffin, « la bibliothèque centrale n'est plus vraiment à la hauteur et les bâtiments sont vieillots ». Il est vrai cependant que des efforts réels ont été faits en matière de bibliothèque de proximité. « Le problème est qu'on n'a jamais vu des gens descendre dans la rue pour réclamer une belle bibliothèque », conclut M. Allard.

Dans l'Est, l'Etat a investi, les collectivités locales se sont mobilisées

NANCY

de notre correspondante

En Lorraine, autre ancienne région minière, l'Etat a pratiqué depuis le milieu des années 80 une politique volontariste, en investissant 95 millions de francs qui ont permis la création de 56 bibliothèques ou médiathèques. Les élus, qui ont compris tout le parti qu'ils pouvaient tirer de cette politique de rattrapage, y ont adhéré. « Une bibliothèque ou une médiathèque est un élément essentiel du développement de la vie culturelle, très valorisant, mais aussi une sorte d'équipement pivot sur lequel s'articule la vie associative et éducative », explique Françoise Vincent, conseiller pour le livre et la lecture à la direction régionale des affaires culturelles (DRAC).

En quinze ans, plus de 50 000 mètres carrés ont été réalisés. Trente-six sites ont bénéficié d'une aide à l'informatisation, indispensable pour attirer le jeune public. Les petites communes, elles aussi, se sont équipées, comme Marbache (1 800 habitants) ou Thiaucourt (1 200), qui a repaté le vieux presbytère pour y installer livres et disques. Gerbéviller, au cœur du Lunévillois profond, a son projet, tout comme Custines, à une quinzaine de kilomètres de Nancy. Il y a une dizaine d'années, Nancy s'est offert une médiathèque, venue donner un peu d'air à la bibliothèque municipale - qui fête cette année ses

deux cent cinquante ans -, somptueuse avec ses boiseries du XVIII^e qui viennent d'un couvent de jésuites de Pont-à-Mousson, détruit à la Révolution. L'édifice a été littéralement construit autour des boiseries !

UN LABORATOIRE DE LANGUES

Dernière grosse opération, la médiathèque de Vandœuvre a ouvert ses portes, le 13 mai. Dans cette commune, la deuxième de Meurthe-et-Moselle, 35 000 habitants et 85 nationalités, une ZUP (zone à urbaniser en priorité) parfois remuante, on est passé « d'un bricolage de bibliothèque » de 750 mètres carrés à une médiathèque de 2 400 mètres carrés. « Nous sommes très fortement positionnés sur le multimédia », explique sa directrice, Catherine Viard-Masson. Il y a même un laboratoire de langues pour tenir compte de la composante pluriethnique de la cité. Même intégration dans le tissu local pour Nilvange, en Moselle. Une médiathèque de 2 000 mètres carrés a été ouverte dans cette ville de 5 000 habitants, au cœur d'une ancienne vallée sidérurgique, la Fensch. Déjà 4 000 inscrits : cette structure fait aussi office de bibliothèque départementale et irrigue un réseau de 35 bibliothèques de l'arrondissement de Thionville. A Nilvange, sous l'impulsion de son directeur, Michel Colnot, le livre sort des murs de la médiathèque.

Par des actions auprès des enfants du voyage, « pour finir par atteindre, un jour, les parents », mais aussi des opérations plus ponctuelles. « On dépose des livres chez les coiffeurs, dans les bistrotts ou chez les médecins. On est même allés, l'an passé, faire des lectures publiques au poste du matin à l'usine qui fabrique les rails du TGV. Mais quatre heures du matin, c'était tout de même un peu fatigant », se souvient M. Colnot.

Le succès d'une bibliothèque dépend aussi de la motivation d'un personnel qui doit « sortir de la grosse cavalerie des best-sellers pour amener les gens à des découvertes », résume André Ansroul, responsable de la bibliothèque départementale de Meurthe-et-Moselle et président du groupe Lorraine de l'Association des bibliothécaires français, qui a réuni son congrès national ce week-end à Metz. « Le bibliothécaire est le support de l'équipement, on lui demande de sortir de sa bibliothèque, de l'animer », souligne Françoise Vincent. A Pont-à-Mousson, l'opération « Tribune de jeunes lecteurs » remporte un grand succès auprès des adolescents de douze à quatorze ans, qui travaillent, sous la conduite d'un journaliste, à une approche critique du livre et rencontrent des auteurs. On a même dû mettre en place des listes d'attente !

Monique Raux

Nadia Lemaire

LETTE OUVERTE AU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

LA CAISSE DES DÉPÔTS RESPECTERA-T-ELLE SES ENGAGEMENTS À MONTPELLIER ?

Le 8 octobre 1998, la Caisse des Dépôts signait une convention avec l'État par laquelle elle s'engageait à s'investir massivement en faveur de la redynamisation des centres villes.

Jusqu'à ce jour, cette démarche voulue par le Gouvernement de Monsieur JOSPIN a conduit la Caisse des Dépôts à soutenir des projets d'intérêt général en matière de renouvellement urbain à Dieppe, Besançon, Caen ou encore Aulnay-sous-Bois.

Dès lors, comment expliquer le rôle pour le moins choquant que joue aujourd'hui la Caisse des Dépôts en finançant le centre commercial Odysseum à Montpellier ?

Tout dans l'intervention de cette grande Institution contrevient à sa mission d'origine et aux engagements pris avec l'État :

- Comment justifier l'utilisation de fonds réservés aux projets d'intérêt public dans une opération spéculative à hauts risques ?
- Comment la Caisse des Dépôts peut-elle prétendre aider au renouvellement des centres urbains en investissant dans un pôle commercial de périphérie de 90 000 m² qui menace de tuer le centre-ville de Montpellier ?
- Pourquoi la Caisse des Dépôts, qui est à l'initiative de ce projet, s'est-elle gardée de consulter les acteurs économiques locaux sur l'opportunité d'une telle opération ?

A quelques semaines d'un choix qui a pris une dimension nationale, la Caisse des Dépôts se doit d'apporter des réponses à ces questions. C'est son devoir vis-à-vis du Gouvernement et de nos concitoyens.

FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS POUR LA DÉFENSE DES USAGERS, DES COMMERÇANTS ET ASSOCIATIONS DE COMMERÇANTS, DES CONSOMMATEURS ET DES CONTRIBUABLES DU

CENTRE-VILLE ET DU GRAND MONTPELLIER (FADUC)

Téléphone : 04.67.99.93.28 - Télécopie : 04.67.64.19.72 - E-mail : faduc@wanadoo.fr

Fédération d'associations régie par la loi du 1er juillet 1901

Au bonheur de l'« Ex »

VALÉRY GISCARD D'ESTAING a décidé d'être heureux tous les jours de l'année. Sans exception. Longtemps, très longtemps, il a buté sur l'un d'eux. Un jour de printemps qui était son hiver à lui : le 10 mai. Il y a dix-neuf ans, les Français lui ont dit, ce jour-là, qu'ils ne voulaient plus de lui. Même pour celui qui se définit «*fondamentalement comme quelqu'un que les choses amusent et qui a une aptitude au bonheur*», cela prête à réflexion. Chaque 10 mai, la douleur se réveillait. Presque intacte, toujours inexplicable, et pour lui inexplicable. «*Mais quelle faute professionnelle ai-je commise pour que l'on me licencie ?*», demandait-il à un professionnel de l'opinion publique en 1981 (cité par Philippe Meyer, *Eaux fortes*, Flammarion 1995). Le 10 mai, c'était jour de deuil. Pas de téléphone, dont il est pourtant un consommateur effréné, pas de réception, pas de rendez-vous : la retraite et le silence.

« Les Français », depuis toujours, c'est l'affaire de Valéry Giscard d'Estaing. Sa chasse gardée, son territoire. Même s'ils ne s'en doutent pas

Edouard Balladur se souvient encore avec stupéfaction de ce malheureux 10 mai 1994 où il avait convié l'ensemble des chefs de la majorité, dont le président de l'UDF, Valéry Giscard d'Estaing, à déjeuner à Matignon. Ulcéré par le choix de cette date, qui lui apparaissait comme une singulière faute de goût, l'ancien président lui avait vertement reproché, en tête à tête, de ne pas avoir eu un mot, une attention pour lui en cette journée si particulière.

Puis est venu le 10 mai 2000, et Valéry Giscard d'Estaing s'est dit que, maintenant, cela suffisait. Ce jour-là, il est arrivé, son quinquennat sous le bras. Et il l'a posé, au beau milieu du débat politique, dans son joli paquet tout enrubané de revanche. Un quinquennat pour célébrer son septennat. Bon anniversaire moi-même. Et que la fête commence. Depuis, il jubile. On l'écoute, on le voit, on le déteste, on l'admire, il agace, il impressionne, bref, il existe. Il court les plateaux de télévision et les studios de radio. Du petit matin aux heures tardives de la nuit, du lundi au dimanche compris, il parle, il explique. Et, au fur et à mesure, il raye sur la feuille les dix ou quinze formules qu'il avait prévu de prononcer et qu'il parvient à placer, à une ou deux près. Avec le quinquennat, il s'agit, dit-il, d'une réforme «*voulue par les Français*» et «*utile à la France*», à laquelle il ne fait qu'apporter sa modeste contribution. Toute autre interprétation serait fautive ou malveillante et, d'ailleurs, «*les Français*» ne comprendraient pas qu'il en fût autrement.

«*Les Français*», depuis toujours, c'est l'affaire de Valéry Giscard d'Estaing. Sa chasse gardée, son territoire. Même s'ils ne s'en doutent pas. A intervalles réguliers, l'ancien président vient leur rappeler qu'il s'occupe d'eux et de leur avenir dans la République, dans l'Europe, contre le chômage, pour la valeur de leur monnaie, l'équilibre de leur justice, le respect de leurs institutions et la baisse de leurs impôts. Il leur rend visite sur le terrain, il s'invite dans leurs salles à manger à l'heure du journal télévisé, ou dans les émissions qui leur ressemblent.

GENTIMENT, il met aussi un soin tout particulier à leur donner de ses nouvelles à lui, leur ancien président, et à leur montrer à quel point il est resté proche d'eux. Il tourmente son attachée de presse jusqu'à ce qu'elle obtienne la publication d'un écho dans les journaux expliquant que Valéry Giscard d'Estaing conduit lui-même sa voiture ou qu'il prend régulièrement le train. Il insiste auprès de Michel Drucker, lors de la préparation de son émission, «*Vi-*



Longtemps, le 10 mai a été pour lui jour de deuil. Dans les mois et les années qui ont suivi sa défaite, en 1981, Valéry Giscard d'Estaing a inventé et organisé son nouveau statut, celui d'ancien président de la République. Puis il est arrivé avec son quinquennat sous le bras, le 10 mai 2000. Depuis, on l'écoute, on le voit, il agace, il impressionne. Bref, il existe

vement dimanche» sur France 2, pour que son épouse, filmée dans leur propriété de Touraine, soit interrogée «*près des rondins de bois, pour que les Français voient que nous avons beaucoup souffert de la tempête de décembre, nous aussi*». Et tant pis si, dans la même émission diffusée le 20 février, «*les Français*» l'entendent s'adresser en anglais à ses deux labradors. «*Sit, come on*». «*Ce n'est pas par snobisme, c'est juste parce qu'ils sont de souche anglaise*», explique-t-il simplement. Comment diable n'y a-t-on pas pensé plus tôt ? D'ailleurs, poursuit-il, il a songé à écrire un livre que «*les chiens pourraient comprendre, avec seulement trente ou quarante mots*», mais en français cette fois.

Et ça marche. «*Les Français*» ont été plus de cinq millions ce jour-là à regarder l'ancien président à la télévision. Records battus, ex aequo avec Johnny, on peut difficilement rêver mieux. A Michel Drucker, qui lui communiquait dès le lendemain matin, à sa demande, les scores d'audience de l'émission quart d'heure par quart d'heure, il a lancé, ravi : «*On a fait un tabac !*»

Avec le quinquennat, bien sûr, le «*tabac*» est un peu plus difficile. Surtout que, en dépit de ses dénégations, ces maudits commentaires et nombre d'acteurs politiques s'échinent à voir dans cette initiative il ne sait quelle agression contre Jacques Chirac. Comme si cela pouvait être digne d'un ancien président de la République ! Non, décidément, ils n'y sont pas du tout. Pour ce qui est de Jacques Chirac, la question est réglée depuis longtemps. Il ne l'aime pas, et il ne lui fait pas confiance depuis ce jour de 1976 où, pour justifier devant lui sa démission, son premier ministre lui a fait croire qu'il faisait une dépression nerveuse et qu'il avait décidé de quitter la politique... alors qu'il se préparait à fonder le RPR. «*Il est capable de tout*», constate-t-il dans ses bons jours. «*Chirac ? Il finira comme Helmut Kohl...*», pronostique-t-il. En tout cas, une chose est

sûre : «*J'ai toujours pensé qu'il n'avait pas la dimension de la fonction*».

Certes, en 1995, pendant la campagne présidentielle, il lui a apporté son soutien du bout des lèvres. Mais c'est qu'il avait dû choisir entre deux détestations. Celle qu'il porte à son ancien premier ministre, accusé d'avoir largement contribué à le faire battre en 1981, et celle qu'il ressentait alors pour l'ancien collaborateur honni de Georges Pompidou, Edouard Balladur, qui avait en plus eu l'impudence de séduire ses troupes de l'UDF. De ce choix difficile et douloureux, Valéry Giscard d'Estaing a longtemps cru qu'on lui saurait gré. Nenni. Pas la moindre présidence de Banque centrale européenne, de FMI ou de Conseil constitutionnel. Pas même le titre convoité de «*M. PESC*» ou encore de «*sage*» européen. Pas l'ombre d'une mission de bons offices confiée à lui, Valéry Giscard d'Estaing, qui pourtant «*connaît la terre entière*». «*Je ne comprends pas qu'on ne m'utilise pas davantage, soupire-t-il. C'est une déperdition d'expérience*».

Les conseils qu'on ne lui demande pas, Valéry Giscard d'Estaing a donc décidé de les donner quand même. Et tout particulièrement à Jacques Chirac, qui, selon l'ancien président, a tant de mal avec la «*fonction présidentielle*». La «*fonction présidentielle*» est, avec «*les Français*», la deuxième chasse gardée de Valéry Giscard d'Estaing ou, pour parler plus justement, son «*domaine réservé*». Depuis la mort de François Mitterrand, il est le seul à pouvoir veiller dessus, et il se montre un intraitable guetteur.

Ce fut un long apprentissage. Dans les mois qui ont suivi sa défaite, en 1981, Valéry Giscard d'Estaing a apporté un soin tout particulier, avec la bienveillance intéressée de François Mitterrand, à inventer et à organiser ce statut exceptionnel auquel nul n'avait songé. Un rang, le cinquième dans l'ordre protocolaire de la République, et des moyens, un bureau et une poignée de collaborateurs pour assurer son secrétariat et organiser ses déplacements. Puis, pour exercer pleinement cette fonction d'ancien président, il a encore fallu qu'il renonce à redevenir président. Cruelle décision.

Des années durant, Valéry Giscard d'Estaing a cru pouvoir raviver chez «*les Français*» un désir de lui. Dans un livre publié en février 1995, *Dans cinq ans l'an 2000*, il consacrait encore deux pages à la question de sa candidature. Un mélange détonnant de rationalité et d'impudeur, un pêle-mêle de polytechniciens sentimentaux. A gauche, les «*contre*» : «*Trop vieux, trop bourgeois, trop loin des Français, ne dispose pas du soutien de ses amis, très bas dans les sondages, on l'a déjà vu, on n'a pas envie de le revoir*». A droite, en regard, les

Jacques Chirac ? «*Il est capable de tout*», constate-t-il dans ses bons jours. «*Il finira comme Helmut Kohl...*», pronostique-t-il les autres jours

commentaires : l'âge : «*C'est vrai. Qui le regrette plus que moi ?*» L'aisance : «*Exact. Dispense de la tentation de s'enrichir*». Et ainsi de suite, jusqu'à cet aveu : «*Si j'étudie calmement ces données (...)* les «*contre*» l'emportent sur les «*pour*», mais de peu : *l'espace peut-être d'une campagne !*» Et il ajoutait, mélancolique : «*J'aime les campagnes électorales, leur bruissement, les milliers d'occasions de rencontres, l'enthousiasme qui vous soulève quand commence à grandir l'espoir de gagner*».

Avec l'élection de Jacques Chirac, en 1995, une autre page de la vie de Valéry Giscard d'Estaing s'est ouverte. Sur l'échiquier politique, il est vraiment devenu cette pièce unique : ancien président de la République. Le reste, député, président de la région Auvergne, est accessoire. Un passe-temps, une occupation, une tribune, un plaisir surtout, comme cette mémorable séance de novembre 1996, consacrée à un débat sur la future monnaie européenne où l'ancien président avait infligé une humiliante leçon au premier mi-

nistre, Alain Juppé. Comme encore, cet après-midi du 16 mai, où devant les députés réunis dans l'Hémicycle pour la séance des questions au gouvernement, il s'est offert l'une de ces mises en scène dont il raffole en interrogeant Lionel Jospin sur le sort qu'il entendait réserver à sa proposition de loi sur le quinquennat.

Il a d'abord goûté le silence. Un de ces silences précieux que l'Assemblée nationale n'accorde qu'à ceux-là, amis ou ennemis, une poignée tout au plus, qu'elle se reconnaît comme maîtres. Il a savouré les regards inquiets, agacés, ravis, mais toujours curieux, que ses collègues députés tendaient vers lui. Puis, tel un comédien expérimenté qui, se sachant attendu, aborde la plus fameuse tirade d'une pièce, il a déployé tout son talent. De ses mots écrits, répétés, raturés jusqu'à la dernière seconde, il a maîtrisé le rythme, ajusté la force, anticipé les effets. Cruel, précis, drôle aussi : «*Vous conviendrez, Monsieur le président, que, si je dépasse mon temps de parole, c'est à cause des applaudissements...*»

Entre l'Auvergne et Paris, Valéry Giscard d'Estaing avait encore largement le temps de glisser ses activités d'ancien président : écrire ses Mémoires de président, dont le troisième tome est à paraître en 2001 ; donner des conférences d'ancien président, un peu partout dans le monde ; rencontrer d'autres anciens présidents ou équivalents : en Allemagne, son ami Helmut Schmidt, aux Etats-Unis, son autre ami, Gerald Ford, qui le convie chaque année à la conférence qu'il organise à Vail (Colorado) en juin ; assister aux enterrements d'anciens présidents. Il a ainsi apprécié qu'en 1993 François Mitterrand lui demande de l'accompagner aux obsèques d'Houphouët-Boigny. Il a encore davantage aimé qu'en 1994 Edouard Balladur, premier ministre, le charge de représenter la France à celles de Richard Nixon. Il n'a pas pardonné à Jacques Chirac de ne pas l'avoir convié dans l'avion présidentiel pour assister, en février 1999, à celles d'Hussein de Jordanie.

EN fait, c'est la dissolution manquée de 1997 qui a soudainement densifié ses activités d'ancien président. On pourrait dire, pour résumer : François Mitterrand a donné un statut à la fonction d'ancien président de la République, Jacques Chirac lui a donné un contenu... qui est de critiquer Jacques Chirac. Consulté par le chef de l'Etat sur la dissolution, le matin du 21 avril, il lui avait fortement déconseillé cette initiative. «*C'est trop tard, ma décision est prise. La télévision est convoquée à 16 heures*», lui avait répondu Jacques Chirac. «*Vous n'avez qu'à leur dire que vous changez de premier ministre. Ça fera gagner du temps*», avait-il répliqué.

Depuis, chaque année apporte son lot de commentaires giscardiens sur la fonction présidentielle. En avril 1998, dans un entretien au Figaro Magazine, il déplore l'absence de «*locomotive pour tirer le convoi politique français (...)*. En réalité, nous ignorons où nous allons ! Il n'y a plus de phare pour nous éclairer. Il est dé-

sormais dans notre dos ! ». En novembre de la même année, il exhorte Jacques Chirac à exercer sa «*responsabilité*» de chef de l'Etat face à la question du maintien de Roland Dumas à la présidence du Conseil constitutionnel. En juillet 1999, dans *Le Monde*, il se réfère à Confucius pour sermonner l'hôte de l'Élysée et l'inciter à écouter son mandat présidentiel en proposant le quinquennat : «*Celui qui a commis une erreur et qui ne la corrige pas commet un autre erreur*», constate-t-il.

«*Il a une conception patrimoniale de la fonction présidentielle*», observe l'un de ses proches. Qui d'autre que lui pourrait, en effet, lorsque que dans une conversation vous évoquez le président de la République, vous interrompre brutalement, fixer sur vous des yeux sincèrement interrogateurs et vous demander de préciser : «*Le président de la République ? Euh... lequel ?*»

Pascal Robert-Diard
Photo Despatin/Gobeli
pour «*Le Monde*».

2000 UNIVERSITÉ DE TOUS LES SAVOIRS

Louis Chauvel, sociologue

La dynamique générationnelle des inégalités est préoccupante

Si les générations devenues adultes après la seconde guerre mondiale et, plus encore celle du baby-boom, ont bénéficié d'un enrichissement partagé, les suivantes ont subi un ralentissement général. Entre les jeunes et les anciens, le partage demeure inégal

Dans le cadre de l'Université de tous les savoirs, organisée par la Mission 2000, Louis Chauvel, sociologue, maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, a présenté une communication, dimanche 14 mai, sur « les rapports entre les générations ». Nous publions une version, résumée par l'auteur, de cette conférence, qui prenait place dans un cycle consacré au thème « Familles et générations : tribus et âges de la vie ».

Génération dorée, génération sacrifiée, génération 1968, Mitterrand, Mouloué, cocon, kangourou... Voilà autant de syntagmes étranges glanés au fil des jours, réduisant à un seul terme la diversité de tous ceux qui furent jeunes à la même époque. Ce n'est pas sérieux, et si le mot de « génération » n'était que cela, il faudrait l'abandonner. Malgré les abus, il est impossible de penser sans lui l'avenir, celui de la démographie, de la santé, des retraites, de l'école ou de tout sujet important.

« Génération », c'est un peu comme « classe sociale », un terme plein de sens, complexe, révélateur de liens et de conflits, un mot qui soulève des enjeux politiques majeurs. Un mot dangereux où le savoir des sciences sociales côtoie la politique et le pouvoir. Il révèle beaucoup des changements et des rapports sociaux et politiques, souvent violents, parfois feutrés, mais dont les conséquences sont alors plus graves encore. Il révèle des processus de changement, des inégalités invisibles, des problèmes actuels d'intégration et de socialisation, mais aussi des déficiences de régulation politique. Génération fait partie de ces notions infiniment complexes dont il est impossible d'épuiser les facettes.

Son sens moderne est éclairé par celui de « cohorte de naissance ». La dyade génération *versus* cohorte, c'est un peu comme la paire « classe/couche » sociale. La cohorte est l'ensemble des individus nés à la même année. C'est un groupe vidé de tout contenu social, neutralisé, un groupe opératoire informe, dont les membres sont d'une diversité infinie : des riches et des pauvres, des hommes et des femmes, des gens de toutes origines, *a priori* sans communauté de destin. Néanmoins, de l'année de naissance résultent de nombreuses contraintes structurantes. Les premières cohortes du baby-boom ont eu vingt ans en 1968 : cela forme l'esprit et ouvre des possibilités. Les cohortes nées en 1955 ont connu au même âge les débuts du chômage de masse.

A quelques années de distance, les possibilités collectives s'ouvrent pour certaines ou se referment pour celles arrivées trop tard. L'histoire sociale, c'est aussi le destin de cohortes différentes aux interrelations

complexes, parfois imbriquées dans un jeu éternel d'éducation, de succession et de transmission créatrices, parfois dans des rapports conflictuels entre l'impatience des uns et l'incrustation des autres. Ici apparaît en filigrane la notion de « générations sociales », qui qualifie des cohortes partageant des traits communs. Lorsqu'elles ont la conscience d'une communauté de destin, d'une « appartenance », on parle de « générations historiques ».

La génération qui fit 1968 posséderait cette conscience. Lorsqu'on parle de différences de générations, on pense avant tout aux oppositions de valeurs et de modes de vie : les anciens ont été élevés dans une société proscrivant l'avortement et la contraception, où la culture religieuse restait forte, l'institution du mariage hégémonique, etc. Ce fut l'œuvre de la génération de 1968 que de bousculer ces carcans moraux.

Un aspect moins évident est celui des inégalités. C'est retrouver ici l'idée de Kant d'une irrémédiable dissymétrie : les puînés héritent d'un monde plus riche, beau, complet et élaboré, en raison du produit du travail des anciens. C'est le privilège d'être né plus tard. Cette dette envers ceux qui se sont sacrifiés pour léguer un monde meilleur ne peut être réglée, sinon en la rendant à nos enfants, en travaillant à notre tour pour leur transmettre mieux encore.

Pourtant, cette loi du progrès générationnel de long terme connaît des exceptions. Pour ceux qui eurent vingt ans en 1914, les survivants des tranchées, de la grippe et de la tuberculose ont subi la stagnation de l'entre-deux-guerres et une vieillesse misérable : c'est la génération sacrifiée. Au début du XXI^e siècle, cette loi du progrès est aussi problématique. Pour la première fois en période de paix, la situation des enfants semble plus défavorable que celle connue par leurs parents. Comme l'ont montré Christian Baudelot et Michel Gollac, en 1975, l'écart de traitement entre les salariés de 50 ans et ceux de 30 n'était que de 15 %. Maintenant, il



ANNE VAN DER LINDEN

est de 40 %, d'où un écart béant entre jeunes et vieux. Le calcul des cohortes montre que les jeunes valorisés d'hier et les vieux favorisés d'aujourd'hui sont les mêmes : la croissance moyenne de 20 % a été dévolue aux générations nées avant 1950. Il serait possible de dérouler un long catalogue d'indicateurs de la statistique sociale indiquant le retournement et la fracture générationnelle : les premières générations du baby-boom ont connu des chances socio-historiques extraordinaires d'ascension sociale, d'accès aux catégories sociales supérieures, à des emplois plus stables, etc.

D'une façon générale, les générations nées avant 1920 n'ont guère bénéficié des progrès du XX^e siècle. Les suivantes, devenues adultes après la seconde guerre mondiale, ont été marquées par la progression de l'Etat-providence et bénéficié d'un enrichissement partagé, plus égalitaire. Cette dynamique a culminé pour les premiers nés du baby-boom.

En revanche, les suivantes ont subi un ralentissement général. Pis encore, derrière la moyenne, la dynamique générationnelle des inégalités est préoccupante. L'Etat-providence avait produit des générations dont les clivages de classes étaient moindres. Depuis l'expansion du chômage de masse, si les aides sociales ont amoindri la visibilité des inégalités les plus criantes, celles-ci se renforcent entre les mieux lotis, qui s'intègrent aussi bien que leurs pré-décédés et qui bénéficient mieux de la reprise, et les autres. L'Etat-providence stabilisateur et égalitaire semble se déliter à la racine du renouvellement générationnel. Hier, les pauvres étaient vieux et la pauvreté en extinction ; aujourd'hui, les pauvres sont jeunes et, si j'ose dire, pleins d'avenir.

La génération existe vraiment lorsqu'elle partage des traits spécifiques pérennes au long de sa vie. D'où l'importance de la période dite de socialisation, lorsque l'apprentissage des règles et des rôles de l'âge adulte et l'ajustement entre aspirations et possibilités sociales de réalisation impriment des marques durables. On est frappé du décalage des formes de socialisation des générations successives. Le modèle ancien était fondé sur l'accès précoce à l'indépendance, sur le plein emploi stable, l'acquisition de droits salariaux importants. Le taux de chômage était de 5 %. Tout était fait pour faire entrer les jeunes dans ce moule, en jouant sur l'attractivité de l'indépendance financière précoce et d'un haut niveau de vie par rapport aux parents, dès l'entrée dans la vie.

Le modèle nouveau est plus difficile à identifier. La survie partielle du modèle ancien va de pair avec l'apparition de formes de travail flexible et de familles recomposées, s'offrant en apparence comme des alternatives aux carcans d'antan. Néanmoins, la remise à un éternel lendemain de

l'emploi et de la famille stables, pérennes et autonomes, cache la dislocation même du modèle adulte, qui devient incertain, multiple et divers, flexible et plurivoque. Nombreux sont ceux qui subissent ainsi une double injonction contradictoire : soyez « adultes, stables et responsables », et « soyez flexibles, malléables et impermanents ». Les plus fragiles subissent difficilement cette double contrainte, ce « *double bind* », comme aurait dit Gregory Bateson.

Nous retrouvons ici Durkheim et Halbwachs et leur interrogation commune sur le lien entre une intégration sociale déficiente et le suicide : le taux en a doublé pour les cohortes nées après 1955. Les 10 000 suicides annuels, dont les moins de cinquante ans garnissent de plus en plus souvent les rangs, dissimulent autant de fractures psychiques et sociales dont les jeunes de 30 à 45 ans en difficulté, trop vieux pour être jeunes, trop jeunes pour espérer une retraite prochaine, portent plus spécifiquement le fardeau.

Selon Margaret Mead, dans les sociétés développées en projection vers l'avenir, les progrès constants disqualifient l'expérience des anciens, dont le pouvoir est déstabilisé par les exigences d'émancipation des jeunes. La « guerre des générations » de 1968 aurait ainsi découlé de l'écart des temps macrosociaux portés par les générations : les anciennes traînent le passé et les autres portent l'avenir. Pourtant, ne voir le rapport qu'à l'aune de l'expérience de 1968 serait erroné. Depuis cette date, l'ancienneté s'est revalorisée, en politique notamment. L'âge moyen du représentant syndical ou politique était de 45 ans en 1982 et de 57 ans en 1997 : un vieillissement de douze ans en quinze années de temps. Les « quadras » des années 80, qui prenaient alors le pouvoir, s'apprentent à être les « sexas » des années zéro du XXI^e siècle.

Certaines générations sont surreprésentées au sein du personnel politique, dans leur jeunesse puis leur maturité. Derrière la diversité des partis, l'homogénéité cohortale frappe l'esprit. C'est là un aspect du problème politique des générations, à poser en termes de projet. Naguère, les anciens ont voulu un interventionnisme massif, orienté par un projet politique d'égalisation et de progrès, de construction de l'Etat-providence et de services publics de qualité, contribuant à une intégration précoce des jeunes. Depuis, le ralentissement économique résulte, notamment, d'une réduction drastique non pas des effectifs mais des embauches publiques : depuis vingt ans, les titularisations sont moins nombreuses d'un tiers ; les places au concours de médecine ont été divisées par deux ; les pyramides des âges dans la recherche et l'université sont dressées sur leur pointe. Autant de changements préjudiciables au long terme.

Certains y voient la conséquence

fatale de ce que « les dieux de l'économie sont mécontents et exigent des sacrifices ». Une autre analyse est possible : le partage politique des bénéfices et des épreuves de la conjoncture est déficient. En cas de ralentissement, il est difficile d'honorer les promesses faites aux anciens et d'intégrer en même temps les jeunes. L'arbitrage implicite fut de préférer les premiers aux seconds. Nous sommes alors devant une crise de la transmission, non pas de celle du patrimoine, mais des projets de long terme et de la responsabilité.

Le cas des retraites est exemplaire. On craint que nombre de jeunes cotisants ne financent les retraites d'aujourd'hui et ne bénéficient pas à terme du système, faute de pouvoir accumuler assez d'annuités, d'où le soupçon que les anciennes générations profitent d'une situation financière sans avantage par les suivantes. Ce soupçon sera fondé tant que, dans la délibération, il existera un tel déséquilibre. Les générations à qui on demandera de payer des cotisations importantes ou qui seront tenues d'avoir recours à une épargne forcée pour leurs vieux jours, ou même les deux à la fois, doivent être conviés aux débats.

C'est là le problème d'une autre parité politique, entre les générations. Faire participer les jeunes générations au débat est certainement risqué, leur voix pouvant diverger de celle des aînés. Il est plus périlleux encore de faire les choix sans elles, qui souligneront la responsabilité, voire la culpabilité, de ceux qui ont laissé s'établir un partage inégal. Elles pourraient rappeler demain qu'elles n'ont pas consenti à ce contrat intergénérationnel, élaboré sans elles. Agir ainsi fait le jeu des fossoyeurs de l'Etat-providence et des idéologues des fonds de pension, qui ont tôt fait d'investir avec démagogie ce rapport entre les générations, pour en faire une caricature plutôt qu'une œuvre de justice.

Louis Chauvel

Programme des conférences

Mai. Le 30, Claude Lefort, Le pouvoir. Le 31, Etienne Picard, La notion de citoyenneté.
Juin. Le 1^{er}, Richard Kleinschmager, Géographie, pouvoir et géopolitique. Le 2, Gérard Noiriel, La construction historique de la nation. Le 3, Yves Michaud, Violence et conflit. Le 4, Daniel Cohen, L'évolution des inégalités. Le 5, Frédéric Ocqueteau, Les besoins de protection. Le 6, Thierry Leterre-Robert, La démocratie électronique.

Les conférences sont données au Conservatoire national des arts et métiers, 292, rue Saint-Martin, 75003 Paris, à 18 h 30 en semaine, à 11 heures les samedis et dimanches.



LOUIS CHAUVEL

■ Né le 2 novembre 1967, Louis Chauvel, diplômé de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique (Ensa), est titulaire d'un doctorat de sociologie. Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, il est chercheur à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE/FNSP) et à l'Observatoire sociologique du changement (OSC/FNSP-CNRS). Il est membre du comité de rédaction de la revue *Mouvements*. Ses travaux portent sur le changement macrosocial et socio-économique de long terme. Outre une trentaine d'articles dans *La Revue de l'OFCE*, *La Revue française de sociologie*, *Futuribles*, *Sciences humaines*, *Alternatives économiques*, etc., il a publié *Le Destin des générations. Structure sociale et cohortes au XIX^e siècle* (PUF, 1998).

Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes, au « Grand Jury RTL-« Le Monde »-LCI » « L'élargissement de l'Europe est, en soi, un grand projet politique »

« Les propos de Jean-Pierre Chevènement sur l'Allemagne ne montrent-ils pas que le gouvernement est loin d'être unanime au sujet de la construction européenne ?

— Les désaccords sont connus entre Jean-Pierre Chevènement et d'autres dans le gouvernement. Nous avons trouvé un moyen de les résoudre qui était justement un accord entre nous, en 1997, sur ce fameux concept de fédération d'Etats-nations, qui était aussi au cœur de la liste de François Hollande, pour le Parti socialiste, avec le Mouvement des citoyens, aux élections européennes de juin 1999. Le concept de fédération d'Etats-nations consiste à accepter qu'il y ait en Europe des éléments fédéraux et, aussi, que les nations aient de l'importance ; à oublier la vieille supranationalité et le vieux nationalisme.

— Les Allemands savent avec qui ils discutent. A Rambouillet, il y a maintenant une dizaine de jours, il y avait le président de la République, le premier ministre, le ministre des affaires étrangères,

moi-même, avec nos homologues allemands. Il n'y a pas eu d'« incident Chevènement », parce que nous savons où nous en sommes les uns avec les autres.

— Que pensez-vous de la fédération européenne défendue par le ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer ?

— Le fédéralisme ou des éléments de fédéralisme existent déjà en Europe. La Banque centrale européenne, qui peut nier que c'est une institution fédérale ? La Commission, à sa manière, c'est une institution fédérale. C'est de justice des communautés européennes, c'est une institution fédérale. Quand on décide au conseil des ministres à la majorité, c'est du fédéralisme. Mais ce fédéralisme est diffus, mal organisé.

— Je suis pour une Europe de projets. Ce qui compte, dans une Europe à trente, qui sera nécessairement plus hétérogène, c'est que certains puissent ensemble développer de grands projets.

— Est-ce qu'il faut que la

France, pour sa présidence de six mois, se contente d'être modeste, ou bien est-ce qu'il faut qu'elle inscrive au sommet de Nice, en décembre, ce projet européen ?

— Ce serait une erreur. Il ne faut pas faire se télescoper les débats et les échéances. Si on posait tout de suite le problème d'une fédération ou d'une Constitution de l'Europe, à laquelle certains croient et d'autres pas, on compromettrait nos chances de résoudre la question à court terme qui est la nôtre : comment faire fonctionner l'Europe à quinze pour qu'elle puisse continuer à fonctionner à trente ?

— La priorité, c'est que nous réussissions la conférence intergouvernementale. Mais réussissons-la avec ambition ! Pour moi, il n'y a plus trois questions — la réforme de la Commission, le vote à la majorité qualifiée, la pondération des votes au Conseil — mais quatre, la quatrième étant celle des coopérations renforcées, parce qu'elles sont à la fois un élément pour faire mieux fonction-

ner l'Europe d'aujourd'hui et une passerelle vers l'Europe de l'avenir.

— N'est-ce pas, pourtant, le moment d'avancer et de renforcer l'identité politique de l'Union européenne ?

— Si l'on avait une grande Europe, à trente, avec une Commission, un Parlement de sept cents membres, un conseil des ministres et puis, à l'intérieur, une petite Europe de six, huit ou dix Etats, y aurait-il un deuxième Parlement, un deuxième Commission, un deuxième Conseil ? Comment pourrait-on rendre cela lisible à nos concitoyens ? Je ne suis pas pour le grand saut institutionnel ni pour un traité dans le traité. C'est pour cette raison que j'en viens à la géométrie variable, qui permet d'avoir des avantages.

— Il ne faut donc espérer de la présidence française aucun progrès vers une identité politique européenne plus affirmée...

— Nous sommes en train de penser à l'Europe élargie ; c'est un projet politique fort ! Nous allons

réunifier, dans les dix ans qui viennent, une Europe qui a été divisée par cinquante ans de guerre froide, et la réforme institutionnelle répond à cet impératif-là. Ne faisons pas comme si la conférence intergouvernementale n'était rien et comme s'il y avait par ailleurs un grand projet politique ! L'élargissement est, en soi, un grand projet politique. C'est pour cette raison que le futur traité de Nice est un projet très important.

— Dans une Europe à trente, il faut envisager une structure et un fonctionnement différents. D'où la question de l'identité politique, pour laquelle nous soutenons les coopérations renforcées. Cela veut dire que, dans le cadre des traités qui sont signés à quinze, et un jour à trente, un petit nombre d'Etats — cinq, huit, dix, on verra bien — sont capables de provoquer entre eux un mécanisme de coopération pour mener une politique, un projet. Je continue de penser qu'il y aura un président du conseil de l'euro et qu'il peut y avoir des institutions qui

concernent la défense, qu'il peut y avoir des actions sur les transports. Chacun de ces projets, il faut être capable de le structurer politiquement.

— Chaque pays peut y mettre son veto. Comment allez-vous faire, à Nice, pour faire accepter ce genre d'évolution par les « petits » Etats ?

— Nous allons à Nice avec des idées assez claires. Première idée : il faut que le traité soit ambitieux. Nous n'accepterons pas un traité au rabais. Nous préférons pas de traité du tout à un mauvais traité de Nice. Deuxième idée : s'il n'y a pas de traité à Nice, on se trouvera dans une situation sérieuse pour l'Europe. Qu'advient-il de l'élargissement ? Donc, si l'on n'a abouti pas à Nice, peut-être sera-t-il nécessaire de repenser la question de l'avenir de l'Europe à frais nouveaux, en des termes peut-être plus radicaux. »

Propos recueillis par Patrick Jarreau, Olivier Mazerolle et Pierre-Luc Séguillon

Haiti : la deuxième chance d'Aristide

IL Y A DIX ANS, un jeune prêtre des bidonvilles de Port-au-Prince, Jean-Bertrand Aristide, se lançait dans la course à la présidence d'Haïti avec un programme intitulé « La chance à prendre ». Elu en décembre 1990 par une avalanche (*lavalas*, en créole) de voix, cet adepte de la théologie de la libération était renversé neuf mois plus tard par un sanglant coup d'Etat militaire. Depuis lors, la chance est repassée sans qu'Haïti, le pays le plus pauvre du continent, ne parvienne à la saisir.

La crise n'a cessé de s'approfondir, malgré le débarquement en 1994 de 20 000 soldats américains venus « rétablir la démocratie » et la promesse de plus de 2 milliards de dollars d'aide internationale. L'économie, en ruine, pousse chaque mois des milliers d'Haïtiens à s'expatrier illégalement vers la République dominicaine voisine ou, lorsqu'ils échappent aux garde-côtes et aux requins, vers la Floride et les Bahamas. Seul le trafic de cocaïne est en plein essor, au point que certains analystes américains n'hésitent pas à qualifier Haïti de narco-Etat, sous le contrôle des cartels colombiens qui profitent de sa position géographique, à mi-chemin du marché nord-américain, et de la faiblesse de ses institutions.

En se rendant massivement aux urnes le dimanche 21 mai pour renouveler le Parlement et les conseils municipaux, malgré le climat de violence et d'intimidation qui règne depuis plusieurs mois, la population haïtienne a clamé sa volonté de rompre la spirale infernale de la misère et de la décomposition.

Mais une nouvelle fois, la chance pourrait échapper aux Haïtiens et le casse-tête se compliquer pour la communauté internationale, surprise par le résultat qui s'annonce.

AUCUN RÉSULTAT RENDU PUBLIC

Sur la base des informations préliminaires recueillies par ses 200 observateurs, la mission d'observation déployée par l'Organisation des Etats américains (OEA) a, dans un premier rapport, validé la crédibilité du scrutin malgré un certain nombre « d'irrégularités majeures », telles que le vol de bulletins et d'urnes par des groupes armés et « des scènes chaotiques » lors du comptage des bulletins et de la compilation des résultats. « En dépit de la gravité de ces événements, ils n'auront pas nécessairement d'incidence majeure sur les résultats », estime la mission de l'OEA, qui souligne que « ces incidents sont isolés » et n'ont affecté qu'« un nombre très réduit » des bureaux de vote.

Ce n'est pas l'avis de l'opposition, qui, dès le soir du scrutin, a

dénoncé la « fraude massive » qu'aurait orchestrée la Famille Lavalas, le parti de Jean-Bertrand Aristide, et son allié, le gouvernement du président René Préval. La grande désorganisation, pour ne pas dire la pagaille, qui régnait dans de nombreux bureaux à l'ouverture du scrutin et au moment du dépouillement, les cafoillages du Conseil électoral provisoire (CEP) concernant l'accreditation des délégués de partis et les « incidents graves » constatés par les observateurs internationaux étayent le dossier de l'opposition. L'Organisation du peuple en lutte (OPL), l'une de ses principales composantes, vient de réclamer l'« annulation de l'ensemble du processus électoral », tandis que l'Espace de concertation, qui regroupe les partis de l'opposition de centre gauche, demandait la constitution d'une « commission conjointe d'évaluation » avant la publication des résultats.

Une semaine après la consultation, aucun résultat n'a encore été rendu public. Mais le recouplement des données recueillies par les observateurs et les journalistes laisse entrevoir une large victoire des candidats de la Famille Lavalas, qui a appelé la population « à la vigilance pour défendre sa victoire ». En l'absence de sondages fiables, la plupart des analystes et des diplomates s'attendaient à un vote beaucoup plus partagé, au bénéfice d'une opposition dont certains anticipaient qu'elle contrôlerait le Parlement. L'attitude de Jean-Bertrand Aristide, qui refusait de condamner les violences des « chimères », les bandes de casseurs agissant en son nom, et le manque d'empressement du président Préval pour organiser les élections confortaient la thèse de l'effritement de la popularité de l'ancien curé des bidonvilles, qui vit maintenant dans une très confortable résidence de la banlieue de Port-au-Prince.

Les hésitations de l'opposition, qui ne s'est lancée dans la bataille électorale qu'au tout dernier moment, sa fragmentation, son manque de moyens financiers, le climat de peur qui a empêché la tenue de meetings ont joué en sa défaveur. Les électeurs de la petite classe moyenne et de la bourgeoisie fortunée, encore plus réduite, se sont abstenus en plus grand nombre, par crainte de violences, que les habitants des quartiers populaires. La très médiocre performance du précédent Parlement, contrôlé par l'opposition, et diverses affaires de corruption n'ont pas incité la population à voter en faveur de politiciens qui sont parfois apparus comme les instruments d'institutions étrangères. Particulièrement de l'Insti-

tut républicain international (IRI, un appendice du Parti républicain américain), qui a tenté sans fin de créer un front commun de l'opposition « anti-Lavalas ».

RUMEURS DE TRAFIC DE COCAÏNE

« Le pire maintenant serait de continuer à diaboliser Aristide », affirme un jeune entrepreneur démocrate, qui a apporté son vote et son appui financier à l'opposition. Revêtu d'un tee-shirt d'observateur, il a constaté que le peuple avait donné « une nouvelle chance à Aristide » en lui confiant le pouvoir législatif, prélude probable à sa victoire à l'élection présidentielle prévue pour la fin de l'année. Il regrette que Washington n'ait pas laissé Aristide finir son mandat – les trois ans volés par les militaires – après l'interven-

tion de 1994 : il ne pourrait se représenter cette année.

Interrogée sur les rumeurs associant plusieurs lieutenants d'Aristide au trafic de cocaïne ou à certains assassinats politiques, l'ambassade des Etats-Unis répond que son gouvernement « ne dispose pas de preuves suffisantes ». Une chose est claire : l'état d'anarchie et la paralysie des institutions profitent aux trafiquants. Tant qu'il n'y aura pas de Parlement, le projet de loi sur le narcotrafic et le blanchiment de l'argent de la drogue restera en sommeil. S'il se confirme qu'Aristide revient aux affaires avec toutes les cartes en main, il n'aura plus d'excuse pour laisser, une fois encore, passer la chance.

Jean-Michel Caroit

Tournures utiles par Guillaume Dégé



En Corse, une incertaine envie d'autonomie

Suite de la première page

Pour s'en tenir à un seul exemple, les Corses ont pu longtemps critiquer amèrement l'immobilisme des élus « traditionnels »... tout en votant massivement pour eux à chaque élection.

Deuxième élément, la démographie de l'île. Comme partout, le troisième âge y est plus conservateur – et en l'espèce plus attaché au modèle traditionnel de la Corse « républicaine » – que les générations jeunes, qui constituent les forces vives de l'île et façonnent son visage de demain. Ainsi pourrait s'expliquer partiellement le décalage, selon un phénomène bien connu des sondages : le courant favorable à l'autonomie serait plus représenté, et donc plus audible, dans les générations les plus dynamiques ; mais le refus de l'autonomie resterait quantitativement important, en particulier dans les générations les plus âgées : moins présentes dans le débat, celles-ci sont, en fait, surreprésentées en nombre dans la population corse, par rapport à la moyenne nationale.

En dépit des réserves usuelles sur les sondages, une analyse détaillée de la fameuse enquête Louis Harris

valide en partie cette hypothèse, au moins pour les cotes de popularité des représentants les plus emblématiques de chaque camp : Emile Zuccarelli pour les opposants à l'autonomie, Edmond Simeoni ou Jean-Guy Talamoni pour ses partisans. Pour l'ensemble du sondage, Emile Zuccarelli recueille des opinions favorables chez 62 % des personnes interrogées (contre 30 % d'opinions défavorables). Les chiffres sont de 50 % d'opinions positives (34 % de négatives) pour Edmond Simeoni et 40 % de bonnes opinions, contre 41 % de mauvaises, pour Jean-Guy Talamoni.

CLIVAGE DE GÉNÉRATIONS

Emile Zuccarelli, majoritairement populaire dans toutes les tranches d'âge, fait un tabac chez les personnes âgées : il obtient 75,3 % d'opinions favorables, son meilleur score personnel, dans la tranche 65 ans et plus. A l'inverse, son record de mauvaises opinions (37,1 %) se trouve dans la tranche 18-24 ans. De l'autre côté de l'échiquier politique, le dirigeant autonomiste Edmond Simeoni enregistre la plus grande popularité chez les 35-49 ans (61,9 % de bonnes opinions) et les 25-34 ans (54,5 %), tandis que son record de mauvaises opinions (42,6 %) se trouve précisément chez les 65 ans et plus. Le nationaliste Jean-Guy Talamoni suscite des clivages moins nets. Ses meilleurs scores sont dans les tranches 18-24 et 25-34, mais avec respectivement 42,9 et 44,3 % de bonnes opinions, tandis que les mauvaises opinions culminent à 43,9 % chez les plus âgés, au même niveau que les 25-34 (43,6 %).

Le choix de l'une ou l'autre motion reproduit partiellement le clivage de générations : seuls 28 % (le plus mauvais score) de la tranche la plus âgée se retrouve dans la motion Rossi-Giacobbi (autonomiste), qui obtient, à l'inverse, son meilleur score (47,7 %) dans la tranche des 35-49 ans. Mais les 25-34 ans sont légèrement plus nombreux (63,9 %) à se retrouver dans la motion Zuccarelli (anti-autonomiste) que les 65 ans et plus (62,6 %). De toute façon, si le sondage reflète fidèlement la réalité, la motion autonomiste n'obtient une majorité absolue dans aucune tranche d'âge. Un redressement – aimablement effectué à notre demande, à titre indicatif, par l'Institut Louis Harris –, pour comparer les résultats si la Corse avait eu une pyramide des âges plus jeune, analogue à celle de l'ensemble de la France, ne change pratiquement rien aux résultats : la motion anti-autonomiste obtient toujours plus de 55 % de soutien.

Dans ce contexte, un troisième type d'explication est peut-être

donné par l'analyse de François Alfonsi, l'un des dirigeants autonomistes, dans l'hebdomadaire *Arriti* (n° 1707, du 11 au 17 mai). François Alfonsi affirme notamment, à propos de la « gestion de la relation avec la France », que, lorsqu'une option devient consensuelle, le « ralliement est général », mais qu'en cas de désaccord les « traits sont immédiats ». « Le peuple corse, ajoute M. Alfonsi, a en fait une priorité : sortir du conflit qui lui pèse depuis trente ans. Aux responsables politiques de trouver la sortie ; quand elle semble s'éloigner à nouveau, il rentre dans sa coquille. C'est bien sûr l'aile protectrice de l'Etat qui l'attire alors. » Cet Etat qui doit faire face aujourd'hui aux incertitudes sur les aspirations de la société corse, aux dangereuses impatiences des nationalistes, aux avis divergents au sein de la majorité plurielle, sans oublier la concurrence entre l'Elysée et Matignon.

Jean-Louis Andreani

RECTIFICATIF

HÉPATITE C

Dans notre page médecine consacrée à l'hépatite C (*Le Monde* daté 30 avril-2 mai), l'existence d'un traitement efficace, permettant de véritables guérisons, s'appliquait bien à l'hépatite C et non à l'hépatite B, comme indiqué par erreur. En effet, le virus de l'hépatite C étant un virus à ARN, il n'y a pas d'intégration d'ADN viral dans l'ADN des cellules hépatiques infectées, et l'arrêt de la multiplication du virus permet progressivement de débarrasser l'orga-

nisme de celui-ci. On ne peut parler de guérison pour l'hépatite B.

PRÉCISION

JUSTICE

Contrairement à ce que suggérait le titre de notre article sur l'arrestation de malfaiteurs dans le cadre d'une enquête sur l'attaque d'un fourgon blindé (*Le Monde* du 11 mai), Gérard Birot n'a pas été mis en cause pour vol à main armée mais mis en examen, comme l'indiquait l'article, pour « association de malfaiteurs ».

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 95
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Changement d'adresse et suspension : 0 803 022 021 (0,99 F la minute).
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Les élus et leurs juges

ALAIN SERIEYX, ex-fougueux magistrat de la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur, est-il en train de jouer, bien malgré lui, une nouvelle version de l'arroseur arrosé ? La suspicion qui porte aujourd'hui sur son action passée à la tête des magistrats financiers de PACA apparaîtra sans doute à bon nombre d'élus comme une juste revanche du sort.

Cette affaire tombe mal, en effet, pour l'ensemble des magistrats qui, tous ordres confondus – pénal, administratif, financier – avaient, pour la première fois, organisé, le 10 mai, une conférence de presse commune afin de dénoncer les tentatives des élus pour les « museler ». Le calendrier parlementaire, qui prévoyait l'examen de plusieurs textes touchant, d'une manière ou d'une autre, aux relations justice-élus, avait provoqué cette mobilisation. Depuis, le gouvernement a retiré de l'ordre du jour du Sénat l'un de ces textes, la proposition de loi Fauchon allégeant la responsabilité pénale des élus pour les délits non intentionnels.

La conférence de presse commune des magistrats marquait une nouvelle escalade dans la polémique qui oppose les élus aux magistrats financiers, sur fond de suspicion réciproque. Dans un contexte de multiplication des « affaires », mais aussi de mise en cause croissante de la responsabilité des élus dans l'exercice quotidien de leur mandat, les magistrats soulignent l'importance de leur rôle, demandant plus de moyens, s'élèvent contre les entraves apportées à leur travail. Les élus, pour leur part, accusent de plus en plus ouvertement les

chambres régionales des comptes d'outrepasser leurs missions et de passer du contrôle de légalité de leurs actes à un contrôle d'opportunité de leur action politique. En filigrane, il est évident que certains élus se satisferaient tout simplement de juridictions financières moins actives...

Alain Serieyx était précisément l'archétype du magistrat financier qui se présentait comme un véritable « chevalier blanc » face aux élus. Ne se comparait-il pas lui-même à Elliot Ness ? Or il apparaît aujourd'hui que le « chef des Incorruptibles » n'était pas lui-même exempt de toute faiblesse. Ce qui n'enlève rien à la qualité et à l'importance du travail exécuté sous ses ordres, dans des conditions difficiles, par les magistrats financiers, qui ont conduit, entre autres, au démantèlement des réseaux Médécine dans les Alpes-Maritimes.

L'affaire Serieyx est riche de plusieurs enseignements. D'abord, elle rappelle que ceux qui ont mission d'assurer la justice doivent être irréprochables. Faute de quoi, leur crédibilité ne saurait être assurée, ce qui offre un angle d'attaque commode à ceux qui n'ont pas intérêt à ce que la justice passe. Ensuite, elle montre qu'en France les juges ne sont pas à l'abri des investigations de leurs pairs, ce qui est positif. Enfin, elle doit inciter à plus de mesure : de même que l'ensemble de la magistrature ne saurait être mise en cause parce que certains des siens ont failli, de même les mises en cause globales et indifférenciées des élus, et des politiques en général, doivent être évitées. La démocratie, qui traverse une crise de légitimité, aurait tout à y gagner.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenzi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomet
Directeur artistique : Dominique Roynette

Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Rédacteurs en chef :

Alain Frachon (*Editoriaux et analyses*) ; Laurent Greilsamer (*Suppléments et cahiers spéciaux*) ; Michel Kajman (*Débats*) ; Eric Fottorino (*Enquêtes*) ; Eric Le Boucher (*International*) ; Patrick Jarreau (*France*) ; Anne Chemin (*Société*) ; Claire Blandin (*Entreprises*) ; Jacques Buob (*Aujourd'hui*) ; Josyane Savigneau (*Culture*) ; Christian Massol (*Secrétariat de rédaction*)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan

Médiateur : Robert Solé

Directeur exécutif : Eric Pliatoux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 1 003 500 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Léna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Défilé de Pentecôte à Berlin-Est

C'EST sous un soleil d'orage coupé de brèves éclaircies que le demi-million de jeunes progressistes participant, dans Berlin-Est, au rallye de la Pentecôte a défilé huit heures durant le long de la célèbre avenue Unter den Linden.

Si les dix-huit millions d'Allemands qui vivent en zone orientale étaient toute l'Allemagne, on pourrait dire qu'il y a peu de changement depuis Hitler. Les centaines de milliers de jeunes gens et de jeunes filles qui ont défilé hier en uniforme dans les rues de Berlin, portant des étendards, des bouquets ou des panneaux pourvus de slogans, rappellent à s'y méprendre les grands rassemblements de Nuremberg.

Les chemises brunes ont bleui, les formules sont autres, mais le spectacle est le même, bien mis en scène, grandiose et flatteur pour des cœurs juvéniles : la marche au

pas, le coude à coude, l'ivresse qui s'exhale des foules, le serment de fidélité au maître, qu'il s'appelle Hitler ou Staline, tout cela rappelle la Hitlerjugend, dont l'enthousiasme se mua en ardeur combattante dès qu'un ordre fut lancé.

Cette jeunesse serait-elle prête à se battre pour l'unité allemande – l'unité d'une Allemagne communiste – comme celle de 1939 pour la grande Allemagne ? C'est une question qu'on ne peut éluder. Cependant, il ne faut pas abuser des comparaisons : rétablir l'unité allemande contre d'autres Allemands n'est pas la même chose que de marcher contre un peuple étranger. Il s'agirait d'une guerre civile, chose que l'on n'a pas vue en Allemagne depuis les guerres de religion.

(30 mai 1950.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC (5,57 F/mn)
ou 08-36-29-04-56 (9,21 F/mn)

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-88-46-60
Index du Monde : 01-42-17-29-33. Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

L'oléoduc Tchad-Cameroun : une chance pour l'Afrique

par Michel Rocard

DÉPUIS quelques semaines, des images désolantes, horribles parfois, nous proviennent d'Afrique : Éthiopie, Érythrée, Sierra Leone, Zimbabwe. Pourtant, ce continent connaît aussi des changements sur lesquels les gros titres de la presse européenne ne s'attardent guère. Les conflits sont encore chose trop courante dans une grande partie de l'Afrique ; pourtant, 80 % des Africains vivent en paix. La moitié vit aussi dans un pays pauvre.

Il est généralement admis que le rythme atteint par la croissance économique au cours des cinq dernières années (environ 4 % par an en moyenne par pays) s'essouffle à suivre le taux de croissance démographique, et qu'il est bien insuffisant pour avoir un effet sur le niveau de vie. Cette croissance doit être fortement accélérée, par l'adoption de bonnes politiques, par le développement des échanges et, surtout, par les investissements.

L'assistance ne résoudra pas les problèmes de l'Afrique, encore qu'une aide bien ciblée puisse renforcer les institutions, les compétences et la confiance dont les pays ont besoin pour améliorer les conditions de vie de la population et pour devenir des membres à part entière de la communauté internationale.

Le financement nécessaire au développement du continent viendra en majeure partie du secteur privé : des agriculteurs et des chefs d'entreprise africains, petits et grands. L'investissement étranger jouera aussi un rôle important.

Les apports privés destinés aux pays en développement ont baissé au cours des trois dernières années, à la suite de la crise de l'Asie de l'Est. On note cependant une reprise et, à la grande surprise de

certain observateurs, dont je ne suis pas, certains de ces fonds privés se dirigent à présent vers l'Afrique. Récemment, trois grands projets d'infrastructure ont vu le jour sur le continent africain : l'axe de transit de Maputo, entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, le gazoduc ouest-africain et le projet d'exploitation pétrolière et d'oléoduc Tchad-Cameroun.

Ce dernier est un exemple frappant de la façon dont les gouvernements et le secteur privé international peuvent travailler de concert avec les institutions multilatérales pour transformer du

prévu en Afrique au cours des cinq prochaines années. Il pourrait transformer radicalement les perspectives du Tchad et lui permettre d'échapper à une pauvreté dramatique. Les recettes dégagées par le projet accroîtraient de 45 % à 50 % durant les vingt-cinq prochaines années le budget de l'Etat, qui pourrait ainsi financer les services de santé et d'éducation élémentaires et les services ruraux qui sont à présent cruellement insuffisants.

Et pourtant, ce projet est vivement controversé. Certains défenseurs de l'environnement avancent que les avantages en-

mondiale qui traite avec le secteur privé) à fournir 5 % du financement (200 millions de dollars). Depuis, les spécialistes de l'impact environnemental et social de la Banque aident les gouvernements et les compagnies à formuler un projet bien conçu.

Le tracé de l'oléoduc a été considérablement modifié. Il sera enterré, et non pas à ciel ouvert, et suivra, en gros, les infrastructures existantes. La forêt tropicale ne sera que très peu affectée. A titre de compensation, deux vastes parcs nationaux vont être créés au Cameroun au moyen des fonds du projet. Il n'y aura pas de déplacements de population sur une partie quelconque du tracé. Les agriculteurs pourront accéder à leurs terres comme par le passé, sauf pendant les travaux. En tout état de cause, ils seront indemnisés de leur manque à gagner.

Pour gérer les recettes pétrolières, le Tchad a adopté une loi prévoyant qu'il en déposerait 10 % dans un fonds spécial destiné aux générations futures et que 80 % serviraient à financer le développement et des programmes sociaux à l'intention de la population défavorisée. Le Tchad a en outre mis sur pied un comité de surveillance formé de fonctionnaires et de parlementaires, mais aussi de membres de la société civile.

Bien entendu, on se demande si ces accords seront respectés. En fait, le bilan du Tchad sur les quatre dernières années est plutôt encourageant à cet égard. Il a adhéré aux programmes de réforme convenus avec la Banque mondiale et le FMI. Il consacre déjà 70 % de ses ressources actuelles au développement. En dépit de la menace militaire qui pèse sur le Nord, il a réduit de moitié les effectifs de son armée.

Les Tchadiens et la communauté internationale seront vigilants : ils s'assureront que la manne pétrolière profite à tous et non pas à quelques privilégiés. Par ailleurs, le Tchad aura encore besoin d'une aide extérieure lorsque le pétrole aura commencé à couler, d'ici quatre ans.

Dans l'intervalle, il est réconfortant de constater que la situation au cœur de l'Afrique est assez favorable pour qu'un projet de cette importance voie le jour. Les autres pays et les investisseurs seront encouragés, espérons-le, par cet exemple.

Michel Rocard, ancien premier ministre, est député au Parlement européen.

Un exemple frappant de la façon dont les gouvernements et le secteur privé international peuvent travailler de concert avec les institutions multilatérales pour transformer du tout au tout les perspectives d'un pays pauvre

tout au tout les perspectives d'un pays pauvre. Trois compagnies pétrolières - Exxon-Mobil (Etats-Unis), Chevron (Etats-Unis) et Petronas (Malaisie) - ont accepté de développer les champs pétroliers du sud du Tchad et d'acheminer le pétrole vers la côte atlantique du Cameroun par un oléoduc de 1 070 kilomètres.

Ces champs ont été découverts il y a plus de trente ans. Ensuite, durant une période marquée par des troubles politiques, le Tchad a attendu avec impatience qu'une convergence entre les cours internationaux et l'intérêt du secteur privé rende possible l'exploitation de ces réserves. L'investissement (3,7 milliards de dollars) sera le plus gros investissement privé

gendrés par un grand projet de ce type n'en compensent pas les risques. Par ailleurs, les observateurs désabusés de la scène politique africaine refusent de croire que le gouvernement, le premier démocratiquement élu depuis quarante ans, soit capable d'utiliser les recettes pétrolières à bon escient. Ces objections méritent qu'on s'y arrête sérieusement. Mais en trois ans, elles ont fait l'objet d'analyses et de débats publics au Tchad et au Cameroun et, en fait, dans le monde entier.

L'une des raisons à cela est que les gouvernements et les compagnies pétrolières ont invité la Banque mondiale et la Société financière internationale (l'institution du groupe de la Banque

L'industrie pharmaceutique et le tiers-monde

par Jean-Jacques Bertrand

LE constat est brutal : des millions de personnes dans le tiers-monde n'ont pas accès aux soins, aux médicaments et aux vaccins disponibles dans les pays développés et se trouvent ainsi condamnés - de la façon la plus injuste qui soit. Deux questions méritent réponse : dans quelle mesure l'industrie pharmaceutique peut-elle être tenue pour responsable de cette situation ? Quelles sont les actions à mener en urgence pour remédier à cette situation inacceptable, et l'industrie pharmaceutique est-elle appelée à y participer ?

Dix millions d'enfants de moins de 5 ans meurent chaque année dans les pays en développement de maladies infectieuses pour lesquelles des traitements sont disponibles ; 3 millions d'enfants meurent chaque année faute d'avoir été vaccinés ; 150 millions de femmes, toujours dans ces pays en développement, voudraient espacer ou limiter leurs grossesses, mais n'ont pas accès à une méthode contraceptive. Et le développement de l'épidémie de sida ne fait qu'aggraver le fossé sanitaire entre pays pauvres et pays développés.

La relation est directe entre la pauvreté et ce mauvais accès aux traitements, entre l'espérance de vie et le niveau de vie. L'argent, s'il ne fait pas le bonheur, fait incontestablement la santé et allonge la durée de la vie. Les diarrhées aiguës, la tuberculose et les infections respiratoires font des ravages dans les pays en développement, alors que des médicaments existent pour traiter efficacement ces affections, jugulées dans les pays développés.

Le lien évident entre ces maladies et la pauvreté qui permet leur développement peut conduire à une mise en cause du coût du traitement que le patient ne peut s'offrir, donc à une mise en cause de l'industrie pharmaceutique.

La réalité est plus complexe et, par là même, différente. L'accès au soin approprié ne peut se réduire au simple prix du médicament. Il pose le problème de l'accès à toutes les formes de traitement médical, avec ses nombreuses composantes : infrastructure de soins - hôpitaux, dispensaires -, nombre et qualité de formation des divers intervenants (infirmiers, médecins, pharmaciens) et niveau d'éducation en général qui permet

à la population de comprendre les règles d'hygiène ou l'importance d'un traitement. Dans le domaine des prix, en prenant l'exemple du vaccin, il est admis, c'est le concept Salk - du nom de l'inventeur du vaccin contre la polio - que le coût du vaccin lui-même n'entre que pour 20 % dans le coût global du traitement.

C'est donc dans les projets politiques de développement que réside la clé de l'accès aux médicaments appropriés.

L'industrie, consciente de son rôle, multiplie depuis des années les actions en ce sens. On peut parler de nombreuses initiatives, telles que l'offre de 50 millions de doses de vaccin antipolio par Aventis Pasteur, des investissements importants dans des programmes de recherche destinés spécifiquement au tiers-monde et la mise à disposition gratuite de médicaments destinés à l'éradication de certaines maladies comme l'onchocercose (MSD), la filariose (Smith-Kline Beecham), le trachome et le choléra (Pfizer), la malaria et la tuberculose (Sanofi-Synthelabo et Glaxo Wellcome), la lèpre (Novartis).

Mais aujourd'hui, la période est révolue des initiatives isolées. Tous les intervenants, gouvernementaux, intergouvernementaux ou privés, ont pris conscience de la nécessité d'actions concertées et de l'implication de l'industrie dans tout projet destiné à améliorer l'accès aux soins pour les plus pauvres.

A l'initiative de la directrice générale de l'OMS, le Dr Gro Harlem Brundtland, une collaboration est née entre l'OMS et l'industrie pharmaceutique. Trois dossiers prioritaires ont été isolés et sont traités par des groupes de travail communs : lutte contre les contrefaçons et les médicaments de mauvaise qualité, incitation à la recherche dans le domaine des maladies infectieuses qui touchent particulièrement les pays en développement et amélioration de l'accès aux médicaments.

Dans un autre domaine, l'accès au vaccin, une initiative privée, celle de Bill Gates et de certains laboratoires pharmaceutiques, a abouti à un projet très important. Il s'agit de la Fondation GAVI, (Global Alliance for Vaccines and Immunisation), née le 28 octobre 1999. Le but de ce projet pragmatique et réalisable est que 30 millions d'enfants des pays les plus pauvres bénéficient rapidement au moins des 6 vaccins de base (polio, diphtérie, rougeole, coqueluche, tétanos et tuberculose). Aux 750 millions de dollars initiaux, le gouvernement américain en a ajouté 50 sur son budget 2001, et GAVI s'est entourée des compétences nécessaires.

L'industrie pharmaceutique ne résoudra pas le problème du sous-développement. Voir en elle le responsable de ces difficultés majeures n'est pas opérationnel mais émotionnel. En revanche, l'industrie du médicament n'est pas destinée, malgré le marché, à ne soigner que les ressortissants des pays les plus riches. Elle est un partenaire disponible et probablement indispensable pour toutes les initiatives destinées à améliorer l'accès aux traitements pour les plus pauvres. Cela fait partie de sa mission.

Jean-Jacques Bertrand est président du Syndicat national de l'industrie pharmaceutique et président d'Aventis Pasteur.

l'université de tous les savoirs :

retrouvez les conférences
en audio et texte sur
www.telarama.fr ;

des entretiens du lundi
au vendredi de 11h30 à
12h00 sur France Culture.

Justinien Raymond
Paris

Accros au téléphone et à l'Internet

AGGRAVEZ VOTRE CAS

0,20F/min*
APPELS NATIONAUX

BIG PACK
Tout compris et sans engagement*

surfez @	appelez!
Internet tout compris sans abonnement avec communications à partir de 4,20 F/heure	France à partir de 0,28F/min Europe à partir de 0,33F/min USA à partir de 0,55F/min

OFFRE DE BIENVENUE?
10 heures de surf totalement gratuites

BIG PACK
UN SERVICE VIATEL

* Conditions de l'offre disponibles au 0 800 72 02 02 ou www.bigpack.net - Tarifs en F TTC au 01/04/00 - * Offre sur conditions et valable jusqu'au 31/05/00, non remboursable. [1][1][1]

Ce fragile futur humain qui s'invente sur la scène par Edward Bond

DANS sa grande majorité, la littérature mondiale nous dit à quel point nous sommes habités par le mal. Mes pièces semblent en être un exemple manifeste. En réalité, elles parlent de l'innocence et du bien. C'est un risque. Le public se sent plus à l'aise avec le mal et le crime. Mais on ne peut pas faire le mal sans savoir ce que l'on fait : le mal exige la connaissance. De même le crime : il faut savoir ses motifs réels avant de pouvoir commettre un crime, au sens moral et non au sens purement légal.

Mon sujet est l'ignorance. C'est pour cette raison que mes pièces ont souvent à voir avec la violence. La Bible dit : « Pardonnez-leur parce qu'ils ne savent pas ce qu'ils font ». Je suis plus ambitieux. Je veux leur montrer ce qu'ils font. Le temps va nous manquer. Nous sommes technologiquement si puissants que notre ignorance est en train de nous détruire.

La société ne veut pas que nous le comprenions, ni ce que nous sommes. Comprendre est mauvais pour l'économie, cela gêne la consommation et perturbe les comportements sociaux en militant contre la conformité. Le savoir et le comportement sont de plus en plus incorporés au monde économique.

Je ne veux pas faire le catalogue de nos fautes, elles sont bien connues. On peut les résumer de cette façon : parce que nous passons le plus clair de notre temps à nous exploiter et à nous détruire les uns les autres, nous essayons d'y mettre des limites en créant des droits de l'homme : il y a le droit à la liberté, le droit de ne pas être torturé, le droit à la nourriture, le droit de parole.

Ce sont des droits importants. Mais aucune autorité ne nous donne le droit d'être humains. Qu'est-ce que cela pourrait bien vouloir dire ? Pourtant, sans ce droit – et son exercice rigoureux – tous les autres droits sont vides. Ils peuvent même nous affaiblir et, de toute façon, ils ne pourraient être imposés que par la violence, et la violence est inhumaine.

Demander sérieusement le droit d'être humain ébranlerait les fondements de la société. C'est pourtant la question que nous devrions nous poser chaque fois que nous entrons ou sortons de chez nous. Nous de-

les touristes étrangers qui viennent voir des pièces dans une langue qu'ils comprennent à peine. Ils les voient comme une nouveauté parce que leurs propres théâtres ont été fermés pour raisons économiques.

Je suis anglais et je choisis de faire créer mes pièces en France parce que, pour le moment, ce pays a le meilleur théâtre d'Europe. Il peut encore poser les questions pour lesquelles le théâtre a été créé : qu'est-ce que la justice et comment pourrions-nous être humains ? Il peut encore payer à la tragédie et à la comédie le prix que nous leur devons pour exister sur cette terre. C'est pour cette raison que les lettres que je reçois des jeunes Français vibrent d'énergie intellectuelle.

Ma pièce *Café* qui se joue au Théâtre de la Colline [NDLR : *Le Monde* du 17 mai] est basée sur un fait réel. Des soldats massacraient des civils innocents. Ils avaient fini la tuerie journalière. Ils faisaient du café. Un officier est arrivé avec une cinquantaine de victimes qui s'étaient cachées. Il fallait les tuer. Un soldat jeta son café par terre – non par dégoût d'avoir à tuer encore plus de gens mais par dépit, parce qu'il ne pouvait pas boire tranquillement son café alors qu'il était en droit de le faire... La seule survivante du massacre a vu cela : cela s'est incrusté dans son esprit comme dans le mien quand je l'ai lu. Cette petite image est le pivot sur lequel tourne tout le XX^e siècle. Elle crie pour que son sens soit compris. Les monstres massacrent des innocents, les êtres humains boivent du café.

Comment les deux peuvent-ils faire un seul ?

Je suis un dramaturge : je suis concerné par le café, pas par la tuerie. Ceux qui ne comprennent pas cette remarque ne devraient pas être critiques dramatiques ni enseignants ni, encore moins, détenir une charge publique. Si j'avais appelé ma pièce *Sang* et montré des victimes en train d'être tuées et non pas les tueurs, tout irait bien. Le public saurait comment réagir. En être civilisés, les gens condamneraient les meurtres. Mais les meurtriers eux-mêmes en auraient certainement fait autant – si on le leur avait demandé dix ans plus tôt ou même seulement dix jours plus tôt. Ils auraient sans doute été ceux qui auraient protesté avec le plus de véhémence. Alors, qu'aurais-je fait ?

Chacun de nous crée son humanité en cherchant à résoudre du mieux qu'il le peut les problèmes politiques et ses problèmes personnels. C'est pour cela que nous avons besoin de la tragédie et de la comédie

vrons le crier dans les rues, les universités, les tribunaux – dans toutes nos institutions sociales.

Au lieu de ça, nous demeurons silencieux. La langue mondiale – l'anglo-américain – n'est pas appropriée pour le demander. C'est une langue engendrée par le marché mondial et le système monétaire. Elle réduit le sens à « pouvoir faire », la possibilité de faire quelque chose mais pas de comprendre ce qu'on fait ou de demander si c'est souhaitable autrement qu'en termes de profit.

Cette langue « morte » corrompt toutes les cultures. Par exemple, l'industrie cinématographique française veut maintenant faire des films en anglo-américain. Cela la réduira rapidement à l'état de pré-idiote dans lequel se trouve l'industrie cinématographique britannique – qui fait de gros profits sur le marché mondial. Les films français deviendront puérils, sentimentaux et à moitié fascistes.

Le théâtre anglais est aussi dégradé que le cinéma anglais. La seule différence, c'est qu'il est plus prétentieux. Les principaux théâtres anglais ne produisent plus que des pièces susceptibles d'être transférées à Broadway ou d'être tournées au cinéma (avec l'accord des financiers de Los Angeles).

Il reste encore un théâtre anglais de protestation, mais c'est le « théâtre des symptômes », pas un théâtre de la compréhension. Ceux qui l'écrivent sont exploités et disparaissent après deux ou trois pièces. Ils finissent en écrivant des scénarios pour le cinéma ou la télévision ou, par désespoir, ils deviennent financiers ou se suicident. Le théâtre anglais est soutenu par

moi. Et donc ils ont tué pour moi. Je suis impliqué.

Nous ne naissons pas humains. Nous n'héritons même pas notre humanité de notre culture. Chacun de nous crée son humanité en cherchant à résoudre du mieux qu'il le peut les problèmes politiques et ses problèmes personnels qui n'ont pas encore de solution idéale. C'est pour cela que nous avons besoin de la tragédie et de la comédie. Sans elles, nous ne pouvons pas savoir ce que nous faisons.

Nous ne créons pas d'humanité en vivant comme nous vivons tous les jours. L'image humaine doit également être créée par un processus formel. Nous devons dessiner le monde et son changement à l'aune des visions nouvelles que nous en donne l'œil humain.

Au théâtre, nous devons imiter nos actions et leurs conséquences – nous devons le faire dans des situations extrêmes qui ne nous permettent pas d'échapper à leurs conséquences – et, dans ces situations, nous devons donner la parole à nos pensées les plus intimes dans un langage public qui a l'immédiateté et la force de la pensée – nous devons donner le délire du fou et la lucidité de la raison.

Telle est l'antique tâche du théâtre. Songez à quel point les publics de Sophocle et de Shakespeare ont dû être compétents. Les dramaturges grecs et élisabéthains traitaient des guerres récentes de leur pays et les plaçaient dans des

contextes qui permettaient au public de voir et de recréer en lui-même les moyens par lesquels ils créaient leur propre humanité. Si ces moyens sont perdus – détruits par des images fausses ou un langage mort –, nous n'aurons pas de futur humain.

Il semble que je surevalue l'importance du théâtre. Evidemment, il est bien trop inadapté pour avoir un tel pouvoir. Mais songez à quel point nous sommes nous-mêmes

des nations entières. Pourquoi cela nous dérouté-t-il ? Pourquoi nous comprenons-nous si peu nous-mêmes ? Est-ce parce que, dans le passé, nous sommes arrivés à recréer de l'humanité alors qu'elle semblait irrémédiablement perdue ? Eh bien, depuis quarante ans nous avons cessé de la recréer. Nous vivons sur la mémoire qu'il nous en reste, sur des traditions mourantes, sur une époque d'emprunt.

Nous essayons de remplacer l'hu-

moindre provocation. Après avoir écrit *Café*, j'ai écrit *Le Crime du XXI^e Siècle* pour montrer une société future qui n'a pas appris la leçon – et l'avertissement – que le café jeté devrait nous donner.

Ce n'est pas mon travail de défendre ma pièce. Si elle a une utilité, elle finira par se justifier elle-même. Mais je suis sûr d'une chose : j'ai la grande chance d'avoir ma pièce mise en scène au Théâtre national de la Colline. Eschyle, le père de notre théâtre, serait chez lui sur cette scène aujourd'hui – et il accueillerait avec joie et honneur les acteurs qui y jouent parce qu'ils servent bien le théâtre.

Il est facile d'écrire une pièce pour faire plaisir aux critiques. Il est facile d'écrire des films qui vous font devenir riche. Il est facile d'écrire des trivialisés et de recevoir les applaudissements du jour. Il est facile de quitter un théâtre en colère. Il est facile de trahir son voisin. Il est facile de passer indifférent au malheur qu'on voit dans les rues. Il est facile d'humilier les jeunes et de rendre barbares les plus âgés. Tout cela devient de plus en plus facile chaque jour. Avec un peu de temps, il deviendra facile de tuer des innocents. Je ne peux offrir que du café, mais c'est ce que la mère, dans la pièce, appellerait « un geste d'humanité ».

Edward Bond est auteur dramatique. (Traduit de l'anglais par Michel Vittoz.)

Les monstres massacrent des innocents, les êtres humains boivent du café. Comment les deux peuvent-ils faire un seul ? Je suis un dramaturge : je suis concerné par le café, pas par la tuerie

inadaptés, petites créatures accrochées à une miette de terre perdue dans le vide infini de l'espace. C'est cet infini qui donne sa grande importance au petit espace de la scène.

L'humanité se crée seulement à travers un effort, par un drame de la conscience. Dans notre situation de perpétuel changement, elle ne peut se maintenir que par une perpétuelle récréation. Les individus peuvent perdre leur humanité. De même des groupes humains, de même peut-être, pour un temps,

main par la consommation, mais cela ne peut pas nous satisfaire, notre besoin est trop fort. Nous essayons de remplacer la justice par des lois mais ce n'est pas la même chose. C'est ce que nous enseigne le théâtre. Les massacres sont perpétrés dans un cadre légal – c'est seulement jeter le café qui est humain. Ce résidu d'humanité est peut-être tout ce qui nous reste pour bâtir notre futur.

Nous vivons un âge de l'épuisement. Les gens épuisés réagissent de façon irrationnelle et violente à la

Concert à Londres (métro)
 Décibels (énergie)
 Repos sur la côte (train)
 Kate, 23 ans, musicienne

MORE AND MORE PEOPLE NEED ALSTOM®

Découvrez les solutions innovantes qu'un leader mondial vous apporte chaque jour dans l'énergie et le transport.
www.alstom.com

MANAGEMENT Carlos Ghosn a été nommé il y a un an à la tête du deuxième constructeur automobile japonais, Nissan, passé sous le contrôle de Renault, avec pour mis-

sion de le sauver. ● **CE FRANÇAIS** d'origine libanaise né au Brésil, ancien directeur général adjoint de Renault, explique, dans un entretien au *Monde*, la stratégie mise en place

pour enrayer le déclin du constructeur japonais et modifier les méthodes de gestion de l'entreprise. ● **APRÈS SEPT ANNÉES DE PERTES** depuis 1992, le constructeur japonais

subit une profonde restructuration, qui doit porter ses fruits dès cette année avec un retour aux bénéfices. ● **M. GHOSN** affirme la nécessité pour lui de ne pas « être complai-

sant ». « *J'y vais fort, mais je n'ai pas le choix. Je ne le fais pas par plaisir.* » ● **IL SOULIGNE** par ailleurs la volonté du personnel de Nissan de s'en sortir et le goût des Japonais pour les défis.

Carlos Ghosn utilise une thérapie de choc pour sauver Nissan

Nommé il y a un an à la tête du constructeur japonais avec pour mission de redresser les comptes et les ventes du groupe, l'ancien numéro deux de Renault explique, dans un entretien au « Monde », sa stratégie : faire comprendre l'urgence de la situation

CARLOS GHOSN, nommé en juin 1999 à la tête de Nissan, est le premier étranger à diriger une entreprise japonaise. Ce polytechnicien de 46 ans d'origine libanaise, né au Brésil, a commencé sa carrière chez Michelin avant de devenir directeur général adjoint de Renault. Le constructeur français, après avoir pris 36,8 % du capital de Nissan, en mars 1999, a chargé M. Ghosn de redresser l'entreprise japonaise en difficulté.

« **Qu'avez-vous perçu à votre arrivée au Japon ?**

— En arrivant chez Nissan, j'ai observé un décalage entre la perception des dirigeants et la réalité de l'entreprise, la stratégie définie au sommet n'était pas partagée, il régnait un réflexe typique dans les entreprises en déclin : on renvoyait la responsabilité des problèmes sur l'extérieur, par exemple en invoquant le contexte économique.

» Nissan a fait sept années de pertes sur huit exercices, sans réagir. Pour comparaison, Renault a fait une perte en 1996. La première en dix ans, et la situation s'est rétablie. Nissan n'avait pas le sens de l'urgence, mais cela commence à changer. En disant que je ramènerai Nissan à la rentabilité dès cette année, j'ai, de fait, instauré cette notion d'urgence. Si j'avais écouté tous les conseils qu'on m'a prodigués, je n'aurais pas fait grand-chose. Il ne faut pas être complaisant en se disant : il faut du temps au Japon, c'est une culture différente, etc. Là, vous mettez déjà les gens dans une situation de confort. J'ai préféré dire : la situation est inacceptable et ne peut être tolérée. Nous devons faire tout, tout de suite.

— **Que faites-vous pour ce sens de l'urgence se diffuse dans l'entreprise ?**

— Désormais, il n'y a plus d'objectifs sans délais. C'est une surprise chez Nissan et le premier délai qui m'est donné n'est en général jamais acceptable. Il faut que ces objectifs soient exigeants, pas forcément faciles à tenir. Le Japonais aime les défis. Pour l'instant, tous les délais importants sont tenus.

« **Quand je suis arrivé, il régnait un réflexe typique dans les entreprises en déclin : on renvoyait la responsabilité des problèmes sur l'extérieur, par exemple en invoquant le contexte économique** »

— **Vous avez choisi une communication de crise pour faire bouger les choses. Le message a-t-il été difficile à faire passer ?**

— Au contraire, cela a été très facile. J'avais trois courbes dans ma poche : l'évolution des parts de marché de Nissan, celle de la dette et celle des profits sur dix ans. Les Japonais sont des gens pragmatiques. Ils savaient que l'entreprise avait besoin d'un sursaut. Plus la situation de l'entreprise est délicate, plus la communication doit gagner en précision, en simplicité et en clarté. Elle doit être comprise depuis l'ouvrier jusqu'à l'analyste financier. Au Japon, quand les gens ne bougent pas, c'est pas parce qu'ils n'ont pas compris que parce qu'ils ne sont pas d'accord.

Pour plus de précision, je communique principalement en anglais. Si je m'exprime en japonais, je demande systématiquement que mes déclarations me soient retraduites en anglais pour vérification.

— **Sur qui vous êtes-vous appuyé ?**

— J'ai été surpris par la profonde volonté des gens de Nissan de s'en sortir. Certains m'ont dit que l'entreprise avait besoin de *leadership*, de patrons qui assument leurs res-

ponsabilités. C'est contraire à l'idée que l'on se fait des entreprises japonaises où la fonction essentielle des patrons est de veiller à l'ordre social. J'ai trouvé des relais partout où j'ai senti qu'il y avait un appétit de réaction : au sommet, au niveau du « *middle management* », chez les jeunes... Des équipes transverses ont été créées sans prendre en compte l'ancienneté ou l'expérience. Leurs responsables n'étaient pas des dirigeants. Ils ont créé leur propre réseau pour constituer ces équipes. Il fallait rapidement permettre aux salariés de proposer des solutions sans tabou et sans a priori.

— **Concrètement qu'avez-vous changé ?**

— J'avais noté une absence de stratégie, nous sommes en train de la construire. Tout le monde était focalisé sur la gestion de la dette, il n'y avait plus de plan à long terme, pas de justification claire des efforts qu'on demandait aux salariés. A force, on perd la substance de l'entreprise, on fait les choses par habitude, par tradition et non par finalité.

» La notion de profit, absente elle aussi, commence à être intégrée. Désormais, les bonus des cadres sont fondés sur la rentabilité et peuvent représenter jusqu'à 35 % de la rémunération. Plus de 500 dirigeants bénéficient de stock-options. Le groupe n'était pas géré globalement : Nissan était une entreprise japonaise avec quelques entreprises affiliées. J'ai supprimé les postes de présidents aux Etats-unis et en Europe pour obliger l'équipe japonaise à s'intéresser au marché global. Cela a amené une plus grande transparence et une meilleure coordination entre les opérations régionales et le siège.

— **Quels sont les autres dysfonctionnements que vous cherchez à faire disparaître ?**

— Il n'y avait pas de véritable orientation client chez Nissan. L'important était ce que faisaient les concurrents mais, finalement, le client était une abstraction. Nous avons, depuis un an, suspendu deux projets de nouvelles voitures. On ne voyait pas clairement en quoi elles allaient se différencier des voitures existantes, à qui elles étaient destinées. On ne lance pas des voitures dans ces conditions. Désormais, il n'y a pas un produit qui ne soit lancé sans une analyse de marché, une définition de la cible de clientèle, un engage-

ment sur la rentabilité et le niveau de ventes. Les décisions sont prises au cours d'une réunion que je dirige avec certains membres du comité exécutif. Nous bombardons de questions les responsables des projets pendant plusieurs heures. Nous voulons des engagements précis et un produit ciblé. Nous avons créé un marketing. Cette fonction était éparpillée dans l'entreprise et il manquait une réflexion globale.

— **Avez-vous critiqué les féodalités dans le groupe. Que faites-vous pour y remédier ?**

— J'ai fait comprendre aux responsables du comité exécutif que cela n'était plus les règles du jeu. Il ne doit pas exister de chasse gardée. Je sens qu'il y a désormais un effort pour travailler de façon plus transversale.

— **Avez-vous remplacé des personnes qui n'arrivaient pas à rentrer dans ce nouveau fonctionnement ?**

— Oui, il y a eu beaucoup de changements, notamment au niveau des équipes commerciales. Plusieurs dizaines de personnes ont pris des responsabilités différentes. Le comité international, récemment créé, est constitué de nouveaux venus. Il y a beaucoup de gens très bien à l'intérieur de Nissan. Le défi est de les mettre en condition pour qu'ils puissent exercer leurs responsabilités.

— **Avez-vous modifié les grilles d'évaluation ?**

— C'est simple : la première grille d'évaluation, c'est la performance. S'il n'y en a pas, on ne va pas plus loin dans l'évaluation. Être, c'est important. Mais faire, dans une entreprise, ça l'est encore plus.

— **Combien de temps ce genre de management dans l'urgence peut-il durer ?**

— Après les résultats 2000 et le retour des profits, Nissan sera toujours à l'hôpital mais sortira des urgences. Dans trois ans, nous sortirons définitivement de l'hôpital. De manière réfléchie et adaptée, la communication de crise peut fonctionner pendant trois ans.

— **Vous y allez plutôt fort...**

— J'y vais fort mais je n'ai pas le choix. Je ne le fais pas par plaisir. Quand il y a une crise, il faut un type de management de crise. Quand on est sorti de la crise, il faut manager autrement. L'art du management consiste à l'adapter en fonction des circonstances.

— **Que faites-vous maintenant que vous n'auriez pas fait à votre arrivée ?**

— Il y a des signaux que j'apprends à décoder. En début d'année, je n'ai pas assisté à la traditionnelle réunion de vœux organisée avec les fournisseurs. J'étais au Brésil. Deux semaines après être rentré, j'ai découvert que les fournisseurs n'avaient pas apprécié mon absence. C'était pour eux une forme de respect que d'être présent. Je vous assure que

je ne raterai pas cette réunion l'année prochaine. Egalement, en février, je suis allé rencontrer des concessionnaires. J'ai commencé par expliquer mon plan d'action. J'avais prévu de les écouter ensuite. Ce fut une erreur. Ils ont eu l'impression de ne pas avoir été entendus. Lors d'une autre réunion, je n'ai pas fait la même erreur et le retour a été beaucoup plus positif. En France, pour être crédible, il faut commencer par des considérations générales avant de parler de choses précises et concrètes. Au Japon, c'est l'opposé. Il s'agit de faire cohabiter ces deux types de fonctionnement. C'est un apprentissage quotidien.

— **Avez-vous l'impression de changer ?**

— J'apprends beaucoup. Au Japon, il faut faire preuve de beaucoup de modestie. Etre tout le

100 % Nissan et 100 % Renault

Carlos Ghosn avoue ressentir « une appartenance de fond à Renault et une appartenance active à Nissan », ajoutant qu'en interne il est pleinement « considéré comme le patron de Nissan ». L'autonomie entre Renault et Nissan est-elle possible ? « Il y a bien sûr une autonomie. En me nommant à la tête de Nissan, il était évident qu'on me faisait confiance et qu'il fallait me laisser les coudees franches. Le contrat de base est clair : ce que je fais, c'est dans l'intérêt de l'alliance Renault-Nissan. Nous avons avec Renault une approche commune à long terme, même s'il peut y avoir conflit sur des micro-décisions. »

Il y a six mois, Carlos Ghosn avait surpris Renault en annonçant sa démission si Nissan ne revenait pas aux bénéfices en mars 2001. « Cette déclaration a jeté un certain trouble, reconnaît-t-il, mais je n'ai pas l'intention de lâcher Nissan au milieu du gué. Je voulais surtout démontrer en interne la confiance que j'ai dans la réussite du plan. »

temps à l'écoute. Les Japonais sont très pudiques et polis. La première phrase n'a pas d'importance, c'est la deuxième qu'il faut écouter. Si un Japonais vous dit : « La réunion était intéressante, tout comme M. Ghosn, cependant... », c'est à partir de là qu'il faut prendre des notes et agir pour remédier au problème. C'est ce qui vous rend crédible par la suite. Le Japon est une école de patience. Je remarque que je suis plus patient qu'avant : c'est peut-être l'âge ou parce que je deviens japonais ! »

Propos recueillis par Laure Belot et Stéphane Lauer

Le Français le plus connu au Japon

TOKYO

de notre correspondant

Depuis un peu plus d'un an, Carlos Ghosn est incontestablement le Français le plus connu au Japon. On ne compte plus les articles et les couvertures d'hebdomadaires qui lui ont été consacrés. Peu avant l'annonce des résultats de Nissan le 18 mai, l'*Asahi* lui consacrait deux articles en première page dans sa série intitulée « Porte-drapeaux du XXI^e siècle ». Selon le journal, le Français pourrait être un exemple pour d'autres entreprises qui ont du mal à rompre avec les méthodes du passé. Pour Carlos Ghosn, écrit l'*Asahi*, « Nissan est comme un coureur avec un poids sur les épaules ». L'exemple de Nissan, poursuit le quotidien, démontre que le Japon a « besoin de l'impulsion d'une culture étrangère pour éliminer le poids du passé ». Depuis 1995, le slogan de Nissan était le changement (*kawaranaky*, scandait la coqueluche du baseball nippon, Ichiro, dans les publicités du constructeur à la télévision). Mais rien ne s'est passé avant l'arrivée de Carlos Ghosn, véritable « remède » de l'entreprise.

Le crédit dont bénéficie Carlos Ghosn pour avoir accepté cette « mission impossible » et sa politique de relations publiques savamment

orchestrée et contrôlée ne laissent guère place aux critiques. Chez Nissan, les jeunes cadres parlant anglais apprécient ses réformes qui permettent de contourner le système traditionnel de promotion à l'ancienneté. Ils le voient comme une sorte de « Douglas MacArthur » (selon l'hebdomadaire *Shukan Asahi*), l'homme qui démocratisa le Japon vaincu. D'autres cadres sont moins loquaces : « Il faut attendre les résultats du plan de renaissance. Il serait suicidaire de ne pas aller dans le même sens que les autres », dit l'un d'eux.

« DE LONGUES HEURES AU BUREAU »

Certains journaux émettent cependant quelques réserves. Ainsi, *Nihon Keizai* estimait, en 1999, que la nouvelle direction française négligeait le point fort de l'entreprise, ses capacités technologiques. « Renault conçoit ses voitures comme le ferait un fabricant de machines à laver », écrivait le quotidien économique. Le retard du lancement de la voiture hybride — équipée d'un moteur à essence et d'un moteur électrique — a été mal perçu. L'image de Nissan, « entreprise à la pointe de la technologie », risque de s'ébranler, renchérit le *Yomiuri*. L'hebdomadaire économique *Ekonomisuto* insiste sur les risques

d'épuisement des équipiers, à qui M. Ghosn demande de réduire de 20 % les coûts en trois ans. Pour l'*Asahi*, cet objectif n'est pas hors de portée, mais les fournisseurs du groupe perçoivent mal leur avenir et les fruits qu'ils peuvent retirer de leurs efforts. « Beaucoup se demandent si Nissan peut vraiment redevenir un constructeur de premier plan sans d'abord surmonter les différences entre deux cultures d'entreprise, s'interrogeait, au début de l'année, le *Yomiuri*. Les mesures draconiennes mises en place ont provoqué une amertume chez les employés de plus de quarante-cinq ans. »

Bien que « M. Ghosn soit surnommé Mr Seven Eleven (chaîne de supérettes fonctionnant vingt-quatre heures sur vingt-quatre) pour les longues heures qu'il passe au bureau, ajoute le journal, il est aussi envié pour les compensations qu'il reçoit et ses conditions de vie qui le mettent à trente minutes de son bureau ». Les membres japonais de la direction de Nissan ne bénéficient pas des mêmes avantages. Au Japon, le signal fort serait la mise sur le marché d'un nouveau modèle attractif, symbole de la renaissance de Nissan.

Philippe Pons

Les DRH des grandes entreprises mondiales définissent leur stratégie à Paris

DURANT TROIS JOURS, Paris peut se targuer d'être la capitale mondiale des ressources humaines. Pour la première fois, la France accueille, du lundi 29 au mercredi 31 mai, le 8^e congrès mondial des ressources humaines qui réunit environ 1 600 directeurs des ressources humaines (DRH). Si plus de 700 Français sont inscrits, les organisateurs attendent également la venue d'une centaine de Nord-Américains, d'une centaine de Maghrébins (dont plus de soixante Algériens) et d'une quarantaine d'Asiatiques. Quatre thèmes domineront les débats de cette profession souvent mal perçue par les salariés : la mondialisation de l'économie et la constitution d'équipes internationales, l'acquisition et le développement des compétences, le modèle social européen, et enfin, les opportunités mais aussi les risques que repré-

sentent les nouvelles technologies. « Ces grandes questions sont au cœur de la problématique actuelle des DRH », explique Bernard Niglio, président de l'Association nationale des directeurs et cadres de la fonction personnel (ANDCP), qui regroupe les DRH français et organise le congrès. « Sur les nouvelles technologies, il est évident que c'est un outil très utile mais la profession voit dès à présent certains risques. Paradoxalement, les salariés sont de plus en plus attachés à la communication face à face. De même, gare aux messages électroniques. Les différences culturelles sont parfois telles, même à l'intérieur d'un groupe, qu'un message envoyé de Paris ne sera pas perçu par son destinataire japonais comme le prévoit son émetteur français », poursuit M. Niglio.

De nombreux consultants, enseignants et dirigeants d'entreprises sont invités à prendre la parole :

Paolo Cantarella (Fiat), Bertrand Collomb (Lafarge), Jean-Dominique Percevaux (Schlumberger), Rob Kuijpers (DHL) ainsi que deux syndicalistes (Emilio Gabaglio, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats, et John Monks, secrétaire général du TUC britannique). Le directeur général du Bureau international du travail interviendra également au cours de ce congrès qui sera, en principe, conclu par Jacques Chirac mercredi.

EXPRESSION DES SALARIÉS

Derrière l'aspect grand-messe d'une telle manifestation, celle-ci permet de prendre le pouls d'une profession-chaînière dans les entreprises. Pour connaître leurs préoccupations, l'ANDCP a fait sonder 2 800 DRH à travers la planète. Premier enseignement de ce sondage : dans tous les pays, les

DRH estiment que le besoin d'expression des salariés s'accroît. Ils sont 88 % à le penser aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, 81 % en France, 80 % en Italie. Seuls les Japonais y semblent moins sensibles. Ils ne sont que 52 % à estimer que les salariés veulent davantage s'exprimer. Qui dit s'exprimer ne dit pas forcément revendiquer. Globalement, les dirigeants, les salariés et les syndicats sont perçus comme davantage tournés vers l'échange et le dialogue que vers le conflit. Une exception ne manque pas de sel : la France. Une majorité de DRH (56 %) jugent que le patronat est davantage tourné vers le conflit ! Or 52 % seulement estiment que c'est également le cas des syndicats !

Malgré la mondialisation, des différences sensibles apparaissent entre les principaux pays ou entre continents. Ainsi, pour évaluer les salariés, les DRH allemands privilè-

gient les compétences liées au poste occupé alors que, partout ailleurs sur la planète, les DRH préfèrent comparer les résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés.

SAVOIR-ÊTRE OU SAVOIR-FAIRE

Vues d'Europe, les entreprises américaines paraissent sur certains points très traditionnelles et très en avance sur d'autres. Ainsi, contrairement à une idée reçue, les DRH américains continuent, lors de l'embauche, à privilégier le diplôme alors que dans les autres pays, ce sont soit les compétences qui sont déterminantes (c'est le cas en Europe), soit l'attitude des salariés (c'est le cas au Japon). En revanche, le DRH américain estime que son rôle de manager consiste à « faire réfléchir » les salariés. De même, en matière de formation, les DRH américains disent privilégier le « savoir-être » des salariés. Les forma-

tions sont donc essentiellement comportementales. En revanche, dans la plupart des autres pays (Allemagne, Italie, France, Japon), les entreprises continuent de mettre en avant le « savoir-faire » plus traditionnel.

Néanmoins, un point commun lie les directeurs des ressources humaines : quel que soit le pays, ils estiment que « l'épanouissement dans le travail » constitue le « lien idéal » entre les dirigeants ou les salariés et l'entreprise. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Dans presque tous les pays, une majorité de DRH déplorent que les dirigeants et le management intermédiaire soient essentiellement préoccupés par leur carrière alors que les autres salariés sont essentiellement motivés par l'argent. Une réalité qu'aucun congrès ne suffira à transformer !

Frédéric Lemaître

France Télécom sur le point de racheter le britannique Orange

Le groupe français pourrait payer plus de 320 milliards de francs le troisième opérateur britannique de téléphonie mobile. Le gouvernement n'entend pas réduire sa participation à moins de 54 %

Michel Bon, le PDG de France Télécom, était à Londres, lundi 29 mai, pour mettre la dernière main à la négociation exclusive engagée avec Vodafone pour le rachat d'Orange, troisième opérateur britannique de télépho-

nie mobile avec plus de 6 millions d'abonnés. Les discussions finales tournent autour du prix, estimé à près de 50 milliards d'euros (328 milliards de francs). France Télécom offrirait entre 20 et 30 milliards d'euros en

liquidités et reprendrait 10 milliards d'euros de dettes. Le solde du paiement devrait s'effectuer en titres France Télécom. Le gouvernement français, qui contrôle actuellement 62 % du capital de France Télécom,

n'entend pas réduire sa participation à moins de 54 %. Avec Orange, France Télécom posséderait 20 millions d'abonnés au téléphone mobile et envisagerait d'introduire en Bourse cette activité.

MICHEL BON était à Londres, lundi 29 mai, pour mettre la dernière main à la négociation exclusive engagée avec Vodafone pour le rachat d'Orange, troisième opérateur britannique de téléphonie mobile avec plus de 6 millions d'abonnés. Les discussions tournent autour du prix, estimé à près de 50 milliards d'euros (328 milliards de francs), et des modalités de paiement. France Télécom met tous les

M. Peyrelevade dénonce la « bulle » des télécoms

La valorisation en Bourse des opérateurs de téléphonie et la surenchère sur les prix des nouvelles licences UMTS (Internet par téléphone mobile) représentent une « bulle » spéculative, qui risque d'étouffer le système bancaire, a estimé dimanche 28 mai Jean Peyrelevade, le président du Crédit lyonnais. Interrogé sur LCI, M. Peyrelevade a estimé qu'« on a survalorisé les licences et la valeur des opérateurs de téléphonie mobile », ajoutant : « On est aux limites des capacités de financement. Oui, on est dans une bulle. »

« Au niveau actuel de valorisation, s'il faut financer par crédit bancaire des opérations telles que le rachat d'Orange par France Télécom, par exemple, le système bancaire va s'étouffer », a-t-il ajouté. « Un jour, le marché s'apercevra que cela ne correspond à rien de valoriser un abonné au téléphone mobile 60 000 francs. Je pense que le marché se trompe... », a-t-il précisé.

moyens en jeu pour emporter Orange, filiale du britannique Vodafone que le groupe est contraint de céder pour des raisons de concurrence. Car depuis un an, le groupe français a subi une série de revers. En août 1999, Deutsche Telekom lui a soufflé le britannique One2One, en décembre, le néerlandais KPN lui a subtilisé l'opérateur allemand E-Plus et en mars, le gouvernement espagnol l'a écarté de l'attribution

des licences de téléphonie de troisième génération UMTS.

Pour obtenir Orange, France Télécom n'hésite pas à payer le prix fort : 8 300 euros (plus de 50 000 francs) par abonné, contre 6 000 euros lors du rachat d'E-Plus par KPN. Surtout, il accepte de payer une part importante de son acquisition en cash, alors que toutes les autres fusions dans les télécommunications se sont réalisées par échange d'actions. France Télécom offrirait entre 20 et 30 milliards d'euros en liquidités et reprendrait 10 milliards d'euros de dettes. Le solde du paiement devrait s'effectuer en titres France Télécom.

Le gouvernement français, qui contrôle actuellement 62 % du capital de France Télécom, n'entend pas réduire sa participation à moins de 54 %. Il souhaite conserver une marge de manœuvre par rapport au seuil minimum de 50,1 % que doit détenir l'Etat selon la loi sur les télécommunications de 1996. France Télécom ne peut donc offrir que 8 % de son capital, soit l'équivalent de 11,2 milliards d'euros. Pour financer l'opération, France Télécom a négocié un prêt record de 30 milliards d'euros. Le groupe français pourra le rembourser grâce aux cessions d'actifs qu'il envisage : ses participations dans Telmex au Mexique, Deutsche Telekom en Allemagne, Sprint et Sprint PCS aux Etats-Unis ainsi que dans le fabricant de semi-conducteurs ST Microelectronics pour un montant total estimé à près de 18 milliards d'euros.

Autre sujet de négociation primordial entre l'opérateur français et Orange : l'éventuelle cotation en Bourse des activités de téléphone mobile contrôlées par France Télécom. Avec Orange, France Télécom posséderait 20 millions d'abonnés, moitié en France et moitié en Europe. La cotation de cette entité permettrait d'obtenir l'appui de Hans Snook, le président d'Orange, qui aurait préféré garder son indépendance. France Télécom pourrait ainsi associer directement M. Snook aux destinées de sa filiale mobile et lui ouvrir la perspective d'une cotation en Bourse. Pour France Télécom, il est important de conserver le management d'Orange qui a

démontré son dynamisme. D'après la presse britannique de lundi, le maintien de M. Snook, l'un des chouchous de la City, était également important aux yeux des grands investisseurs. Selon les termes du *Financial Times*, ils considèrent le patron d'Orange comme « un original, une sorte de Richard Branson des télécoms... Snook fait l'unanimité parmi ses pairs pour avoir prévu le formidable essor du téléphone cellulaire ».

HAUTEMENT STRATÉGIQUE

Aux yeux de la communauté boursière, M. Snook est aussi l'un des pionniers de la téléphonie mobile outre-Manche, et reste l'un de ses plus fervents apôtres. Créé en avril 1994, Orange avait atteint 4,9 millions d'abonnés à la fin de 1999, après avoir gagné plus de 2,16 millions d'abonnés en un an – un record. Et sa croissance ne s'est pas arrêté en si bon chemin, puisqu'un million de nouveaux abonnés ont rejoint l'opérateur en moins de six mois. Par ailleurs, Orange devrait dégager un résultat courant avant impôt positif, mais

peut-être encore une légère perte nette sur l'exercice 2000. Enfin, Orange détient un actif hautement stratégique puisqu'il a emporté une licence de téléphonie mobile de troisième génération mise aux enchères en Grande-Bretagne pour la somme de 4,09 milliards de livres, soit pratiquement 45 milliards de francs.

France Télécom et son associé, le câble-opérateur américain NTL, avaient dû renoncer à surenchérir pour la licence A réservée aux nouveaux entrants, qui a été conquise par le canadien TIW pour 4,38 milliards de livres. En rachetant Orange, France Télécom fait d'une pierre deux coups : il gagne une forte base installée de clientèle, difficile à conquérir pour un nouveau venu, et une précieuse licence UMTS. L'opérateur français pose sa candidature dans tous les pays européens qui sont en train de se doter de ces nouveaux réseaux : en Allemagne, où les enchères débiteront en juillet, avec son partenaire MobilCom, en France où il se présente seul, en Italie et en Belgique.

Dès que Vodafone a fait connaître

sa décision de mettre Orange sur le marché, France Télécom a été perçu comme le favori. Lors de la prise de participation de France Télécom dans l'opérateur de câble NTL, voilà un an, Michel Bon avait fortement impressionné les analystes londoniens, avec ses allures de lord raffiné, sa modestie, son sourire et... sa discrète poigne de fer. Aujourd'hui, les mêmes notent que comme M. Snook, c'est un dirigeant atypique qui a su concilier les intérêts divergents de la Bourse et ceux de l'Etat actionnaire. En revanche, certains voient en lui le pur produit d'une « filière » française, un énarque fortement marqué par son passage dans le service public qui sait faire jouer ses multiples relations au sein du gouvernement. Beaucoup insistent aujourd'hui sur le potentiel « choc de culture » entre M. Bon, perçu comme un grand commis de l'Etat français, et M. Snook, cow-boy des télécoms qui préfère les jeans et les vestes de cuir aux costumes de Saville Row.

Enguérand Renault avec Marc Roche à la City

Les juges interprètent avec rigueur les accords sur les 35 heures

LE MARDI 16 MAI, le patronat bancaire a eu, à deux reprises, l'impression que le ciel lui tombait sur la tête. Non seulement le tribunal de grande instance (TGI) de

Paris a annulé l'accord signé sur les 35 heures par les Banques populaires et deux syndicats (CFTC et SNB-CGC) en avril 1999, mais la cour d'appel de Paris a fixé le même sort à l'accord de branche sur les 35 heures conclu le 4 janvier 1999 entre l'Association française des banques (AFB) et le SNB-CGC (*Le Monde* du 18 mai). La portée de ces deux décisions dépasse le seul secteur bancaire.

Deux points essentiels retiennent l'attention dans le jugement concernant les Banques populaires. Premièrement : les syndicats non signataires reprochaient à l'accord de ne pas être conforme à la loi Aubry II, entrée en vigueur après la signature. La direction estimait ce point non recevable. La justice lui a donné tort : « Le tribunal ayant ouvert les débats en raison de la survenance d'éléments nouveaux susceptibles de modifier, de façon fondamentale, les termes du litige, tous les moyens tirés de ces modifications doivent être considérés comme recevables, sauf à occulter une part importante des problèmes posés par celles-ci. » Deuxièmement, on retiendra que le tribunal a jugé illégal la partie concernant le fractionnement des congés payés, car les Banques populaires constituent une branche. Or – la cour d'appel tient

le même raisonnement dans son arrêt – le fractionnement des jours de congé nécessite soit l'accord individuel du salarié, soit un accord d'établissement.

Dans l'arrêt de la cour d'appel de Paris concernant l'AFB, trois points principaux retiennent l'attention. Dans le cadre des 35 heures, l'accord accordait 8 jours ouvrés fixés en premier lieu sur les jours fériés et 9 jours ouvrés à la disposition du salarié, mais dont les dates étaient « subordonnées aux nécessités de service ».

LE CHOIX DU SALARIÉ

La Cour a estimé que cette réserve « relève exclusivement de l'employeur, de sorte que cette condition (...) est, à raison de son imprécision, incompatible avec l'exercice de la faculté de choix ouverte au salarié ». Dans le cas des Banques populaires, le TGI avait, lui, validé cette disposition.

Deuxième point intéressant de nombreuses entreprises et branches : l'accord AFB étendait, sous certaines conditions, la notion de cadre supérieur aux chefs d'agence. La cour d'appel a estimé que cela n'entraînait pas dans le cadre de la loi du 19 janvier 2000.

Enfin, la cour a utilisé un article du texte pour annuler l'ensemble de l'accord. L'article 6-2 précisait que l'application du texte nécessitait que son équilibre général ne soit pas remis en cause par une décision de justice. Puisque tel n'est pas le cas, a décidé la cour d'appel, « l'annulation des clauses litigieuses emporte l'annulation de l'accord ».

Frédéric Lemaître

Aujourd'hui l'occasion professionnelle

ProXchange.com

- Déjà plus de 100 000 annonces d'occasion, classées par catégories : outils, informatique, véhicules, machines-outils, etc.
- L'accès est à des milliers de professionnels en Europe et au-delà.
- Des services sur mesure qui facilitent et sécurisent vos transactions.
- Des spécialistes par secteur à votre écoute.

Rejoignez-nous sur www.proxchange.com

ProXchange.com

Le premier marché européen de l'occasion professionnelle

La production audiovisuelle est divisée sur sa restructuration

Dans un secteur qui souffre de l'émiettement de ses sociétés, les professionnels hésitent entre deux stratégies : se regrouper entre eux ou s'adosser à des chaînes de télévision. Tous espèrent du projet de loi audiovisuel un meilleur financement de leur activité

LES PRODUCTEURS audiovisuels suivront avec intérêt les débats sur la loi audiovisuelle, lundi 29 et mercredi 31 mai, en seconde lecture au Sénat. Ils en espèrent la prise en compte de leur revendication de faire passer de 15 % à 25 % du chiffre d'affaires des chaînes les investissements consacrés à la production. Ils souhaitent aussi l'adoption de l'amendement du gouvernement qui prévoit « la suppression de la prise en compte des parts de coproduction dans le décompte des obligations des diffuseurs en faveur de la production indépendante ».

Accueillie avec satisfaction lors de son adoption par l'Assemblée nationale (*Le Monde* du 23 mars), cette mesure fait maintenant craindre à certains qu'elle n'entraîne la création d'une « production à deux vitesses », l'une totalement indépendante et l'autre qui

bénéficiera des systèmes de coproduction avec les diffuseurs. Cela complique un peu plus les relations à l'intérieur de cette profession, en mutation et en pleine ébullition, qui attend avec impatience les décrets d'application de la loi.

En guerre pour un meilleur financement de leur activité, les producteurs audiovisuels s'interrogent aussi sur la restructuration de leur secteur. L'opération de fusion entre Ellipse et Expand sous la bannière de Canal+ (*Le Monde* du 12 février), suivie du rachat de la société de Michel Drucker et de l'annonce par d'autres animateurs de leur intention de céder leur activité, a amplifié les rumeurs de concentration autour des grands groupes, notamment des diffuseurs. Sans compter les spéculations sur un éventuel mariage entre Canal+ et les sociétés audiovisuelles du groupe Lagar-

dère. « *L'essentiel des aides du compte de soutien (1 milliard de francs en 1999) vont à ces trois grands groupes* », se plaignent les petits producteurs.

« *On ne va pas dans le bon sens en créant ces mastodontes sous le parapluie des distributeurs. On a besoin de préserver une certaine diversité. Ce qu'on redoute le plus, c'est l'interpénétration entre production et diffusion. En revanche, nous sommes favorables à la constitution de groupes indépendants* », commente Jean-Pierre Bailly, président du Syndicat des producteurs indépendants (SPI). Ce syndicat imagine la constitution d'un pôle fort pour les fictions lourdes dévoreuses d'investissements qui voisinerait avec un pôle plus artisanal, notamment pour les documentaires.

L'émiettement de cette profession, où quelque six cent cinquante

sociétés interviennent, inquiète certains observateurs, qui estiment que ce secteur a besoin d'une restructuration.

« **On ne va pas dans le bon sens en créant ces mastodontes sous le parapluie des distributeurs** »

Seulement quatre-vingts d'entre elles réalisent la moitié du chiffre d'affaires du secteur. Parmi les autres, certaines toutes petites ont trouvé des niches, dans le documentaire animalier par exemple, qui leur permettent de vivre

confortablement. Mais la plupart travaillent avec l'obsession de leurs carnets de commandes, du niveau de leur trésorerie, et elles ont des difficultés à se faire une place sur le marché international.

« *Avec 25 millions de francs de chiffre d'affaires, tout est compliqué, si j'en avais 10 de plus, tout serait plus facile* », explique le patron d'une petite société, qui estime que l'obligation pour les chaînes de consacrer 25 % de leur chiffre d'affaires à la production donnerait la bouffée d'oxygène indispensable. Certains observateurs estiment qu'en dessous de 150 à 200 millions de francs de chiffre d'affaires, une société de production rencontre des difficultés pour faire face aux poids des charges et qu'elle se trouve en position de faiblesse face aux chaînes.

Du coup, la tendance aux regrou-

pements est forte, même en dehors des diffuseurs. L'alliance entre Gétévé et Télé Images, qui représentent ainsi un chiffre d'affaires de 500 millions de francs, fait figure de modèle de la concentration des sociétés indépendantes.

D'autres s'y essaient. Ainsi, Septembre Productions est en train de se rapprocher de la société de Jean-Luc Azoulay. « *Aujourd'hui, pour financer et développer leurs projets, les petites entreprises ont besoin de s'adosser à un groupe plus important et de créer une sorte de fédération de producteurs* », explique Jean Naimchik, PDG de Septembre Productions. Il n'est alors pas question de mariage capitaliste, mais d'un cofinancement à parts égales des œuvres produites. Par ailleurs, les deux sociétés interviennent sur des lignes éditoriales bien différentes. L'adaptation des romans ou les téléfilms élaborés de Septembre Productions ne fait pas concurrence aux Navarro et autres Quai n°1 d'AB Productions.

Pour encourager leur démarche, les partisans des alliances entre professionnels soulignent la contradiction de la stratégie des diffuseurs. « *Il n'est pas évident que TF1 et M6 se satisfèrent longtemps de faire travailler des sociétés comme Expand ou Ellipse, dont les bénéfices vont à Canal+, c'est-à-dire à leur concurrent. On verra à terme quels sont les résultats de ces fusions, en termes de chiffre d'affaires pour les sociétés de production* », s'interrogent-ils.

Tous cependant s'entendent sur un point : la faiblesse du financement de la production française par rapport à ses homologues européennes, notamment britannique et allemande. « *Il manque 1,5 milliard de francs* », assurent les syndicats professionnels qui, outre l'augmentation de la part de chiffre d'affaires des chaînes consacré à la production, réclament des obligations de production pour les chaînes thématiques et pour celles qui seront candidates au numérique terrestre.

Guy Dutheil

Françoise Chirot

La société Marathon installe un petit Hollywood sur la Côte d'Azur

SAINT-TROPEZ

de notre envoyé spécial

Une aventure vient de naître sur les rivages de Saint-Tropez. A quelques pas de la Madrague, de nouvelles pailotes ont poussé sur la plage. Au bord de l'eau, sur quelques mètres de sable blond, Marathon a planté un plateau de tournage.

Un faux bar circulaire, un ponton de bois lancé dans la mer composent un des décors les plus regardés des téléspectateurs. Ils, ou plutôt elles, sont, chaque semaine, plusieurs millions à suivre, sur TF1, les amours balnéaires de Laure, Jeanne, Jessica, Claudia, Vanessa, Valentine et Adeline, qui composent les sept sirènes vedettes de « *Sous le soleil* », série-culte diffusée chaque samedi en fin d'après-midi sur la Une.

Depuis 1995, elles promènent leur bikini sur le petit écran sans lasser leurs admirateurs. Aux abords du 200^e épisode, la part de marché de la série dépasse 60 % auprès des 15-34 ans.

Ce succès revient à Olivier Brémond et Pascal Breton, les deux fondateurs de la société de production Marathon. Un duo complémentaire : au premier la gestion, au second la création. Il y a six ans, ils cherchaient un lieu pour tourner une nouvelle série. Saint-Tropez s'est imposé. Gérard

Brémond, père d'Olivier et fondateur de la société immobilière de loisirs Pierre et Vacances, y possède un complexe hôtelier. Marathon l'a utilisé à la morte saison pour y loger acteurs et techniciens. « *Sous le soleil* » a trouvé son décor. Trop heureuse de cette activité nouvelle, la municipalité « *nous a loué des terrains à des conditions avantageuses* », confie M. Breton.

MÉTHODES AMÉRICAINES

Pour cette série, Marathon a inauguré, en France, de nouvelles conditions de tournage, plus proches des méthodes américaines que de la tradition française. La société de production a mis en place un double plateau. Deux équipes de tournage, aux ordres de plusieurs réalisateurs, s'affairent simultanément. Résultat : Marathon est le seul producteur capable de fournir à une chaîne de télévision un épisode de 52 minutes par semaine. Sur place, entre sable et palmiers, trois studios occupant 2 500 mètres carrés sont installés. Avec le succès, « *Sous le soleil* » fait de l'ombre à la Madrague. Laure et ses copines font une rude concurrence à B.B. auprès des curieux et des touristes. Les beaux jours venant, badauds et voyeurs se pressent toujours plus nombreux sur le sable pour apercevoir les vedettes.

Pour elles, la série est un job à plein temps. A raison de deux périodes de tournage de quatre mois par an, Saint-Tropez devient leur résidence principale. La plage n'est que le décor de leurs douze heures quotidiennes de travail.

Un rythme soutenu à la mesure du pari économique engagé par Marathon. TF1 paie chaque épisode 1,8 million de francs (0,27 millions d'euros) alors que le prix de revient est de 4 millions (0,61 million d'euros). Selon Pascal Breton, « *Marathon a perdu de l'argent pendant un an et demi. Mais, depuis trois ans et demi, nous en gagnons grâce aux ventes à l'étranger* ». En cinq ans, le chiffre d'affaires de « *Sous le soleil* » a dépassé les 540 millions de francs (82,2 millions d'euros).

Le choix de Marathon est « *d'avoir l'air aussi riche à l'écran que les séries américaines, même si nous y mettons un peu moins d'argent* », souligne le créatif de cette société de production. Un choix obligatoire pour séduire les marchés internationaux. « *Cannes, Saint-Tropez et la Méditerranée sont des marques fabuleuses à l'international et pour le public français* », dit-il. Avec son système de double tournage, Marathon économise 20 % sur le coût d'un épisode. La présence sur place des acteurs et des techniciens lui assure « *un effet de concentration*

et une productivité bien meilleure », reconnaît M. Breton. Cette formule a déjà fait des émules. Jean-Luc Azoulay, l'ex-associé de Claude Berda dans AB Productions, a choisi d'installer ses studios aux Antilles. Soleil et azur toujours.

Marathon prépare d'autres séries, comme « *72 h* » ou « *Hôpital Cannes Californie* » et appliquera les mêmes recettes. Outre son système de tournage, l'autre avantage est le « *casting, qui constitue plus de la moitié du succès à la télévision* », pointe le créatif. Et d'ajouter : « *Pour "Sous le soleil", tout l'enjeu a été de trouver des actrices, à la fois superbes et pas idiotes, qui ne repoussent pas le public, à 60 % féminin, de la série.* »

VIVIER DE STARS SUR PLACE

« *Dans deux ou trois ans, nous irons vers le feuilleton de prime-time avec une écriture plus ambitieuse et une palette d'acteurs plus large* », assure M. Breton. Il envisage aussi d'aborder le secteur des variétés et rêve d'émissions estivales diffusées de Saint-Tropez. Avec le vivier de stars présentes sur place, elles devraient permettre de recréer les grandes heures de la *dolce vita*. Il vise aussi le cinéma, « *pour ne pas être balayés par les Américains* ».

CORRESPONDANCE

Une lettre du PDG de « Nice-Matin »

A la suite de notre article intitulé « *La diffusion de la presse est restée stable en 1999* » (*Le Monde* du 20 mai), nous avons reçu de Michel Comboul, président-directeur général de Nice-Matin, les précisions suivantes :

Le tableau publié dans vos colonnes concernant la diffusion de la presse en France en 1999 et le commentaire qui l'accompagne donnent forcément à penser que *Nice-Matin* est le très mauvais élève de la presse quotidienne régionale. Fort heureusement, il n'en est rien.

En effet, la comparaison des chiffres OJD 98/99 nous concernant perd toute pertinence dès lors que les périmètres de nos titres ont changé (en 1998 dans le Var et en 1999 en Corse), ce qui n'a pas été pris en compte. C'est ainsi que la perte de 10 % imputée à *Nice-Matin* n'est pas conforme à la réalité car elle repose sur une diffusion 1998 intégrant les ventes réalisées dans

le Var, mais les exclut en 1999. La seule manière de rendre compte de l'évolution de notre diffusion est de comparer, à périmètre égal, les chiffres de l'ensemble de nos titres. Les chiffres OJD montrent alors qu'en 1999, *Nice-Matin* (Alpes-Maritimes et Corse) et *Var-Matin* ont eu une diffusion totale payée de 280 951 exemplaires/jour contre 285 595 en 1998. Soit une baisse de 1,6 %.

Compte tenu des pertes mécaniquement produites par tout regroupement de titres, du fait des duplications de ventes antérieures – pertes de l'ordre de 6 % –, ce résultat est plutôt honorable. Ainsi, à l'instar de l'ensemble de la presse quotidienne régionale, *Nice-Matin* a donc connu, en 1999, une légère érosion, et non la baisse brutale qu'évoque le tableau du *Monde*. Nous avons d'ailleurs de bonnes raisons d'espérer pour 2000 une sensible progression de notre diffusion.

Le groupe Spir lance un réseau national de cityguides

PROPRIÉTÉ à 67,8 % du groupe Ouest-France, Spir Communication, société spécialisée dans l'édition d'hebdomadaires d'annonces gratuits, se lance dans les cityguides sur Internet. Depuis le 17 mai, cette société, par ailleurs cotée en Bourse, a ouvert un site à Marseille, le premier labellisé sous l'appellation maville.com hors des frontières du Grand Ouest, où le concept a été créé par le quotidien breton.

Alors qu'il conserve toute la maîtrise dans sa zone d'influence, avec seize villes, le groupe Ouest-France mise sur sa filiale de « gratuits » pour couvrir le reste du territoire. A l'exception du Sud-Ouest où elle compte lancer prochainement des mensuels immobiliers à Toulouse et Bordeaux, Spir diffuse, dans les autres régions, 147 titres, soit environ 13 millions d'exemplaires. Après un renforcement de ses positions dans le Nord, elle a récemment conclu un accord avec *L'Est républicain* et les *Dernières nouvelles*

d'Alsace pour reprendre, via Mediapic, une société commune, la gestion et la distribution des douze titres de gratuits que détenaient les deux quotidiens.

« *Nous disposons d'une base de données de 300 000 annonces et d'un réseau local de 600 commerciaux* », assure Philippe Léoni, président de Spir Communication, qui, depuis octobre, a repris les rênes du groupe. Grâce à cette couverture du territoire, il estime bénéficier d'un sérieux avantage face à la concurrence des autres quotidiens – *Télégramme*, *Sud-Ouest*, *Figaro* – et de jeunes sociétés spécialisées (Webcity).

200 MILLIONS D'INVESTISSEMENTS

Après Marseille, puis Aix-en-Provence en septembre, Spir envisage d'installer maville.com dans une trentaine de villes, à raison de deux par mois dès 2001, en reliant ces guides à son site de petites annonces ouvert en 1999. Excluant la création de bureaux spécifiques, la société a prévu de faire appel à l'AFP pour l'infor-

mation générale et à des fournisseurs extérieurs pour les services.

Alors que certains analystes financiers lui avaient reproché une certaine timidité sur le Web face aux intentions affichées par Comareg (groupe Havas), sa principale concurrente, Philippe Léoni a prévu d'investir près de 200 millions de francs (30 millions d'euros) en cinq ans et de réaliser, dès 2002, un chiffre d'affaires de 100 millions de francs (15,2 millions d'euros).

En dehors de son activité de presse gratuite (70 % de son activité), de la distribution (22,5 %) et de l'imprimerie (5,5 %), Spir prévoit de s'étendre dans le secteur de la distribution d'imprimés adressés (portage à domicile, etc) en prévision de la fin du monopole de La Poste en 2003. Dans cette perspective, elle a récemment racheté une entreprise parisienne, Europortage, qui devrait lui servir de « *laboratoire* ».

Michel Delberghe

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES

AGRI SALES CENTER

Recherche pour son réseau commercial des

REPRÉSENTANTS VRP ou MULTICARTES

Débutants acceptés - Formation sur place
Principale activité : Vente de E-commerce
Commission très importante.

Téléphoner pour RDV au

02.48.25.19.44 (Melle Pinson)

06.08.06.36.87 (MR Dethyre)

Ecole privée recherche enseignants CP au CM2.
Tél. : 01-43-96-18-13/01-43-78-49-12

Société de presse recherche 2 jeunes journalistes bilingues (fr/ang.) connaissant le secteur des technologies avec cinq ans d'expérience dans la profession.

Addresser lettre de motivation, CV et photo, sous réf. 103 à :
Le Monde Publicité,
21 bis, rue Claude-Bernard,
BP 218, 75226 Paris Cedex 05.

Revue pétrolière cherche journaliste spécialisée.
Addresser CV à :
APRC, 7, av. Ingres, 75016 Paris

DEMANDES

Ingénieur IBM indépendant
IMS/DL1/SQL-DB2 CICS,
COBOL, PL1, ASM, CLIST, REXX, C
Disponible immédiatement.
01-40-21-37-64
jtrnca@club-internet.fr

La pige des radios et télévisions

l'Argus de l'Audiovisuel

www.argus-audiovisuel.fr

à tous les lyonnais
loin de Lyon...
www.tlm.fr
la bonne adresse pour
garder le contact
avec l'info du
Grand Lyon.

TABLEAU DE BORD

AGENDA

MARDI 30 mai

■ **JAPON** : publication du taux de chômage en avril et consommation des ménages.

■ **FRANCE** : statistiques construction pour avril et conjoncture Insee dans l'industrie pour mai.

■ **PORTUGAL** : réunion informelle des ministres européens de l'agriculture.

■ **ÉTATS-UNIS** : indice de confiance des consommateurs du Conference Board.

MERCREDI 31 mai

■ **JAPON** : mises en chantier de logement.

■ **FRANCE** : prix de vente industriels.

■ **ÉTATS-UNIS** : ventes de logements neufs en avril et publication de l'indice composite des principaux indicateurs du Conference Board.

JEUDI 1^{er} JUIN

■ **JAPON** : immatriculations de voitures neuves en mai.

■ **ÉTATS-UNIS** : demandes hebdomadaires d'allocations chômage et dépenses de constructions en avril.

■ **MARCHÉS** : tous les marchés boursiers et financiers sont fermés pour la fête de l'Ascension en Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, Luxembourg, Pays-Bas et Suisse. En France, la journée est fériée mais la Bourse reste ouverte.

VENDREDI 2 JUIN

■ **GRANDE-BRETAGNE** : réserves officielles pour le mois de mai.

■ **ITALIE** : chiffre d'affaires et commandes à l'industrie pour mars. Fin de l'OPV Finmeccanica.

■ **ÉTATS-UNIS** : taux de chômage et créations d'emplois en mai et commandes industrielles en avril.

AFFAIRES

SERVICES

■ **FRANCE TÉLÉCOM** : l'opérateur français de téléphone devrait annoncer mardi 30 mai le rachat d'Orange, troisième opérateur britannique de téléphonie mobile. (Lire page 23.)

■ **CHINA UNICOM** : le deuxième opérateur chinois de télécommunications va lever 4,5 milliards de dollars, par le biais d'une émission d'actions qui pourrait être la plus importante offre publique jamais lancée à Hong Kong.

■ **LUCENT** : l'équipementier de

télécommunications américain est sur le point d'acheter la société Chromatics Networks, selon le *Financial Times* du 29 mai. Cette opération de 5 milliards de dollars permettrait à Lucent d'acquiescer un savoir-faire dans les métiers de réseaux optiques en pleine croissance.

■ **ÉLECTRICITÉ** : douze des plus importantes compagnies d'électricité européennes, dont Endesa, Scottish Power, EDF et RWE, annonceront dans la semaine leur intention de mettre en place une bourse d'achat en ligne sur laquelle les transactions atteindront 22 milliards d'euros par an. Ce regroupement de leurs commandes en matière d'équipement et de fournitures permettra de réduire jusqu'à 50 % le coût des transactions et fera baisser jusqu'à 10 % les tarifs.

INDUSTRIE

■ **UNILEVER** : le groupe anglo-néerlandais de l'agroalimentaire étudie un rajeunissement du montant de son offre d'achat sur l'américain Bestfoods Knorr, Lesieur), a indiqué un des coprésidents d'Unilever, Antony Burgmans, dans une interview au quotidien *Handelsblatt* de lundi. Bestfoods avait rejeté une première offre valorisant le groupe à 18,4 milliards de dollars.

■ **VOLKSWAGEN** : le groupe automobile allemand s'est séparé de son directeur des ventes, Hans-Ulrich Sachs, resté dix mois seulement dans ses fonctions, après avoir enregistré une légère baisse des livraisons au cours des quatre premiers mois de l'année. Il sera remplacé par l'actuel directeur des ventes de Skoda, filiale tchèque du groupe, Detlef Wittig.

FINANCE

■ **CONSORS** : le courtier en ligne allemand a annoncé lundi avoir pris le contrôle de la société de valeurs berlinoise Berliner Effektengesellschaft. Consors projette en outre d'acquiescer de 10 à 26 % du capital de la Bourse berlinoise, indique l'hebdomadaire *Der Spiegel* lundi.

■ **AVOIRS JUIFS** : Arnout Wellink, président de la Banque centrale des Pays-Bas, a dénoncé, samedi 27 mai, l'ultimatum lancé aux banques néerlandaises. Alan Hevesi, président du comité exécutif de restitution des biens juifs et contrôleur financier de New York, leur a demandé de rejoindre d'ici trente jours les instances internationales pour la restitution des biens juifs.

VALEUR DU JOUR

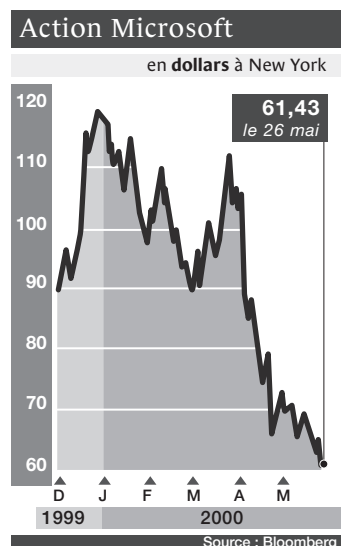
Le gouvernement américain maintient sa position à l'égard de Microsoft

APRÈS AVOIR été reconnu coupable de violation de la loi antitrust, Microsoft est depuis plusieurs semaines ballotté en Bourse en fonction des annonces du gouvernement et de celles du juge Jackson, qui préside le procès contre le géant américain. Le titre, qui avait perdu 6,20 %, jeudi 25 mai, a de nouveau reculé vendredi 26 mai de 0,10 %. L'action a clôturé la semaine à 61,43 dollars.

Le juge Jackson avait suggéré mercredi 24 mai de diviser Microsoft en trois entités, dont une société spécifiquement dédiée aux logiciels pour Internet. Vendredi, le gouvernement américain a maintenu sa demande au juge pour que Microsoft, le premier groupe mondial de logiciels, ne soit scindé qu'en deux sociétés.

Le département de la justice n'a donc pas tenu compte de l'avis donné par le juge Jackson : il souhaite que Microsoft loge ses activités dans deux sociétés distinctes, la première qui se consacrerait au système d'exploitation Windows et la seconde aux logiciels d'application comme la bureautique (traitement de texte, tableur...) et le logiciel de navigation Internet Explorer. La justice fédérale et 17 Etats ont préféré ainsi s'en tenir à leurs premières propositions faites le 28 avril en y apportant toutefois quelques modifications.

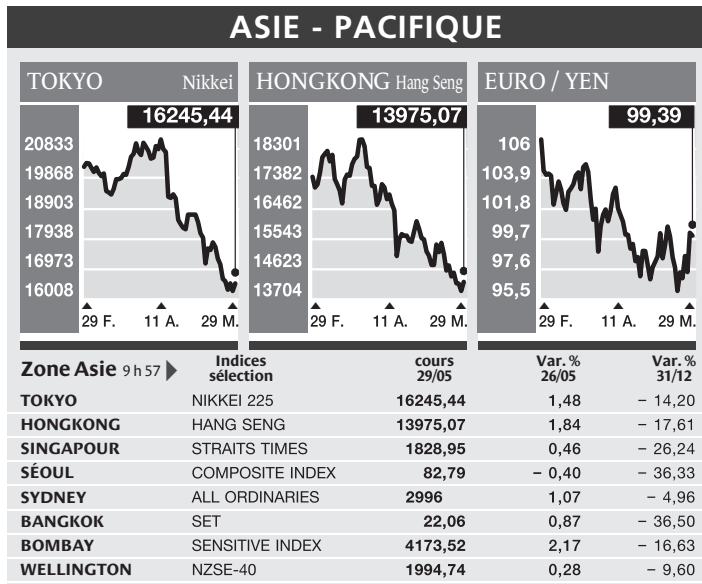
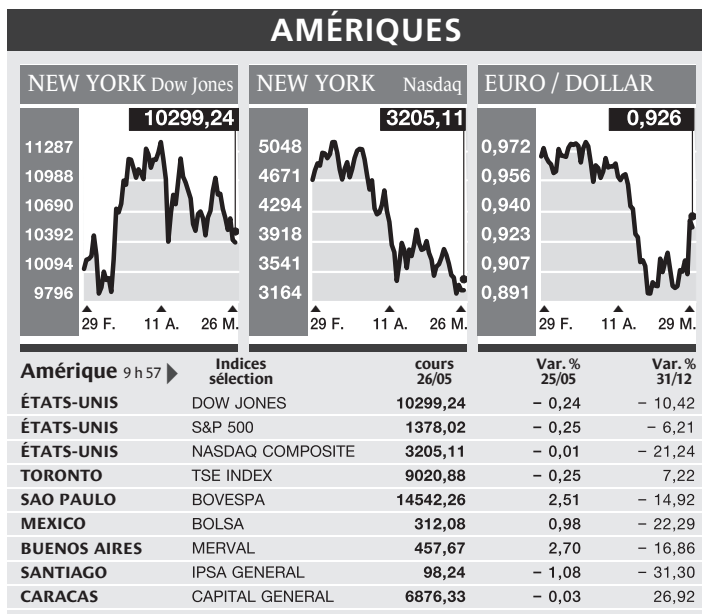
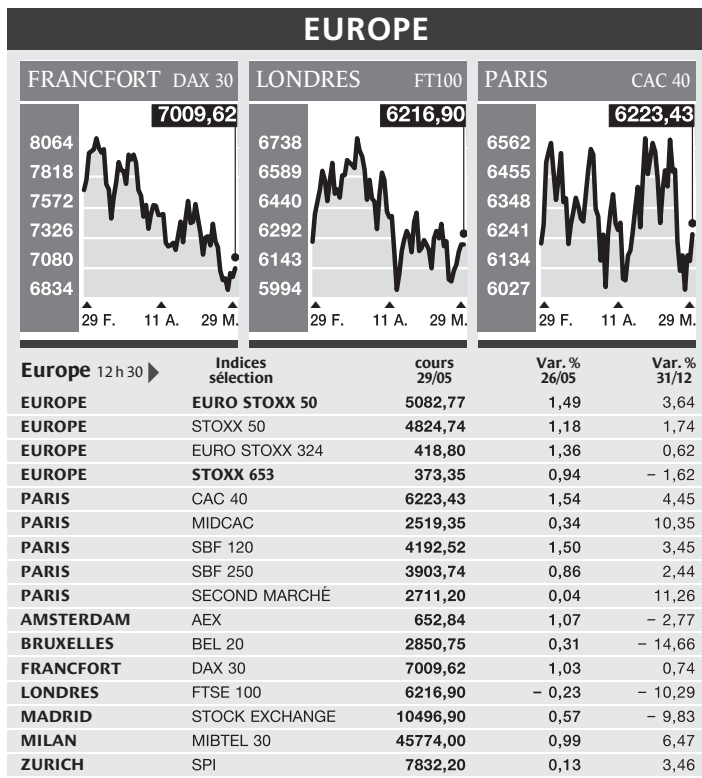
Le principal changement apporté vendredi par les services fédéraux



antitrust porte sur la proposition à l'égard des grands actionnaires de Microsoft. Afin de limiter l'influence de Bill Gates, cofondateur et actuel président du conseil d'administration, de Steve Ballmer, le PDG du groupe, et de Paul Allen, également cofondateur, le gouvernement souhaitait interdire aux actionnaires détenant plus de 3 % des actions accompagnées d'un droit de vote de détenir des participations dans les deux sociétés issues du démantèlement. Dans ses nouvelles propositions, le gouvernement a relevé ce seuil à 5 %.

Microsoft, qui prévoit, quoi qu'il en soit, de faire appel de la décision de justice, devrait répondre mardi 30 mai, à la version finale du plan du gouvernement.

Cécile Prudhomme (avec AFP)



SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 était en hausse de 1,39 %, lundi 29 mai, en fin de matinée, à 6 214,06 points. La Bourse de Paris avait connu une séance agitée, vendredi 26 mai : après avoir chuté en début de matinée, le marché s'était inscrit en hausse quelques heures plus tard avant de finir la séance sur ses niveaux de la veille. L'indice CAC 40 avait terminé la journée sur une baisse symbolique de 0,01 %, à 6 129,15 points.

FRANCFORT

À LA BOURSE de Francfort, l'indice de référence DAX était en hausse de 0,91 %, lundi, en milieu de séance, s'affichant à 7 001,64 points. La Bourse de Francfort avait limité ses pertes, vendredi, en abandonnant 0,58 %, à 6 938,33 points. En revanche, le Neuer Markt, le marché des valeurs de croissance de Francfort, avait perdu 2,66 %.

LONDRES

LA BOURSE de Londres était fermée lundi, le 29 mai étant jour férié en Grande-Bretagne. L'indice Footsie de la Bourse de Londres avait terminé en légère baisse, vendredi, clôturant à 6 216,9 points, en recul de 0,23 %.

TOKYO

LA BOURSE de Tokyo a progressé lundi, les investisseurs ayant rachaté certaines valeurs de la haute technologie. L'indice Nikkei a gagné 1,48 %, à 16 245,44 points.

NEW YORK

WALL STREET a terminé en baisse de 24,68 points (-0,24 %), à 10 299,24 points, vendredi 26 mai, et l'indice composite de la Bourse électronique américaine Nasdaq de 0,24 point (-0,01 %), à 3 205,11 points. La séance s'était montrée irrégulière mais calme avant le week-end prolongé du Memorial Day aux Etats-Unis.

La semaine s'est traduite par un recul de 3,08 % de l'indice Dow Jones et de 5,46 % du Nasdaq. Le recul de l'indice composite Nasdaq, qui concentre les valeurs de la haute technologie et de l'Internet, atteint désormais 36,5 % par rapport à son record de 5 048,62 points en clôture, le 10 mars.

TAUX

LES MARCHÉS obligataires européens ont ouvert sur une note stable, lundi 29 mai. Après quelques minutes de transactions, le contrat euronotionnel du Matif cédait deux centimes, à 86,75 points. Le rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à 10 ans s'inscrivait à 5,36 %.

MONNAIES

L'EURO repassait, lundi matin, sous la barre de 0,93 dollar, à 0,9280 dollar. Il avait terminé la semaine en forte hausse.

ÉCONOMIE

Lionel Jospin souhaite « consolider » le rôle de l'Euro-11

DIMANCHE soir 28 mai, Lionel Jospin a confirmé la volonté de la France de « consolider » le rôle de l'Euro-11, en plaidant pour des « aménagements institutionnels » permettant d'instaurer un « dialogue accru entre ses membres » et avec la Banque centrale européenne. Le premier ministre s'exprimait devant les responsables de grandes banques commerciales et de banques centrales des plus grands pays, lors d'un dîner, avant l'ouverture, lundi, de la Conférence monétaire mondiale.

Au moment où l'euro vient de se redresser, il a réaffirmé que la monnaie unique « devrait retrouver un niveau plus conforme à l'évolution de la situation économique européenne ». « Le niveau de la monnaie européenne n'est pas satisfaisant (...) Il doit donc faire l'objet de toute notre vigilance collective, à l'intérieur de l'Europe comme entre grands partenaires de l'économie mondiale », a ajouté M. Jospin, en estimant que « pour mieux équilibrer le système monétaire mondial » il fallait « poursuivre la coopération économique et monétaire ».

Alors que la faiblesse de l'euro est attribuée en partie au manque de poids politique de l'Europe, M. Jospin a affirmé que les travaux de l'Euro-11, instance informelle regroupant les ministres des finances des pays de la zone euro, devaient « gagner en visibilité ». « Sa communication à l'égard des marchés de capitaux doit être améliorée. Des aménagements institutionnels seraient utiles pour conférer une plus grande continuité à sa présidence et permettraient d'instaurer un dialogue accru entre ses membres, de même qu'entre l'Euro-11 et la Banque centrale européenne », a-t-il dit. Dans un contexte de volatilité des marchés de capitaux, le premier ministre français a affirmé qu'il ne fallait « pas céder » aux deux « tentations » que sont « la versatilité des comportements des opérateurs et une préférence excessive pour le court terme au détriment du long terme ».

■ **La faiblesse de l'euro trouble le bilan positif que l'on peut faire, près de deux ans après la création de la Banque centrale européenne (BCE), a estimé son économiste en chef, Otmar Issing, dans un entretien publié dimanche dans le journal allemand Welt am Sonntag. M. Issing considère également que la communication en matière de cours de change de l'euro a laissé à désirer.**

■ **La France n'est pas très inquiète de la faiblesse de l'euro mais souhaite une amélioration de « pilotage politique » de la monnaie unique, déclare le ministre français des affaires étrangères Hubert Vedrine dans un entretien publié samedi 27 mai par le quotidien portugais Publico.**

■ **FRANCE** : Denis Kessler, numéro deux du Medef, s'est dit « confiant » dimanche à propos des négociations patronat-syndicats sur l'assurance-chômage, estimant qu'un accord pourrait être dégagé d'ici au 1^{er} juillet. « Nous sommes confiants, les propositions devraient pouvoir aboutir à un accord », a déclaré le vice-président de l'organisation patronale au Club de la presse d'Europe I. Le Medef et les syndicats ont rendez-vous mercredi 31 mai pour une nouvelle réunion de négociations. Le temps presse, car la convention actuelle de l'Unedic expire le 30 juin.

■ **JAPON** : la production industrielle du Japon a baissé de 0,4 % en avril sur le mois précédent, a déclaré lundi le ministère du commerce, citant des chiffres préliminaires.

■ **Le gouverneur de la Banque du Japon a estimé que la Bourse de Tokyo est en train de « se calmer »** après avoir traversé une période de turbulences déclenchées par le réaménagement en avril de l'indice de référence Nikkei 225.

■ **Les exportations automobiles des constructeurs japonais ont bondi de 20,6 % en avril sur un an, pour atteindre 407 539 véhicules, ce qui a représenté la première hausse en deux mois, a indiqué l'association des constructeurs JAMA.**

■ **La ville de Tokyo, connue comme la plus chère au monde pour se loger, est également en première place pour les loyers de bureaux, avec un prix moyen au mètre carré qui approche les 1 469 dollars (1 570 euros) tout compris par an, selon une étude réalisée par le cabinet immobilier américain Healey and Baker.**

■ **ÉTATS-UNIS** : les commandes de biens durables aux Etats-Unis ont baissé de 6,4 % en avril comparativement à mars, a annoncé vendredi le département du commerce. Il s'agit de la baisse la plus forte de ces commandes depuis décembre 1991.

■ **Les dépenses des ménages aux Etats-Unis ont augmenté de 0,4 % en avril** tandis que leurs revenus ont progressé de 0,7 % au cours du même mois, a annoncé vendredi le département du commerce.

Taux de change fixe zone Euro		Hors zone Euro	
Euro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC	6,55957	EURO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385
LIRE ITALIEN (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (100)	1,66386	PESETA ESPAG. (100)	3,94238
ESCUDO PORT. (100)	2,00482	ESCUDO PORT. (100)	3,27190
SCHILLING AUTR. (10)	1,37603	SCHILLING AUTR. (10)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	8,32894
FLORIN NÉERLANDAIS	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS	9,37660
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,62607
MARKKA FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLAND.	1,10324

Cours de change croisés

29/05 12h30	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR. S.
DOLLAR	0,93244	0,93244	0,92695	0,14128	1,48780	0,59088
YEN	107,24500	107,24500	99,39000	15,15000	159,56000	63,34500
EURO	1,07881	1,00614	1,07881	0,15245	1,60535	0,63740
FRANC	7,07800	6,59985	6,55957	1,00000	10,53065	4,18145
LIVRE	0,67213	0,62675	0,62295	0,09495	1,00000	0,39705
FRANC SUISSE	1,69240	1,57855	1,56890	0,23915	2,51870	0,93705

Taux d'intérêt (%)

Taux 26/05	Taux j.j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	4,03	4,10	5,36	5,57
ALLEMAGNE	4	4,34	5,20	5,43
GDE-BRETAG.	5,90	6,14	5,27	4,51
ITALIE	4	4,31	5,61	5,89
JAPON	0,07	0,03	1,69	2,22
ÉTATS-UNIS	6,47	5,88	6,33	6,06
SUISSE	1,88	2,95	4,15	4,48
PAYS-BAS	3,95	4,31	5,33	5,55

Matières premières

En dollars	Cours 26/05	Var. % 25/05
MÉTALUX (LONDRES)		
CUIVRE 3 MOIS	...	...
ALUMINIUM 3 MOIS	1495,50	-0,30
PLOMB 3 MOIS	...	...
ETAIN 3 MOIS	...	...
ZINC 3 MOIS	...	...
NICKEL 3 MOIS	...	...
MÉTALUX (NEW YORK)		
ARGENT A TERME	4,97	-0,40
PLATINE A TERME	137412,50	-3,22
GRAINES DENRÉES		
BLÉ (CHICAGO)	280,75	+0,45
MAIS (CHICAGO)	233,50	+1,30
SOJA TOURTEAU (CHG.)	178,40	+2,18
SOFTS		
CACAO (NEW YORK)	835	+0,48
CAFÉ (LONDRES)	908	-0,55
SUCRE BLANC (PARIS)	...	...

Matif

Cours 12h30	Volume 29/05	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
JUN 2000	51701,00	86,45	86,84
Euribor 3 mois			
JUN 2000	NC	NC	NC

Pétrole

En dollars	Cours 26/05	Var. % 25/05
BRENT (LONDRES)	29,20	+0,03
WTI (NEW YORK)	29,93	-1,90
LIGHT SWEET CRUDE	29,76	-1,11

Or

En euros	Cours 26/05	Var. % 25/05
OR FIN KILO BARRE	9400	-2,08
OR FIN LINGOT	9510	-2,76
ONCE D'OR (LO)	271,30	-11,62
PIÈCE FRANCE 20 F.	54,80	-0,90
PIÈCE SUISSE 20 F.	54,50	-1,27
PIÈCE UNION LAT. 20	54,50	-1,27
PIÈCE 10 DOLLARS US	205	...
PIÈCE 20 DOLLARS US	395	-1,55
PIÈCE 50 PESOS MEX.	352,50	-2,08

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ».

www.lemonde.fr/bourse

VALEURS EUROPÉENNES

L'action de l'éditeur allemand de logiciels pour les entreprises SAP a chuté de 7,13 %, vendredi 26 mai, au lendemain d'une rencontre avec des analystes. Le groupe a démenti avoir à cette occasion donné la moindre information qui puisse être jugée « décevante ».

est tombé, à la clôture de la séance, à 2,74 euros. La société néerlandaise mènerait des discussions approfondies avec le groupe britannique d'automatisation Invensys Plc. Ce dernier a terminé la séance en baisse de 8,4 %.

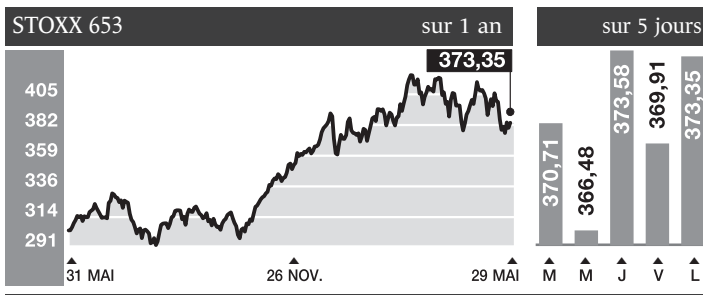


Tableau de données financières pour l'indice STOXX 653, incluant des valeurs pour HPI, KLM, HILTON GROUP, etc.

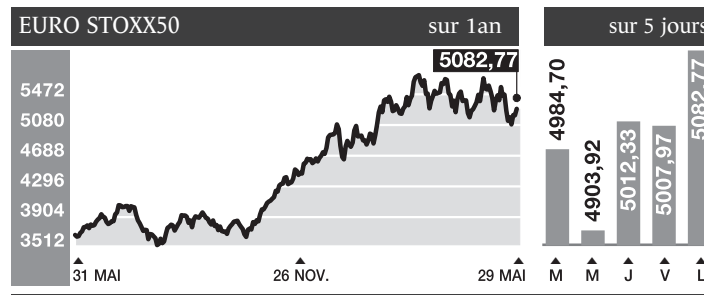


Tableau de données financières pour l'indice EURO STOXX50, incluant des valeurs pour FORTIS (B), GENERALI ASS, GENERALI HLD VI, etc.

29/05 12h39 Code pays Cours en euros % Var. 26/05

Tableau des valeurs automobiles (AUTOMOBILE) avec des titres comme AUTOLIV SDR, BASF AG, BMW, etc.

CHIMIE

Tableau des valeurs chimiques (CHIMIE) avec des titres comme AIR LIQUIDE/RM, AKZO NOBEL NV, BASF AG, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Tableau des valeurs de biens d'équipement (BIENS D'ÉQUIPEMENT) avec des titres comme ABB N, ADECCO N, ALSTOM, etc.

PHARMACIE

Tableau des valeurs pharmaceutiques (PHARMACIE) avec des titres comme ASTRAZENCA, AVENTIS/RM, GLAXO WELLCOME, etc.

BANQUES

Tableau des valeurs bancaires (BANQUES) avec des titres comme ABBEY NATIONAL, ABN AMRO HOLDIN, ALL & LEICS, etc.

CONGLOMÉRATS

Tableau des valeurs de conglomérats (CONGLOMÉRATS) avec des titres comme CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, DIETEREN SA, etc.

ÉNERGIE

Tableau des valeurs énergétiques (ÉNERGIE) avec des titres comme BG, BP AMOCO, BURMAH CASTROL, etc.

BIENS DE CONSOMMATION

Tableau des valeurs de biens de consommation (BIENS DE CONSOMMATION) avec des titres comme AHOLD, ALTADIS -A-, ATHENS MEDICAL, etc.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Tableau des valeurs de télécommunications (TÉLÉCOMMUNICATIONS) avec des titres comme EIRCOM, BRITISH TELECOM, CABLE & WIRELES, etc.

CONSTRUCTION

Tableau des valeurs de construction (CONSTRUCTION) avec des titres comme ACCIONA, AKTOR SA, AKTOR SA, etc.

SERVICES FINANCIERS

Tableau des valeurs de services financiers (SERVICES FINANCIERS) avec des titres comme 3I, ALMANIJ, ALPHA FINANCE, etc.

COMMERCE DISTRIBUTION

Tableau des valeurs de commerce de distribution (COMMERCE DISTRIBUTION) avec des titres comme BOOTS CO PLC, BUHRMANN NV, CARREFOUR/RM, etc.

PRODUITS DE BASE

Tableau des valeurs de produits de base (PRODUITS DE BASE) avec des titres comme ACERINOX R, ALUMINIUM GREEK, ANGLIO AMERICAN, etc.

CONSUMMATION CYCLIQUE

Tableau des valeurs de consommation cyclique (CONSUMMATION CYCLIQUE) avec des titres comme ACCOR/RM, ADIDAS-SALOMON, AIR FCE, etc.

ALIMENTATION ET BOISSON

Tableau des valeurs d'alimentation et de boissons (ALIMENTATION ET BOISSON) avec des titres comme ALLIED DOMEQ, ASSOCIAT BRIT F, BASS, etc.

ASSURANCES

Tableau des valeurs d'assurances (ASSURANCES) avec des titres comme AEGON NV, AEGIS GROUP, AGF/RM, etc.

AMSTERDAM

Tableau des valeurs à Amsterdam (AMSTERDAM) avec des titres comme AIRSPRAY NV, ANTONOV, C/TAC, etc.

BRUXELLES

Tableau des valeurs à Bruxelles (BRUXELLES) avec des titres comme ARTHUR, ENVPICO HLD CT, FARDEM BELGIUM B, etc.

FRANCFORT

Tableau des valeurs à Francfort (FRANCFORT) avec des titres comme UNITED INTERNET, AIXTRON, AUGUSTA TECHNOLOGIE, etc.

HAUTE TECHNOLOGIE

Tableau des valeurs de haute technologie (HAUTE TECHNOLOGIE) avec des titres comme AEROSPATIALE MA, ALCATEL/RM, ALTEC SA REG, etc.

SERVICES COLLECTIFS

Tableau des valeurs de services collectifs (SERVICES COLLECTIFS) avec des titres comme AEM, ANGLIAN WATER, BRITISH ENERGY, etc.

EURO NOUVEAU MARCHÉ

Tableau des valeurs du nouveau marché européen (EURO NOUVEAU MARCHÉ) avec des titres comme AIRSPRAY NV, ANTONOV, C/TAC, etc.

AMSTERDAM

Tableau des valeurs à Amsterdam (AMSTERDAM) avec des titres comme AIRSPRAY NV, ANTONOV, C/TAC, etc.

BRUXELLES

Tableau des valeurs à Bruxelles (BRUXELLES) avec des titres comme ARTHUR, ENVPICO HLD CT, FARDEM BELGIUM B, etc.

FRANCFORT

Tableau des valeurs à Francfort (FRANCFORT) avec des titres comme UNITED INTERNET, AIXTRON, AUGUSTA TECHNOLOGIE, etc.

★ CODES PAYS ZONE EURO FR : France - DE : Allemagne - ES : Espagne IT : Italie - PT : Portugal - IR : Irlande LU : Luxembourg - NL : Pays-Bas - AT : Autriche FI : Finlande - BE : Belgique. CODES PAYS HORS ZONE EURO CH : Suisse - NO : Norvège - DK : Danemark GB : Grande-Bretagne - GR : Grèce - SE : Suède.

DISPARITIONS

■ **ROGER GAILLARD**, historien haïtien, délégué d'Haïti au Haut Conseil de la francophonie, est mort jeudi 25 mai, à l'âge de soixante-dix-sept ans, d'une défaillance cardiaque dans un hôpital de Port-au-Prince.

Roger Gaillard, boursier de l'Institut français d'Haïti, alors dirigé par l'écrivain français Pierre Mabilley en 1945, avait obtenu une licence de lettres et de philosophie à l'université de la Sorbonne à Paris, avant de partir enseigner les français à Sofia, en Bulgarie d'où son épouse est originaire. Il est notamment l'auteur de plus d'une dizaine de volumes qui font autorité sur l'histoire de l'occupation américaine d'Haïti (1915-1934) et des bouleversements politiques qui l'ont précédée. Ecrivain progressiste, Roger Gaillard a brièvement occupé le poste de recteur de l'université d'Etat d'Haïti après la chute de la dictature des Duvalier en 1986. Il était aussi président de la Société haïtienne d'histoire et de géographie et président du jury du prix Henri-Deschamps, le plus important prix littéraire haïtien.

■ **MAURICE RICHARD**, ancien joueur vedette de hockey sur glace canadien, est mort des suites d'un cancer de l'abdomen, à l'âge de soixante-dix-huit ans, dans un hôpital de Montréal, samedi 27 mai. Surnommé « *le rocket* » (la fusée), le célèbre joueur de hockey québécois, un véritable héros national au Canada, avait remporté avec son club, le Canadien de Montréal, huit coupes Stanley, dont cinq consécutives de 1956 à 1960, un record jamais égalé depuis.

Il avait commencé sa carrière professionnelle en 1942 et avait été le premier joueur de la Ligue nationale (LNH) à marquer cinquante buts en cinquante matches, pendant la saison 1944-1945. Certains de ses records n'ont toujours pas été battus, quarante ans après qu'il eut rattrapé les patins. Mais Maurice Richard était aussi un symbole, une source de fierté pour toute une génération de Canadiens français : « *C'est le vent qui patine, c'est tout le Québec debout, qui fait peur et qui vit* », avait écrit de lui le chanteur Félix Leclerc.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

M. Philippe LOGAK et **M^{me}, née Zoé HOUSEZ**, ont le bonheur d'annoncer la naissance de leur fils

François,

le 5 avril 2000.

163, boulevard du Montparnasse, 75006 Paris.

Fête des mères

– Même à l'autre bout du monde,

Merci, MAMAN,

d'être toujours là.

Violaine, Laurent-Daniel, Yannick et Emile.

Décès

– Madeleine Brun, ex-conseiller régional PACA, Laurence, Vincent, Claire, Cécile et Coline Samarçq, Isabelle, Frédéric, Valentin et Chloé Bourret, Jacques, France, Olivier et Marie-Pierre Brun, Danièle et Guy Jeannot, Jean-Philippe Gaschet, Les familles Brun, Jung, Goudard, Faivre, Chabert, Jeannot, Musset, Gaschet, Moreau, Berbizier, ont la douleur de faire part du décès, à l'âge de soixante-quatre ans, de

Claude BRUN, receveur-conservateur des Hypothèques de la Guyane.

Ses obsèques auront lieu le mardi 30 mai 2000, au temple d'Avignon, à 15 heures, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille, à l'Isle-sur-la-Sorgue (Vaucluse).

« *Le Seigneur est mon berger, rien ne saurait me manquer.* »
Psaume XXIII

M^{me} Brun, 9, rue des Piétons-Bienheureux, 84000 Avignon.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– Nastasza, Robert, Helen et Thomas ont la douleur d'annoncer la disparition soudaine de

Henryk CHROSCICKI,

le 24 mai 2000 à Paris, à l'âge de quatre-vingt-un ans, des suites d'un cancer.

Les obsèques auront lieu au crématorium du Père-Lachaise, lundi 29 mai, à 13 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Techno Vision France, 32, rue Delizy, 93694 Pantin Cedex.

– M^{me} Henri Darmaun, son épouse, Ingrid et Jacques Darmaun, Marie-Jane et Jacques Saquet, Edith et Dominique Darmaun, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri DARMAUN, professeur agrégé de l'Université,

survenu le 25 mai 2000, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

M^{me} Raymonde Darmaun, 159, rue Jean-Aicard, 83700 Saint-Raphaël.

– Merci infiniment chère et tendre

Mamie de Saint-Cloud,

pour ces cent années d'amour et de bonheur partagés.

Tous ceux qui t'aiment.

– Les membres et le secrétariat général du Haut Conseil de la Francophonie, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Roger GAILLARD, écrivain et historien haïtien, membre du Haut Conseil de la Francophonie

M. Gaillard devait présenter, lundi 5 juin, une communication sur « Le vaudou face aux valeurs universelles » dans le cadre de la 16^e session plénière du HCF. Un hommage lui sera rendu à cette occasion par M. Stélio Farandjisi, secrétaire général du HCF.

Haut Conseil de la Francophonie, 35, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Tél. : 01-42-75-76-33.

(Lire ci-contre).

SOUTENANCES DE THÈSE
85 F TTC - 12,96 € la ligne
Tarif Etudiants An 2000

– Castres.

Les familles Vidal de la Blache, Viguière et Maurice, font part du décès de

M^{me} Hélène LECONTE, née de **MARTONNE**,

survenu le 27 mai 2000, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée, le mardi 30 mai 2000, à 10 heures, en l'église de la Fontasse (Tarn), suivie de l'inhumation au cimetière de la Fontasse.

– Il y a quatre mois, le 26 janvier 2000,

M. Gilbert SPITÉRI, retraité de la Magistrature, président de Chambre

nous quittait, à l'âge de soixante-sept ans, à la suite d'une longue maladie.

Que ceux qui l'ont aimé aient une pensée affectueuse pour lui et ainsi le rendent présent dans leurs cœurs.

Lucienne Spitéri, son épouse, Ses enfants.

Cet avis tient lieu de faire-part.

11, avenue des Sabines, 34170 Castelnau.

Anniversaires de décès

Claudine KNOBEL

nous a quittés le 28 mai 1998.

Gigi et Marc.

« *Les larmes du monde sont immuables. Pour chacun qui se met à pleurer, quelque part un autre s'arrête. Il en va de même du rire.* »
Samuel Beckett.

– Cinq ans déjà.

Il y a cinq ans, le mardi 30 mai 1995,

Françoise RABIER, née **JACQUEMOND**,

nous quittait brutalement, victime d'un certain charlatanisme.

Que ceux qui l'ont connue, estimée et aimée sincèrement pour sa droiture, sa loyauté, son franc-parler, sa fidélité et son courage aient une pensée pour elle.

Françoise n'aura que cinquante-sept ans le 22 juin prochain.

Messes anniversaires

– Il y a deux ans, nous quittait tragiquement

Olivier,

notre Titi, juste âgé de quinze ans.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé, son arrière-grand-mère, ses grands-parents, parents, frère et sœurs, cousins, aient une pensée pour lui.

Que tous ses amis lui gardent une petite place dans leur cœur.

Papa et maman, Familles Jean-Yves Sainjost, Brigitte Grimaldi-Dumast et Leca.

Jean-Yves Saintjost, 20, rue Montgallet, 75012 Paris.

Brigitte Grimaldi, villa 94 « La Confinia » 20167 Mezzavia (Ajaccio).

Bourses

Ministère de l'éducation nationale
Ecole pratique des hautes études
sciences historiques et philologiques en Sorbonne
45-47, rue des Ecoles, Paris-5^e
Dans le cadre du Collège européen de gradués, institué avec l'université de Dresde, l'Ecole pratique des hautes études offre quatre allocations d'études à des étudiants achevant un DEA, en juin 2000, désireux d'effectuer un doctorat franco-allemand (art, histoire, philologie).

Renseignements au 01-40-46-31-25 ou : //www.ephe.sorbonne.fr/EGK.htm

Centrale Recherche/ITMA offre bourses d'étude en doctorat en collaboration avec l'industrie. Thème : Mécanique de la rupture et endommagement.

Envoyer CV à l'ITMA, 2, rue Conté, Paris-3^e ou bathias@cnam.fr

Formation continue

Université Blaise-Pascal, formation continue
DESS tourisme d'espaces 3^e cycle bac + 5.
Un diplôme national de haut niveau ouvert aux titulaires de bac + 4 ou bac + 2 minimum et cinq ans d'expérience professionnelle (procédure de validation d'acquis).
34, avenue Carnot, Clermont-Ferrand.
Tél. : 04-73-40-62-80.
Fax : 04-73-40-61-11.

Concours

Université Paris-I - Panthéon-Sorbonne

Préparation au concours externe d'entrée à l'Ecole nationale d'administration. Admission après examen du dossier et test d'aptitude.
Renseignements et retrait des dossiers à partir du 12 juin 2000.
CIPCEA, 12, place du Panthéon, Paris-5^e.
Tél. : 01-44-07-79-35
Inscriptions définitives et début des enseignements : octobre 2000.

Cours

Découvrez l'informatique chez vous avec le premier organisme de formation à domicile. Prise en main du matériel, Internet, bureautique.
ALDISA. tél. : 01-46-10-50-32.

Congrès

UNION DES ATHÉES
Congrès annuel

Penser en athées
11 juin 2000, de 9 h 30 à 18 heures
10, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris (RER Luxembourg)
Entrée libre

Remise des prix Union des athées
Prix 1999 : Jacqueline Harpman pour son livre : *Dieu et moi*
Prix 2000 : Robert Joly pour son livre : *Dieu vous interpelle, moi il m'évite*

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

Séminaires
Marc Ballanfat : « *La compréhension philosophique du karman* »
6 et 20 juin, 18 h 30-20 h 30, salle RC2, université Paris-VII-Denis-Diderot, 2, place Jussieu, Paris.

François Zourabichvili : « *Le geste philosophique d'envelopper* », 6 et 20 juin, 18 heures-20 heures, amph B, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Gérard Bras, Sylvie Dreyfus et Patrick Gatignol : « *Spinoza et l'affirmation (peuple, démocratie, puissance de la multitude)* », 6 juin, 20 heures-22 heures, amph A, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Colloque

La réduction, méthode-princeps de la phénoménologie : aspects historique, théorique et pratique, sous la responsabilité de Nathalie Depraz, 5, 6 et 7 juin, 9 h 30-17 h 30, amph Stourdzé, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Samedi autour d'un livre

Louis Althusser. Un sujet sans procès, d'Eric Marty, sous la responsabilité de Jean-Claude Milner, avec la participation de Sylvain Lazarus, Eric Marty et Jean-Claude Milner, 3 juin, 9 h 30-12 h 30, amph Stourdzé, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

L'accès à toutes les activités du Collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles).
Renseignements sur salles, **répondeur : 01-44-41-46-85.**
Autres renseignements : **01-44-41-46-80.**

Soutenances de thèse

– **Nathalie Barberis** a soutenu, le 26 avril 2000, une thèse de doctorat sur le thème : « **Concurrence en prix et choix des produits sur le marché français de la téléphonie GSM** ».

Le jury lui a décerné le titre de docteur en économie de l'Ecole nationale supérieure des télécommunications, avec la mention Très honorable et ses félicitations.

Communications diverses

– Mardi 30 mai, à 20 heures, **hommage à Marcel Cerdan**, à l'occasion du 50^e anniversaire de sa disparition, en présence de Jean Tiberi, maire de Paris. Film : *La Vie de Marcel Cerdan* ; soirée animée par Laurence Bensimon, Marcel Cerdan junior, Jacques Marchand, Andy Dickson, et en présence de nombreuses personnalités du monde sportif.
Centre communautaire de Paris, 119, rue La Fayette 75010 Paris, Tél. : 01-53-20-52-52, PAF.

RUBRIQUE IMMOBILIÈRE

Parution lundi daté mardi

► **TARIF ABONNÉS :**

FORFAIT 5 LIGNES
(26 caractères ou espaces par ligne)

2 Parutions : **510 F TTC / 77,75 €**

4 Parutions : **705 F TTC / 107,48 €**

103 F TTC / 15,70 € la ligne suppl.

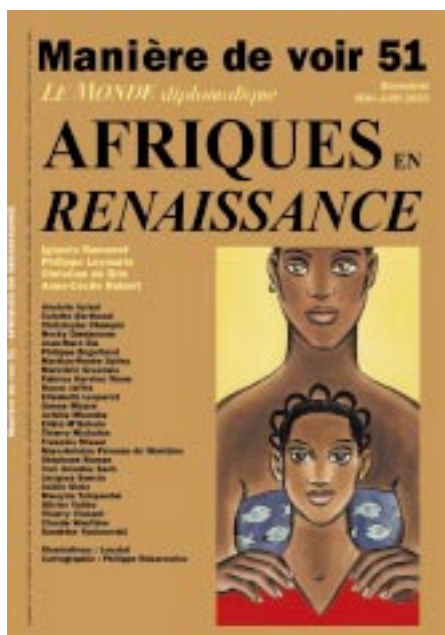
- **Bouclage vendredi 12 h.** -

☎ **01.42.17.39.80**

Fax : **01.42.17.21.36**

Manière de voir
Le bimestriel édité par

LE MONDE
diplomatique



Malgré les guerres, l'espoir

■ Un continent d'avenir, par **Ignacio Ramonet**. ■ Un territoire qui se redessine, par **Achille M'Bembe**. ■ Des guerres toujours, par **Philippe Leymarie**. ■ Poussée xénophobe, par **Marc-Antoine Pérouse de Montclos**. ■ Ambitions rivales dans les Grands Lacs, par **Mwayila Tshiyembe**. ■ Les nouveaux acteurs du secteur minier, par **François Misser** et **Olivier Vallée**. ■ La grande illusion de la fin des coups d'Etat, par **Anatole Ayissi**. ■ Ces dictateurs sortis des urnes, par **Martine-Renée Galloy** et **Marc-Eric Gruenais**. ■ Afrique du Sud, l'après-Mandela, par **Claude Wauthier**. ■ Les multiples fractures du Nigeria, par **Joëlle Stolz**. ■ Le Burkina Faso bousculé par l'affaire Zongo, par **Bruno Jaffré**. ■ Alternance historique au Sénégal, par **Sanou M'Baye**. ■ Radios en liberté, par **Jacques Soncin**. ■ Quand la Banque mondiale nie l'évidence, par **Christian de Brie**. ■ Débat sur les privatisations au Sénégal, par **Tom Amadou Seck**. ■ Vers un développement à l'africaine, par **Philippe Engelhard**. ■ Afrique du Sud, introuvable capitalisme noir, par **Stéphane Roman**. ■ Les voies de l'afro-rennaissance, par **Jean-Marc Ela**. ■ La coopération française entre ravalement et réforme, par **Claude Wauthier**. ■ Elf, trente ans d'ingérence, par **Olivier Vallée**. ■ Rwanda, la politique française en question, par **Philippe Leymarie**. ■ La Belgique demande pardon, par **Anne-Cécile Robert**. ■ Le pactole de la communication politique, par **Christophe Champin** et **Thierry Vincent**. ■ Washington à la conquête d'espaces vierges, par **Philippe Leymarie**. ■ La dimension africaine de l'esclavage par **Elikia M'Bokolo**. ■ Cheikh Anta Diop, restaurateur de la conscience noire, par **Fabrice Hervieu Wane**. ■ Ces femmes oubliées, par **Colette Berthoud**. ■ Les Célestes chassent les sorciers, par **Sandrine Youknovski**. ■ La mémoire Nord-Sud en danger, par **Anne-Cécile Robert**. ■ Descente aux enfers des intellectuels camerounais, par **Thierry Michalon**. ■ Internet, la grenouille et le tracteur rouillé, par **Anne-Cécile Robert**.

Bibliographie, sites Internet, abondante cartographie, etc.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F - 6,86 €

CARNET DU MONDE TARIFS AN 2000 - TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS 140 TTC - 21,34 €
TARIF ABONNÉS 120 F TTC - 18,29 €

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES, PACS 550 F TTC - 83,85 € FORFAIT 10 LIGNES
Toute ligne suppl. : 65 F TTC - 9,91 €
THÈSES - ÉTUDIANTS : 85 F TTC - 12,96 €
COLLOQUES - CONFÉRENCES :

Nous consulter
☎ **01.42.17.39.80 + 01.42.17.29.96**
Fax : **01.42.17.21.36** e-mail: **carnet@mondepub.fr.**

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées.

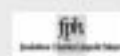
Participez à la 4^e édition du Prix Le Monde de la recherche universitaire

Partage du savoir

Grasset / Le Monde

Si vous avez soutenu votre thèse entre le 1^{er} octobre 1999 et le 30 septembre 2000, le Prix Le Monde de la recherche universitaire vous offre la possibilité de publier vos travaux.

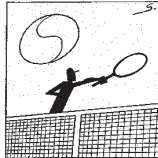
Renseignements Prix Le Monde : 01-53-38-43-73, **chupin@lemonde.fr**
www.lemonde.fr/mde



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

ROLAND-GARROS L'édition 2000 des Internationaux de France a commencé, lundi 29 mai, sur les courts de terre battue du stade Roland-Garros. 128 hommes et 128 femmes vont s'affronter, en simple. ● LES JOUEUSES FRANÇAISES sont pour la première fois au nombre de cinq parmi les têtes de série : Mary Pierce, Nathalie Tauziat, Sandrine Testud, Julie Halard, Amélie Mauresmo.

frontier, en simple. ● LES JOUEUSES FRANÇAISES sont pour la première fois au nombre de cinq parmi les têtes de série : Mary Pierce, Nathalie Tauziat, Sandrine Testud, Julie Halard, Amélie Mauresmo.



resmo. ● LE RETOUR de Martina Navratilova, 43 ans, en double, est une des attractions du tournoi. ● CHEZ LES HOMMES, l'Américain Andre Agassi, lauréat de l'édition 1999, affirme se sentir

« mieux préparé que l'an dernier ». ● LE COURT CENTRAL réaménagé après onze mois de travaux a été inauguré, samedi 27 mai, par le président de la République, Jacques Chirac.

Le tennis féminin français aligne d'entrée son cinq majeur

Jamais les joueuses françaises n'ont été si nombreuses à être classées têtes de série des Internationaux de France. En 2000, elles sont cinq – Mary Pierce, Nathalie Tauziat, Sandrine Testud, Julie Halard, Amélie Mauresmo – à tenir ce rang, avec quelques ambitions

IRONIE du tirage au sort, le destin les a placées en un tir groupé. Les cinq meilleures joueuses françaises partagent la même moitié de tableau des Internationaux de France 2000. Comme pour signaler que ces cinq-là ne sont pas unies comme les cinq doigts de la main mais sont plutôt du genre adversaires dans la vie. Mary Pierce (n° 6), Nathalie Tauziat (n° 7), Sandrine Testud (n° 10), Julie Halard (n° 12) et Amélie Mauresmo (n° 13) sont les cinq têtes de série françaises de Roland-Garros : elles étaient toutes en lice, lundi 29 mai, pour l'ouverture du tournoi. C'est une première. Jamais les joueuses du cru n'ont été aussi nombreuses dans les têtes de série, faisant de la France le premier pays représenté dans cette élite avant les Etats-Unis ou l'Espagne.

Venues d'horizons divers, plus ou moins cueillies dans les mailles des filets de la Fédération française de tennis (FFT), les cinq joueuses les plus en vue du pays ont, par la suite, cultivé leurs différences. Mary Pierce a regagné sa nation d'élection, les Etats-Unis, Sandrine Testud vit aujourd'hui à Rome, Julie Halard a ses bases à La Baule (Loire-Atlantique), Nathalie Tauziat a quitté la FFT depuis longtemps pour travailler avec son entraîneur de presque toujours, Régis de Camaret, à Bayonne (Pyrénées-Atlantiques), Amélie Mauresmo a élu domicile à Saint-Tropez (Var).

A la faveur de l'exceptionnelle fin de carrière de Nathalie Tauziat – elle a atteint la troisième place mondiale en avril –, de la belle régularité de Mary Pierce, qui évolue parmi les dix meilleures depuis six ans – à l'exception de 1996 –, et de la belle maturité de Sandrine Testud ou de Julie Halard, l'émulation a fait rage dans le groupe France et les places en Fed Cup sont chères.

Derrière le quatuor, la génération 79 promettait : elle a déjà produit une championne en herbe et un phénomène absolu, Amélie Mauresmo, ainsi qu'une joueuse encore un peu timide mais très volontaire, Nathalie Dechy, récente finaliste à Oklahoma City (Etats-Unis), qui pointe aujourd'hui à la 21^e place mondiale.



PIERRE LAHALLE/TEMPSPORT

Amélie Mauresmo, récente finaliste du tournoi de Rome, est l'un des meilleurs espoirs français.

Les Internationaux de France puisent-ils dans cette richesse leur première championne depuis Françoise Dürr, lauréate en 1967 ?

Si elles sont en nombre respectable, les Françaises auront pourtant, cette année encore, du mal à se faire respecter sur les courts. En effet, à l'instar de leurs homologues masculins, les Françaises doivent leur classement parmi les seize meilleures joueuses du monde aux résultats acquis sur toutes les surfaces de jeu de la planète.

Nathalie Tauziat, qui a été quart-de-finaliste à Roland-Garros en 1991, s'est orientée vers les surfaces rapides et notamment le gazon. Il lui

manque souvent la patience nécessaire sur terre battue, et elle ne vient pas toujours à brider son impétuosité à se lancer vers le filet. Un défaut à Paris, une qualité à Wimbledon, où elle fut finaliste en 1998.

RECONQUÊTE POSSIBLE

Sandrine Testud arrive à Paris avec un seul match gagné sur terre battue à son compteur 2000 et sur un mauvais souvenir. En 1999, elle avait été éliminée dès le deuxième tour et dans les larmes par la Sud-Africaine Mariaan de Swardt. Sa meilleure performance à Roland-Garros reste un huitième de finale en 1998.

Julie Halard a toujours buté sur les

quarts de finale. En 1999, après un magnifique premier set contre Monica Seles, elle s'était finalement effacée, étouffée par le piège de plus en plus serré que lui avait tendu son adversaire. En fait, Julie Halard est prisonnière de son jeu sur terre battue. Son tennis fougueux, si brillant sur les surfaces rapides, la laisse trop souvent en délicatesse avec une surface sur laquelle il faut savoir doser avec précision humilité et orgueil. En Grand Chelem, son moral l'a également freinée, pour l'heure, au stade des quarts de finale.

Finaliste en 1994, alors battue par Arantxa Sanchez, Mary Pierce est celle qui s'est approchée le plus de

l'exploit. Complète, expérimentée et presque débarrassée de sa nervosité d'enfant, la joueuse, aujourd'hui âgée de vingt-cinq ans, présente les meilleures dispositions. Elle a tiré les leçons de son « coup de fringale » des quarts de finale du tournoi de Rome, début mai, où elle a été battue par sa compatriote Amélie Mauresmo.

C'est désormais sur cette dernière que le tennis français place ses espoirs de reconquête. Récente finaliste des tournois de Bol et de Rome, Amélie Mauresmo possède, à vingt ans, le jeu pour s'imposer sur terre battue : revers lifté, « gros » coup droit, solide jeu de fond du court, la

jeune femme a prouvé qu'elle avait énormément progressé dans le domaine mental et presque apprivoisé une concentration prompte à papillonner. L'appui jamais démenti du public peut l'aider dans sa conquête.

Pour quelques-unes de ces championnes, l'heure de la retraite approche. A trente-trois ans, Nathalie Tauziat a annoncé qu'elle se retirait du circuit en simple à la fin de la saison 2000. Sandrine Testud a vingt-huit ans et Julie Halard un de plus. En 2001 ou en 2002, Roland-Garros pourra toujours compter sur Mary Pierce, vingt-cinq ans, ou Amélie

Les qualifiés

● **Simple messieurs** : Oscar Serrano (Esp.) ; Jacobo Diaz (Esp.) ; Attila Savolt (Hon.) ; Thierry Guardiola (Fra.) ; Agustin Calleri (Arg.) ; Juan Balcells (Esp.) ; Augusto Charpentier (Arg.) ; Bohdan Ulihrach (Tch.) ; Bjorn Phau (All.) ; Tomas Berhend (All.) ; Christian Vinck (All.) ; Federico Browne (Arg.) ; Harel Levy (Isr.) ; Eric Prodon (Fra.) ; Nicolas Mahut (Fra.) ; Michel Kratochvil (Sui.) ; Werner Eschauer (Aut.) ; Guillermo Coria (Arg.)
● **Simple dames** : Julia Abe (All.) ; Marion Maruska (Aut.) ; Elena Bovina (Rus.) ; Jennifer Hopkins (Sui.) ; Giulia Casoni (Ita.) ; Magdalena Grybowska (Pol.) ; Catalina Cristea (Rou.) ; Lina Krasnoroutskaya (Rus.) ; Rossana De Los Rios (Par.) ; Tatiana Kovalchuk (Ukr.) ; Angelika Bachmann (All.) ; Marta Marrero (Esp.) ; Anna Foldenyi (Hon.)

Mauresmo. Mais après ? Derrière les prometteurs éléments de la génération 79 – Amélie Mauresmo, Anne-Gaëlle Sidot ou Nathalie Dechy –, les autres – Amélie Cocheteau ou Emilie Loit – ont marqué le pas. Pis, la FFT déplore un « vide » de plusieurs années. Selon les spécialistes, les joueuses les plus prometteuses sont âgées de onze, douze ou treize ans. Il faudra attendre encore un peu.

Bénédicte Mathieu

Martina Navratilova revient, pour le plaisir

A quarante-trois ans, l'Américaine participe au double dames, avec la Sud-Africaine Mariaan de Swardt

« CE N'EST PAS un retour », assène Martina Navratilova à la énième question sur le sujet. « J'ai toujours dit que je reviendrais jouer des doubles par-ci par-là », a-t-elle expliqué dimanche 28 mai. Un an après sa retraite de Wimbledon, la championne américaine avait effectivement joué et gagné le tournoi de double mixte de l'édition 1995 aux côtés de Jonathan Stark. « Revenir, ce serait passer la saison sur le circuit à jouer en simple, ce qui est loin d'être le cas », dit-elle sur un ton qui finit par être agacé. La championne américaine aux 167 titres (dont 18 dans les tournois du Grand Chelem) et aux 165 titres en double (38 en Grand Chelem !) effectue donc un « non-retour » à Roland-Garros aux côtés de la Sud-Africaine Mariaan de Swardt.

Après un échauffement rapide – elles ont gagné un match avant d'être éliminées au tournoi de Madrid –, les deux femmes ont mis le cap sur Paris. Elles se rendront ensuite au tournoi sur gazon d'Eastbourne. Martina Navratilova terminera son « non-come-back » à Wimbledon, où elle gagna dix-neuf titres dont neuf en simple. « Je suis juste là pour m'amuser », promet-elle. Juré, elle ne cassera pas sa raquette, comme elle le fit au terme de son ultime défaite en simple à Roland-Garros, en 1994. Après cinq ans d'absence sur la terre battue parisienne, elle y avait été éliminée dès le premier tour. A Paris, elle a gagné deux titres en simple (en 1982, face à Andrea Jaeger, et 1984, devant Chris Evert) et

perdu quatre finales en 1975, 1985, 1986 (face à Chris Evert) et 1987 (face à Steffi Graf). En double dames, elle a emporté sept titres en 1975, 1982, et de 1984 à 1988 (successivement avec Chris Evert, Ann Smith, Pam Shriver et Andrea Temesvari), et deux autres en double mixte (1974 et 1985).

Jacques Chirac inaugure le Central

Bleu-blanc-rouge de rigueur, dimanche 28 mai, dans l'enceinte de Roland-Garros. Le président de la République, Jacques Chirac, était en effet présent dans les lieux pour inaugurer le nouveau Central (Le Monde du 27 mai). Aux côtés de nombreux membres des équipes de France de Coupe Davis et de Fed Cup dans leurs survêtements officiels, à l'exception de Cédric Pioline, qui avait préféré se présenter en costume-cravate du plus bel effet, il a répondu aux sollicitations des photographes.

Puis en compagnie de Christian Bimes, président de la Fédération française de tennis, et de Jean Tiberi, maire de Paris (la ville est propriétaire du terrain où est bâti le stade Roland-Garros), Jacques Chirac a visité les nouvelles installations. Il s'est aussi entretenu avec certains joueurs, dont Nathalie Tauziat, avant de souhaiter aux participants aux Internationaux « grand succès pour demain et les jours qui suivront ».

Martina Navratilova parle de tout, de rien, un peu de sa vie, de tennis. Très peu d'elle finalement. Elle a quarante-trois ans, sa silhouette s'est élancée, ses cheveux se sont éclaircis. Samedi 27 mai, elle a passé deux heures sur le court, se révélant encore à l'affût, toujours passionnée. Son immense talent est parfois gommé par un geste plus lent, mais l'essentiel ne s'est pas effacé : ce goût pour l'aventure à la volée, cette patte de gauchère et ce cœur de gosse si énorme qui la poussait à

pleurer après ses défaites. « Je crois que j'ai envie de jouer parce que je le peux encore », sourit-elle. Elle a aimé l'accueil du public français, au bord du court d'entraînement : « Je crois qu'ils sont contents de voir que je tiens encore debout. »

L'envie l'a tirillée en 1999. Lors

des hyperactives. Elle a retrouvé son refuge, à Aspen (Colorado), elle a coécrit trois romans policiers, été capitaine éphémère de l'équipe américaine de la Fed Cup en 1997, elle s'est un peu plus investie dans la défense des droits des homosexuels, elle a joué au basket-ball, skié ou bien fait du VTT dans les montagnes, renoué des liens plus denses avec sa famille et ses amis, elle a joué au golf et passé sa licence de pilote d'avion.

Enfin, avec l'équipe des Mother Puckers d'Aspen, elle vient de devenir championne des Etats-Unis dans sa catégorie : « Nous étions les plus vieilles, nous avons battu les plus jeunes. C'est l'histoire de ma vie », s'amuse-t-elle. Elle a peu joué au tennis, elle n'est pas devenue coach. Des parents lui ont bien demandé d'aider leur enfant, il n'y a pas longtemps, mais elle a refusé : « Je leur ai dit que je voulais travailler avec l'enfant, pas avec le père et la mère. »

Martina Navratilova a aussi parlé de son expérience de commentatrice pour la télévision, des joueurs d'aujourd'hui, du nouveau Central, de l'idylle entre Andre Agassi et Steffi Graf, elle a fait l'apologie du jeu en double puis elle a filé à l'entraînement. Martina Navratilova entrera en lice en fin de semaine. Elle espère qu'elle n'aura pas trop le trac. Avec les années, ses nerfs n'ont pas changé : ils sont toujours un peu fragiles, toujours aussi sensibles.

B. M.

La sagesse selon Andre Agassi

HEUREUX, sans le moindre doute, Andre Agassi a décidé de peindre en rose son piédestal. A la veille des Internationaux de France, le tenant du titre et tête de série n°1 s'est déclaré en pleine forme, physique et morale. « Je me sens mieux préparé que l'an dernier. En fait, je ne sais pas si c'est une bonne chose. En 1999, je ne me donnais pas beaucoup de chances, j'avais mal à l'épaule, et j'ai gagné. Cette année, je suis l'un des favoris, n'est-ce pas ? »

Dans sa voix, il y a des nouveaux tons, calmes. On ne sait pas vraiment s'il se donne un nouveau genre ou si Paris est devenu un lieu d'apaisement. Andre dit simplement que sa vie a changé depuis un an. « Revenir ici était très émouvant, dit-il. Il y a de la pression, de la tension, de l'enthousiasme. C'est pour cela que c'est merveilleux de revenir. » En mai 1999, Andre Agassi venait de divorcer de Brooke Shields, en mai 2000, il est à Paris en amoureux. Steffi Graf ne devrait pas tarder à arriver. Les journalistes sont friands des nouvelles du couple, mais c'est lui qui en parle le plus. Steffi par ci, Steffi par là. Il parle de sa vie, qui a tellement changé en dehors du court, il bague sur les Allemands « qui devraient tout savoir sur nous puisqu'ils nous suivent partout ». Evidemment, certains soirs il devra bousculer ses projets de dîner en amoureux pour semer les paparazzis. Tout cela le fait encore sourire. Jusqu'à quand ?

A trente ans, le seul joueur de tennis à avoir gagné les quatre titres du Grand Chelem sur

quatre surfaces différentes appréhende son métier de façon différente. Sa sagesse est somme toute très simple, surtout très respectueuse de l'âge de ses arrières. « Cette année, après ma victoire aux Internationaux d'Australie, je suis allé au Zimbabwe pour jouer le premier tour de la Coupe Davis, j'ai disputé les tournois de Scottsdale, Palm Springs, Key Biscayne et j'ai compris que l'on ne peut pas être au meilleur de sa forme tous les jours. Vous pouvez faire cela pendant un an ou un an et demi. Après, il faut savoir faire des choix. »

A la veille de Roland-Garros, Andre Agassi s'est fait discret afin de s'économiser un peu et d'achever la guérison d'une légère blessure à la jambe. « Après toutes ces années, dit-il, c'est toujours pareil. On se pose toujours la question à 1 million de dollars : où se trouve la limite entre jouer et trop jouer. » Réponse dans deux semaines.

B. M.

Des sentiers inédits, des nuits sous les étoiles, des rencontres rares...

NOMADE
avec AVENTURE

180 randonnées & découvertes du Maroc à la Mongolie
Doc : 01 46 33 71 71
www.nomade-aventure.com

En Croatie, l'équipe de France a dévoilé son potentiel offensif

A moins de deux semaines du début de l'Euro 2000, les Bleus ont dominé (2-0) un adversaire démobilisé. Leur série de rencontres sans défaite compte désormais dix unités

A l'occasion d'une rencontre amicale jouée à Zagreb face à la Croatie, dimanche 28 mai, l'équipe de France de football a signé une victoire (2-0) qui a mis en lumière la réalité de son potentiel offensif. Si les buts de Za-

greb sont à mettre à l'actif de Robert Pires (23^e) et de David Trezeguet (70^e), Thierry Henry, auteur d'un important travail de sape en première mi-temps, et Nicolas Anelka, resté sur le banc mais en net regain de forme

avec les champions d'Europe 2000 du Real Madrid, sont autant d'atouts dont le sélectionneur Roger Lemerre sait pouvoir jouer lors du championnat d'Europe des nations, l'Euro 2000, qui commence le 10 juin. D'ici-là,

les Bleus continueront leur préparation en participant au tournoi Hassan-II, organisé à Casablanca (Maroc). Ils y affronteront le Japon, le 4 juin, puis le vainqueur du match Maroc-Jamaïque, le 6 juin.

ZAGREB (Croatie)
de notre envoyé spécial

Drazen Ladic a choisi le bon moment pour se retirer de la scène internationale. A trente-sept ans, le gardien de but de la sélection croate a joué les neuf premières minutes de la rencontre



FOOTBALL

Croatie-France avant de quitter pour de bon la pelouse du stade Maksimir de Zagreb sous les applaudissements d'un public clairsemé. La suite des événements ne fut qu'une triste pantalonade pour les supporters locaux. Dépités par la désinvolture des leurs, pâles imitations des demi-finalistes du Mondial 1998, ils ont réclamé la démission du sélectionneur, Miroslav Blazevic, avant de se rallier au panache de l'équipe de France, qui a signé, dimanche 28 mai, une victoire (2-0) à moindres frais. Malgré ces réserves, le résultat s'inscrit dans une continuité rassurante à moins de deux semaines du début de l'Euro 2000. Avec sept succès de rang et une série de dix rencontres sans défaite (dont un seul nul), les Bleus présentent un bilan digne de leur titre de champions du monde.

Si Roger Lemerre s'est agité jusqu'à l'ultime seconde devant son banc de touche, haranguant ses « gars », vitupérant l'arbitrage ou demandant à son intendant, Henri Emile, d'activer l'échauffement des remplaçants, il ne faut y voir qu'un effet secondaire de la pression qui monte. Après une douche apaisante, le sélectionneur s'est félicité de « l'autorité » manifestée par son équipe avant de décerner un brevet

d'efficacité à ses deux attaquants, Thierry Henry et David Trezeguet : « Ils ont fait leurs preuves. » Le premier, aligné d'entrée, a démantibulé la défense croate par ses appels de balle et sa vélocité. Le second, entré en jeu à la mi-temps, a mis les siens à l'abri et confirmé son opportunisme en reprenant un centre de Sylvain Wiltord (70^e minute), alors que Robert Pires avait donné l'avantage à la France (23^e).

En ajoutant Nicolas Anelka, laissé au repos dimanche soir, au duo, l'équipe de France bénéficie d'un potentiel offensif qui lui ouvre de nouvelles perspectives. En 1998, Aimé Jacquet avait assis sa sélection sur son secteur défensif. Le choix fut sévèrement critiqué au regard d'un spectacle corseté. Roger Lemerre dirige un groupe plus équilibré. « Nous sommes plus forts qu'il y a deux ans », reconnaît le capitaine Didier Deschamps, peu porté sur les déclarations bravaches. Cette nouvelle donne encouragera-t-elle les Bleus à engager leur « révolution cultu-

relle » ? En succédant à Aimé Jacquet, en août 1998, Roger Lemerre avait tenté d'imprimer une touche plus romantique. Le parcours troublé pendant les éliminatoires de l'Euro 2000 avait contrarié ses plans, mais, depuis trois mois, l'éclosion de Thierry Henry avec Arsenal, le retour en grâce de Nicolas Anelka au Real Madrid et la constance de David Trezeguet à Monaco (21 buts en championnat de France) ont redonné corps au projet du sélectionneur.

JEU MOINS CADENASSÉ

« D'une manière générale, j'ai le sentiment que le football est moins cadencé, estime le libero Laurent Blanc. Les équipes espagnoles ont en quelque sorte donné le signal d'une nouvelle donne, et le parcours du FC Valence, finaliste de la Ligue des champions, a démontré qu'on pouvait allier les résultats avec un jeu porté résolument sur la prise de risques. » Les habitudes et les certitudes d'un certain nombre de joueurs-clés, parmi lesquels Didier Deschamps ou Mar-

cel Desailly, limiteront sans doute l'évolution du dispositif. « Il ne faut pas briser l'équilibre », a répété le premier. Les cadres de la sélection sont cependant disposés à tenter une ouverture conditionnelle en optant pour un système avec un attaquant de pointe soutenu par Zinedine Zidane et deux milieux excentrés portés vers l'avant.

Pour son premier match du championnat d'Europe, l'équipe de France se mesurera, le 11 juin à Bruges, au Danemark, un rival idéal pour tenter l'expérience. La formation scandinave est considérée comme la moins relevée du groupe et n'a pas pour habitude de se cantonner en défense. Les Bleus devraient avoir toute latitude d'exprimer leur supériorité technique et d'assener leur art favori du contre en « aspirant » les Danois.

Il reviendra aux attaquants de justifier leur nouvelle réputation en finalisant les actions de Zinedine Zidane, impressionnant face à la Croatie. « Nous avons des avantages mais ils n'ont encore rien prouvé

au plus haut niveau », tempère Laurent Blanc. La mise en garde est limpide et sous-entend un retour à un schéma plus prudent si l'essai n'était pas concluant.

En marquant à trois reprises lors des deux derniers matches face à la Slovonie (3-2) et la Croatie, David Trezeguet a engrangé des points. Thierry Henry, en revanche, n'a pas pu conclure victorieusement son travail de sape. « Je sais qu'un avant-centre ne survit qu'en marquant », déclare l'ancien Monégasque. Nicolas Anelka passera à son tour un examen de passage, le 4 juin à Casablanca (Maroc), face au Japon, dans le cadre du tournoi Hassan-II.

« L'équipe de France est moins frieuse et se crée de plus en plus d'occasions. Nous serons difficiles à battre à l'Euro », affirme David Trezeguet. Il restera aux trois postulants de s'affranchir du poids de la concurrence interne, ce qui ne sera pas forcément le plus simple.

Elie Barth

Fabien Barthez reste le gardien des Bleus mais pas celui de Monaco

L'ADAPTATION est une seconde nature chez Fabien Barthez. Samedi 27 mai, vingt-quatre heures avant le match entre la Croatie et la France, le Monégasque est interrogé par quelques journalistes désireux de connaître son avis sur la nouvelle règle que vient d'adopter la Fédération internationale de football (FIFA) pour valoriser le rôle du gardien de but au moment de la relance. Le champion du monde écarquille de grands yeux : « Quelle nouvelle règle ? Je ne suis pas au courant. » Applicable pour le début de l'Euro (le 10 juin),

cette modification des lois du jeu autorisera désormais les gardiens de but à faire autant de pas qu'ils le souhaitent avec le ballon dans les bras (au lieu de quatre actuellement), à condition de libérer la balle au bout de six secondes. En cette veille de match amical, nul ne sait encore si l'arbitre autrichien Fritz Stuchlik appliquera cette nouvelle disposition en avant-première.

Le lendemain soir, sur la pelouse du stade Maksimir de Zagreb, le gardien des Bleus obtient le consentement de l'arbitre. A plusieurs reprises

au cours de la partie, on le voit multiplier les foulées, le ballon entre les mains, à la manière d'un rugbyman. Les attaquants croates, pas mis au parfum, ont beau lever les bras au ciel et crier au parjure, rien n'y fait. Le natif de Lavelanet (Ariège) continue son petit jeu exploratoire et provocateur. Plusieurs fois au cours de sa carrière, on le vit adresser des passes à la main de 40 ou 50 mètres décisives dans la construction de buts. Ce nouveau règlement est taillé pour lui. « Le gardien peut désormais traverser la surface de réparation de long en large, slalomer au milieu des adversaires et adresser une relance de meilleure qualité. C'est vraiment très bien », s'enthousiasmera-t-il, après la rencontre.

LE RETOUR DE LA CHANCE

Joueur jusqu'au bout des gants, Fabien Barthez n'aura pas raté sa 32^e apparition sous le maillot bleu, dimanche 28 mai, à Zagreb. L'homme au crâne lisse a réalisé les trois ou quatre arrêts tranchants qui ont permis à l'équipe de France de ne pas encaisser de but. En seconde mi-temps, un tir sur la barre de Davor Suker, suivi d'une frappe sur le poteau de Mario Stanic, lui ont également rappelé que la chance ne l'avait pas quitté. Il y a quelques semaines de cela, Fabien Barthez n'en était pas si sûr.

Profondément marqué par la perte d'un enfant alors que sa fiancée, le mannequin Linda Evangelista, était enceinte, Fabien Barthez a connu, en dix mois, bien plus de déboires professionnels qu'il n'en avait vécu depuis le début de sa carrière, en 1991.

Une blessure aux adducteurs, puis une déchirure à la cuisse, suivie d'une

rechute pour avoir repris l'entraînement trop tôt, ont fragilisé un joueur que d'aucuns croyaient, à vingt-huit ans, indestructible.

Si son jeu s'en est ressenti, c'est surtout à propos de son attitude que les critiques ont été les plus acides. Accusé par son entraîneur, Claude Puel, d'avoir eu un rôle trouble lors de la rencontre sulfureuse entre Marseille et Monaco, le 7 avril, Fabien Barthez avait indiqué, vexé, qu'il quitterait la principauté (*Le Monde* du 5 mai).

Un élément de pression supplémentaire s'ajoutait même au tableau avec la sélection, dans le groupe des 22, de son ennemi intime, Bernard Lama, auteur d'une excellente fin de saison avec le Paris-Saint-Germain. Le sans-faute réalisé, dimanche soir, à Zagreb par Fabien Barthez aura permis au sélectionneur, Roger Lemerre, de confirmer ce dernier dans son rôle de titulaire indiscutable. La « guerre des goals » attendra ou n'aura pas lieu.

Frédéric Potet

■ **Lundi 29 mai, dans la matinée**, on apprenait que Fabien Barthez avait été autorisé à quitter un moment le rassemblement de l'équipe de France. Le président de la Fédération française de football, Claude Simonet, confirmait qu'il avait donné son accord, ainsi que le président de l'AS Monaco, Jean-Louis Campora, pour que le gardien international puisse « finaliser son transfert ». Le nom de son nouveau club n'a pas été révélé, mais il s'agit sans doute du champion d'Angleterre, Manchester United.

La préparation se poursuit au Maroc

Deux matches attendent l'équipe de France, au Maroc, avant de débiter sa campagne de l'Euro 2000. Invités au tournoi Hassan-II, comme il y a deux ans lorsqu'ils avaient préparé la Coupe du monde, les Bleus doivent affronter le Japon, dimanche 4 juin (à 16 heures), puis le vainqueur du match Maroc-Jamaïque le mardi 6 juin (à 17 h 30 ou 19 h 30).

De Casablanca, ils s'enverront alors directement pour Bruxelles et leur camp de base, situé à Wavre. Ils rencontreront leur premier adversaire de l'Euro, le Danemark, le dimanche 11 juin, à Bruges (à 18 heures). Le match suivant, contre la République tchèque, aura lieu également à Bruges, le vendredi 16 juin (18 heures). La rencontre au sommet contre les Pays-Bas se jouera à Amsterdam, mercredi 21 juin (à 20 h 45). Débutera alors la phase finale de l'épreuve, avec ou sans les champions du monde.

Avant l'Euro, les Pays-Bas se rassurent face à la Roumanie (2-1)

LA SÉRIE s'est interrompue. Après six matches nuls en sept rencontres, les Pays-Bas, qui se ront l'un des trois adversaires de la France lors du premier tour de l'Euro 2000, se sont rassurés en décrochant une victoire (2-1) aux dépens de la Roumanie, samedi 27 mai à Amsterdam. « Nous commençons bien la dernière ligne droite de l'Euro 2000 », a déclaré Frank Rijkaard.

Nommé après le Mondial 1998, le sélectionneur néerlandais ne parvenait cependant pas à se montrer totalement serein. Les Orange, qui figurent parmi les favoris de la toute proche compétition européenne, se sont montrés encore approximatifs dès lors qu'il s'est agi de concrétiser leur domination face aux buts adverses : chargé de finir le travail de Dennis Bergkamp ou Marc Overmars, l'attaquant Patrick Kluyvert – auteur malgré tout du second but – a raté bon nombre d'occasions, s'attirant même les seuls sifflets de la soirée.

Par ailleurs, l'absence du vice-capitaine Edgar Davids, opéré samedi d'une inflammation au gros orteil du pied gauche, représente un gros souci. Officiellement le joueur de la Juventus devrait néanmoins être opérationnel dans une semaine.

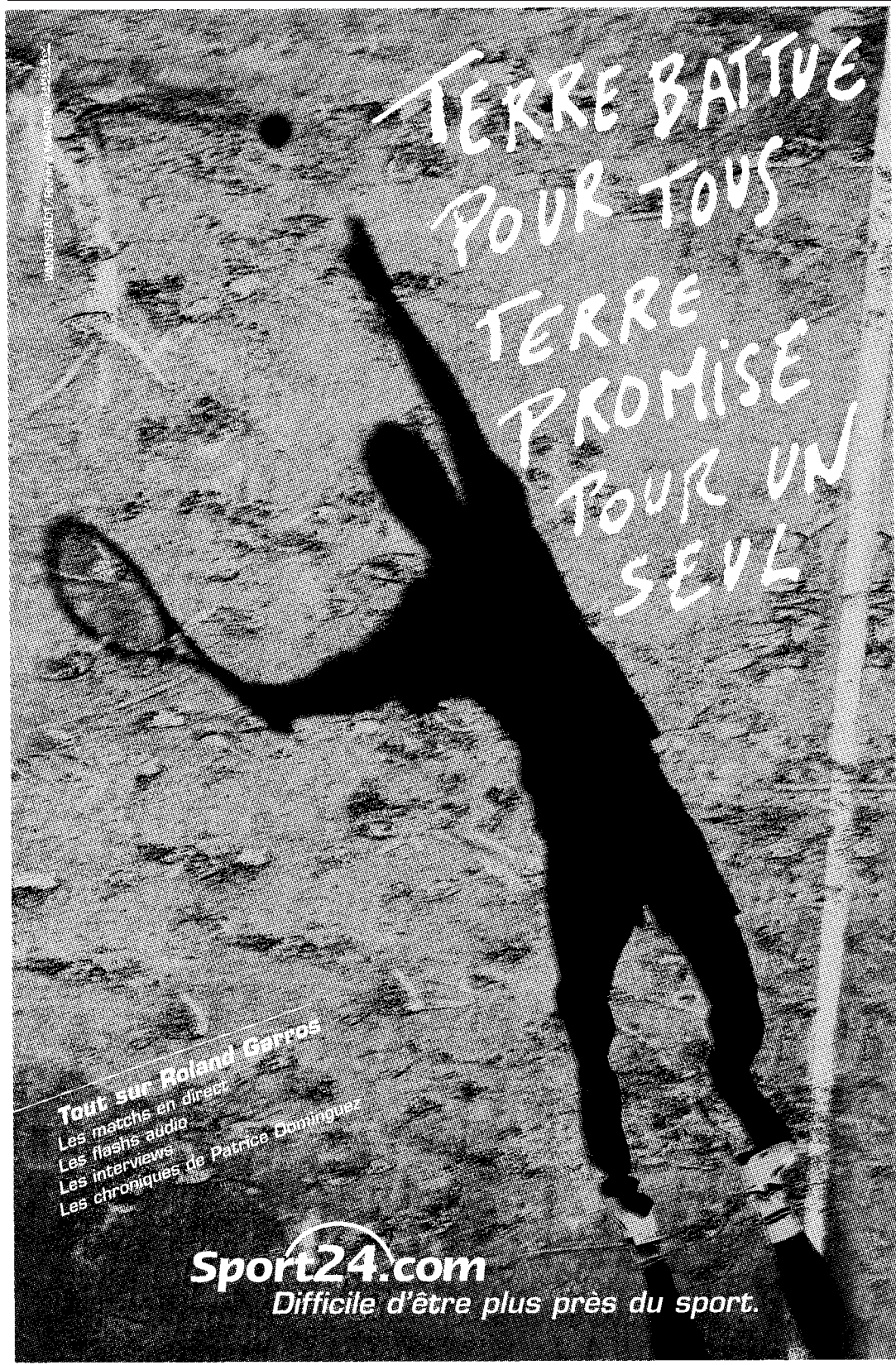
ANGLETERRE « HONORABLE »

Autre favorite de l'Euro 2000, l'équipe d'Angleterre a accroché celle du Brésil (1-1), samedi 27 mai sur son terrain de Wembley. « C'est un résultat honorable car il s'agit du Brésil », a commenté le sélectionneur anglais, Kevin Keegan. En 18 matches, l'Angleterre n'a gagné que deux fois contre les vice-champions du monde. « Je pense que nous aurions pu mieux jouer », a malgré tout souligné Kevin Keegan.

A quinze jours de leur premier match de l'Euro 2000, qui les verra affronter le Portugal, les Anglais ont notamment donné quelques signes de faiblesse en défense. L'égalisation brésilienne aurait pu être évitée. Le gardien de but, David Seaman, n'est plus incontestable à son poste. Au chapitre des enseignements positifs, le jeune Michael Owen a marqué son 6^e but en 19 sélections et affiché une bonne entente en pointe avec Alan Shearer.

LA NORVÈGE RÉTABLIE

A Oslo, la Norvège, annoncée comme un autre outsider de poids, a assuré le service minimum en battant la Slovaquie (2-0). Un penalty de Solskjaer, puis un but d'Iversen dans les cinq dernières minutes, ont permis aux Norvégiens d'effacer l'affront de la défaite contre la Belgique (0-2) le 26 avril à Oslo. – (avec AFP)



TERRE BATTUE
POUR TOUS
TERRE
PROMISE
POUR UN
SEUL

Tout sur Roland Garros
Les matchs en direct
Les flashs audio
Les interviews
Les chroniques de Patricia Dominguez

Sport24.com
Difficile d'être plus près du sport.

Le Monde
DOSSIERS DOCUMENTS
LES CLÉS DE L'INFO

Au sommaire
du numéro
de juin

Le Maghreb embourbé

Il y a un an tout semblait possible au Maghreb. De Rabat à Tunis, en passant par Alger, des signes de changement étaient perceptibles. Un an plus tard, le bilan est mitigé. Faut-il parler d'espoirs déçus ?

L'humanitaire face à la Realpolitik

Au Kosovo, une nouvelle forme de guerre, « l'intervention humanitaire », a été menée par l'OTAN au nom de la défense des populations civiles. Mais le génocide au Rwanda et, plus récemment, les massacres en Tchétchénie ont montré combien les impératifs de la Realpolitik continuaient à guider les décisions des grandes puissances.

Plus : LES CLÉS DE L'INFO
4 pages pour décoder l'actualité

Chez votre marchand de journaux
12 F - 1,83 €

Le CSP Limoges boucle sa folle saison par un titre de champion de France

Les Limougeauds ont battu Villeurbanne (78-66) dans la « belle » de la finale

Après avoir signé un impressionnant triplé - Coupe Korac, Coupe de France, champion de France -, le Cercle Saint-Pierre Limoges (CSP),

grâce notamment à une victoire dans la belle du championnat de France, obtenue, samedi 27 mai, face à ASVEL Lyon-Villeurbanne (78-66),

doit désormais assurer son avenir financier. La Ligue nationale de basket-ball devait se prononcer, lundi 29 mai, sur le plan de relance du club.

VILLEURBANNE
de notre envoyé spécial

Il fallait écouter Dusko Ivanovic. Le coach monténégrin du CSP Limoges est un novice mais, après une seule saison passée au plus haut niveau, il connaît son métier sur le bout des doigts. Il sait que rien ne vaut une bonne provocation pour



BASKET

déstabiliser un adversaire un peu trop sûr de lui ou pour motiver ses troupes épuisées. « Le CSP n'a pas pour habitude d'emporter ses trophées devant son public », avait-il lâché, l'air narquois, quelques minutes après la défaite de ses joueurs dans la deuxième manche de la finale du championnat de France de basket-ball, dimanche 21 mai, face à l'ASVEL Lyon-Villeurbanne. La boutade faisait référence à l'histoire du club, qui, en dépit de son palmarès impressionnant, n'a rien gagné dans sa propre salle depuis 1990. Elle faisait aussi allusion à la volonté sans bornes de son équipe, engagée sur la voie d'un incroyable triplé, Coupe Korac, Coupe de France, championnat de France, quelques mois seulement après que la chambre régionale des comptes du Limousin eut livré un rapport accablant sur les dérives financières du club limougeaud, au bord de la faillite. Jamais, depuis que les play off ont été créés, en 1987, une équipe n'avait été sacrée championne de France en emportant deux victoires sur terrain adverse. Limoges, équipe

de tous les paradoxes, l'a fait. Les joueurs de Dusko Ivanovic ont gagné la « belle » (66-78), samedi 27 mai, sur le parquet de Villeurbanne. Cela ne surprend nullement l'entraîneur. Plus rien ne le surprend au terme de la folle saison qu'il vient de vivre à Limoges.

« C'est la principale caractéristique de cette équipe, dit-il. Elle a la mentalité nécessaire pour gagner à l'extérieur. Peu d'équipes peuvent se permettre de ne pas tenir compte des adversaires. C'était notre cas cette année. » « Une équipe de crotales », suggère Jean-Philippe Méthélie, l'un de ces joueurs de banc à qui la réussite de Limoges doit tant en 2000. « Une équipe magnifique, une équipe de crise », ajoute Jean-Paul De Peretti, le président par qui le scandale redouté par toute une région, la rétrogradation en Pro B évoquée par la Ligue nationale de basket-ball (LNB), n'est pas encore arrivé.

Avant même la première rencontre de cette finale disputée au meilleur des trois manches, personne ne donnait très cher des chances du CSP Limoges. Certes, ces joueurs placés dos au mur avaient réussi une deuxième partie de saison extraordinaire. Certes, la crise financière qu'ils avaient surmontée en acceptant d'abandonner entre 30 et 70 % de leurs salaires les avait rendus invulnérables, insensibles à la fameuse pression psychologique qui entoure les matches lourds d'enjeu. Certes, rien n'arrête, depuis le mois de janvier, le formidable numéro de courage des coéquipiers de Yann Bonato. Mais les Limougeauds semblaient harassés, au bord de la rupture, avant de se

lancer à l'assaut des grands favoris de la compétition. Présents sur tous les tableaux, ils disputaient à Villeurbanne leur 57^e match de la saison et ils rêvaient, comme leur capitaine, de « partir en vacances tranquilles », si possible avec un triplé en poche, asséné comme un pied de nez aux dirigeants du basket-ball français.

A l'image de Yann Bonato, les Limougeauds ont entamé la dernière rencontre de la saison avec prudence. Pas question de se jeter dans une débauche d'énergie qui ne pourrait que servir les intérêts de Villeurbanne. Pendant une mi-temps, les hommes de Dusko Ivanovic ont contenu la fougue désordonnée et plutôt fébrile de leurs adversaires. A la mi-temps, ils n'avaient qu'un point de retard (31-30). Cinq minutes plus tard, ils avaient pris le large, comptant jusqu'à 16 points d'avance. Villeurbanne s'est battu, Villeurbanne s'est démené, mais que pouvaient faire les joueurs de Greg Beugnot face à ces « crotales » du Limousin, qui avaient retrouvé une adresse fantastique dans les tirs à trois points

(7 shoots réussis sur 9 tentatives en deuxième mi-temps) ? Que faire face à une équipe survoltée par ses tracas, portée par la grâce des repentis, tel Yann Bonato, ahurissant de volonté ? Rien.

La plus belle équipe a gagné. C'était Limoges. « On a connu trois minutes de relâchement et on n'a jamais pu revenir », regrettait Greg Beugnot. Le coach villeurbannais a connu sa quatrième défaite en autant de finales de championnat disputées au cours des cinq dernières années. Le club de la banlieue lyonnaise, le plus régulier du basket-ball français, attend ce titre depuis 1981. Il lui faudra patienter encore avant de hisser le 16^e fanion « champion de France » dans le seul coin vierge du tableau d'affichage de l'Astroballe. La veille de la « belle », des bénévoles avaient répété cette levée des couleurs prématurée. Le moment était mal choisi : les Limougeauds arrivaient justement pour s'entraîner. A leur tête, Yann Bonato a dû sourire devant l'empressement de ses hôtes.

Eric Collier

L'avenir incertain d'un géant du basket-ball français

VILLEURBANNE
de notre envoyé spécial

Françoise Amiaud, la vice-présidente de la Fédération française de basket-ball (FFBB), avait revêtu un superbe châle vert pour assister à la finale du championnat de France. Vert comme son sac à main, vert comme les maillots de l'ASVEL. « Un hasard », s'amuse-t-elle. Mais au moment de distribuer les médailles aux vainqueurs, elle l'avait délicatement ôté. C'est peu dire que la victoire du CSP Limoges tombe mal pour les dirigeants du basket-ball français. Depuis trois ans, la Ligue nationale (LNB) se prononce pour un refus d'engagement du club, notoirement surendetté. Depuis trois ans, le club présidé par Jean-Paul de Peretti gagne en appel.

Le bureau de la Ligue, las de passer pour une officine velléitaire, avait décidé de frapper fort cette saison, en assortissant son refus d'engagement d'une interdiction de participer à la Coupe d'Europe, au nom du respect de l'« équité sportive » : certains présidents de clubs estiment que le CSP Limoges doit payer pour ses dérives financières qui faussent le championnat. Mais dès lors que le club vient d'accomplir un fantastique come-back, accrochant trois trophées en autant de compétitions, comment l'exclure, comment le reléguer en Pro B et comment lui barrer l'accès à la Coupe d'Europe ?

Toutes ces questions devaient être posées, lundi 29 mai, lors d'une réunion de la LNB. Les membres de l'instance en charge du basket-ball professionnel devront se prononcer sur le plan de relance présenté par Jean-Paul de Peretti. Le président des champions de France évoque depuis deux semaines l'arrivée « imminente » d'un chèque de 15 millions de francs, suivi d'un deuxième, d'un montant de 5 millions de francs, attendu pour le mois de juillet. Les deux chèques seraient émis par des investisseurs asiatiques, basés à Hongkong, opérant sur les marchés immobiliers, la banque et le commerce, et propriétaires de deux chaînes de télévision.

Selon Jean-Paul de Peretti, les généreux donateurs auraient été sensibilisés à l'épopée limougeaude

par un intermédiaire français. « Ils s'intéressent au badminton et au basket-ball, mais pas au football », assure-t-il. En échange de cet investissement, Limoges devrait participer à l'accueil et à la formation de quinze jeunes asiatiques sur trois ans, et l'équipe professionnelle participerait à trois tournées en Extrême-Orient.

Si Limoges devait contourner l'obstacle de son engagement en Pro A, sa présence en Coupe d'Europe est encore incertaine. A cause des mauvais résultats enregistrés par les clubs français en Euroleague, la France ne dispose plus que d'un billet pour la prochaine édition de cette compétition, rebaptisée Suproligue. Le champion de France serait alors l'unique représentant du basket français. Le schéma est embarrassant pour les dirigeants,

Certains présidents de clubs estiment que le CSP Limoges doit payer pour ses dérives financières qui faussent le championnat

qui voulaient le rétrograder, mais un accord semble se dessiner, qui permettrait au club et à la FFBB de sauver les apparences : le CSP renoncerait à sa place en Suproligue, au profit de Villeurbanne, pour s'engager dans une compétition européenne plus modeste, la Coupe Saporta.

« Je vais bâtir un budget de 28 millions de francs pour l'année prochaine, assure Jean-Paul de Peretti. Il ne permettra pas d'aller défier les grosses équipes européennes. » Les joueurs, eux, s'interrogent. Yann Bonato, leur capitaine emblématique, rêve d'une nouvelle saison à Limoges, mais après des mois de « sacrifices », il se montre prudent : « L'argent de M. De Peretti, tant que je ne l'ai pas vu... »

E. C.

Natation : trois records du monde en deux jours pour Inge De Bruijn

LA NÉERLANDAISE Inge De Bruijn, âgée de vingt-six ans, a battu, dimanche 28 mai, lors de la réunion de Sheffield (Grande-Bretagne), le record du monde du 100 m nage libre (53 s 80 au lieu des 54 s 01 de la Chinoise Le Jingyi en 1994). Elle s'était déjà adjugé la veille celui du 100 m papillon (56 s 69, au lieu des 57 s 88 de l'Américaine Jenny Thompson) en 1999 et vendredi 26 mai celui du 50 m papillon (25 s 64), qu'elle avait déjà amélioré il y a une semaine à Monaco (25 s 83).

DÉPÊCHES

■ **ATHLÉTISME** : l'Américaine Stacy Dragila a amélioré de 2 centimètres le record du monde du saut à la perche féminin en franchissant 4,62 m, vendredi 26 mai à Phoenix (Arizona).

■ **FOOTBALL** : le Brésilien Abel Braga, ancien joueur du Paris-Saint-Germain (de 1979 à 1981), entrainera l'Olympique de Marseille lors de la saison 2000-2001. Les dirigeants marseillais auraient souhaité s'attacher les services de l'Italien Giovanni Trapattoni, mais les exigences en matière d'effectifs de l'ex-entraîneur de la Fiorentina étaient « incompatibles » avec les ressources du club phocéen.

■ **L'Espanyol Barcelone** a gagné sa première Coupe d'Espagne, samedi 27 mai, face à l'Atletico Madrid (2-1).

■ **GYMNASTIQUE** : le Français Eric Poujade a remporté la médaille d'argent au cheval d'arçons lors des finales par appareils des championnats d'Europe, dimanche 28 mai à Brême (Allemagne).

■ **MOTOCYCLISME** : l'Italien Loris Capirossi (500 cc), le Japonais Shinya Nakano (250 cc), devant le Français Olivier Jacque, et l'Italien Locatelli (125 cc) ont gagné le Grand Prix d'Italie, dimanche 28 mai, sur le circuit du Mugello.

■ **VOLLEY-BALL** : l'équipe de France masculine a battu Cuba à deux reprises, samedi 27 mai à Grenoble (3 sets à 1) et dimanche 28 mai à Lyon (3 sets à 2) dans le cadre de la Ligue mondiale.

■ **LOTO : résultats des tirages n° 43 effectués samedi 27 mai. Premier tirage** : 6, 9, 13, 25, 27, 28 ; numéro complémentaire : 10. Rapports pour 6 numéros : 3 247 060 F (495 011 €) ; 5 numéros et le complémentaire : 28 315 F (4 316 €) ; 4 numéros et le complémentaire : 154 F (23,47 €) ; 3 numéros et le complémentaire : 633 005 F (96 500 €) ; 2 numéros et le complémentaire : 374 F (57,91 €) ; 1 numéro et le complémentaire : 34 F (5,18 €) ; 0 numéros et le complémentaire : 17 F (2,59 €).

Le Nokia 7110 allie la richesse du web à l'extraordinaire liberté d'un mobile. La clef de cette compatibilité : Mobile Internet Services. Un bouquet de services** (contenu dépendant de l'opérateur choisi) vous est proposé et vous pouvez consulter le cours de la bourse, la météo ou les horaires d'avion, réserver un billet, prendre connaissance des dernières nouvelles, de votre horoscope, envoyer un e-mail, accéder à votre répertoire... D'un simple clic sur la « souris-mobile » Navi™ roller de votre Nokia 7110, vous sélectionnez la fonction désirée. C'est rapide et facile. Nokia 7110, le premier Mediaphone.

www.nokia.fr

Il n'y a pas que la messe du 20h dans la vie.

*Pour Rétier Les Hommes. Copyright © 2000, Nokia Mobile Phones. Tous droits réservés. Nokia, Nokia Connecting People et Navi™ roller (molette) sont des marques déposées de Nokia Corporation. **Certaines fonctions sont dépendantes du réseau et de l'opérateur. Documents non contractuels. RC Nanterre B 330 742 784 - GREY

Temps gris et pluvieux

MARDI. Le flux d'ouest atlantique dirige sur notre pays une nouvelle perturbation qui traverse la France d'ouest en est. Seul le pourtour méditerranéen et l'extrême nord du pays sont épargnés par le mauvais temps.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - La journée se passe sous un ciel gris accompagné de séquences de pluie. Le vent d'ouest souffle en rafales à 60 km/h près des côtes atlantiques. Il fait de 15 à 17 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - La pluie fait de fréquentes apparitions toute la journée sur le Bassin Parisien, le Centre et la Haute-Normandie. Sur le Nord-Picardie et les Ardennes, le ciel est plus variable et des éclaircies se développent en matinée; ensuite le ciel devient de plus en plus nuageux. Il fait de 14 à 17 degrés.

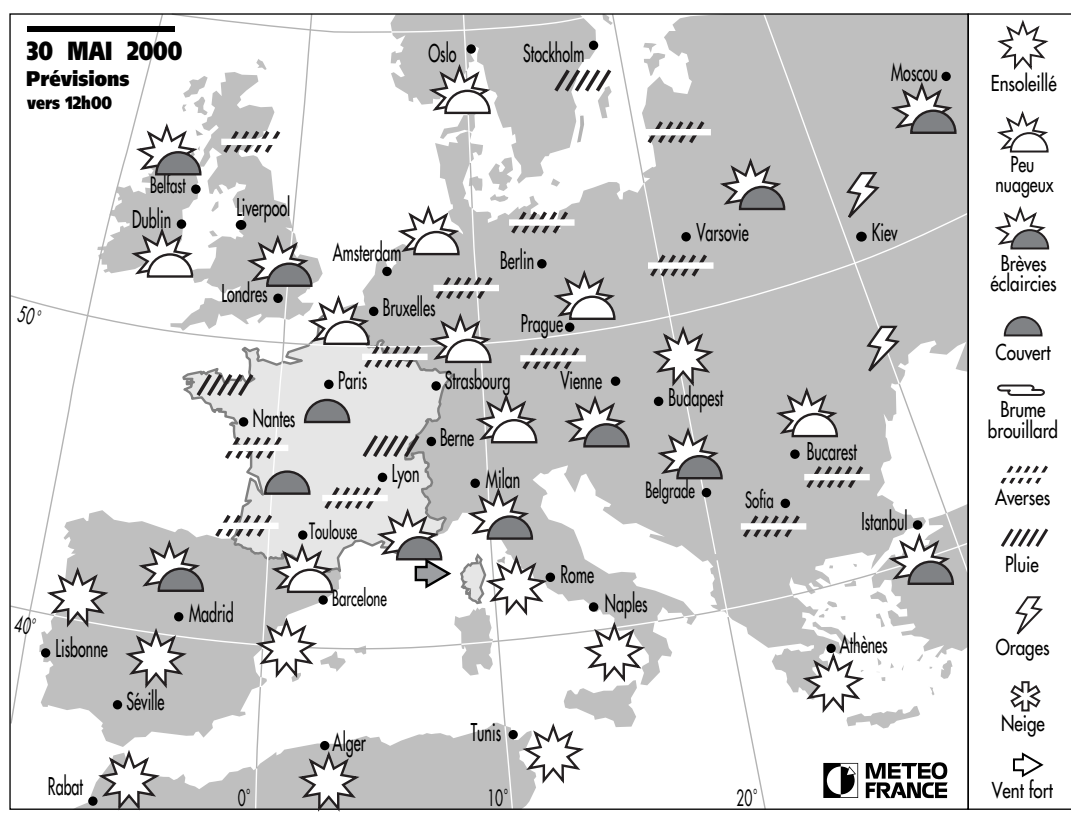
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - Sur la Lorraine et l'Alsace, la matinée se passe sous un ciel variable avec

quelques pluies. Sur la Bourgogne et la Franche-Comté, des passages pluvieux ponctuent la journée. Il fait de 14 à 17 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le temps sera pluvieux sur le Poitou-Charentes toute la journée. La pluie est intermittente sur l'Aquitaine et Midi-Pyrénées. Sur le relief Pyrénéen et le Piémont, le ciel est plus variable avec quelques éclaircies. Il fait de 17 à 22 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Des passages pluvieux donnent un caractère maussade à cette journée. Quelques éclaircies réapparaissent dans l'après-midi dans la vallée du Rhône. Il fait de 17 à 23 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Mis à part la Lozère où les nuages sont très nombreux, le temps reste agréable sur le pourtour méditerranéen et en Corse. Le vent d'ouest souffle en rafales à 90 km/h près des côtes varoises et entre la Corse et le continent. Il fait de 23 à 26 degrés.



(Publicité)

http://www.ebookers.com/fr

Sous le soleil chaud

à des prix réduits

ebokers.fr
aujourd'hui ici, demain là-bas

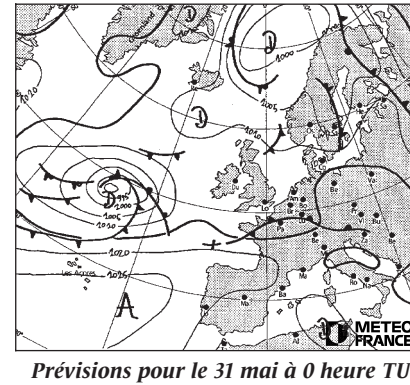
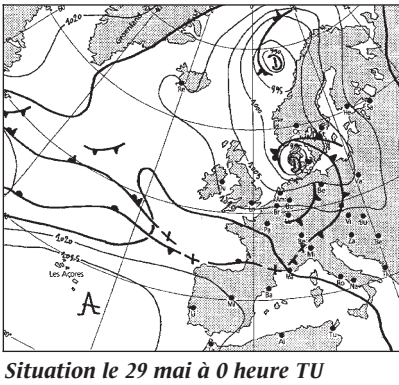
© 2000 ebookers.com snc. Licence L15677001

PRÉVISIONS POUR LE 30 MAI 2000
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

FRANCE métropole		FRANCE outre-mer	
AJACCIO	17/24 S	NANCY	7/15 P
BIARRITZ	15/20 P	NANTES	9/17 P
BORDEAUX	14/20 P	NICE	17/25 S
BOURGES	8/18 P	PARIS	8/15 P
BREST	8/14 P	PAU	14/21 N
CAEN	9/13 P	PERPIGNAN	16/26 N
CHERBOURG	5/12 P	RENNES	8/17 P
CLERMONT-F.	9/21 P	ST-ETIENNE	9/20 P
DIJON	7/17 P	STRASBOURG	7/15 P
GRENOBLE	12/20 P	TOULOUSE	13/24 P
LILLE	7/16 P	TOURS	8/18 P
LIMOGES	10/16 P	FRANCE outre-mer	
LYON	10/21 P	CAYENNE	24/28 P
MARSEILLE	17/26 S	FORT-DE-FR.	24/30 C
		NOUMEA	20/24 S

PAPEETE	24/30 P	KIEV	12/24 P	VENISE	12/20 N	LE CAIRE	23/37 S
POINTE-A-PIT.	24/31 C	LISBONNE	15/25 S	VIENNE	10/20 S	NAIROBI	15/25 S
ST-DENIS-RÉ.	21/27 S	LIVERPOOL	7/14 C	AMÉRIQUES		PRETORIA	3/21 S
EUROPE		LONDRES	8/16 S	BRASILIA	18/30 S	RABAT	17/27 S
AMSTERDAM	9/14 N	LUXEMBOURG	8/17 S	BUENOS AIR.	8/14 S	TUNIS	21/28 S
ATHENES	20/28 S	MADRID	16/30 S	CARACAS	26/29 P	ASIE-Océanie	
BARCELONE	18/25 S	MILAN	14/21 C	CHICAGO	13/25 S	BANGKOK	26/34 C
BELFAST	6/15 S	MOSCOW	16/30 S	LIMA	15/20 S	BEYROUTH	22/26 S
BELGRADE	11/23 S	MUNICH	8/15 N	LOS ANGELES	15/22 S	BOMBAY	28/32 C
BERLIN	7/15 P	PARIS	18/27 S	MEXICO	14/21 P	DIJAKARTA	28/29 C
BERNE	9/14 C	OSLO	5/11 P	MONTREAL	13/20 C	DUBAI	25/38 S
BRUXELLES	9/15 N	PALMA DE M.	18/28 S	NEW YORK	12/18 S	HANOI	27/35 S
BUCAREST	9/24 N	PRAGUE	6/15 N	SAN FRANCIS.	11/19 S	HONGKONG	25/29 S
BUDAPEST	10/21 S	ROME	16/24 S	SANTIAGO/CHI	1/18 C	JERUSALEM	20/30 S
COPENHAGUE	7/13 P	SEVILLE	20/34 S	TORONTO	12/20 C	NEW DEHLI	34/42 S
DUBLIN	6/14 N	SOFIA	13/20 P	WASHINGTON	11/19 S	PEKIN	19/30 S
FRANCFORT	6/18 S	ST-PETERSB.	11/20 S	AFRIQUE		SEOUL	17/26 P
GENEVE	13/19 P	STOCKHOLM	8/13 P	ALGER	18/30 S	SINGAPOUR	27/30 P
HELSINKI	9/15 P	TENERIFE	15/18 C	DAKAR	19/24 S	SYDNEY	8/15 P
ISTANBUL	18/27 S	VARSOVIE	8/15 P	KINSHASA	20/32 S	TOKYO	18/28 S

12/24 P	VENISE	12/20 N	LE CAIRE	23/37 S
15/25 S	VIENNE	10/20 S	NAIROBI	15/25 S
7/14 C	AMÉRIQUES		PRETORIA	3/21 S
8/16 S	BRASILIA	18/30 S	RABAT	17/27 S
8/17 S	BUENOS AIR.	8/14 S	TUNIS	21/28 S
16/30 S	CARACAS	26/29 P	ASIE-Océanie	
14/21 C	CHICAGO	13/25 S	BANGKOK	26/34 C
16/30 S	LIMA	15/20 S	BEYROUTH	22/26 S
8/15 N	LOS ANGELES	15/22 S	BOMBAY	28/32 C
18/27 S	MEXICO	14/21 P	DIJAKARTA	28/29 C
5/11 P	MONTREAL	13/20 C	DUBAI	25/38 S
18/28 S	NEW YORK	12/18 S	HANOI	27/35 S
6/15 N	SAN FRANCIS.	11/19 S	HONGKONG	25/29 S
16/24 S	SANTIAGO/CHI	1/18 C	JERUSALEM	20/30 S
20/34 S	TORONTO	12/20 C	NEW DEHLI	34/42 S
13/20 P	WASHINGTON	11/19 S	PEKIN	19/30 S
11/20 S	AFRIQUE		SEOUL	17/26 P
8/13 P	ALGER	18/30 S	SINGAPOUR	27/30 P
15/18 C	DAKAR	19/24 S	SYDNEY	8/15 P
8/15 P	KINSHASA	20/32 S	TOKYO	18/28 S



ASTRONOMIE

Ciel de juin

FORT DISCRÈTES en mai, les planètes font une timide apparition en juin. Comme **Mars** et **Vénus** seront absentes pour cause de rapprochement avec le Soleil - l'étoile du Berger étant même éclipsée le 11 mai par l'astre du jour, un événement bien entendu inobservable -, on pourra tenter de débusquer **Mercure** au début du mois. Les 3 et 4 juin au crépuscule, la petite planète se repérera d'autant plus facilement au-dessus de l'horizon nord-ouest qu'elle aura rendez-vous avec un tout jeune et tout fin croissant de Lune. Les 29 et 30 juin, le croissant sera tout aussi fluet, mais inversé, puisque nous serons en fin de lunaison. Cette paren-

thèse céleste accompagnera, avant l'aube cette fois, le couple que forment depuis quelque temps **Jupiter** et **Saturne**.

Pendant la dernière semaine de juin, les deux géantes de notre système solaire se paieront, toujours aux petites heures du matin, une promenade sous les **Pléiades**. Situé dans la constellation du Taureau, cet amas ouvert d'étoiles porte le numéro 45 dans la liste des 110 objets diffus établie au XVIII^e siècle par l'astronome français Charles Messier et son collaborateur Pierre Méchain (*Le Monde* du 7 mars). Cet ensemble d'astres jeunes (leur âge est estimé à une centaine de millions d'années) est l'un des plus proches du Soleil puisque les scientifiques estiment qu'il est distant de « seulement » 400 années-lumière.

Sur les quelques centaines d'étoiles qui composent M45, six à neuf sont visibles dans des conditions moyennes d'observation et apparaissent bleues sur les photographies en couleurs. Dans un ciel exceptionnellement limpide, ce qui arrive de plus en plus rarement dans nos contrées où la pollution lumineuse et la pollution tout court « obscurissent » l'atmosphère, les observateurs dotés d'une vue per-

çante pourront en dénombrer une douzaine. Connues depuis l'Antiquité, les Pléiades tirent leur nom des sept filles que le géant Atlas eut avec Pléione.

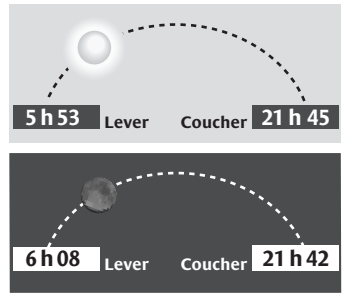
Le mythe grec raconte qu'Alcyone, Astérope, Célaeno, Electra, Maïa, Mérope et Taygète rencontrèrent un jour le chasseur Orion qui devint amoureux d'elles et, cinq ans durant, les poursuivit. Pour soustraire les Pléiades aux assiduités d'Orion - autre habitant du firmament puisqu'une constellation lui est consacrée -, Zeus transforma les sept sœurs en colombes puis, les portant au ciel, en étoiles. Mais comme cela ne donne un nom qu'à sept des neuf étoiles qui se voient couramment, on a, pour faire bon compte, rajouté Atlas et Pléione dans ce groupe céleste.

Le 21 juin sonne l'heure du solstice d'été dans l'hémisphère Nord, d'hiver dans l'hémisphère Sud. Dans nos contrées, les jours commencent à raccourcir, comme pour montrer que la belle saison n'est déjà qu'une agonie qui mènera vers le froid. Aux antipodes, en revanche, ce sont les nuits qui perdent des minutes.

Pierre Barthélémy

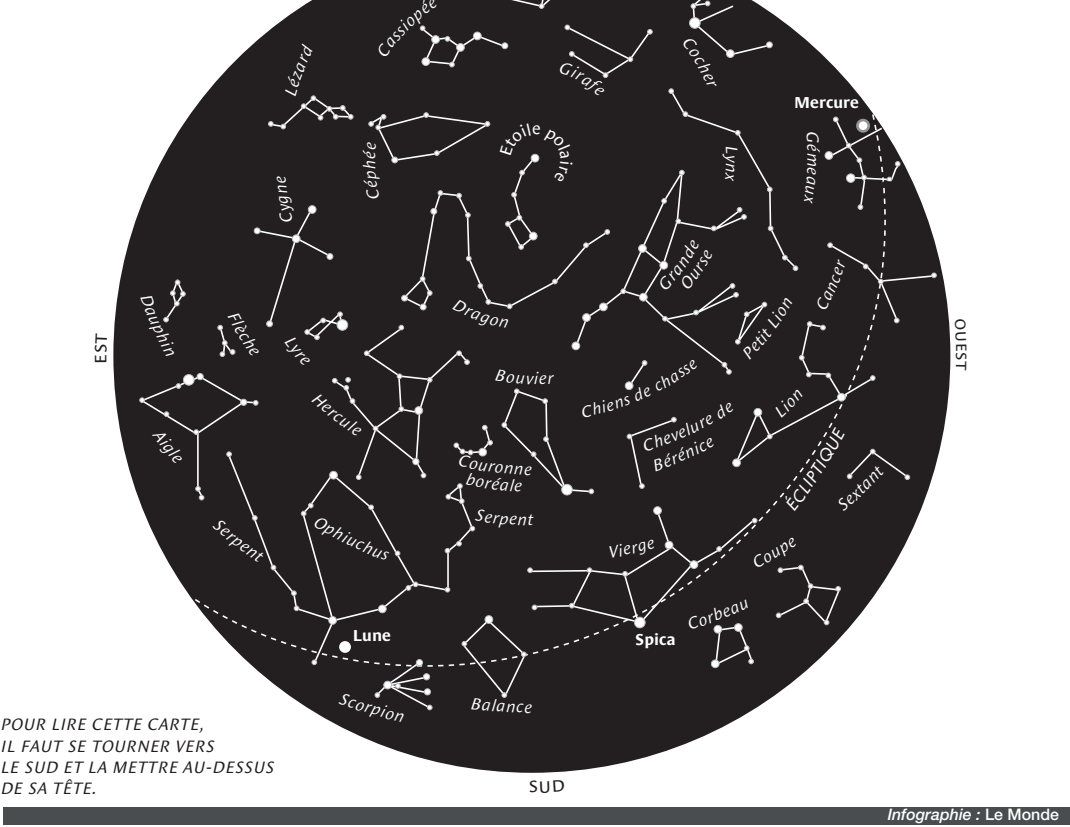
SOLEIL ET LUNE DE LA SEMAINE

• vendredi 2 juin 2000 (à Paris) •



Planètes discrètes pour les premières nuits d'été

CIEL DU 15 JUIN À 23 HEURES (HEURE DE PARIS)



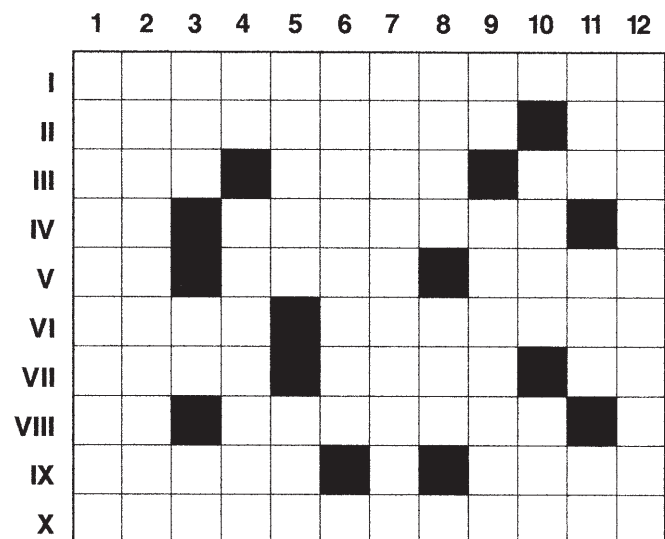
POUR LIRE CETTE CARTE, IL FAUT SE TOURNER VERS LE SUD ET LA METTRE AU-DESSUS DE SA TÊTE.

Infographie : Le Monde

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 00 - 128

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr



HORIZONTALEMENT

I. Assure une bonne prise à distance. - II. Facilitent l'introduction. Deux points. - III. Solide pour les charpentes. Problème d'adolescents. A bon port et tout compris. - IV. Personnel. Quand on est seul au monde. - V. Conjonction. Mis pour verrouiller. Le premier à prendre l'Avion. - VI. Pour les grandes bouteilles. Mépris du divin. - VII. Alliance internationale. Gaz d'éclairage. Préposition. - VIII. A moitié fini. Rarement seul s'il est sous la table.

- IX. Appréciée en marge. Vieille caisse. - X. Mettent fin à toutes les affaires.

VERTICALEMENT

1. Proches de Verdi, mais Wagner ne leur fait pas peur. - 2. Mise au point. - 3. Encouragement au cirque. Convient parfaitement. Doubles en tête. - 4. Ouvre la marche. Révélée. - 5. Monnaie d'échange qui ne devrait pas avoir cours. Transport rapide. - 6. Remplit les caisses de Bercy en tuant. - 7. Prend les mesures à table et sur le terrain. - 8. Petits porteurs

souvent exploités. Ses *Histoires* sont encore extraordinaires. - 9. En travers. Pas trop difficile de le faire parler. - 10. Finit par lâcher. Uni désuni. - 11. L'Amérique en VO. Période de migrations. En route. - 12. Demandées pour occuper la place.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 00 - 127

HORIZONTALEMENT

I. Réjouissance. - II. Odeur. Torils. - III. Ui. Tétanisés. - IV. Cloisonné. Su. - V. Œil. Adage. - VI. Glas. Sèvre. - VII. Lunette. Ait. - VIII. Aso. Rots. - IX. Dense. Sureau. - X. Essieu. Tient.

VERTICALEMENT

1. Roucoulade. - 2. Edile. Usés. - 3. Je. Oignons. - 4. Outillé. Si. - 5. Ures. Athée. - 6. Toast. - 7. Stand. Ers. - 8. Sonnas. Out. - 9. Ariège. Tri. - 10. Nis. Evasée. - 11. Clés. Ri. An. - 12. Essuie-tout.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

ISSN 0395-2037

Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

AFFAIRE DE LOGIQUE

N° 173

Enquête

TROIS MALFAITEURS sont soupçonnés de meurtre. Un - et un seul - des trois est coupable. Les enquêteurs ont recueilli trois déclarations de chacun d'eux :

André :
(A1) - Je suis innocent.
(A2) - D'ailleurs, à l'heure du crime, j'étais à 10 kilomètres de là avec Béatrice.
(A3) - Claude est coupable.

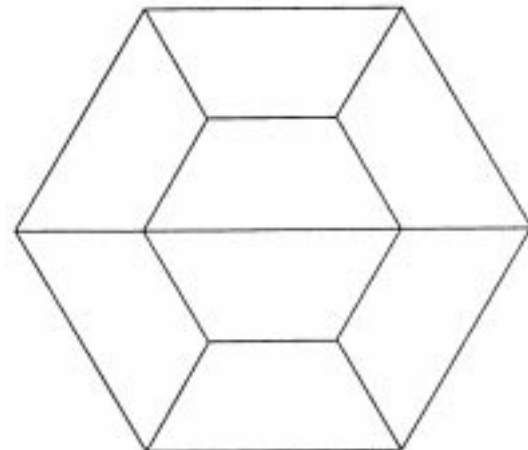
Béatrice :
(B1) - Je suis innocente.
(B2) - André aussi.
(B3) - Mais il n'était pas avec moi à l'heure du crime.

Claude :
(C1) - Je suis innocent.
(C2) - Béatrice aussi.
(C3) - André a menti trois fois.
Sachant que chacun des suspects a menti au moins une fois, qui est coupable ?

Elisabeth Busser et Gilles Cohen
© POLE 2000

Solution dans *Le Monde* du 6 juin.

Solution du n° 172 paru dans *Le Monde* du 23 mai. Le partage est possible. Il tient dans le dessin ci-contre. Avez-vous d'autres solutions ?



Les jeux dans « Le Monde »

Le Monde publie chaque jour, en plus des mots croisés, un jeu. Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème de logique. Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de Scrabble. Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge. Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art. Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

Le Monde
Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corro
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

CHANSON À la mi-juin, Julio Iglesias publiera *Noche de cuatro lunas*, son 77^e disque. Un record pour celui qui a donné 4 700 concerts sur les cinq continents et

vendu, selon son label Columbia, 250 millions d'albums en 35 ans de carrière. Travailleur infatigable, Julio Iglesias a basé sa stratégie sur le charme, le multi-linguisme et la

proximité avec le grand public. ● LA COLORATION de plus en plus latine des musiques du goût dominant, celles du *main stream* est néanmoins très récente. Elle s'est

illustrée notamment par les succès de *Livin'la vida loca* de Ricky Martin, de *Mambo N° 5* de Lou Bega, ou par ceux des vétérans cubains de Buena Vista Social Club. ● CAR-

LOS SANTANA a sans doute été porté lui aussi par ce courant, dont il a été un précurseur dès 1968. Son 35^e album *Supernatural* s'est vendu à 12 millions d'exemplaires.

Julio Iglesias, « el padre » de la vague latino

L'éternel chanteur de charme édite en juin son 77^e disque. A Miami où il s'est installé, l'hidalgo à la voix d'or qui a vendu près de 250 millions d'albums en 35 ans de carrière, surfe sur la déferlante qui campe désormais en tête des hits parades du monde entier

MIAMI

de notre envoyée spéciale

Le style, tout est dans le style : pantalon crème, écharpe de cachemire à la ceinture, Julio Iglesias, Espagnol universel, revendique la primauté du paraître et de la légèreté. Il la cultive avec une certaine classe. Iglesias père – le fils, Enrique trône en tête des hit-parades américains, mais penche davantage vers les paillettes – ne donne pas dans la frime. La maison américaine de ce multi-millionnaire du disque étend discrètement un toit de palme, long comme un jour sans pain, sur l'île d'Indian Creek, à l'écart des agitations éphémères de Miami Beach. Sa cave et son amour du vin sont célèbres ; château pétrus et Romanée-Conti apparaissent sur la table de la terrasse – la piscine est bleu marine – pour témoigner de « l'esprit de la terre » et du plaisir du goût, tandis que l'équipe de Sony Music discute des modalités de la tournée automnale du maître des lieux, les 14 et 15 septembre à Shangai, le 17 à Hambourg, puis en Pologne et en France.

A la mi-juin, Julio Iglesias publiera *Noche de cuatro lunas*, son 77^e disque, un record qui lui vaut d'avoir, selon son label Columbia, écoulé 250 millions d'albums en 35 ans de carrière adoubee par 4 700 concerts donnés sur les cinq continents. *Latin lover*, hidalgo, chanteur de charme et ami des présidents, Julio Iglesias est aussi un visionnaire du marché du disque. « Je construis depuis que je suis dans ce métier. J'ai toujours des doutes sur la qualité des disques, mais une carrière se fait avec la tête, sinon, on disparaît vite. » Avis aux successeurs, Julio Jr et Enrique, deux de ses cinq enfants, devenus chanteurs américains.

Travailleur de force, le chanteur a fondé sa stratégie sur le charme, le multi-linguisme et la proximité avec le peuple. En 1962, ce fils d'un gynécologue d'origine galicienne, est gardien de but au Real Madrid. Il a dix-neuf ans. Un grave accident



Julio Iglesias sous les palmiers de sa propriété de Miami.

de voiture le paralyse pendant dix-huit mois. Il apprend la guitare et la patience. Dix ans plus tard, il vend son premier million de disques avec *Canto A Galicia*, qu'il déclinera en six langues. « Chanter dans la langue des gens, c'est fondamental », répète Julio Iglesias, idole des amateurs(trices) de romans d'amour et de gare, dont il attend une compréhension instinctive. En 1974, *Manuela* signe le succès presque planétaire du chanteur.

Presque, parce que les Etats-Unis lui résistent encore, alors que le Japon, le Brésil, l'Italie ou l'Égypte lui sont déjà tombés dans les bras.

LE PIONNIER DU DUO

Il lui faudra dix autres années pour séduire le géant américain, premier marché mondial, et vivre incomparable de clients hispanophones.

Pour trouver les armes de la conquête, l'hidalgo s'installe en

1983 à Miami, « capitale non officielle de l'Amérique latine et épice-centre du business hispanophone », selon Ricardo Dopico, qui y dirige le bureau latin de la toute puissante Recording Industry Association of America (RIAA). Cette année-là, Julio Iglesias publie *1100 Bel Air Place*, où il inaugure la formule du duo avec les stars du moment – une recette appliquée à la lettre par Carlos Santana dans le récent *Supernatural*. Pour se donner les chances d'un *cross-over* réussi, Iglesias chante des mélodies latino-européennes en anglais, *To all the girls I've loved before* avec Willie Nelson et *All Of You* avec Diana Ross. « Julio a été un pionnier », affirme José Behar, actuel président d'EMI Latin, qui travaillait alors chez CBS (devenu Columbia après son rachat par Sony Music). « 1100 Bel Air Place nous a ouvert les yeux sur le potentiel du marché hispanique aux Etats-Unis, et a tracé la voie des chanteurs latino-pop tels que Selena [chanteuse d'origine mexicaine assassinée par une de ses fans], Jon Secada et Gloria Estefan [égérie de la communauté cubaine anti-castriote de Miami] », rajoute-t-il. Crescent Moon-Estefan enterprises inc., l'entreprise fructueuse de Gloria et de son époux, Emilio Estefan Jr, a d'ailleurs acheté une page de publicité dans l'épais supplément consacré à Julio Iglesias publié par l'hebdomadaire professionnel *Billboard* du 27 mai, ainsi libellée, en espagnol : « Julio, merci pour tout ce que vous avez fait pour nous les latinos dans le monde entier. »

« Je me suis installé à Miami, explique Julio Iglesias, parce qu'il était confortable d'y travailler. J'enregistrais alors quatre à cinq disques par an [des albums déclinés en plusieurs langues]. J'étais divorcé, j'avais un petit appartement, et j'avais tout à portée de main : des studios, un aéroport toujours ouvert, une ville où la langue était aussi l'espagnol. » Depuis, les Hispano-Américains ont pris une place insoupçonnée dans la société américaine : ils sont aujourd'hui

32 millions, dont la moitié a moins de 25 ans, majoritairement issus du Mexique et des Caraïbes. Ils seront, selon l'US Census Bureau, la première minorité aux Etats-Unis en 2005. Leur pouvoir économique est en constante hausse.

En 1999, alors que le marché américain stagne, les ventes de *Latin Music* progressent de 8 %, représentant 4,3 % des 14,6 milliards de dollars (16 milliards d'euros) du chiffre d'affaires du disque américain – seuls sont comptabilisés les disques comportant au moins 51 % de chansons en espagnol ; il convient donc d'y ajouter les ventes massives de Ricky Martin, Jennifer Lopez, Carlos Santana ou Enrique Iglesias, des anglophones qui font de la musique épicée latine.

PANEL DE RYTHMES ET DE STYLES

« L'enthousiasme du consommateur latino est totalement exceptionnel », commente Hilary Rosen, présidente de la RIAA, en rappelant les résultats d'une étude sociologique, menée par l'association, dans laquelle 60 % des Hispano-Américains interrogés déclarent que la musique est « un élément fondamental de leur vie ».

Le flirt de la musique populaire américaine avec les sons latins n'est pas nouveau – depuis Xavier Cugat, Richie Valens dans les années 50, Herb Alpert and The Tijuana Brass puis Carlos Santana dans les années 60, jusqu'à la génération incarnée par la diva pop Gloria Estefan. Mais la contamination latine massive des musiques du *main stream*, musiques du goût dominant, est, selon Ricardo Dopico, très récente. « Le phénomène latino a explosé en 1999 lors des Grammy Awards avec la démonstration époustouflante de Ricky Martin retransmise à la télévision. » L'opinion est confirmée dans *Billboard* par Julio Iglesias en personne : « Ce qu'a fait Ricky Martin aux Awards 1999 a permis à Santana de gagner huit trophées cette année. » 1999, ajoute Ricardo Dopico, a été une

victoire pour tout ce qui est teinté latin, de *Livin'la vida loca* de Ricky Martin en passant par *Mambo No 5* de Lou Bega, ou par les vétérans cubains de Buena Vista Social Club. « Tout ce qui était latin était chic. »

« Mon fils Julio Jr est un gitan, dit son père. Le second, Enrique, est rentré à fond dans cette nouvelle latinité, à laquelle finalement, je n'appartiens pas, car pour les Américains, je suis d'abord un Européen, alors que je suis un vrai latin, d'origine. Il leur reste un doute dans un petit coin, car je chante en espagnol. Mais l'artiste latin ici est forcément "percussionné" par les rythmes afro-caraïbéens. » Julio Iglesias et Tomas Munoz, son interlocuteur chez Sony, ont donc corrigé le tir. Sans renier « le Julio de toujours », romantique, *Noche de cuatro lunas* s'appuie sur un panel très large des rythmes et des styles musicaux latino-américains, du Mexique aux Caraïbes. Ont été appelés à la rescousse le salsero panaméen Ruben Blades, Robi Rosa, compositeur fétiche de Ricky Martin, ou encore le jeune Colombien Estéfano, co-auteur avec Julio Iglesias de *Gozar la vida*, titre d'ouverture de l'album immédiatement dansable.

Dans ce panorama prometteur, Julio Iglesias n'a pas oublié le Net. En février, il a fondé *aplus.com*, en s'alliant avec un présentateur vedette de la télévision, Mario Kreutzberger, dit Don Francisco, et avec deux pivots de l'industrie musicale, Larry Rosen et Sergio Rozenblat, organisateur des Latin Grammy Awards, dont la première édition sera diffusée sur CBS en septembre. Les experts évaluent à 38 millions le nombre d'internautes sud-américains en 2003, dont 68 % ont moins de trente-quatre ans. « Tous s'intéressent passionnément à la musique », commente la page d'accueil du site dont les activités – musique et *entertainment* – débiteront cet été. Quant à Enrique Iglesias, il sert d'amphitryon musical au site *eritmo.com*.

Véronique Mortaigne

Carlos Santana : come-back stratégique ou miracle cosmique ?

Le guitariste en tournée en Europe passe par Bercy lundi 29 mai, à guichets fermés

QUOI DE PLUS réjouissant, pour un public de fans, qu'un *come back* à ce point réussi ? Le spectaculaire retour sur le devant de la scène du vétéran Carlos Santana est encore plus improbable que ceux de Joe Cocker ou de Tom Jones et il a tout pour plaire.

Lors de la cérémonie, en mars, de remise des Grammy Awards décernés par les professionnels du disque aux Etats-Unis, Carlos Santana est monté sur la scène à huit reprises. Lui qui n'avait reçu qu'une seule de ces prestigieuses statuettes (meilleur morceau instrumental de rock, en 1988) et jamais pour ses nombreux succès dans les années 70. Huit récompenses pour son 35^e disque, *Supernatural* (Arista/BMG), dont celle d'album de l'année, et des nominations dans onze catégories.

Le guitariste n'avait jamais eu d'albums en première place, même à l'époque du superbe *Abraxas*, et a été absent des pop-charts depuis vingt ans. Or, *Supernatural* l'a placé pendant 18 semaines en tête du hit-parade. Un retour en grâce étayé par les 12 millions d'exemplaires de ce dernier album vendus à ce jour, et par une tournée européenne très attendue, qui passe par Paris-Bercy, lundi 29 mai, lors d'un concert unique à guichets fermés.

Ce *come back* a été « vendu » non pas comme la revanche d'un ancien injustement oublié, mais bien comme une résurrection, voire un miracle, un « *milagro* » (le nom de l'organisme de charité qu'il a créé en faveur des enfants). Ce miracle doit s'entendre plutôt

comme un « *re-packaging* » astucieux de musique et de marketing. « Avec *Lauryn Hill* et *Dave Matthews*, le disque a été conçu pour que la vibration Santana prenne d'assaut les radios... », avoue l'artiste qui, en élargissant son public, a retrouvé la faveur des ondes. Et *Clive Davis* en a été le catalyseur. »

« Le disque a été conçu pour que la vibration Santana prenne d'assaut les radios... », avoue l'artiste

Avec le manager et organisateur de concert Bill Graham, Clive Davis avait été l'un des premiers à repérer le jeune Carlos Santana en 1968. En 2000, il est aussi l'artisan de son retour en grâce. Car le fameux producteur, qui quitte actuellement Arista et avait déjà signé avec Santana à l'époque de Woodstock, a conçu une nouvelle stratégie, optant pour une formule composée de son Santana « classique », et de jeunes artistes.

Clive Davis, soixante-sept ans, a appris à Carlos Santana, cinquante-deux ans, que Lauryn Hill, vingt-quatre ans, aimait beaucoup sa musique et écoutait l'étourdissant et sensuelle *Samba Pa Ti*... quand elle était bébé ! Le gita-

riste a donc appelé la chanteuse hip-hop qui l'a d'abord invité sur son album solo, puis lui a rendu la pareille. Ensuite, un autre glorieux vétéran de la guitare, Eric Clapton, a proposé ses services. Avec Hill et Clapton, « *Santana avait couvert deux tranches démographiques importantes* », commente le journal londonien *The Independent*.

Les autres invités se sont alors alignés sans difficulté, représentatifs de presque tout l'échiquier musical contemporain : Dave Matthews et Rob Thomas pour le rock, Everlast pour le rap blanc, Wyclef Jean (des Fugees) pour le hip-hop, Cee-Lo pour la soul, le groupe mexicain Mana pour le « rock en espagnol », et Sincere – qui chante *Maria Maria* –, le benjamin avec ses vingt-et-un ans.

En faisant du neuf avec de l'ancien, Carlos Santana, qui s'est inspiré d'un concerto de Brahms pour la mélodie de *Love of my life*, rassure le monde entier : les moins de 20 ans n'ont pas le monopole de la culture populaire actuelle, et les *baby-boomers* qui atteignent la cinquantaine ont encore leur mot à dire, surtout lorsqu'ils savent nouer des alliances opportunes avec la jeune génération.

Sa coalition musicale utilise d'ailleurs le même dosage démographique que les start-ups de la Silicon Valley, où les plus de 50 ans s'allient avec des moins de 25, les « papy » ayant besoin des « baby » pour assurer leur succès. Il a probablement aussi été porté avec efficacité par le courant latino actuel, qu'il avait lui-même contribué à lancer en chantant en espagnol

dès le début de sa carrière. Les succès de Ricky Martin ou Jennifer Lopez ont en quelque sorte préparé le retour triomphal du précurseur. Même si Santana insiste sur le fait que sa musique est d'origine africaine et non hispanique.

Cet exploit est aussi habilement « scénarisé » par une histoire personnelle. Renonçant à l'alcool et aux drogues, le musicien a entamé une psychanalyse, il y a cinq ans, et révélé publiquement qu'il avait été abusé sexuellement dans son enfance. « *Supernatural est le résultat de cette bataille contre ses démons personnels* », affirme même une dépêche de l'AFP. Guéri, le Santana de l'an 2000 remet les « vibrations positives » à la mode, et offre une alternative aux musiques violentes ou obscènes.

Pour le musicien végétarien qui exhibe un penchant certain pour le mysticisme *new age* et les métaphores transcendantales, *Supernatural* est le produit d'une intervention cosmique, « *quelque chose de paranormal, une synchronisation divine. Mon intention était de répandre un virus spirituel. (...) C'est l'ange avec qui je suis en contact, Metatron, qui m'a indiqué que j'allais retrouver le succès. Il est l'architecte de la vie physique, il est celui qui me montre la direction.* »

Un ange qui aurait aussi prédit le succès de l'album à celui qu'on surnomme désormais « *Cosmic Carlos* ». Un ange, ou un stratège en marketing multi-ethnique et multi-génération ?

Claudine Mulard (à Los Angeles) et Sylvain Siclier

« Les artistes sont là pour montrer la beauté »

CARLOS SANTANA est un précurseur en matière de fusion musicale. Dès les débuts de ce guitariste et compositeur, né le 20 juillet 1947 à Axtlan, un village mexicain situé entre

PORTRAIT

Un mélange unique, sauvage, sensuel, traversé de rappels aux racines africaines

Guadalajara et Puerto Vallarta, une bonne moitié des chansons sont en espagnol, les percussions se marient à l'orgue, la guitare et les cuivres, l'improvisation jazz – « un océan à explorer » – rejoint les envolées psychédéliquiques. Un mélange unique, sauvage, sensuel, traversé de rappels aux racines africaines, joué par des gamins venus des ghettos noirs et chicanos de San



« Aujourd'hui, à 52 ans, je sais ce que je représente. »

Francisco qui consomment quantité de drogues. « *J'ai eu aussi de la colère en moi mais j'ai appris à dominer mon attirance pour le côté sombre de la vie* », déclarait Carlos Santana lors d'une récente rencontre à Paris.

Du milieu des années 70 au milieu des années 80, son talent ne suffisait plus à masquer la pauvreté d'un répertoire prévisible de chansons sans âme. Trente ans après *Oye como va*, cette musique était supposée ne faire encore vibrer que quelques amateurs de longs solos de guitare sur fond de blues rock enrobé de rythmes latins. A une exception notable : le disque *Havana Moon*, en 1983, hommage aux pionniers du rock et de la country et affirmation de ses origines. Une longue tournée en Amérique du Sud au début des années 90 a permis à l'Hispano-Américain de retrouver la conviction et la ferveur qui sont au cœur de sa musique.

Pour ses huit ovations aux Grammy Awards, Carlos Santana a eu un mot pour son épouse Deborah et ses enfants, Salvador, Angelica et Stella. Puis il a levé le poing et a dit d'une voix douce, « *pour l'amour de John Coltrane* ». Une manière de rendre à ses inspirateurs, hommes du blues – B. B. King, Jimi Hendrix... – et du jazz – John Coltrane, Miles Davis... – ce qu'il leur devait. « *Aujourd'hui, à cinquante-deux ans, ajoute Carlos Santana, je sais ce que je représente. Mais je n'ai pas besoin de rentrer dans cette course à la compétition qui anime tant de musiciens. Des artistes comme Bob Marley, Pharoah Sanders, Wayne Shorter, Otis Redding, Prince, Marvin Gaye ou moi-même, et tant d'autres de par le monde, sont là pour montrer la beauté.* »

S. Si.

Gérard Violette, directeur du Théâtre de la Ville « Aujourd'hui, certains héros sont fatigués »

Le patron de la scène parisienne explique au « Monde » ses choix pour la saison 2000/2001, avec un accent sur la recherche, la provocation

EN LISANT le programme de la saison 2000-2001 du Théâtre de la Ville, on se croirait à la Ménagerie de verre chez Marie-Thérèse Allier, un des lieux pointus de la programmation danse dans la capitale. Jérôme Bel, Alain Buffard, Xavier LeRoy, La Ribot, Gilles Jobin, Robyn Orlin, Vera Mantero, Olga Mesa... Pas tous des débutants, mais tous artistes provocateurs, chercheurs. Bref, une actualité de la danse qu'on n'avait plus l'habitude de trouver au Théâtre de la Ville. La programmation des stars a été resserrée afin de présenter une sorte de quintessence d'excellence. De Jan Lauwers à Sasha Waltz, de Pina Bausch à Kazuo Ohno. A la veille de la conférence de presse (elle aura lieu le 30 mai) visant à présenter la future saison, Gérard Violette, qui préside à la destinée du lieu, explique ses fidélités et ses nouveaux coups de cœur.

« Comment situez-vous la place de la danse au Théâtre de la Ville ?

— Quelle est la ville au monde qui peut se targuer de montrer autant de danse ? Ne cherchez pas, elle n'existe pas ! Si on examine le passé, c'est la preuve par 9. Sans jamais me départir d'un axe, qui est de ne pas se disperser tout en étant éclectique. Etre fidèle, suivre les artistes, saison après saison. C'est ce que nous avons fait pour les Américains, de Nikolaï à Cunningham ; pour les néoclassiques, de Jiri Kylian à John Neumeier. Puis il y a eu d'autres cycles, celui de Pina Bausch, des Flamands, porteurs de si nombreux talents, tels Jan Fabre, Wim Vandekeybus, Anne Teresa de

Keersmaeker... Aujourd'hui certains héros sont fatigués. Ceux de la danse française, dite des années 80, que nous avons longuement accompagnés. Je pense à Karine Saporta, Jean-Claude Gallotta, Catherine Diverres aux œuvres desquels j'adhère moins qu'avant. Mais je dirai la même chose des dernières pièces de Trisha Brown... Ce sont des choix douloureux, car l'amitié est réelle. Mais le changement est à ce prix. Cela s'appelle savoir tirer les conséquences de l'époque, pour reprendre une formule de Pierre Boulez.

— Quels sont ceux qui vous étonnent aujourd'hui ?

— Quand on est devant une Meg Stuart, une Keersmaeker, ou une Sasha Waltz, on peut discuter tel ou tel autre aspect de leur talent, mais face à la montagne, on ne parle pas des cailloux qui dévalent la pente.

— Comment le public suit-il les changements de programmation ?

— Il faut des années pour imposer un Jan Lauwers. Je me rappelle les premières pièces de Keersmaeker ou de Chopinot, c'était la bataille d'Hernani dans la salle. Le public est aujourd'hui moins agité, mais il manifeste encore. Ce qui est un signe de bonne santé. Au théâtre, les gens sortent en baissant la tête... Par ailleurs, il n'y a pas un public, mais des publics. Par exemple, celui qui suit Angelin Preljocaj ne ressemble plus à celui qui aimait le chorégraphe de *Liqueurs de chair*, pièce de ses débuts. Le public qui vient voir Deoufflé ou Montalvo a explosé les frontières de la danse.



Vera Mantero sera au programme de la prochaine saison de danse du Théâtre de la Ville.

— Comment la danse est-elle justement en train d'évoluer ?

— Personnellement, j'ai toujours plaisir à regarder Jiri Kylian ou Mats Ek, soit les néoclassiques à leur meilleur. Mais mon équipe va tout voir. Ou presque. On est des besogneux. Mes premières saisons au Théâtre des Abbesses ne m'ont pas donné satisfaction. Elles manquaient de cohérence. Mais là, j'ai la certitude qu'on a eu la crème du genre. Que ce soit La Yerabuena ou Belén Maya. J'ai engagé Irène Filiberti comme conseillère. Elle est très au fait de toute cette génération qui questionne à fond la danse. De même qu'à Montpellier-Danse, la programmation de Montanari a reçu un coup de fouet avec l'arrivée de Laurent Goumarre. La danse produit une pensée très fertile. C'est incontestable. Plus que jamais, il faut être sur le terrain, sinon on ne voit rien. Tout va très vite.

— Quelles sont vos coups de cœur récents ?

— Bernardo Montet et Ea Sola, car il y a chez eux une même douleur, celle du métissage, du déchirement à appartenir à deux cultures à la fois. Ces artistes posent le problème du métissage en termes non consensuels. Ils dansent ce qu'ils vivent. Pas un discours politico-positif... J'attends ce que pourrait proposer une Louise LeCavalier, ex-égérie de la compagnie québécoise Edouard Lock. Je donne leur chance à deux danseurs du collectif des Ballets de la B. /Alain Platel : Samuel Louwyck et Sidi Larbi Cherkaoui que je coproduit. Car le Théâtre de la Ville a pour habitude de coproduire, sauf pour des compagnies de la taille de celles de Pina Bausch ou de Merce Cunningham.

— Pourquoi avoir choisi la chanteuse Guesh Patti, ex-danseuse de l'Opéra de Paris ?

— C'est une histoire d'amitié. Elle va danser des œuvres de ses amis, Odile Azagury, Daniel Larrieu, Odile Duboc, Dominique Mercy.

— N'avez-vous pas l'impression de mettre vos pas dans ceux de la programmation des Inaccoutumés de la Ménagerie de verre ?

— Les chorégraphes habitués de La Ménagerie ont besoin d'aller au-devant d'un public qui ne soit pas seulement constitué d'initiés. Et nous, nous avons besoin d'élargir notre public. Il est temps aussi que ces artistes soient correctement payés. Pour passer à Paris, ils acceptent d'être rémunérés d'un coup de sifflet. L'année prochaine, les dépenses artistiques du théâtre atteindront plus de 10 millions de francs. Plus que le budget de la DRAC Ile-de-France. Ces artistes ne prétendent pas faire du neuf, mais revendiquent tous d'être ultra-personnels. Une sorte d'individualisme forcené, serré sur le corps, mais qui ouvre large sur le monde actuel. Mon travail est de savoir prendre les artistes au bon moment. »

Propos recueillis par
Dominique Frérot

David Krakauer, ambassadeur virtuose de la musique klezmer

NEW YORK

de notre envoyé spécial
« Quand j'ai commencé à jouer le répertoire klezmer, vers 1987, c'était juste un passe-temps, pour me détendre. Ensuite j'ai rejoint les Klezmatics, deux ans plus tard, et c'est devenu de plus en plus fondamental pour moi. » Aujourd'hui, le clarinettiste David Krakauer pourrait parler durant des heures de l'origine historique et géographique de telle chanson traditionnelle, de ses transformations, des différences entre la musique hasidique et la musique klezmer, faire les louanges des figures historiques du genre, comme Naf-tule Brandwein, ou retracer la chronologie des renaissances successives de la *klezmer music* à New York depuis les années 70.

A son tour, après les Klezmorin (années 70) et les Klezmatics (années 80), il transmet les airs et les rythmes des chansons des juifs d'Europe de l'Est, ces histoires à la fois pleines d'espérance et de douleur, ces chants qui disent l'amour et la fatalité, racines culturelles d'un peuple. Et pour Krakauer, le meilleur moyen de nourrir une tradition, c'est de ne pas s'interdire de lui ajouter les influences les plus diverses. D'où, avec Klezmer Madness, la formation qu'il a constituée après avoir quitté les Klezmatics en 1996, un habile mélange de jazz et de rythm'n'blues, qui parvient à ne pas dénaturer le folklore traditionnel. La clarinette et l'accordéon d'un côté, la batterie et la guitare électrique de l'autre.

UN SOLISTE RECHERCHÉ

Agé de quarante-quatre ans, David Krakauer a été l'élève de Leon Russianoff à la prestigieuse Juilliard School et a passé quelque temps au Conservatoire de Paris. Il est aussi régulièrement sollicité par des formations de chambre, dont le Kronos Quartet, l'Arduini String Quartet, l'Empire Brass Quintet, pour jouer aussi bien Brahms que Schönberg, Mozart que Berio, ou écrire des compositions tout en étant l'un des solistes les plus demandés par les

musiciens de l'avant-garde du jazz. Il voyage beaucoup, aux Etats-Unis, en Europe et se désolait chaque fois qu'il ne peut pas être présent aux Klezmer Sundays, les dimanches de musique klezmer, dont il assure la programmation au Tonic depuis décembre 1998.

Le club a été ouvert à la fin des années 90 dans le vieux quartier juif de Manhattan, à New York. C'est une ancienne cave à vin, bricolée en salle de concert. Une estrade sert de scène, la sono est installée dans un tonneau, il y a des sièges dépareillés, des bancs. Au bar, on sert des poivrons grillés, des bagels au fromage blanc ou des tartines à la dinde fumée. Dans le public qui vient écouter Krakauer ou l'un des groupes choisis par le clarinettiste, les plus âgés sont issus d'une des dernières vagues d'immigration de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e. Ils ont chez eux de vieux enregistrements klezmer et viennent pour se souvenir, fredonner des airs qui ont été ceux de leur jeunesse. « Nous jouons pour nos aînés, mais aussi pour les plus jeunes, pour qu'à leur tour ils puissent être les dépositaires de cette culture musicale », explique David Krakauer. En tournée en France (il sera au festival de jazz de Coutances, le 31 mai), David Krakauer reviendra au Tonic le 18 juin à l'occasion de la présentation d'un ouvrage de Set Rogoroy *The Essential Klezmer: a Music's Lover Guide to Jewish Roots and Soul* (Algonquin Books). Et à nouveau, de sa clarinette, il tirera les sons qui lui viennent, aime-t-il à répéter, « des inflexions du yiddish, cette langue de mes ancêtres qui est l'un des plus beaux chants ».

S. S.

★ David Krakauer's Klezmer Madness au festival Jazz sous les pommiers, Théâtre de Coutances, le 31 mai, 21 h 45. Tél. : 02-33-76-78-50. De 50 F à 80 F. Tonic, 107 Norfolk Street (Lower East Side), New York. Klezmer Sundays à 13 h 30 et 15 heures. Tél. : (00-1) 212-358-7501. 10 \$.

Le 19 Juin,

le 20 heures

aura lieu

à l'heure

que vous souhaitez

vizzavi
La vie s'annonce fluide

DÉPÊCHES

■ **MUSIQUES : deux auteurs compositeurs californiens**, Mark Gaillard et Mary Anderson, viennent de porter plainte devant un tribunal civil de Los Angeles contre les Rolling Stones. Les plaignants affirment que *Saint of Me*, une des chansons de l'album des Stones paru en 1997, *Bridges to Babylon*, est une reprise déguisée de leur propre composition *Oh Yeah*, écrite en 1979 et déposée en 1995. Les plaignants réclament au moins 1 million de dollars (1,1 million d'euros) de dommages-intérêts et font remarquer que John Bernard, le futur ingénieur du son pour l'album des Stones, était présent lors de l'enregistrement de leur chanson dans un studio du sud de la Californie. Les deux chansons « sont similaires sur le plan de la musique et d'une partie des paroles, tant sur la forme que le refrain », a déclaré Jim Blancarte, avocat des plaignants. L'action en justice vise aussi le producteur Don Was et les maisons de disques Virgin Records et Capitol Records.

■ **Le rappeur Dr Dre (Andre Young)** a porté plainte devant un tribunal fédéral de Los Angeles contre la société Napster, dont le site Internet permet de télécharger gratuitement de la musique. « Napster a monté une affaire fondée sur la piraterie à grande échelle », affirme Dr Dre dans sa plainte. En décembre 1999, la Recording Industry Association of America (RIAA) avait également porté plainte contre Napster pour violation des droits de la propriété intellectuelle. Créée à l'été 1999 par un adolescent âgé de dix-neuf ans, Shawn Fanning, Napster est également poursuivie en justice pour les mêmes raisons par le groupe de hard rock Metallica.

■ **LITTÉRATURE : l'écrivain indonésien Pramoedya Ananta Toer** vient d'être fait chevalier de l'Ordre des Arts et des Lettres, à l'initiative de la ministre de la culture, Catherine Tasca. L'ambassadeur de France à Djakarta, Gérard Cros, devrait lui remettre prochainement cette distinction. Fidèle du président Sukarno, fondateur du Parti nationaliste indonésien et premier président de la République indonésienne, Pramoedya Ananta Toer, dont le nom a été plusieurs fois mentionné parmi les écrivains « nobélisables », fut emprisonné de 1965 à 1979, à la suite du putsch qui conduisit au pouvoir le général Suharto. A soixante-quinze ans, il a publié 38 livres traduits en 22 langues. Trois d'entre eux, *Corruption*, *Le Fugitif* et *La Vie n'est pas une foire nocturne* sont disponibles aux éditions Picquier, 10/18 et Gallimard.

■ **VENTES : l'hypermarché itinérant d'art contemporain Bazart, qui vend en libre-service des peintures originales** à des prix accessibles au grand public, a pour la première fois, pris ses quartiers à Strasbourg, du 27 mai au 9 septembre, dans le cadre d'une tournée européenne. Bazart, créé en 1994 à Marseille, est déjà passé à Amsterdam puis à Berlin, et, après Strasbourg, il rejoindra Londres et Barcelone, en janvier 2001. L'hypermarché, installé au sous-sol d'une librairie au cœur de la capitale européenne, propose, sur fond musical, 1 600 œuvres originales de 32 artistes, sur papier ou carton, à des prix oscillant entre 395 et 995 F (de 60 à 150 €). Parallèlement à sa tournée européenne, Bazart présente 32 autres artistes à Lyon, Toulouse, Paris (où il se trouve actuellement), Nantes et Marseille.

THEATRE ITALIEN
SAISON DU
Théâtre des Italiens
au Théâtre du Rond-Point Champs Elysées

La Locandiera 31/5 → 4/6
de Carlo Goldoni
mise en scène de Maurizio Panici
avec Pamela Villosi - Massimo Wertmuller
Spectacle en langue italienne sur-titré en français

Pulcinella 7/6 → 11/6
de Manlio Santanelli
mise en scène de Maurizio Scaparro
avec Massimo Ranieri
Spectacle en langue italienne sur-titré en français

Le Haut-de-Forme 30/5 → 31/5
de Edouardo de Filippo
mise en scène de Gino Zampieri
texte François Huguette Hatem

Réservation
01 44 95 98 10

PREMIERE LE FIGARO

Gilberto Gil et Nana Vasconcelos maîtres des cérémonies de Latitudes Vilette Brésil

Un festival marqué du sceau de la samba populaire et des musiques d'inspiration nordestine

Après la défection de Chico Buarque, c'est la Bahianaise Maria Bethania qui a ouvert les festivités ce week-end à la Cité de la musique. Une

performance décevante de la star nordestine. Gilberto Gil a présenté un concert inédit, basé sur des chansons de l'accordéoniste et chanteur Luis

Gonzaga. Puis, Egberto Gismonti a joué sa musique étrange et subtile accompagné par... Gilberto Gil et le percussionniste Nana Vasconcelos

LATITUDES VILLETTE BRÉSIL. Cité de la musique et Grande Halle de La Villette, les 26, 27 et 28 mai. Prochains concerts : les 2, 3 et 5 juin. 211, av. Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. Tél. : 08-03-07-50-75. De 120 F (18,29 €) à 160 F (24,39 €).

Latitudes Vilette Brésil, qui marie les savoir-faire du Parc et de la Grande Halle de La Villette avec celui de la Cité de la musique, a choisi d'organiser son premier week-end de concerts, du 26 au 28 mai, autour du Percpan, festival international de percussions fondé à Salvador de Bahia par le chanteur Gilberto Gil et le percussionniste Nana Vasconcelos. Chaque année, au Brésil, le Percpan s'attache à montrer la diversité des tambourinaires du monde, et celle des musiques brésiliennes. Aux clichés, samba-sexy ou bossa-nova *easy listening*, Gilberto Gil et Nana Vasconcelos opposent la richesse et l'étrangeté des rythmes et des sonorités nés dans un pays où le métissage est une valeur fondatrice. Samba populaire et musiques d'inspiration nordestine ont donc été mises à l'honneur par les programmeurs de Latitudes Vilette Brésil.

Après la défection de Chico Buarque, c'est à la Bahianaise

Maria Bethania qu'incombait d'ouvrir les festivités le 26 mai à la Cité de la musique. Devenue rare à Paris, la grande dame a déçu. L'amplification outrancière de sa voix, pourtant puissante, est venue à bout de la star, peut-être trop star. Des pots-pourris systématiques donnent à son répertoire des airs de catalogue, souvent incompréhensible pour le public français : une dizaine de chansons du compositeur bahianais Dorival Caymmi sont ainsi enchaînées à toute vitesse. Maria Bethania est nordestine, comme son frère Caetano Veloso, comme Lenine, marié pour un concert samedi soir au flûtiste Carlos Malta, comme Alceu Valença, chargés de populariser les rythmiques du Pernambouc et ses influences rock et pop.

LENINE MARIÉ À CARLOS MALTA

Gilberto Gil et Nana Vasconcelos, hôtes parfaits, sont présents à tous les concerts et paient de leur personne. Avec générosité. Ils dévoilent parfois des aspects insoupçonnés de leur personnalité. L'an passé, Gilberto Gil avait projeté d'enregistrer un album consacré à Bob Marley. Le projet reggae, genre musical ayant beaucoup influencé les percussionnistes bahianais, est resté dans les cartons, et l'intrépide a jeté son dévolu sur Luis Gonzaga. Accordéoniste,

chanteur, Luis Gonzaga (1912-1989) est né à Exu, dans le sertao de Pernambuco. « Il fut, explique Gil, la première idole de masse des Brésiliens. » Ouvrier de ferme, soldat jouant du cornet dans les harmonies militaires, Luis Gonzaga inventa le *baiao*. « En 1941 », précise Gilberto Gil qui le danse à merveille.

Bal de la Saint-Jean, rythmes glissés, syncopés au triangle : l'univers rural de Luis Gonzaga est passé à la moulinette pop de Gilberto Gil. Plantant le décor des bals populaires – des cactus et des zébus, une morale et une religiosité qui n'excluent aucune polissonnerie –, vantant la beauté de la colombe (*Asa Branca*) ou luttant contre les mauvais présages (*Açum Preto*), Gilberto Gil reprend avec une agilité débordante ces chansons qui, tout compte fait, ont bien des airs de famille avec le tropicalisme bahianais des années 70. Ce concert est tout neuf – il n'a été présenté qu'à une seule reprise à Rio de Janeiro – et donne la mesure de l'ouverture d'esprit d'un chanteur-compositeur qui a bouleversé la samba et de la bossa-nova il y a déjà plus de trente ans.

En cette année de commémoration des 500 ans de la découverte du Brésil, des Indiens devaient venir témoigner de l'apport indigène dans la culture brésilienne, à l'invi-

tation du multi-instrumentiste Egberto Gismonti. Disparu dans la nature, ils ont été remplacés par... Nana Vasconcelos et Gilberto Gil. Gismonti sait tout jouer, du jazz, de la musique érudite (Villa-Lobos, à merveille), il sait imiter le vent et les oiseaux. Sa musique est d'une étrangeté savante, la subtilité de son jeu dégage une magie que ses deux enfants (guitare et piano), conviés en scène, ne possèdent pas. Mais Nana Vasconcelos, avec ses hochets, calebasses, baguettes, remet un peu d'ordre dans le sacré.

À La Villette, il y a aussi du cinéma, une exposition consacrée au photographe Pierre Verger, de la *feijoada* et de la *caipirinha*. Une table de bar sur la scène de la Grande Halle, et Martinho da Vila, sambiste de naissance, un peu voyou, un peu baratinier, comme il est de coutume dans les rues de Rio, démontre avec décontraction que la samba est d'abord une délicieuse chronique sociale et amoureuse, toute en dérision et métaphores. Evidemment la *cuica*, qui grogne, le *surdo* qui bat, les *tambourins* qui entraînent donnent la mesure de la folie dansante de la samba. Mais avec quel talent cet homme tranquille à la voix grave sait la ralentir, la rendre obsédante !

Véronique Mortaigne

Jos van Immerseel célèbre Mozart jusqu'à la caricature

CONCERTOS POUR PIANO N^{os} 9, 17 et 23, de Mozart. Orchestre Anima Eterna, Jos van Immerseel (pianoforte et direction). Théâtre de Poissy (Yvelines), le 27 mai.

Depuis qu'elle a été confiée à Christian Chorier (également directeur artistique du Festival de Montreux), la programmation musicale du Théâtre de Poissy entretient comme une spécialité locale (liée à l'excellente acoustique de la salle) l'accueil des sommités actuelles du répertoire baroque. Marc Minkowski, Paul McCreech et René Jacobs ont ainsi présenté, cette année, des œuvres de Rameau, Haendel et Bach sur instruments d'époque. Tout comme Jos van Immerseel, à l'affiche en novembre avec trois concertos pour clavier du cantor de Leipzig puis invité à clôturer la saison par un concert Mozart.

Le dogme des « baroques » appliqué au génie viennois de la fin du XVIII^e siècle nous vaut l'emploi d'un pianoforte qui, compte tenu des limitations dynamiques de l'instrument, pourrait induire une réduction du champ expressif de

pages rendues irrésistibles par le piano moderne. Il n'en est rien dans le *Concerto n^o 9 « Jeune-homme »* (du nom de sa dédicataire), qui voit le pianoforte de Jos van Immerseel se détacher du fond orchestral dans le plus pur style galant, comme une broche précieuse sur une robe de velours. Le dialogue entre le musicien anversois et ses disciples de l'Anima Eterna (vingt-quatre unités respectant scrupuleusement la parité des sexes dans le concerto « *Jeune-homme* » !) s'effectue à base de non-dits.

FRUSTRATION TOTALE

De son piano, le chef ne produit aucun geste susceptible d'assurer la cohésion du groupe, tâche qui incombe au violon solo, et semble diriger par mimétisme. Il ne transmet pas de directives aux membres de l'orchestre – qui ne le quittent pas des yeux pendant l'exécution très enrichissante des cadences – mais des sensations, bien plus propices à une interprétation authentique. Jos van Immerseel révèle alors Mozart par transparence. Tout en nuances de toucher et de phrasé, son rayonnement dans l'intimité du *Concerto n^o 17* en sol

majeur équivalait à celui de Suzanne dans *Les Noces de Figaro* (dont l'ouverture – tonalité, rythmes, instrumentation – pointe au bout du finale pétillant), notamment à l'occasion d'un mouvement médian qui glisse idéalement du registre ludique à celui de la confession hypersensible.

Les mouvements lents des derniers concertos pour piano de Mozart sont empreints d'une gravité quasi métaphysique. Celui du *Concerto n^o 23* en la majeur rend parfois inconsolable... Jos van Immerseel ne l'entend pas de cette oreille et se contente d'en marquer le rythme de sicilienne jusqu'à la

caricature. La frustration est totale. Le solo de piano n'a rien de lancinant, l'entrée de la clarinette rien d'envolpant et les vagues des cordes rien de caressant. Déployées sur un tempo plus qu'envolé, les figures ornementales de la mélodie perdent toute valeur affective. Après un adagio interprété comme un allegretto, l'allegro final ne saurait être qu'un presto, précipité par un soliste en perdition et un orchestre approximatif qui respectent peut-être le goût d'une époque mais pas l'esprit du compositeur.

Pierre Gervasoni

Masques pour aujourd'hui

Au MAAO, une exposition de Samende Ndolovu, grand inventeur de formes au Zimbabwe

MAKISHI, RITUELS ET MASQUES EN AFRIQUE AUSTRALE, Musée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil, Paris, XII^e. M^o Porte-Dorée. Tél. : 01-43-46-51-61. Du mercredi au lundi de 10 heures à 17 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 26 juin.

Samende Ndolovu habite le village de Chezia, au Zimbabwe. Il a une soixantaine d'années. Il est facteur de masques. A la commande, pour des cérémonies initiatiques, pour les rituels makishi qui se pratiquent dans cette région, celle du fleuve Zambèze, Samende Ndolovu construit des masques, selon des règles de fabrication et d'ornementation contraignantes.

Il bâtit une carcasse de tiges de bois souple attachées par des ficelles. Sur l'armature, il tend un tissu : toile à sac récupérée, tricot de coton ou, plus rarement, pâte végétale. Cette surface est peinte de motifs géométriques où le noir, le rouge et le blanc. Des éléments complémentaires sont ensuite ajoutés : collerettes et chevelures de raphia, bourrelets cousus, fausses ou vraies cornes. La tête de celui qui porte le masque est entièrement dissimulée sous ce heaume.

Chacune des figures a un nom et une fonction. Il y a les réalistes, Kanolo le pêcheur, ou Sachihongo, le chasseur. Il y a les grotesques, tel Zigitutwe, qui abuse de la bière de mil. Il y a les symboliques Chikuzu, le fils à la coiffe phal-

lique, ou Kalelua, le père à la coiffe de vent. Ils se montrent et dansent au cours de cérémonies qui s'organisent autour de la circonscription des jeunes garçons et de leur initiation au monde des adultes.

Suggérer dans une salle de musée ce que peuvent être les rites makishi tels qu'ils se pratiquent dans les villages du Zambèze n'est guère possible, à plus forte raison quand les moyens sont réduits. Or ils sont très réduits au Musée des arts africains et océaniques... Des panneaux explicatifs s'efforcent d'éclairer le visiteur. Un moniteur diffuse les images d'un spectacle de danses et de masques qui s'est tenu dans le musée l'an dernier.

Restent les masques, juchés sur des tripodes de bois pour les plus récents, enfermés dans des vitrines pour les plus anciens. La dextérité et l'inventivité de leurs auteurs sautent aux yeux. La souplesse et la complexité des armatures permettent d'obtenir des monstres très monstrueux et des humains très humains, d'une expressivité efficace. D'autant plus efficace que la polychromie l'accentue quand il est besoin, soulignant les traits, creusant les orbites, retroussant des lèvres imaginaires sur des dents de bois peint en blanc. Tant et si bien que le visiteur, incurablement occidental, songe moins aux rites auxquels servent ces constructions étranges qu'à leur étrangeté elle-même et reconnaît en Ndolovu un artiste contemporain.

Philippe Dagen

SORTIR

PARIS

Exposition : Dans la rue
La Cité de la musique dispose d'un espace, « la rue musicale », dans lequel elle propose depuis 1996, en accès libre, des expositions ludiques. Elle invite cette année Jacques Villeglé, artiste-plasticien qui a fait de la rue son champ d'investigation, à présenter une cinquantaine d'œuvres réalisées depuis juillet 1997, affiches décollées en France, au Luxembourg et en Espagne, lacérées et marouflées sur toile. Elles sont toutes consacrées aux musiques amplifiées. Pierre Henry, l'un des grands créateurs et pionnier de la musique moderne, en a conçu le parcours sonore, sur une scénographie de Benoît Chalandard et Vincent Saulier, architectes. *Cité de la musique, la rue musicale, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. Tél. : 01-44-84-45-45. Mardi, mercredi et jeudi de 12 heures à 18 heures ; vendredi et samedi de 12 heures à 19 h 30 ; dimanche de 10 heures à 18 heures. Rencontre avec les artistes vendredi 9 juin à 18 heures. Du 30 mai au 3 septembre. Entrée libre.*

Jazz Jamaïca

Formé à Londres en 1991 par le contrebassiste Gary Crosby, Jazz Jamaïca fait swinguer toute l'histoire musicale de la Jamaïque (ska, mento, rhythm'n'blues, reggae). Il compte dans ses rangs quelques pétillants et agiles vétérans, anciens élèves de la mythique Alpha School de Kingston, un orphelinat doublé

d'une maison de redressement d'où sont sortis nombre d'illustres musiciens jamaïcains.

New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. M^o Château-d'Eau. Le 30 mai, 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

PAYS D'APT et LUBERON

Festival de jazz en pays d'Apt et Luberon

Organisé par l'association Kiosque, le Festival de jazz en pays d'Apt et Luberon est réparti sur huit communes et s'attache à relier un lieu (rue, parvis, marché, salle...) à une démarche artistique. On pourra voir et entendre *Rues des villages*, création itinérante du chorégraphe-musicien Yvon Bayer où les enfants transmettent la mémoire et l'imaginaire de leurs villages (Bonnieux, le 30 mai et Saint-Saturnin-lès-Apt, le 2 juin) ; *Les Tribulations phonoires de Gaston Braka*, autre création mouvante, du percussionniste Simon F (Apt, le 31, Roussillon, le 1^{er} juin) ; le Cirque en kit et son spectacle *Déjà revue* (Goult, le 31) ; la Campagnie des musiques à ouïr et Carlo Actis Dato Quartet (Roussillon, le 1^{er} juin) ; Gus Weg Watergang et le trio de Marc Ducret (Saint-Saturnin, le 2 juin) ; le trio Portal/Humair/Chevillon avant un bal (Apt, le 3 juin) ; final le 4 juin à Bonnieux avec un parcours auquel participent les musiciens du festival. *Jusqu'au 4 juin, tél. : 04-90-74-55-98 et www.jazz.free.fr. De 60 F à 100 F, nombreux spectacles gratuits.*

GUIDE

REPRISE

A Woman's Face
de George Kukor, avec Joan Crawford, Melynn Douglas, Conrad Veidt. Américain, 1941, noir et blanc (1 h 45). VO : Action Christine, Paris-6^e (01-43-29-11-30).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615 LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

VERNISSAGES

Ann Mandelbaum : New York - Nouveau Travail
Galerie Française Pavot, 57, rue Sainte-Anne, Paris-2^e. M^o Pyramides. Tél. : 01-42-60-10-01. De 14 h 30 à 19 heures et sur rendez-vous. Fermé dimanche et lundi. Du 30 mai au 29 juin.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Hommage à Miroslav Valek
Théâtre Molière - Maison de la poésie, 161, rue Saint-Martin, Paris-3^e. M^o Rambuteau. Le 30, 21 heures. Tél. : 01-44-54-53-00. 30 F.

Anne-Marie Fijal (piano).
Œuvres de Beethoven, Schumann, Liszt, Fijal. Théâtre du Tambour-Royal, 94, rue du Faubourg-du-Temple, Paris-11^e. M^o Goncourt. Du 30 mai au 30 juin. Tél. : 01-48-06-72-34. De 60 F à 80 F.

Placide
de Joubert. Frédérique Bizet (clarinette), Gaëlle Habert (basson), Armelle Cuny (violon), Raphaëlle Semez (violincelle), Sarah Quatrehomme (contrebasse), Nicolas Larmignat (percussions, batterie), Maîtrise de Radio-France, Toni Ramon (direction), Yves Ferry (mise en scène).

Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris-16^e. M^o Passy. Le 30, 20 heures. Tél. : 01-56-40-15-16. 50 F.

Chœur et Orchestre philharmonique de Radio-France
Bruckner : Messe n^o 2. Norbert Balatsch (direction). Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris-8^e. M^o Ternes. Le 30, 20 heures. Tél. : 01-45-61-53-00. De 80 F à 190 F.

Ensemble orchestral de Paris
Beethoven : Les Créatures de Prométhée. Symphonies n^{os} 6 et 8. John Nelson (direction). Théâtre des Champs-Élysées, 15, ave-

nue Montaigne, Paris-8^e. M^o Alma-Mareau. Le 30, 20 heures. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.

Il Seminario musicale
Œuvres de Haendel, Vivaldi, Gérard Lesne (direction). Sartrouville (78). Théâtre, place Jacques-Brel. Le 30, 21 heures. Tél. : 01-30-86-77-77. 135 F.

Bélen Maya
Adir. Danse flamenco. Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris-18^e. M^o Abbesses. Les 30 et 31 mai et les 1^{er}, 2 et 3 juin, 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. De 95 F à 140 F.

Cathy Olive, Claudia Trozzi
Cathy Olive : *Portrait de Frans Poelstra*. Claudia Trozzi : *Dolled up*. La Ménagerie de verre, 12, rue Lécherville, Paris-11^e. M^o Parmentier. Les 30 et 31 mai et le 1^{er} juin, 20 h 30. Tél. : 01-43-38-33-44. De 60 F à 80 F.

Ballet du Nord
Maryse Delente : *Le Sacre du printemps*, Barbe-Bleue.

Le Perreux-sur-Marne (94). Centre des bords de Marne, 2, rue de la Prairie. Le 30, 20 h 30. Tél. : 01-43-24-54-28. De 85 F à 105 F.

François Théberge and the Medium Band
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris-1^{er}. M^o Châtelet. Les 30, 31 mai et 1^{er} juin, 21 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

Christophe Marguet Quartet
Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris-1^{er}. M^o Châtelet. Le 30, 21 heures. Tél. : 01-42-33-22-88. 100 F.

David Sauzay, Michel Zenino, Manu Roche
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Saintes-Opportunes, Paris-1^{er}. M^o Châtelet. Le 30, 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

16 Horsepower
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris-18^e. M^o Anvers. Le 30, 19 h 30. Tél. : 01-55-07-06-00. 135 F.

Ignatius
L'Européen, 5, rue Biot, Paris-17^e. Le 30 mai, 20 heures. Tél. : 01-43-87-97-13. 70 F.

Moby
Zénith, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19^e. M^o Porte-de-Pantin. Le 30, 19 h 30. Tél. : 01-42-08-60-00. 143 F.

Omar Bashir (oud)
L'Européen, 3, rue Biot, Paris-17^e. M^o Place-de-Clichy. 17 heures, le 28. Tél. : 01-43-87-97-13. 110 F.

Jean-Pierre Kalfon
Satellit Café, 44, rue de la Folie-Méricourt, Paris-11^e. M^o Oberkampf. Les 30 et 31 mai et 1^{er} juin, 20 h 30. Tél. : 01-47-00-48-87. 50 F.

ANNULATIONS

Youssof N'Dour, le 6 juin au Zénith. Cypress Hill, le 13 juin au Zénith. ZZ Top, le 12 juillet à l'Olympia.

CONCERTS

MERCREDI 7 JUIN
JEUDI 8 JUIN - 20 H

SALLE PLEYEL

RAFAEL FRÜHBECK DE BURGOS
direction

ALICIA DE LARROCHA
piano

CARMEN LINARES
cantaora

MANUEL DE FALLA

ORCHESTRE DE PARIS

DE 80 F À 290 F - TARIF JEUNES : 50 F

RÉSERVATIONS
01 45 61 65 89
www.ticketlic.fr

cité de la musique
musée, concerts, centre d'information

Heinrich Schiff
J. S. Bach

Suites n^{os} 1, 3 et 5
pour violoncelle
6 juin < 20h

8 juin rendez-vous avec David Robertson et l'Ensemble Intercontemporain

19h30 - atelier
Eliane Aberdam, création

20h15 - entracte*

21h - concert
Kagel - *La trahison orale*
avec Didier Sandre,
Pascal Ternisien et
Jany Gastaldi, récitants

*entre l'atelier et le concert, des formules de restauration rapide vous seront proposées.

Porte de Pantin
01 44 84 44 84

jeudi 6 juillet
20h30
Théâtre des Champs Élysées

george benson

Locations : Théâtre des Champs Élysées (01 49 52 50 50)
Place, Virgile, Carrefour, 36 15 h Hotel, 36 15 Réserv. 01 49 52 50 50
www.theatre.fr www.ticketant.fr

MUZIK

UNIVERSAL

EN VUE

■ Samedi 27 mai, devant Downing Street, **Tony Blair** a lui-même sanglé **Leo**, son fils, habillé d'une grenouillère bleue et d'un petit bonnet assorti, dans le siège enfant de la voiture familiale.

■ Un tribunal de Lecce en Italie, reprochant à un couple végétarien d'avoir contribué au dépérissement de leur enfant, a confié à un institut religieux **Gioela**, deux ans et demi, d'un poids inférieur de seulement 500 grammes à la moyenne.

■ « Je voudrais que se présente déjà demain un autre cas de ce genre pour pouvoir mettre en pratique les acquisitions de l'opération et aller de l'avant avec le même enthousiasme pour sauver d'autres vies », a déclaré le chirurgien **Carlo Marcellini** après le décès, à Palerme, des sœurs siamoises qu'il avait tenté de séparer.

■ Ses mains seules dépassaient de la boue où s'est fiché le pirate de l'air philippin qui, avant de sauter, vendredi 26 mai, au-dessus de Manille avec un parachute artisanal, s'était fait bricoler par l'équipage un câble d'ouverture à l'aide d'un rideau.

■ L'aile d'avion qui surmontait le monument à la gloire des pilotes de la deuxième guerre mondiale, près de Stavropol en Russie, a été démontée, vendredi 26 mai, par des voleurs de métaux non-ferreux.

■ Une Roumaine de 14 ans enlevée dans son village, près du lac Arad, violée par ses ravisseurs albanais, livrée à la prostitution en Italie, libérée par les carabinieri à Vicenza, avait été revendue quatre fois en six mois.

■ Les proxénètes serbes et albanais, qui détiennent la quasi-monopole de la prostitution des Balkans vers l'Europe occidentale, ont profité de la guerre au Kosovo pour resserrer leurs liens interethniques.

■ **Michael Toney**, condamné à mort américain, n'est pas autorisé à vendre aux enchères sur l'Internet le droit de s'asseoir dans l'un des cinq sièges réservés aux témoins de son exécution.

■ Dimanche 28 mai à Sanaa, des milliers d'étudiants réclamaient que, après une exécution publique, le corps d'un employé de la morgue de la faculté de médecine, accusé d'avoir assassiné 16 femmes, soit exposé sur le campus de l'université.

■ Puisque la municipalité d'Oslo autorise les athées à diffuser par haut-parleur des « Dieu n'existe pas » et les pentecôtistes à crier des « Jésus est vivant ! » sur les toits, les musulmans demandent le droit de porter de soixante décibels à quatre-vingt décibels le niveau sonore des « Allah akbar », lancés, le vendredi, du haut d'un des dix-huit minarets de la ville.

Christian Colombani

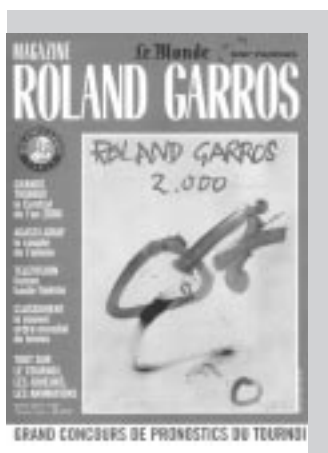
Pour les accros de la petite balle de feutrine

Comme chaque année depuis vingt-deux ans, « Roland-Garros Magazine » fait le point – textes, photos et illustrations à l'appui – sur l'état du stade et la forme des joueurs, dresse les tableaux du tournoi et le dernier classement du tennis mondial

DANS cette affaire, la nostalgie est permise. On peut entretenir quelques souvenirs émus des années 60, 70 même, quand le stade était encore un jardin hébergeant, presque incidemment, des courts de tennis. En ce temps-là, on pouvait, journal du soir sous le bras, arriver en fin d'après-midi, acheter son billet à l'une des petites guérites vert bouteille servant de guichet, puis zoner d'un court à l'autre, entre bosquets fleuris et maisonnettes de jardinage à colombage, certain d'être pris, saisi, ici ou là, par la grâce d'un de ces moments bénis que seul un grand tournoi peut procurer – et qu'Olivier Merlin retraçait le lendemain avec flamboyance dans les colonnes du même journal du soir.

Mais dans cette affaire – d'extrême importance puisqu'il s'agit

rien de moins que de tennis et des Internationaux de France à Roland-Garros – la nostalgie n'étouffe rien ; elle n'empêche pas le bonheur au présent. « Roland-Garros » a évolué, a accompagné le formidable succès populaire du tennis, a soutenu la comparaison avec les trois autres rendez-vous du Grand Chelem (l'Australie, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis). Il a fallu bétonner, cerner le central de deux autres arènes à vedettes, le court 1 et le court Suzanne-Lenglen, et, chaque année, accommoder encore le stade de la porte d'Auteuil aux nécessités du sport d'aujourd'hui : télévision, publicité, nouveau public, etc. Mais, miraculeusement, le charme est toujours là : « Roland » reste « Roland ». La brique pilée resplendissait dans les allées fleuries des années 60 ; elle scintille dans les



écrins de béton des Internationaux de l'an 2000. Tous ceux qui souffrent d'une incurable dépendance à la petite balle de feutrine le

savent bien : bon an, mal an, ce moment de fête, sans lequel un printemps parisien ne serait plus ce qu'il doit être, est au rendez-vous.

Cette histoire est contée dans l'édition 2000 de *Roland-Garros Magazine*, que la Fédération française de tennis publie (cette année en partenariat avec La BNP-Paribas et *Le Monde*) à chaque ouverture du tournoi depuis vingt-deux ans. Il y a, bien sûr, la floraison de chiffres et de statistiques qui accompagnent chaque grand événement sportif de l'époque. Roland-Garros accueille quelque 2 500 représentants des médias, dont près de 1 500 pour la télévision, qui, à partir des deux semaines du tournoi (29 mai-11 juin cette année, 69^e édition), produisent quelque 6 000 heures de programmes, lesquels sont diffusés dans 162 pays, sur les 5 continents,

ce qui représente une audience potentielle de trois milliards de téléspectateurs environ, l'ensemble réjouissant un nombre impressionnant de publicitaires. Le magazine dit encore qu'on ne regarde pas seulement des parties de tennis à « Roland ».

ATMOSPHÈRE DE PRÉVACANCES

On peut aussi y déjeuner (4 000 repas par jour pendant le tournoi), tirer de l'argent à la billetterie, s'assurer, acheter ses tenues de sport et ses journaux, parier sur les matches (donner ses paris sur le site du tournoi, www.rolandgarros.org) et faire bien d'autres choses encore.

L'ambiance du tournoi – légèreté, atmosphère de prévacances, fête populaire et manifestation « people » –, l'esprit de la terre battue – détermination, endurance, aptitude à déployer toute la panoplie du jeu – sont mieux rendus à la « une » du magazine avec l'esquisse, tout en vitesse, du peintre espagnol Antoni Tapiés et les dix pages d'un portfolio retraçant dix ans d'instantanés saisis sur le central. Ils sont commentés par le photographe (aérien) Yann Arthus-Bertrand, un homme habitué à voir les choses de haut, qui dit : « *Roland-Garros a ce magnifique sol rouge qui réfléchit la lumière* », et qui conclut : « *C'est magique.* »

Alain Frachon

★ *Roland-Garros Magazine*, hors-série n° 22 de *Tennis Info*, 195 p., 45 F.

DANS LA PRESSE

LE FIGARO

Paul Guilbert

■ En dépit des craintes ou des préventions que suscite alentour un certain mystère de l'homme, il apparaît que la carte Séguin devait être jouée maintenant. Son parti a compris qu'il lui faudrait du temps avant de s'imposer et de s'identifier à Paris, s'il y réussit. Et que l'Elysée qu'il vise n'est pas celui que briguera Chirac en 2002 mais celui de 2007, à l'issue d'un quinquennat auquel il est d'ailleurs favorable. Si le RPR n'a pas encore retrouvé d'autre motif que la réélection de Chirac, il pense aussi à l'après-Chirac. Tel est le pari sur l'intelligence poli-

tique de Séguin qu'a fait Michèle Alliot-Marie, fortement épaulée par Chirac. Elle-même croit au « partage des rôles ». A présent qu'elle a dégagé à son niveau, fût-ce au terme d'une procédure peu glorieuse, l'introuvable solution du rébus électoral parisien, comment va-t-elle jouer le sien ?

THE ECONOMIST

■ Il est d'une importance vitale pour Ehoud Barak et Yasser Arafat qu'ils parviennent à un accord rapide et substantiel, même s'il n'est que partiel. Mais alors que M. Barak est prêt à offrir plus aux Palestiniens que ne l'a fait son prédécesseur, son gouvernement donne l'impression, comme celui qui l'a précédé, que toutes les

décisions israéliennes qui vont dans le sens d'une solution pacifique sont des « concessions » pour lesquelles les Palestiniens devraient exprimer de la reconnaissance. Or, bien entendu, ils ne sont pas reconnaissants, pas plus que ne l'étaient les Libanais, sans parler des Syriens (...). Les Arabes sont aussi obstinés que d'autres, et ils nourrissent un long et profond ressentiment à l'égard d'Israël. Ce qui signifie que M. Barak, qui se donne apparemment du mal pour aller dans le bon sens, doit se donner encore plus de mal.

EL PAIS

■ Alberto Fujimori a joué hier jusqu'au bout la farce qu'a été le second

tour d'une élection présidentielle entachée de fraude, dont il était le candidat unique, sans observateurs indépendants, et sous le contrôle absolu du gouvernement péruvien et des organismes assimilés. (...) Le candidat de l'opposition, Alejandro Toledo, a eu tout à fait raison de ne pas tomber dans le piège et de ne pas se présenter à ce second tour. Lorsque les élections ne sont pas libres, il n'y a pas de véritable résultat, et personne n'a intérêt à se présenter. La victoire de Fujimori, à la Pyrrhus comme il y en a peu, restera dans les mémoires comme le produit de la fraude. Elle ne mérite que d'être rejetée par tous les démocrates aussi bien en Amérique latine que dans le reste du monde.

ebooks.barnesandnoble.com

Grandes manœuvres de Microsoft autour du livre numérique



En théorie, les éditeurs et les industriels de ce nouveau secteur sont sur le point d'adopter une norme universelle (Open e-book, OEB), afin qu'à l'avenir tous les ouvrages, gratuits ou payants, soient lisibles sur tous les types d'appareils. En réalité, ils continuent à

produire des systèmes incompatibles avec ceux de leurs concurrents, dans l'espoir de se créer des marchés captifs. Or, à ce jeu, un géant comme Microsoft est bien placé pour imposer sa norme à l'ensemble du secteur, quelle que soit la qualité de ses produits...

Yves Eudes

SUR LA TOILE

HÉBERGEUR INNOCENTÉ

■ Le tribunal de Nanterre a rejeté la plainte de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) contre l'hébergeur gratuit Multimania. L'UEJF lui reprochait d'avoir tardé avant de fermer une page personnelle néonazie créée par un abonné sur son serveur. Le juge a reconnu la bonne foi de l'hébergeur. L'auteur du site, âgé de seize ans, fait l'objet de poursuites. www.multimania.fr

POLITIQUE

■ Valéry Giscard d'Estaing a ouvert un site baptisé quinquennat.net : « *J'ai souhaité ouvrir un espace interactif pour recueillir vos réactions et vous donner la parole sur la réforme du quinquennat.* » Il publie la proposition de loi constitutionnelle déposée le 9 mai, son intervention à l'Assemblée du 16 mai et un forum ouvert à tous. www.quinquennat.net

PIRATES

■ Le site de la NHL (ligue américaine de hockey sur glace) a été bloqué pendant cinq jours par une série d'attaques informatiques dites de « refus de service », consistant à saturer le serveur en envoyant un très grand nombre de fausses requêtes. Le FBI a ouvert une enquête. – (AP) www.nhl.com

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à
360 F
d'économie
soit
7 semaines
de lecture
GRATUITE*

Offre valable jusqu'au 31/12/2000

ABONNEZ-VOUS
ET DEVEZ LECTEUR
PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

3 MOIS - 562 F 6 MOIS - 1 086 F 1 AN - 1 980 F

au lieu de 585 F* au lieu de 1 170 F* au lieu de 2 340 F*

* Prix de vente au numéro (Tarif en France métropolitaine uniquement) Soit 360 F d'économie

Je joins mon règlement soit : F 001 MO 001

par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

par carte bancaire N°

Date de validité Signature :

M. Mme Nom :

Prénom :

Adresse :

Localité : Code postal :

	TARIFS HORS FRANCE		USA - CANADA
	Belgique Pays-Bas Luxembourg Suisse	Autres pays de l'Union européenne	
1 AN	2 190 F	2 960 F	* Le Monde - (USPS-0009729) is published daily for \$ 892 per year - Le Monde - 21, rue Claude-Bernard 75242 Paris Cedex 05, France, periodic postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to IMS of N.Y. Box 15-18, Champlain N.Y. 12919-1518 Pour les abonnements souscrits aux USA: INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3530 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451-2983 USA - Tel.: 800-428-30-03
3 mois	598 F	790 F	

Offre valable jusqu'au 31/12/2000

• Pour tout renseignement concernant : le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement etc. Téléphonnez au 01-42-17-32-90 de 8h30 à 18 heures du lundi au vendredi.

• Pour un changement d'adresse, un transfert ou une suspension vacances un numéro exclusif : 0 803 022 021

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, Service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc - 60646 Chantilly Cedex

LUNDI 29 MAI

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 15.10 Le Monde des idées. Thème : L'affaire Renaud Camus. Invités : Bernard-Henri Lévy et Philippe Sollers. LCI Forum
- 21.00 La Croissance, pour qui ? Euro
- 22.05 L'Ecran témoin : Euro 2000. Les hooligans sont-ils sous contrôle ? RTBF 1

MAGAZINES

- 18.20 Nulle part ailleurs. Invités : Gérard Lanvin ; International Noise Conspiracy ; Ute Lemper ; Dany Boon. Canal +
- 18.30 et 21.30 L'Invité de PLS. Robert Hue. LCI
- 19.30 Rive droite, rive gauche. Paris Première
- 20.50 Jour après jour. En finir avec l'anorexie et la boulimie. Mois après mois. France 2
- 21.00 Lundi soir. Invités : Henri Leconte et Philippe de Villiers. Eurosport
- 21.05 Le Point. Les Français en Amérique. Le petit oiseau des îles. TV 5
- 22.50 Y a pas photo ! Les histoires étonnantes et drôles des sauveteurs. TF 1
- 23.05 Argent public. La peau de l'ours. L'État proxénète. La transparence politique : jusqu'où ? France 2
- 23.15 Les Dossiers de l'Histoire. La guerre du Louvre. France 3
- 0.10 Strip-tease. Merci patron. La facture sociale. Tout pour la galerie. Vingt ans. France 3

DOCUMENTAIRES

- 20.15 Reportage. Roumanie, un ciel de plomb. Arte
- 21.00 Cité de la Muette. Histoire
- 21.25 Itinéraires sauvages. La Terre du caribou. Après le déluge. Odyssee
- 22.35 10 juin 1944. Histoire
- 22.40 La Terre en question. L'héritage inca. Odyssee
- 22.55 La Parenthèse. Dans les coulisses de l'emploi. Planète
- 23.35 La Chine, dragon millénaire. [1/13]. Odyssee
- 23.50 Tour du monde. Harlem au printemps. Planète
- 0.00 Vittorio Mussolini. Le cinéma fasciste. Histoire
- 0.25 MacArthur, général américain. Planète

MUSIQUE

- 20.00 Les Enfants de la Terre. Au Zénith de Paris, le 27 mai 2000. Avec Yannick Noah & Zam Zam ; Jocelyne Béroard ; Anggun ; Carole Fredericks ; etc. Eurosport
- 20.00 Beethoven. *Sonata n° 24 en fa dièse majeur, op. 78.* Avec Georges Pludermacher, piano. Muzzik
- 20.05 Haydn. *Symphonie n° 26 Les Lamentations.* Par l'Orchestre La Petite Bande, dir. Sigiswald Kuijken. Mezzo
- 21.00 Peter Grimes. Mise en scène d'Elijah Moshinski. Par les Chœurs du Royal Opera House de Covent Garden, dir. sir Colin Davis. Muzzik

- 21.45 Thésée (version réduite). Par l'ensemble Les Arts florissants, dir. William Christie. Mezzo
- 23.00 Claudio Abbado dirige. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin. Œuvres de Moussorgski, Stravinski, Tchaïkovski. Mezzo
- 0.15 Santana. Mexico, en 1993. Canal Jimmy

THÉÂTRE

- 20.55 Bon week-end, monsieur Bennett. Pièce d'Arthur Watkin. Mise en scène. Michel Fagadau. TMC

TÉLÉFILMS

- 20.50 Mr. Murder. Dick Lowry [1 et 2/2]. O. M 6
- 23.10 Les Pédiatres. Hartmut Griesmayr [2/4]. TMC

COURTS MÉTRAGES

- 22.50 Court-circuit. Raconte-moi la 6-T ; Bienvenue à San Salvario. Arte

SÉRIES

- 20.35 Friends. The One With Joey's Frigde (v.o.). Canal Jimmy
- 20.55 Une famille formidable. Panique à bord. TF 1
- 21.00 Docteur Sylvestre. Substitution. France 3
- 22.30 First Wave. La purge. 13^{ème} RUE
- 23.15 New York District. Justice à deux vitesses (v.o.). 13^{ème} RUE
- 0.30 Mission impossible. Orphée. O. Série Club

FILMS

- 20.30 Le Trou ■■■■ Jacques Becker (Fr., 1960, N., 125 min) O. Ciné Classics
- 20.30 La Leçon de piano ■■■■ Jane Campion (Fr.-Austr., 1992, 120 min) O. Cinéstar 1
- 20.50 L'Odeur de la papaye verte ■■■■ Tran Anh Hung (Fr.-Viet., 1993, 100 min) O. Téva
- 21.00 Hôtel des Amériques ■■■■ André Téchiné (Fr., 1981, 95 min). Paris Première
- 21.00 La Disparue ■■■■ George Sluizer (EU, 1993, v.o., 110 min) O. Ciné Cinémas 3
- 22.15 Ne pas avaler ■■■■ Gary Oldman (GB, 1997, 115 min) O. Ciné Cinémas 2
- 22.30 Underground ■■■■ Emir Kusturica (Fr. - All., 1995, 165 min) O. Cinéstar 1
- 22.35 Tristana ■■■■ Luis Bunuel (Fr. - Esp., 1970, 100 min). Paris Première
- 22.35 Casque d'or ■■■■ Jacques Becker (Fr., 1952, N., 95 min) O. Ciné Classics
- 22.50 Miss Missouri ■■■■ Elie Chouraqui (Fr., 1989, 100 min) O. Cinéstar 2
- 22.50 La Déchirure ■■■■ Roland Joffé (GB, 1984, v.o., 135 min) O. Ciné Cinémas 3



- 22.55 Ma 6-T va crack-er ■■■■ Jean-François Richet. Avec Arco Descat C, Virginie Ledoyen (Fr., 1997, 100 min) O. Arte
- 23.00 La Veuve Couderc ■■■■ Pierre Granier-Deferre (France, 1971, 90 min) O. Téva
- 0.05 Seul contre tous ■■■■ Gaspar Noé (Fr., 1999, 98 min) O. Canal +
- 0.05 Mauvais sang ■■■■ Leos Carax (Fr., 1986, 130 min) O. Canal + Vert
- 0.10 La Baronne de minuit ■■■■ Mitchell Leisen (EU, 1939, N., v.o., 95 min) O. Ciné Classics

fr Monde TELEVISION

FRANCE 2

20.50 Jour après jour
Jean-Luc Delarue reçoit ce soir quatre jeunes invités souffrant de troubles du comportement alimentaire pour une émission-débat sur la boulimie et l'anorexie. Les reporters de « Jour après jour » ont suivi pendant plusieurs mois quatre adolescents, trois filles de 13, 17 et 18 ans et un garçon de 22 ans, qui cherchent, par différentes thérapies, à guérir de leurs souffrances.

FRANCE 3

23.15 La Guerre du Louvre
C'est une histoire peu connue que nous raconte Jean-Claude Bringuier dans « Les Dossiers de l'Histoire ». Pendant la seconde guerre mondiale, plusieurs centaines de personnes - chauffeurs, gardiens, archivistes - ont participé à l'évacuation du Musée du Louvre, au transfert du patrimoine dans des châteaux, pour le mettre à l'abri des bombardements et des convoitises.

ARTE

20.45 La Famille
L'histoire d'une famille de Rome, à partir d'une photo de baptême prise en 1906. Ettore Scola raconte le temps qui passe, les rendez-vous manqués, les amours perdues... Une réflexion nostalgique à travers la mémoire affective, une galerie de personnages très justes et une prodigieuse composition de Vittorio Gassman, magnifiquement accompagné par Stefania Sandrelli et Fanny Ardant. v.o.

MARDI 30 MAI

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

- 21.00 Les « Femmes de réconfort » de l'armée japonaise. Forum
- 21.55 Brésil, le dieu football. Forum
- 23.00 Après Hongkong et Macao, quel avenir pour Taïwan ? Forum

MAGAZINES

- 14.30 La Cinquième rencontre... Justice, société : La justice en classe. La Cinquième
- 14.58 Questions au gouvernement. France 3
- 15.30 L'Appartement. Canal +
- 16.00 Saga-Cités. Un siècle de logement social [2/3]. France 3
- 17.15 et 20.15, 23.15 Le Journal de l'histoire. Histoire
- 18.20 Nulle part ailleurs. Invités : Christian Bale ; Common ; Gérard Jugnot ; Bérénice Bejo. Canal +
- 18.30 et 21.30 L'Invité de PLS. LCI
- 19.00 Archimède. La Terre perd la boule. Le pouvoir des gènes. Tout savoir mais rien comprendre : le villageois « global ». Energies perdues. Lunar Sat : des étudiants européens travaillent pour l'espace. Arte
- 19.30 et 0.05 Rive droite, rive gauche. Paris Première
- 20.50 Hors stade. Enquête : Thuram face aux gradins de la haine. Destin : Pérec est-elle toujours la reine ? Couillises : le tournoi de Monte-Carlo. Histoire de famille : maris de championnes, madame est servie. Aventure : l'homme qui veut être un oiseau. M 6
- 21.00 Questions pour un champion. Spécial langue française : finale. France 3
- 21.00 Le Gai Savoir. Les grands débats du « Gai Savoir » : la tentation du mal. Invités : Roger Hanin ; André Chouraqui ; Jacques Duquesnes ; Claude Fouquet ; Jean-Didier Vincent et Jean-François Perret ; Jean-Michel Jarre. Paris Première
- 21.05 Temps présent. E-Commerce : Le bazar planétaire. TV 5
- 22.15 Ça se discute. Peut-on reprendre goût à la vie quand on a connu la rue ? TV 5
- 22.25 La Vie à l'endroit. Comment devenir numéro un. France 2
- 22.35 Célébrités. Estelle Hallyday. TF 1
- 0.35 Capital. La course aux jobs. Start-up : faut-il y aller ? A quoi servent les emplois jeunes ? Hôtesses de l'air : le prix du rêve. Recherche cuisot, désespérément. M 6

DOCUMENTAIRES

- 18.30 Le Monde des animaux. Fête de la couleur dans la nature. La Cinquième
- 19.00 Hongkong Story. Planète
- 20.00 Selfridges, grand magasin, Londres. [1/6]. Planète
- 20.15 Reportage. L'Art et ses secrets. Arte
- 20.30 Un monde de rave. Planète
- 20.30 Grands créateurs. Été 2000. Odyssee
- 20.40 Commis d'office. La justice au quotidien. Canal +
- 20.45 La Vie en face. Papa et moi. Arte
- 21.00 Ils ont fait l'Histoire. Pierre Elliott Trudeau, mémoires. [1/2]. Histoire
- 21.00 La Chine, dragon millénaire. [1/13]. Odyssee
- 21.25 Le Singe sacré de Dharwar. [1/13]. Odyssee
- 22.10 Les Barques du Léman. Odyssee
- 22.30 Danger réel. Futur fantastique : les immortels. 13^{ème} RUE
- 22.50 Dietrich Fischer-Dieskau. La justice de l'âme. Planète
- 23.00 Ray Mears, un monde de survivance. [2/6]. Odyssee
- 23.30 Les Secrets du Soleil. France 3
- 0.00 Birmanie, la guerre oubliée. Histoire
- 0.00 L'année dernière, la pluie est tombée un lundi. Odyssee
- 0.05 La Guitare Gibson. Canal Jimmy
- 0.10 La Guerre des bouquins. Arte
- 1.00 Football, du rêve à la réalité. [5/6]. Conte du Brésil. Odyssee

SPORTS EN DIRECT

- 13.05 Tennis. Internationaux de France (2^e jour). A Roland Garros. France 3
- 14.40 Tennis. Internationaux de France (2^e jour). A Roland Garros. France 2
- 15.35 Cyclisme. Tour d'Italie (16^e étape) : Brescia - Meda. Eurosport ; JSCR
- 17.00 Tennis. Internationaux de France (2^e jour). A Roland-Garros. Eurosport
- 2.05 Hockey sur glace. Coupe Stanley (1^{er} match). Canal +

MUSIQUE

- 18.00 Beethoven. Avec Georges Pludermacher, piano. *Sonata n° 9 en mi majeur, op. 14.* 18.15 *Sonata n° 5 en ut mineur, op. 10.* 23.00 *Sonata n° 30 en mi majeur, op. 109.* 23.25 *Sonata n° 27 en mi mineur, op. 109.* 23.40 *Sonata n° 13 en mi bémol majeur, op. 27.* Muzzik

- 19.30 « Gloria et Stabat Mater », de Poulenc. Par l'Orchestre national de Lille et le chœur Vittoria d'Île-de-France, dir. Jean-Claude Casadesu. Mezzo
- 19.30 Le Gonzalo Rubalcaba Quartet. Muzzik
- 21.05 Claudio Abbado dirige Hindemith et Stravinsky. Par le Mahler Chamber Orchestra. Muzzik
- 21.30 « Carmen ». Par l'Orchestre et les Chœurs de l'Opéra national de Paris et la Maitrise des Hauts-de-Seine, dir. Frédéric Chaslin. Arte
- 22.00 « Didon et Enée ». Opéra de Purcell. Par l'Orchestre et le Chœur de l'Académie européenne de musique, dir. David Stern. Mezzo
- 0.45 L'Heure espagnole. Mise en scène de Philippe Sireuil. Par l'Orchestre national de l'Opéra de Lyon, dir. Louis Langree. Mezzo

TÉLÉFILMS

- 19.15 Les Fiancées de l'Empire. Jacques Doniol-Valcroze [2/6]. Festival
- 20.30 La Porte du ciel. Denys Granier-Deferre. O. Festival
- 22.10 Elle voulait faire du cinéma. Caroline Huppert. Festival
- 22.45 Décompte infernal. Roger Christian. O. M 6

COURTS MÉTRAGES

- 0.20 Libre court. Les Méduses ; Mémoire de puce. France 3
- 0.55 Micro ciné. Transit ; Gens d'la Lune ; P. Canal +

SÉRIES

- 21.35 That 70's Show. Laurie démenage. Canal Jimmy
- 21.40 Ally McBeal. The Oddball Parade (v.o.). Téva
- 21.40 Gabriel Bird, profession enquêteur. Waldo. 13^{ème} RUE
- 22.00 Friends. The One With Joey's Frigde (v.o.). O. Canal Jimmy
- 22.25 Spawn. Twitch est à terre (v.o.). O. Canal Jimmy
- 22.55 Absolutely Fabulous. Vacances en Provence (v.o.). O. Canal Jimmy
- 23.00 Once & Again. Médiation (v.o.). Téva
- 23.25 New York District. La fierté de la famille. 13^{ème} RUE
- 23.50 3^e planète après le Soleil. Seven Deadly Clips (v.o.). O. Série Club
- 0.35 Mission impossible. Le sosie. O. Série Club

M 6

20.50 Les gradins de la haine
Depuis une dizaine d'années, l'Italie est le pays européen le plus touché par le hooliganisme. L'enquête de Jacques Aragones proposée dans le magazine « Hors Stade » permet, à travers les témoignages de joueurs de couleur français expatriés dans le calcio (Lilian Thuram, Ousmane Dabo...), de mesurer l'importance du problème. Un document instructif, à quelques jours du début de l'Euro 2000.

FILMS

- 15.50 Miss Missouri ■■■■ Elie Chouraqui (Fr., 1989, 105 min) O. Cinéstar 1
- 16.35 La Déchirure ■■■■ Roland Joffé (GB, 1984, v.o., 140 min) O. Ciné Cinémas 3
- 16.50 La Baronne de minuit ■■■■ Mitchell Leisen (EU, 1939, N., v.o., 95 min) O. Ciné Classics
- 16.55 L'Arbre aux sabots ■■■■ Ermanno Olmi (It., 1978, v.o., 180 min) O. Ciné Cinémas 1
- 17.20 Underground ■■■■ Emir Kusturica (Fr. - All., 1995, 165 min) O. Cinéstar 2
- 18.00 Coup pour coup ■■■■ Marin Karmitz (Fr., 1971, 90 min) O. Cinétoile
- 18.25 Darling ■■■■ John Schlesinger (GB, 1966, N., v.o., 125 min) O. Ciné Classics
- 19.30 Un monde fou, fou, fou ■■■■ Stanley Kramer (EU, 1962, 150 min) O. Cinétoile
- 20.30 De beaux lendemains ■■■■ Atom Egoyan (Can., 1997, 110 min) O. Ciné Cinémas 2
- 22.20 La Leçon de piano ■■■■ Jane Campion (Fr.-Austr., 1992, 120 min) O. Cinéstar 1



- 22.30 Intérieurs ■■■■ Woody Allen. Avec Diane Keaton, Geraldine Page (EU, 1978, v.o., 95 min). Paris Première
- 23.00 La Perle des Borgia ■■■■ Roy William Neill (EU, 1944, N., 60 min) O. Cinétoile
- 23.30 L'École des cocottes ■■■■ Pierre Colombier (Fr., 1935, N., 100 min) O. Ciné Classics
- 0.00 Yol (La permission) ■■■■ Yilmaz Güney et Serif Gören (Turq., 1982, v.o., 110 min) O. Cinétoile
- 0.35 Happy Together ■■■■ Wong Kar-wai (H.K., 1997, 95 min) O. Ciné Cinémas 1
- 1.30 Ne pas avaler ■■■■ Gary Oldman (GB, 1997, v.o., 115 min) O. Ciné Cinémas 3



- 1.50 La Grande Combine ■■■■ Billy Wilder. Avec Walter Matthau, Jack Lemmon (EU, 1966, N., v.o., 120 min) O. Cinétoile
- 2.10 A la poursuite du diamant vert ■■■■ Robert Zemeckis (EU, 1984, 100 min) O. Ciné Cinémas 1

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

- 18.25 Excluf.
- 19.00 Etre heureux comme...
- 19.05 Le Bigdil.
- 19.55 Hyper Net.
- 20.00 Journal, Météo.
- 20.55 Une famille formidable. Panique à bord.
- 22.50 Y a pas photo !
- 0.30 TF 1 nuit, Météo.
- 0.45 Nul ne revient sur ses pas.

FRANCE 2

- 15.00 Tennis. Roland-Garros.
- 19.10 Un livre, des livres.
- 19.15 Qui est qui.
- 19.50 Un gars, une fille.
- 20.00 Journal, Météo.
- 20.50 Jour après jour. En finir avec l'anorexie et la boulimie. Mois après mois.
- 23.05 Argent public. La peau de l'ours. L'État proxénète. La transparence politique : jusqu'où ?
- 0.40 Journal, Météo.
- 1.05 Tennis.

FRANCE 3

- 18.20 Questions pour un champion.
- 18.48 Un livre, un jour.
- 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
- 20.05 Tout le sport.
- 20.15 Défi de famille.
- 20.45 Côté court.
- 21.00 Docteur Sylvestre. Substitution.
- 22.40 Météo, Soir 3.
- 23.15 Les Dossiers de l'Histoire. La guerre du Louvre.
- 0.10 Strip-tease. Merci patron. La facture sociale. Tout pour la galerie. Vingt ans.
- 1.10 La Case de l'oncle Doc. Le Trésor de Yamashita.

CANAL +

- En clair jusqu'à 20.40
- 18.20 Nulle part ailleurs.
- 20.30 Le Journal du cinéma.
- 20.40 Belle maman ■■■■ Film. Gabriel Aghion O.
- 22.20 Au-delà de nos rêves ■■■■ Film. Vincent Ward O.
- 0.05 Seul contre tous ■■■■ Film. Gaspar Noé O.
- 1.45 Boxe hebdo.

ARTE

- 19.00 Nature. Les Parcs nationaux. La basse vallée de l'Oder.
- 19.45 Arte info, Météo.
- 20.15 Reportage. Roumanie, un ciel de plomb.
- 20.45 La Famille. Film. Ettore Scola (v.o.).
- 22.50 Court-circuit. Raconte-moi la 6-T.
- 22.55 Ma 6-T va crack-er ■■■■ Film. Jean-François Richet O.
- 0.35 Court-circuit. Bienvenue à San Salvario.
- 1.00 Les Proscrits ■■■■ Film muet. Victor Sjöström.

M 6

- 18.25 Loïs et Clark.
- 19.15 Cosby Show.
- 19.50 I-minute.
- 19.54 Le Six Minutes, Météo.
- 20.05 Notre belle famille.
- 20.40 Décochages info, Cinésix.
- 20.50 Mr Murder. Téléfilm. Dick Lowry [1 et 2/2] O.
- 0.10 Culture pub.
- 0.40 Jazz 6. Dave Brubeck à Juan-Les-Pins.

RADIO

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Décibels. Qu'est-ce que la beauté en musique ? Invité : David Jisse.
- 22.10 Multipistes.
- 22.30 Surpris par la Nuit. Raison de plus. Invité : Antoni Tapiés.
- 0.00 Du jour au lendemain. Pierre Guyotat.

FRANCE-MUSIQUES

- 20.00 Concert. Donné par l'Orchestre national de France, dir. Evgueny Svetlanov. Œuvres de Mozart, Schubert.
- 22.30 Jazz, suivez le thème. My One and only Love.
- 23.00 Le Conversatoire. Invité : René Aubry.
- 20.40 Concert. Donné par l'Orchestre national des pays de la Loire, dir. Hubert Soudant. Œuvres de Zygel, Beethoven.
- 21.58 Les Soirées... (suite). Œuvres de Mozart, Schubert, Brahms, Bruch.

RADIO CLASSIQUE

- 20.40 Concert. Donné par l'Orchestre national des pays de la Loire, dir. Hubert Soudant. Œuvres de Zygel, Beethoven.
- 21.58 Les Soirées... (suite). Œuvres de Mozart, Schubert, Brahms, Bruch.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

- 13.55 Les Feux de l'amour.
- 14.45 La loi est la loi.
- 15.45 Magnum.
- 16.40 Pacific Blue.
- 17.35 Sunset Beach.
- 18.25 Excluf.
- 19.05 Le Bigdil.
- 20.00 Journal, Météo, Trafic infos.
- 20.55 Le Clone. Film. Fabio Conversi O.
- 22.35 Célébrités.
- 0.10 Les Rendez-vous de l'entreprise.
- 0.35 TF 1 nuit, Météo.
- 0.50 Reportages.

FRANCE 2

- 13.50 Un cas pour deux.
- 14.40 Tennis.
- 19.10 et 22.20 Un livre, des livres.
- 19.15 Qui est qui ?
- 19.50 Un gars, une fille.
- 20.00 Journal, Météo, Point route.
- 20.55 Les Grands Ducs. Film. Patrice Leconte.
- 22.25 La Vie à l'endroit. Comment devenir numéro un.
- 0.15 Journal, Météo.

FRANCE 3

- 13.05 Tennis. Roland-Garros.
- 14.48 Le Magazine du Sénat.
- 14.58 Questions au gouvernement.
- 16.00 Saga-Cités. Un siècle de logement social [2/3].
- 16.35 Les Minikeums.
- 17.45 Le Kadox.
- 18.20 Questions pour un champion.
- 18.48 Un livre, un jour.
- 18.50 Le 19-20 de l'information, Météo.
- 20.05 Tout le sport.
- 20.15 Défi de famille.
- 20.45 Côté court.
- 21.00 Questions pour un champion. Spécial langue française : finale.
- 22.55 Météo, Soir 3.
- 23.30 Les Secrets du Soleil.
- 0.20 Libre court.

CANAL +

- En clair jusqu'à 13.45
- 13.40 Le Journal de l'emploi.
- 13.45 Astérix et Obélix contre César. Film. Claude Zidi O.
- 15.30 L'Appartement.
- 16.25 Girafes, géantes de la savane.
- 16.55 Le Journal du cinéma.
- 17.00 L'Ombre d'Andersen. Film d'animation. Jannik Hastrup et Bent Haller O.
- En clair jusqu'à 20.40
- 18.15 Flash info.
- 18.20 Nulle part ailleurs.
- 20.30 Le Journal du cinéma.
- 20.40 Commis d'office. La justice au quotidien.
- 21.45 Chapeau melon et bottes de cuir. Film. Jeremiah Chechik (v.o.) O.
- 23.10 Dance Me to My Song. Film. Rolf de Heer (v.o.) O.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES

Les codes du CSA

- Tous publics
- Accord parental souhaitable
- Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans
- Public adulte
- Interdit aux moins de 16 ans
- Interdit aux moins de 18 ans

Les cotes des films

- On peut voir
- A ne pas manquer
- Chef-d'œuvre ou classique
- Les symboles spéciaux de Canal +
- DD Dernière diffusion
- ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants

fr Monde TELEVISION

CANAL+

20.40 Commis d'office
Voyageant comme en Terra incognita dans une juridiction pénale, filmant, ce qui est rare, en pleine audience, Frédéric Compain a suivi quelques-uns de ces avocats « commis d'office » au tribunal de Grenoble. Tâche de débutant, que certains trouvent ingrate, ou noble exercice que d'autres louent pour synthétiser l'essence du métier. Un tableau déroutant d'une justice où s'entrechoquent idéaux et réalités.

ARTE

20.45 Papa et moi
Reniée par son père lors du divorce de ses parents, Linda, devenue adulte, part à la recherche de son géniteur, avec la ferme volonté de se faire reconnaître. Elle le retrouve et, caméra vidéo au poing, filme leurs face-à-face. Un film intimiste empreint d'une immense souffrance qui laisse le téléspectateur sonné. Linda Västrik a reçu le Grand Prix du festival Vue sur les docs de Marseille en 1999.

Culte

par Pierre Georges

AH ! Comme on aimerait habiter à Outreau ! Ouvrir ses fenêtres, le matin. Faire ses dévotions socialistes et républicaines à Tonton Mandarom. Vérifier d'abord que la statue est toujours là. Que rien n'y manque. Qu'aucun sauvageon n'est venu tagueer le prodigieux buste. Qu'aucune confrérie terroriste, ordinairement vouée à la libération des nains de jardins ou à l'enlèvement des Ronald plantés devant les McDo, n'a œuvré nuitamment à l'éradication d'un si joli panthéon de campagne.

Ah ! Comme on aimerait vivre à Outreau, dans la force tranquille du souvenir. Sous la statue de François Mitterrand, ce buste admirable et admirablement fidèle, d'un petit 3,50 mètres de haut. Pas du tout gênant. Juste bien penser à arroser les épaules de gazon, c'est fragile le gazon, et puis bien les tondre aussi, les samedis à tondeuse. Parce que le dimanche, on serait pris, tellement pris. Par ici la visite. Suivez le guide, mesdames messieurs, la chapelle, enfin non pas la chapelle, le Mitterrand. Ressemblant n'est-ce pas, une œuvre magnifique, saisissante même, brut de béton et de souvenir !

Ah ! Comme on aimerait vivre à Outreau et transformer sa maison, en maison du souvenir. Ouvrir baraque à frites dans l'abri de jardin et mémorial en son garage. Vendre des CD-ROM, des livres, des posters, des roses à la saison des roses, offrir une photo de Charasse en prime, et qui sait, le dernier roman de Mazarine. On viendrait de partout, en famille bien sûr, et caméscope aussi. De partout, natifs du Pas-de-Calais, du Nord, du Sud et de l'Est. Et de

l'Ouest même, en bateau. Et qu'est-ce qu'on fait dimanche, papa ? Dimanche, on va à Outreau. Quartier Mitterrand. Lotissement Mitterrand. Statue Mitterrand. Souvenir Mitterrand ! Encore ? La barbe ! Discute pas, et souviens-toi de mai, à son grand homme Outreau, le maire d'Outreau, le Pas-de-Calais, la France, la gauche, les fidèles, reconnaissants !

Bon, arrêtons-là ! Mais tout de même, ce bon maire d'Outreau, vivant dans le souvenir de Tonton, semant du culte à tout vent, n'aurait-il pas un peu pris ses administrés pour les gardiens d'un musée égoïste ? Vous vous voyez avec la statue du commandeur, au fond du jardin, façon autel du défunt et mausolée socialiste ?

A part cela, on peut toujours espérer visiter les grottes, dans le Lot notamment. Par exemple, celles découvertes ces deux dernières années près des villages de Montcabrier et de Faycelles, qui, ainsi que le rapportait samedi notre correspondant régional, Jean-Paul Besset, témoignent d'une avancée majeure, dans la connaissance de l'âge paléolithique. Car ces deux grottes, outre l'ordinaire merveilleux de l'art pariétal consistant en la représentation animale, aurochs, rennes, chevaux, mammouths, offrent quelque chose de presque inédit : des représentations féminines. Notamment une : la femme de l'homme des cavernes, enfin ! Une femme sans tête, certes, mais une femme indubitable. Avec, citons notre collègue, « des fesses rondes, des seins pointus et les doigts allongés ». Admirable préhistoire !

Une étude allemande confirme le transfert des gènes des OGM vers les bactéries

Les chercheurs ont mené des observations sur les abeilles

LE GÈNE DE RÉSISTANCE au pesticide porté par le colza transgénique peut se transférer aux bactéries par l'intermédiaire des abeilles : c'est ce que semble avoir démontré une équipe allemande de l'Institut de recherche sur les abeilles de l'université d'Iéna lors d'expériences dont les résultats devraient prochainement être publiés dans une importante revue scientifique. L'équipe de Hans Heinrich Kaatz a étudié pendant trois ans des abeilles qui butinaient un champ planté de colza transgénique. Elle a ensuite recueilli le pollen porté sur les pattes des abeilles, pollen qui a été donné à manger, en laboratoire, à de jeunes abeilles. L'intestin de celles-ci était ensuite extrait, son contenu répandu sur un milieu de culture de micro-organismes. Après analyse, les chercheurs ont constaté que le gène de résistance avait été transféré à des bactéries et à une levure de ce milieu. Cette expérience semble ainsi confirmer la possibilité d'un transfert de gènes des plantes vers les bactéries.

Mais ces résultats n'ont pas encore été publiés, et les chercheurs expliquent avoir été piégés par des journalistes de la télévision ZDF. Le professeur Kaatz a indiqué au Monde, lundi 29 mai, qu'il avait demandé à ces journalistes, qui réalisaient il y a quelques semaines un documentaire sur l'ensemble des travaux de son laboratoire, de ne pas mentionner les résultats de ses recherches sur le pollen transgénique avant qu'ils ne soient publiés. Cette demande n'a pas été respectée par les journalistes, qui ont choisi de diffuser prématurément la partie de l'entretien por-

tant sur ce thème. Deux hebdomadaires britanniques, *The Observer* et *The Independent on Sunday*, ont ensuite porté ce sujet en « une » dans leurs éditions datées du 28 mai.

« FRÉQUENCE BASSE »

M. Kaatz nous a par ailleurs indiqué que différentes méthodes d'analyse avaient été utilisées, et pas seulement l'amplification génétique (PCR), ce qui garantit que les gènes trouvés existent réellement chez les micro-organismes. En revanche, la fréquence de présence de ces gènes est « basse », indique-t-il. Pour Pierre-Henri Gouyon, professeur à l'université Paris-Sud, « le passage d'un gène à des bactéries n'est pas une surprise : ce qui le serait, c'est que cela se produise à une fréquence élevée ». Des expériences sur la souris ont déjà montré que l'on pouvait retrouver des fragments d'ADN d'origine alimentaire dans certaines cellules – des lymphocytes – présentes dans le sang. Obtenue grâce aux nouvelles techniques d'identification de l'ADN, cette observation n'autorisait pas à conclure que ces fragments d'information génétique étaient intégrés dans le patrimoine héréditaire des cellules au sein desquelles on les avait retrouvés. A fortiori, rien dans cette observation ne laissait penser que cet ADN correspondait à un ou plusieurs gènes capables, après être entrés dans les cellules, de s'exprimer.

« Les phénomènes observés chez la souris ou ceux mis en évidence par les chercheurs allemands permettent de penser que ces mécanismes n'ont rien de spécifique, dit le professeur Axel Kahn, généticien

et spécialiste des plantes transgéniques. En d'autres termes, après la destruction massive dans le tube digestif de l'ADN apporté par l'alimentation, l'introduction transitoire d'ADN exogène d'origine alimentaire dans des lymphocytes de mammifères ou dans des bactéries peut tout aussi bien concerner un matériel provenant de végétaux naturels ou génétiquement modifiés. Cet ADN est ensuite dégradé au sein des cellules par une série de mécanismes enzymatiques. » C'est sans doute là le point crucial et le plus intéressant de ce type d'expériences. En effet, M. Gouyon relève que « la grande surprise des dernières années est de constater l'extraordinaire solidité de la molécule d'ADN : bien sûr, elle est dégradée, c'est-à-dire coupée en morceaux. Mais ceux-ci sont suffisamment grands pour porter des gènes entiers. On retrouve par exemple de tels morceaux dans le sol ou dans l'huile végétale. »

Hervé Kempf et Jean-Yves Nau

■ Le ministre français de l'Agriculture, Jean Glavany, a estimé, lundi 29 mai sur RTL, qu'il fallait « appliquer le principe du pollueur payeur » pour indemniser les agriculteurs dont les cultures de colza faiblement contaminées par des organismes génétiquement modifiés (OGM) ont été ou vont être détruites. « Dans le cas de l'Erika, on a demandé à TotalFina de financer le plus possible. (...) Nous demandons la même chose à la firme Advanta [qui a commercialisé les semences en cause]. (...) Nous [lui] demandons avec force de prendre ses responsabilités ». – (AFP)

Un marginal accusé du meurtre de la présentatrice anglaise Jill Dando

LONDRES

de notre correspondant

Plus d'un an après l'assassinat de Jill Dando, populaire présentatrice britannique de télévision, un marginal de quarante ans, Barry Michaël George, a été mis en examen pour son meurtre, lundi matin 29 mai. Fils d'un policier en retraite, musicien au chômage réputé un peu simplet, l'intéressé, qui avait changé son patronyme en Barry Bulsara parce que tel était le vrai nom de son idole, Freddy Mercury, leader du groupe Queen, a été interrogé pendant plus de quatre-vingts heures d'affilée par Scotland Yard. L'homme, qui professait également un amour immodéré pour la princesse Diana, n'aurait pas avoué. Lundi matin, on ignorait tout de son éventuel mobile.

Traité comme une priorité nationale par une escouade de quarante-cinq détectives à plein temps depuis le meurtre du 26 avril 1999, l'« affaire Dando » avait d'autant plus choqué la nation britannique que la célèbre victime présentait depuis des années, en association avec Scotland Yard, l'une des émissions les plus populaires de la BBC : « Crimewatch », un show qui propose toujours au public d'assister la police pour la résolution de crimes non élucidés. Scotland Yard aura

véritablement tout mis en œuvre pour identifier l'assassin de la star. Parce qu'elle avait traité de nombreuses affaires criminelles pour le petit écran et qu'elle avait prêté son élégante silhouette – laquelle rappelait assez vaguement celle de la princesse Diana – à des appels en faveur des réfugiés du Kosovo, la police a longtemps cherché en direction des milieux de la pègre et du côté de la communauté serbe de Londres. La façon dont le meurtre de Jill Dando s'était déroulé semblait a priori écarter l'option d'un malade solitaire rendu fou de jalousie par l'annonce du prochain mariage de la star. En définitive, tel pourrait pourtant être le mobile de Barry George.

Au cours de l'enquête, l'une des plus coûteuses (20 millions de francs, selon la presse) jamais entreprise, les détectives auront passé au crible plus de 80 000 appels téléphoniques opérés sur portable le jour du meurtre. Près de 4 000 témoins auront été interrogés et plus de 20 000 Range Rover bleues, du type de celle observée sur place par certains témoins, auront été pistées. Sans succès. L'assassin présumé, dont le procès n'aura pas lieu avant des mois, habitait à moins d'un kilomètre de sa victime.

Patrice Claude

Le texte sur le commerce international des OGM a été signé à Nairobi

LA FRONDE européenne contre le colza transgénique a soufflé jusqu'à Nairobi, au Kenya, où s'est achevée, le 26 mai, la réunion des parties à la Convention sur la biodiversité : la question de la responsabilité des producteurs d'OGM (organismes génétiquement modifiés) y a été abondamment discutée, ainsi que celle de la possibilité pour les pays pauvres de contrôler les importations. Le délégué de l'Éthiopie, Tewolde Gebre Egziabher, a souligné que l'Afrique manquait des laboratoires permettant de tester la présence d'OGM dans les importations agricoles : « Si ce qui s'est passé en Europe advenait en Afrique, les chances que cela soit découvert seraient très petites. »

La difficulté à exercer le contrôle du commerce des OGM, réglé par le protocole sur la biosécurité, est une des principales faiblesses de ce texte, élaboré au sein de la Convention sur la biodiversité et adopté à Montréal en janvier (*Le Monde* du 1^{er} février 2000).

Le débat a aussi porté sur la responsabilité des producteurs d'OGM pour les nuisances ou préjudices causés par les plantes transgéniques : « La question de la responsabilité, incluse dans le protocole, doit

être renforcée », a dit Klaus Toepfer, directeur du Programme des Nations unies sur l'environnement, pour qui la contamination du colza d'Advanta « nous envoie le signal que nous devons mettre en œuvre le protocole le plus tôt possible ».

Cet espoir est-il réaliste ? Un délégué des États-Unis notait ainsi qu'il faudrait peut-être des années pour résoudre la question de la responsabilité. De surcroît, si soixante-deux pays ont signé, le 24 mai, le protocole, l'Australie et le Canada ont refusé d'y apposer leur paraphe. Or ces deux pays sont très favorables aux OGM, et le Canada en est un exportateur important. Les États-Unis, participants actifs de la négociation, sont dans la position paradoxale de ne pas avoir à accepter ou refuser de signer, puisqu'ils n'ont pas ratifié la convention sur la biodiversité qui « coiffe » le protocole. L'abstention du Canada et de l'Australie, si elle devait se confirmer, serait un mauvais présage pour le déroulement futur des négociations. Les échanges d'OGM n'ont pas fini d'être source de conflit en matière de commerce international.

H. K. (avec Reuters)

Vivendi se désengage d'AOL

VIVENDI est sur le point de vendre sa participation de 55 % dans AOL France. AOL Europe, qui détient le reste du capital du fournisseur français d'accès à Internet, s'est porté acquéreur, selon le *Wall Street Journal* du 29 mai. Vivendi, toutefois, se refuse de confirmer officiellement l'opération qui devrait être rapidement signée.

Insatisfait de son rôle dans AOL France, Jean-Marie Messier, le PDG de Vivendi, envisageait depuis six mois, soit de vendre sa participation, soit de l'échanger contre une participation dans AOL Europe. La création, en janvier, de Vizzavi, portail commun d'accès Internet avec Vodafone, a changé la donne. M. Messier a moins besoin d'AOL France. Afin de ne pas être dilués dans la nouvelle société, les groupes français et britannique ont également écarté une fusion avec AOL Europe.

DÉPÊCHE

■ PRIX LITTÉRAIRE : le Livre Inter 2000 a été attribué à Antoine Volodine pour *Des Anges mineurs* (Seuil), un roman qui dépeint, en quarante-neuf histoires hallucinées, une fin du monde terrifiante, envoûtante et sensuelle (voir « Le Monde des livres » du 1^{er} octobre 1999).

Tirage du Monde daté dimanche 28-lundi 29 mai 2000 : 585 534 exemplaires. 1-3

Les intempéries font cinq morts en Allemagne, Pays-Bas et Belgique

UNE VIOLENTE TEMPÊTE a frappé, dimanche 28 mai, les Pays-Bas, la Belgique et le nord de l'Allemagne, faisant cinq morts et au moins vingt blessés, ainsi que d'importants dégâts et plusieurs accidents spectaculaires.

Aux Pays-Bas, la tempête a fait trois morts, un garçon de neuf ans et un homme de soixante-sept ans touchés par une branche d'arbre à Helmond, et une autre personne décédée aussi dans le sud du pays après qu'un arbre se fut écrasé sur sa voiture, selon l'agence de presse néerlandaise ANP. Dans tout le pays, de violentes rafales de vent, accompagnées de fortes pluies, ont déraciné de nombreux arbres, notamment dans le jardin des plantes d'Amsterdam. En Belgique, balayée par des vents soufflant à 100 km/heure, la chute d'un chapiteau dressé à Anvers pour la fête annuelle du port a fait douze blessés, dont cinq ont dû être hospitalisés. Près de Gand, une jeune femme a été tuée lorsque sa voiture poussée par le vent est sortie de la route, et un motocycliste a été grièvement blessé dans un accident similaire. Sept autres personnes qui circulaient en voiture ont été blessées par des chutes d'arbres. Dans le parc ornithologique de Cambron-Casteau, près de Mons, un arbre s'est écroulé quelques minutes avant l'ouverture sur une immense serre tropicale, provoquant des dégâts importants.

En Allemagne enfin, la tempête qui a touché le nord du pays a fait un mort, un curiste écrasé par un arbre déraciné à Bad Salzungen.

Dans les trois pays, de nombreux événements sportifs et fêtes ont dû être annulés, et les transports ont été fortement perturbés.

L'accélérateur du savoir
Science & Vie

Génétique

L'An 1
de la
médecine
du futurLe génome humain décrypté :
Pour quoi faire ?

Et aussi

Univers

La carte des premiers instants du cosmos

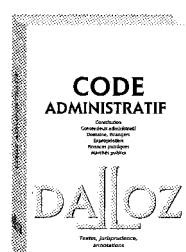
Erika

Les coulisses du pompage

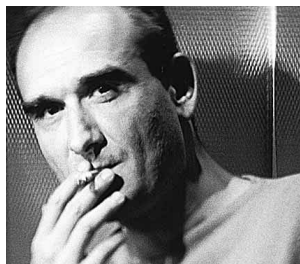
Wap

Internet sur votre mobile

En vente chez tous les marchands de journaux

Le Code administratif
enrichi, transformé, aménagé avec,
pour la première fois, des annotations

NOTRE



PORTRAIT
Pascal Nègre, PDG d'Universal Music France, attend la naissance d'une génération de créateurs nourris d'Internet.
P. IV

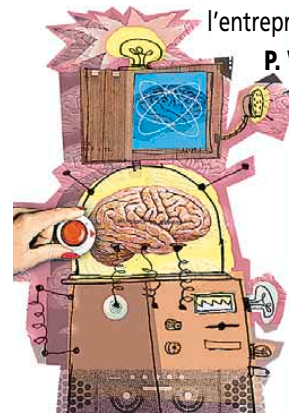
ENTREPRISES
Née d'une fusion d'un montant de 280 milliards de dollars, AOL-Time Warner veut imposer sa marque sur la galaxie Internet. Prochaine étape: l'e-télévision.
P. VII



TECHNIQUES
Les 2^{es} Rencontres de la réalité virtuelle, à Laval, ont souligné les progrès menés dans le domaine de la création de vie artificielle.
P. V

280

MÉTIERS
Soucieux de l'ergonomie des logiciels, le cogniticien commence à séduire l'entreprise.
P. VIII

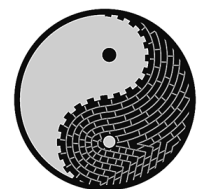


MULTIMÉDIA
La reconnaissance de caractères permet à l'ordinateur d'apprendre à lire, avec une fiabilité encore variable.
P. VI

ENQUÊTE

La Chine s'éveille aux nouvelles technologies

Un marché estimé à 1,3 milliard de consommateurs, prêts à investir dans les technologies d'aujourd'hui et de demain



DANS LE DÉBAT sur l'ouverture de la Chine et de son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les sociétés high-tech n'ont pas été les dernières à vouloir peser de tout leur poids sur le débat démocratique. C'est que, pour elles, comme d'ailleurs pour les milieux d'affaires en général, l'enjeu était de conséquence: rien de moins que la normalisation du commerce avec la

Chine. L'ouverture, en somme, du plus grand marché du monde et son 1,3 milliard de consommateurs. «Faites les comptes!», avait lancé Thomas Donohue, le président de la Chambre de commerce américaine, à la veille du vote du Congrès sur la normalisation des relations économiques sino-américaines. *Vingt pour cent de la population mondiale vivent en Chine, mais leur économie*

ne produit que 3% des biens et services de la planète.»

Le mercredi 24 mai, par 237 voix contre 197, le Congrès abolissait les restrictions au commerce avec la Chine en ne concédant aux opposants que la mise en place d'une commission spéciale chargée de surveiller le respect des droits de l'homme. Un article illico jugé inacceptable par Pékin. Preuve que toutes les tensions sont encore loin d'être totalement apaisées.

Il reste, certes, encore au Sénat américain à confirmer le vote de la Chambre des représentants. Mais plus rien ne devrait empêcher la Chine de rejoindre l'Organisation mondiale du commerce à la fin de l'année. Et les entreprises high-tech américaines n'ont pas été non plus les dernières à s'en féliciter. Une semaine plus tôt, l'Europe avait pris les devants en signant un accord avec Pékin. Un marché convoité, donc. Et pour cause. La Chine, ce sera 60 millions de téléphones portables en circulation avant la fin de l'année, 250 millions d'ici à 2004. C'est aussi un parc informatique qui double tous les trois ans, une soif d'ouverture, un appétit de modernité, et la volonté de devenir d'ici dix ans la plus grande puissance technologique du monde.

Dans ce contexte, les entreprises européennes et françaises ont évidemment une belle carte à jouer. Certes, l'ouverture plus large du marché aux entreprises américaines, aiguise la concurrence. «Mais la Chine a toujours été un marché très compliqué, rappelle Jacques Dunogué, secrétaire général d'Alcatel. *La concurrence y est très vive, y compris de la part des industriels chinois eux-mêmes, redoutables, notamment sur les prix.»*

Mais, à l'image d'Alcatel, présent derrière la Grande Muraille depuis les années 80, de nombreuses entreprises high-tech hexagonales ont déjà pris leurs marques. Bull, Matra, Thomson, France Télécom, Sagem, entre autres, sont présentes. Plus récemment, l'éditeur de jeux et de CD-ROM éducatif Ubi Soft a ouvert un centre de développement à Shanghai. L'accession de la Chine à l'OMC devrait leur permettre de développer encore plus avant leurs activités. Alcatel, par exemple, va regrouper ces joint-ventures en une seule filiale, siège et centre opérationnel de toute

l'Asie-Pacifique du groupe. Les capacités de recherche et développement devraient doubler dans les deux ans, dès lors que les règles concernant la propriété intellectuelle seront les mêmes pour tous. La Chine, elle, devrait profiter des flux d'investissement étrangers, indispensables au développement du secteur. Attention, notait toutefois en 1999, la lettre interne du Poste économique français de Pékin: «Une entrée massive des entreprises et des produits étrangers pourrait mettre en danger le développement d'une industrie encore faible.» Un risque que devront gérer les dirigeants chinois, alors que l'ouverture de leur pays aux nouvelles technologies et à Internet apparaît inéluctable.

Olivier Zilbertin

ENJEUX
Les chiffres clés high-tech du premier marché du monde.
P. II



Sites Internet et micro-ordinateurs fleurissent partout en Chine, débordant la volonté de contrôle de ses dirigeants. Une aubaine pour les industriels occidentaux et pour les Chinois, avides de communication.

Pour tous les métiers du net et du multimédia retrouvez chaque lundi*

Le Monde ÉCONOMIE

et son rendez-vous emploi, rubrique :

«Le monde du Net»

tout.lemonde.fr

* daté mardi.

Le top des réseaux

La Chine en quelques sites

DES SITES FRANÇAIS

www.france-chine.com

Un site dédié au commerce franco-chinois. Consultation de fiches techniques de plusieurs centaines d'entreprises et d'annonces sur la Chine, Taïwan et Hongkong, offres de vente, d'achat ou de coopération, ce site est d'une exhaustivité rare. Il est même proposé au visiteur d'ajouter sa société à la liste d'entreprises correspondant à son secteur d'activité.

Ce site fait également le point de façon très complète sur l'actualité chinoise. En outre, et ce n'est pas négligeable, 265 sites sont répertoriés. Tous ont trait à la Chine et sont classés en catégories comme les assurances, l'import-export, les banques... Un site incontournable pour toute personne s'intéressant au commerce franco-chinois.

www.dree.org/chine

Site de la mission économique et financière de l'ambassade de France en Chine. Moins complet que le précédent en ce qui concerne les entreprises, mais riche pour les informations pratiques nécessaires aux Français voulant investir ou tout simplement s'implanter dans l'empire du Milieu. On retrouve, sur ce site, une actualité chinoise très détaillée dans les domaines économique et financier, ainsi qu'une large présentation des économies provinciales et de la présence française dans le pays.

Point fort : les très nombreuses informations juridiques et pratiques sur des domaines aussi variés que la scolarisation, le contrat de travail ou l'investissement.

DES SITES EN ANGLAIS

www.virtualchina.com

Site « libre » édité depuis New York et qui affiche clairement son objectif : ouvrir la Chine sur l'Ouest tant sur le plan du commerce que sur celui de la culture. On retrouve essentiellement des actualités très variées (e-business, art, shopping...).

C'est le côté généraliste et moderne qui fait la force de ce site. Aucune information pratique n'y est donnée (cela n'est pas sa vocation), mais son ouverture et son ton changent du discours des sites très officiels. Attention, tout le contenu de ce site est en anglais.

gochina.about.com/culture/gochina/mbody.htm

China for visitors, un site idéal pour le tourisme dans ce pays. Les actualités, les cartes, les informations sur les villes et les régions, sur les spécialités culinaires et culturelles... tout y est pour ne pas voyager idiot. Les informations pratiques depuis l'aéroport d'origine jusqu'à l'hôtel de destination peuvent y être trouvées soit directement, soit via un des nombreux liens proposés. Des données importantes sur les cultures régionales sont également fournies, ce qui fait de ce site un vrai guide touristique.

UN SITE D'ORIGINE CHINOISE

www.china.org.cn

Ce site du China Internet Information Center existe en version anglaise et en version chinoise. Son atout principal est, sans aucun doute, ses innombrables informations, bien classées. Du politique à la culture, en passant par l'économie, ou de l'histoire de la Chine à la présentation de ses provinces jusqu'au fonctionnement de l'administration, toutes les informations institutionnelles y sont présentes. Les liens sont, eux aussi, multiples, et les articles de presse sur la Chine sont nombreux.

Une sélection d'Olivier Escriva

La restructuration des télécoms

LES OCCIDENTAUX, les Français en tête, se félicitent tous de l'adhésion de la Chine à l'OMC. Une adhésion qui oblige la Chine à ouvrir ses marchés, dont celui des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). « L'accord Union européenne-Chine dans le secteur des télécommunications est positif : il permet aux entreprises européennes de prendre des participations jusqu'à 49% dans le marché chinois, trois ans après l'accession de la Chine à l'OMC. Les entreprises européennes sauront certainement bénéficier de cette opportunité », estime François Huwart, secrétaire d'Etat au commerce extérieur français. En revanche, « pour la Chine, c'est un défi : le secteur des télécommunications chinoises va être obligé de se restructurer, de faire des efforts de productivité ».

Considéré comme un service de communication, Internet entre dans le cadre de ces accords. Ainsi, les entreprises occidentales pour-

ront devenir fournisseurs de contenus et fournisseurs d'accès en Chine. Les dirigeants chinois avaient à « résoudre le dilemme entre la politique globale d'ouverture de la Chine et des politiques sectorielles protectionnistes dans un domaine considéré comme stratégique pour le développement du pays », analyse Pierre Dietrich, membre du Poste d'expansion économique français à Pékin. Mais ils avaient compris qu'« une politique protectionniste marginaliserait les NTIC chinoises, un secteur dynamique qui est, par nature, très ouvert sur l'international, et les priverait des flux d'investissements étrangers indispensables ».

Le commerce électronique chinois s'est énormément développé : son chiffre d'affaires était de 8 millions de dollars en 1998 ; il est passé à 40 millions de dollars en 1999, soit une progression de 400%. Selon International Data Corp, il atteindra 3,8 milliards en 2003.

Hai Nguyen

Internet en Chine, entre ouverture et fermeture

En dépit de la volonté officielle, la Grande Muraille virtuelle ne peut être érigée.

PÉKIN

de notre correspondant

Les officiels chinois ne le clament jamais sur les toits. C'est pourtant la réalité crue : ils sont dépassés. L'explosion d'Internet en Chine a dynamité leur capacité de contrôler la circulation de l'information, un art dans lequel ils avaient jusque-là excellé. Car que vaut désormais l'éditorial du *Quotidien du peuple* face à la vague Internet ?

C'est même une déferlante - cinquante mille sites, neuf millions d'internautes fin 1999 -, soit un doublement en six mois. Surtout, un afflux de capitaux étrangers - essentiellement américains - nourrissant une floraison de start-up dans les locaux bohèmes de Haidian, le quartier des universités de Pékin.

Que faire ? Eriger une cyber-Grande Muraille ? Quelques commissaires politiques y ont bien pensé il y a quelques années. Le songe a vite été abandonné. La direction du parti n'a pas insisté. Mieux, elle a été saisie à son tour par le virus. En quête des recettes de

croissance, elle a succombé aux sortilèges de la nouvelle économie et investi lourdement dans la mise en place des réseaux. Pour certains hiérarques, c'est même une histoire de famille. Le fils du président Jiang Zemin, Jiang Mianheng, n'est-il pas l'un des membres du conseil d'administration de China Netcom, l'un des trois gros opérateurs télécoms en Chine ? Il ne sera donc pas dit que le régime chinois a entravé le décollage d'Internet dans l'empire du Milieu. Toute la stratégie du pouvoir consiste à en quêter les dividendes économiques tout en neutralisant les nuisances politiques.

Des affaires ont causé en haut lieu une vive émotion. En avril 1999, la secte taoïste-bouddhiste Fa Lun Gong avait ainsi organisé une manifestation à Pékin à l'insu des autorités, en partie grâce à un usage astucieux du courrier électronique.

D'où les règles draconiennes qui se multiplient ces derniers mois. A les lire, on croirait que la Chine n'a pas changé depuis Mao. Il y est question de prohiber la diffusion de « secrets d'Etat » (dont la définition a toujours été très lâche en Chine) et de sommer les fournisseurs de contenus de passer à travers les fourches Caudines de mout organismes de tutelle (ministère des industries de l'information, ministère de la sécurité publique, Bureau de la presse et de la publication etc.). En outre, les investissements étrangers sont proscrits en attendant l'adhésion de la

Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Cette pluie d'interdits a d'abord fait peur. Puis chacun a souri en comprenant de quoi il s'agissait. La plus grosse farce a été l'interdiction des capitaux étrangers, qui restent d'un insolent activisme. La banale vérité de ce sursaut d'autorité est que le régime chinois cherche à se rassurer devant un phénomène qu'il ne maîtrise pas. En haussant le ton, il essaie de sauver la face, mais il ne croit pas lui-même aux oukases qu'il édicte. Car ils sont inapplicables. On peut certes faire un exemple : un site de Wuhan vient d'être suspendu pour avoir repris une information hongkongaise sur

un cas local de corruption. Mais comment éplucher chaque jour 50 000 sites ? L'espoir des autorités est que de telles sanctions inspirent à tous une forme d'autocensure. L'objectif est parfois atteint. On a ainsi noté ces derniers mois un appauvrissement du contenu informatif du populaire site Sina.

Mais le fantôme de Big Brother n'explique que partiellement ce réveil des bureaucrates. Il y a, surtout, derrière de gros enjeux financiers. Les prédateurs de la bureaucratie vont-ils casser leur jouet électronique ? Nul n'ose l'imaginer. Mais il y a de vilaines migraines à l'horizon.

Frédéric Bobin

Commentaire

Ombres chinoises

CENSURE SUR INTERNET! On jette la casquette Mao sur la souris, sanglée, ligotée, comme un aliéné dans sa camisole ! Cette vision d'un Internet chinois hérissé de miradors relève du pur cliché. Que le régime édicte ses veto, nul doute. Mais il le fait dans la grande tradition des ombres chinoises, en théâtralisant la menace. Voudrait-il d'ailleurs écraser le germe hérétique qu'il empoignerait du vide. Une simple visite dans un web club de Shanghai, de Chengdu ou de Xian le montre bien. On clique sur les contrées interdites. On craint l'enlèvement. Et miracle : le portrait banni du dalaï-lama surgit, hilare, pied de nez aux commissaires. Les censeurs se sont donc fait une raison. Plutôt que de s'épuiser en vaines traques, mieux vaut effrayer. Un site est suspendu pour diffusion de « rumeurs », c'est-à-dire des informations sur la corruption des puissants. Des cafés sont fermés. La routine. Autant dire du vent. Le souffle de moulinets de creuses sentences. Le jour où neuf cents millions de ruraux titilleront la souris, le trône tremblera.

F. B.

LA CHINE HIGH-TECH EN QUELQUES CHIFFRES

Avec 1,25 milliard de consommateurs, la Chine est le premier marché du monde. Et les chiffres concernant ce marché donnent tout autant le vertige. En un peu moins de quatre ans, par exemple, pas moins de 210 millions de Chinois devraient s'équiper de téléphones portables. Les enjeux d'une normalisation des échanges commerciaux, par exemple, pour les entreprises high-tech sont donc considérables.

REPÈRES

Population : 1,25 milliard.

Superficie : 9,5 millions de kilomètres carrés.

Population active : 736 millions, dont 45 % de femmes.

Espérance de vie : 69,5 ans.

Taux d'analphabétisme : hommes 10 %, femmes 27 %.

Indice de développement humain (classement ONU) : 98^e rang mondial.

PIB : 3 837,8 milliards de dollars.

Population urbaine : 32 % en 1997.

Taux d'inflation : - 0,8 % (1998).

Taux annuel de croissance : 10 % depuis 1970,

8 % en 1997-1998 ; il devrait s'établir à 7 % en 2000.

Taux de chômage : 6 % (données officielles),

20 % (estimation du taux réel).

INTERNET

► **50 000** noms de domaine en ".cn", c'est-à-dire 50 000 sites chinois, sont recensés sur le Réseau.

► **9 millions** de Chinois surfaient sur Internet à la fin de l'année 1999.

► **79 %** des connectés sont des hommes.

► **42,8 %** des connectés ont entre 18 et 24 ans. Et 78 % ont moins de 30 ans.

► **50 %** des internautes se connectent au Web depuis leur domicile.

► **65 %** des internautes se connectent sur des sites d'informations générales.

► **17 heures** par semaine : c'est le temps moyen de connexion des internautes chinois.

► **21,2 %** des comptes Internet sont localisés à Pékin.

► **250 000** Chinois investissent régulièrement en Bourse sur Internet, selon la Commission chinoise des opérations de Bourse.

TÉLÉPHONES

► **105 millions** de téléphones équipent les foyers chinois, selon une estimation de 1998.

► **40 millions** de téléphones portables seraient déjà en circulation et 60 millions avant la fin de l'année.

► **100 millions** de mobiles prévus en Chine en 2001, et 250 millions en 2004.

► **25 %** du marché chinois des télécommunications mobiles seront ouverts à l'étranger dès l'adhésion à l'OMC, a promis Pékin. Ce chiffre passera à 35% un an après, puis à 49% après trois ans.

► **4 %** des foyers urbains possédaient un ordinateur fin 1998.

► **30 %** C'est le taux d'accroissement annuel estimé du parc d'ordinateurs.

► **5 000 yuans** soit 600 dollars : c'est le prix minimum d'un ordinateur. Cela représente le salaire annuel moyen d'un citoyen.

ORDINATEURS

► **12 millions** C'est le nombre d'ordinateurs personnels en Chine, selon China Internet Network Information Center. Des sources, non officielles, parlent en réalité de 6 millions seulement à fin 1998.

► **1 million** de Chinois prévoient de s'équiper d'un ordinateur au cours des deux prochaines années, selon International Data Corporation. En 2003 la Chine serait ainsi le troisième parc informatique mondial.

Pour vos livres professionnels, fiez-vous à un spécialiste !

eyrolles.com



La librairie en ligne des professionnels

Les orientations orientales d'Ubi Soft

SHANGHAI

de notre envoyé spécial
«COMMENT cela a commencé?», Yves Guillemot, PDG d'Ubi Soft, réfléchit à peine. «Tout simplement. Nous venions de démarrer une structure au Canada et, dans le cadre de notre développement international, l'idée de lancer une filiale en Chine, qui représente un débouché immense, m'a semblé évidente. Il restait à trouver quelqu'un à la hauteur pour étudier le projet et développer là-bas une structure de distribution.»

L'audacieuse qui va prospecter et étudier la faisabilité du projet s'appelle Corinne Le Roy. Avec une formation d'infirmière complétée par des études de gestion. Bourlingueuse à temps plein. «J'ai travaillé deux ans en Russie et quatre ans comme responsable de projet dans des pays difficiles pour le compte de MSF, précieuse-elle, dans les bureaux du 500 Zhang Yang Road, à Shanghai. Partir dans un pays inconnu, sans même parler la langue et monter un projet ambitieux, concret et un peu fou m'a séduite. J'ai fait un stage de trois mois chez Ubi pour comprendre ce qu'ils faisaient, puis, munie d'une grosse liste de contacts, je suis partie.»

Corinne Le Roy arrive ainsi à Shanghai à l'été 1996. Shanghai, ville insensée dont l'agglomération compte 14 millions d'habitants. Ville-vitrine qui s'ouvre aux investisseurs de l'Ouest. Mégapole traversée par le fleuve Huang Pu, qui sépare l'ancienne ville, Puxi, et son marché aux légumes, de la nouvelle ville, Pudong, et ses gratte-ciel les plus extravagants comme la Perle de l'Orient, un immeuble kitsch digne de Las Vegas.

Après six mois de prospection, une première structure de vente voit le jour, associée à une société d'édition papier chinoise. Celle-ci joue les intermédiaires (obligés) auprès du bureau local des nouvelles technologies, du ministère du commerce extérieur et de l'industrie, du ministère de l'édition électronique, afin d'obtenir la licence d'exploitation pour chaque produit mis en vente.

Le système, lourd, lent, finit par se gripper. Corinne Le Roy, grâce à l'embauche du directeur des ventes de la société intermédiaire, fort de son expérience dans des pays où le poids de l'Etat et de la bureaucratie reste important, obtient l'appui de

la municipalité de Pudong et réussit à accéder à la vente en direct en septembre 1997. Une première pour une société à fonds entièrement étrangers! L'entreprise compte alors une dizaine de personnes et distribue notamment Rayman 1 chez les grossistes et dans les magasins spécialisés (environ 150 000 exemplaires en chinois seront vendus en Chine).

Pour percer sur ce marché difficile à conquérir, où la distribution reste artisanale, le taux de piratage très élevé (plus de 90%) et les prix très bas, il faut faire preuve d'imagination. Cela tombe bien, Corinne Le Roy n'en manque pas. Elle décide donc de baisser le prix de vente des jeux à 5,25 \$ (environ 35F, à l'époque) et de prospecter les kiosques à journaux en direct. Elle réussit ainsi à bâtir un système complémentaire de distribution, complètement inédit dans le pays: un réseau efficace de plus de 3 000 points de vente qui permet à Ubi, en avril dernier, de se positionner comme leader sur le secteur de la distribution avec 30% de part de marché, les autres compagnies, pour la plupart chinoises, réalisant chacune environ 10%.

Entre-temps, au début de 1997, Gilles Langourieux a été détaché de la structure parisienne pour bâtir en Chine un studio d'envergure internationale, avec ce que cela suppose de création d'infrastructures, d'organisation. A terme, l'équipe développera des projets complets, voire ses propres jeux, à la fois pour l'Ouest et sur le marché asiatique. Le recrutement est compliqué: petites annonces dans les journaux, par Internet, dans les universités, stands dans les foires informatiques, dans les «foires aux métiers» (job fairs), dans les expositions artistiques, ou les écoles de cinéma et d'animation.

Tout est à inventer dans un pays qui annonce un taux de chômage très en dessous de 10% - alors que certains n'hésitent pas à le situer autour de 20% - et dans lequel les débouchés naturels restent les entreprises d'Etat.

«Pour les programmeurs, cela a été assez facile, précise Gilles Langourieux, leur niveau est très bon. Ils sont parfaitement au courant des produits américains et européens et ils ont rapidement assimilé les techniques et l'esprit général de la création occidentale. Pour le graphisme,



L'éditeur français de jeux et de CD-ROM éducatifs s'est mis à l'heure chinoise dès 1996

en revanche, le secteur est moins développé. Les personnels recrutés ont dû s'adapter aux critères de qualité internationaux. Il a fallu un peu plus de temps.»

En avril dernier, sur les 270 personnes d'Ubi Chine, on comptait une cinquantaine de testeurs, 90 programmeurs, une centaine de graphistes, designers, animateurs et une trentaine de commerciaux. Tous sont chinois, à part 7 à 8 expatriés.

Les autorités chinoises considèrent que l'implantation d'Ubi est exemplaire: elle fournit en effet un débouché aux étudiants en informatique (pour 70% des employés, il s'agit d'une première embauche), un niveau élevé de revenu (salaire moyen d'embauche: 3 000 à 5 000 yuans, 40% d'augmentation par an), un transfert de connais-

sances et de savoir-faire technologique, ainsi qu'un apport de devises.

Pour Ubi Soft, «il ne s'agit pas forcément de dégager des surplus financiers, rappelle Yves Guillemot, mais d'abaisser des coûts de création, de développer des expertises sur les nouvelles machines comme la PlayStation 2, d'assurer une distribution rentable en Asie et d'être présent dans tous les secteurs des nouvelles technologies - WAP, jeux sur Internet, consoles - dès que l'occasion se présentera.»

Avec des bureaux à Shanghai, Pékin (30 personnes), Tokyo et Hongkong, Ubi Soft, dans son domaine, détient sans nul doute une position clef en Orient.

Léopold Braunstein

Les Chinois de la Silicon Valley

SAN FRANCISCO

de notre correspondant

Un quart des entreprises informatiques créées dans la Silicon Valley depuis 1980 sont dirigées par des Chinois ou des Indiens, a révélé une étude réalisée l'an dernier par une équipe de l'université de Berkeley. La proportion est d'un tiers pour les start-up. Et, phénomène récent, plus de trente compagnies de la Vallée sont dirigées par des Chinois de la République populaire tout droit venus de l'université Tsinghua, pépinière des meilleurs cerveaux.

Héritage de la guerre froide, la majorité des entrepreneurs chinois installés dans la Californie du Nord proviennent de Taïwan. Le plus connu n'est autre que Jerry Yang, fondateur de Yahoo! Mais, depuis que la Chine a commencé à s'ouvrir au monde extérieur, des dizaines de milliers d'étudiants ont suivi des cours dans des universités américaines et commencé à percer. L'un d'entre eux, Stan Wang, est même parvenu à lancer la première entreprise créée par un Chinois et cotée au Nasdaq, la Bourse des valeurs des technologies de l'information. La compagnie s'appelle Viador et elle offre des portails pour entreprises.

Les Chinois souffrent d'un certain ostracisme et sont plus perçus comme des techniciens que comme des entrepreneurs. A la différence de leurs cousins taïwanais, ils manquent de contacts dans le monde des affaires. Ils y remédient grâce à des associations.

Un groupe d'entre eux a créé, l'an dernier, le Club des entrepreneurs chinois pour renforcer leur expérience dans le monde des affaires grâce à des séminaires, conférences et forums de discussion. En quelques mois, le club, dont le siège est à San Jose, est passé de 25 à plus

de 400 membres. La perspective de voir Pékin accéder à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et bénéficier d'un statut commercial normal avec les Etats-Unis laisse entrevoir des opportunités phénoménales, dont les Chinois de toutes origines sont les premiers à vouloir profiter. Mais ceux qui viennent de la Chine populaire bénéficient d'un avantage réel.

La presse locale vient de faire l'éloge d'Edward Tian, PDG de China Netcom, une compagnie d'Etat dont le réseau de fibre optique devrait permettre, dès juillet, de connecter quinze des villes les plus importantes du pays. Tian, qui a étudié au Texas, mais dont le cas est représentatif de dizaines d'entrepreneurs de la Silicon Valley, affirme vouloir offrir un accès à haut débit aux entreprises multinationales.

Même la vieille garde commence à se rendre à l'évidence. Les Six Compagnies chinoises, une organisation de San Francisco qui représentait Chinatown et les liens privilégiés avec Taïwan, a commencé à évoluer depuis que les nationalistes ont perdu le pouvoir.

Il y a plus de 400 000 Sino-Américains dans la région de San Francisco. Les voyages dans l'empire du Milieu sont devenus pratique courante, et les tabous commencent à tomber. Les plus réticents sont désarmés par l'exemple d'Acer, gros fabricant taïwanais d'ordinateurs qui a un pied en République populaire et l'autre à San Jose. La plupart des Chinois, quelle que soit leur origine, semblent décidés à parier sur l'ouverture de la Chine continentale.

Francis Pisani

POUR EN SAVOIR PLUS
interactif.lemonde.fr

Web club à Shanghai

SHANGHAI

De notre envoyé spécial
Shanghai, 30 mars, 16 heures.
«Si vous ne parlez pas chinois, vous n'avez aucune chance de dénicher un web club», dit en souriant Shi Hai, responsable adjoint du développement chez Ubi Chine dans un anglais parfait.

Le web club dans lequel nous entrons, avec son aide, est situé dans Pudong, le nouveau quartier des affaires de Shanghai, où les immeubles de prestige poussent aussi vite que les start-up qu'ils sont censés héberger.

Le gérant Xie Lin Yi, environ 25 ans, nous accueille, souriant lui aussi, dans une pièce tout en longueur qui abrite une douzaine d'ordinateurs «des Pentium II, précise-t-il; il en faut au moins vingt si on veut avoir l'autorisation d'ouvrir un web club». Il monte au premier étage chercher sa licence d'exploitation Internet pour nous la mettre sous le nez avec deux ou trois autres auto-

risations: celle de la poste (pour la téléphonie), de la police (pour la sécurité), d'une licence commerciale de base. «Je dois faire attention à ce que les gens qui se connectent respectent les règles, car c'est moi qui suis responsable», ajoute-t-il.

Une responsabilité d'autant plus importante que certains pans d'Internet sont interdits, particulièrement les sites pornographiques, tout comme les sites politiques, du moins ceux qui pourraient mettre en cause le régime chinois. Le gérant précise que, en cas de tension ou de crise internationale, «certains sites deviennent inaccessibles alors qu'ils l'étaient d'habitude», comme CNN, par exemple. Chaque internaute doit donner le numéro de sa carte d'identité. Quant à lui, il possède un numéro spécial d'identification. Il sait qu'à Pékin certains web clubs ont été fermés, mais, à Shanghai, personnellement, il n'a jamais entendu parler d'un événement semblable.

La boutique, très discrète de l'extérieur, est ouverte toute la journée jusqu'à minuit, six jours sur sept. Les gens qui poussent sa porte viennent principalement pour faire du «chat» (conversation en direct), du courrier électronique, pour charger des programmes, pour consulter la Bourse, pour passer des offres d'emploi ou pour en trouver un. Les sites les plus consultés sont ceux des vedettes, les sites de cinéma, de football et la Bourse.

«Bien trop peu de monde utilise Internet», déplore le gérant, expliquant que «c'est cher». En effet, 10 yuans à l'heure pour un Chinois qui gagne en moyenne de 2 100 à 3 000 yuans par mois à Shanghai (c'est-à-dire 1 500 à 2 200 F par mois) est une somme importante. «Ça coûte moins chez soi, environ 6 yuans, mais il faut acheter un ordinateur.»

Le prix d'un PC de base est quasiment le même qu'en France; autrement dit, de 5 000 à 8 000 yuans - prohibitif pour un Chinois moyen! Xie Lin Yi se dit donc déçu du peu de monde qui fréquente sa boutique en expliquant que, dans ce quartier, beaucoup de clients potentiels utilisent Internet sur leur lieu de travail.

Pendant l'heure et demie qu'a duré cette conversation, quatre personnes sont entrées. Deux jeunes hommes de 22-25 ans sont manifestement venus consulter les cours de la Bourse, tandis que deux adolescents de 15 ans se sont assis pour entamer une partie acharnée de football en réseau, sur Fifa 2000.

L. B.

chez nous, c'est ça!

Le crédit, c'est souvent ça...

Faire un crédit de nos jours, quoi de plus naturel! Mais comment être sûr de faire le meilleur choix? Il y a tant de pièges à éviter pour ne pas déraquer dans cette jungle de prêts, de taux, de rétrocessions permanentes... Elle existe: quelques clics suffisent pour la découvrir, alors à votre souris!

www.123credit.com

SPONSOR OFFICIEL DE LA VIE

0811 020 123

123credit.com est une marque de France. SA au capital de 20 000 000 €. Siège social: 164 rue Cadix, 75014 Paris. SIREN: 332 516 018 RCS PARIS. Clavature 123

meilleurtaux.com

Votre crédit immobilier sur internet aux meilleures conditions.

GRATUIT

Les meilleures banques à votre service.

Carnet interactif

Nokia France

Paul Henri Ferrand, 36 ans, est nommé directeur général de Nokia France. Nokia est le premier fournisseur mondial de téléphones mobiles et l'un des premiers en matière de réseaux mobiles, fixes et IP, services associés et terminaux.

Oven Digital

Chris Conticello, 26 ans, ancien diplômé de l'ESC Montpellier, vient d'être nommé PDG Europe de la société new-yorkaise Oven Digital. Il était auparavant au service des fusions-acquisitions chez Morgan Evan. Il a rejoint Oven Digital en qualité de business developer avant de créer et de diriger la division international d'Oven Wireless.

IProgress

Sylvie Bannelier, 35 ans, vient d'être nommée directrice marketing France; **Jill Lengré**, 32 ans, directrice program management; **Marina Sampré**, 29 ans, directeur commercial France; et **Philippe Bruand**, 30 ans, chef de projet plate-forme. IProgress est un éditeur français pour les solutions d'autoformation tutorée destinées aux utilisateurs d'applications informatiques et bureautiques.

Unisys

Robert Le Duigou, 54 ans, est nommé vice-président d'Unisys et directeur général Europe continentale des télécommunications, en charge des opérateurs, câblo-opérateurs et ISP. Unisys propose des solutions e-business.

ShowCase France

Didier Bichon, 30 ans, est nommé directeur commercial de Showcase France et Suisse romande. Showcase est un fournisseur de solutions d'e-business intelligence sur AS/400.

CD&CO

Patrick Bereau, 44 ans, rejoint cd&co en tant que directeur financier. Cd&co est spécialisé dans la vente à distance de produits multimédias sur Internet et catalogues.

Electronics Arts

Jackie Fromion, 50 ans, est nommé directeur général de la zone Europe du Sud. **Philippe Sauze**, 42 ans, devient directeur France. **Olivier Colcombet**, 33 ans, est nommé directeur administratif et financier de la zone Europe du Sud. Et **Christophe Maridet**, 34 ans, rejoint la filiale française en tant que directeur marketing. Electronics Arts est une société éditrice et distributrice de logiciels de jeux pour PC et consoles évoluées, leader mondial sur le marché des logiciels ludiques interactifs.

Valoris

Eric Cabocel, 43 ans, est nommé partner en charge du conseil en business transformation au sein de la Business Unit Distribution/PGC. **Arnaud Mailhé**, 33 ans, rejoint Valoris comme partner chargé de la division startup. **Vincent Joakim** devient partner en charge du conseil Telco de la société Valoris, société de conseil et de services spécialisée dans la valorisation du capital client dans la nouvelle économie.

Agenda

Les rendez-vous des nouvelles technologies

Le 30 mai

Cité des sciences

Conférence-débat sur le thème « De plus en plus d'intranet : pour nous servir ou nous asservir ? » Cette conférence fait partie de la série « L'informatique, le travail et vous » que propose la Cité des métiers jusqu'en décembre.

■ **Hôtel Forest Hill, 18 heures, Paris-19°**

■ **Tél. : 01-40-05-72-05.**

Du 30 au 31 mai

Conférences @ Pub

Tout savoir sur les règles du jeu, les opportunités, la fidélisation, la mesure d'audience et l'impact des campagnes sur le marché de la publicité.

■ **Hôtel Lutétia, Paris-6°.**

■ **Tél. : 01-53-24-33-34.**

Du 1^{er} au 2 juin

Webcontent 2.0

Conférence sur l'édition en ligne avec l'évocation des questions du contenu, texte, image, audiovisuel, streaming video, stratégies financières.

■ **Church House, Westminster Abbey, Londres.**

■ **www.infonortics.com**

Du 6 au 8 juin

Infosec 2000

Espaces Solutions, conférences à propos de la sécurité informatique : sécurité générale, sécurité logique et télécoms, sécurité physique...

■ **CNIT-Paris-La Défense.**

■ **Tél. : 01-44-53-72-20.**

Du 7 au 8 juin

Narrowcast 2000

Conférences et Salon d'exposition à propos de la convergence des médias : télévision interactive, WAP, ADSL, publicité en ligne, haut-débit...

■ **Porte de Versailles, Paris-Expo.**

■ **Tél. : 01-47-70-45-80.**

Du 7 au 9 juin

Exponet 2000

Salon professionnel européen des responsables et des décideurs des technologies de l'information et de la communication.

■ **Palais des congrès, Paris.**

■ **Tél. : 01-56-52-00-40.**

■ **www.exponet.fr**

Medpi Hardware

Salon des constructeurs et distributeurs de matériels informatique. Lieu de rencontre entre les acteurs des réseaux de la distribution grand public et fournisseurs de produits high-tech.

■ **CCAM, Monte-Carlo.**

■ **www.unmf.fr**

Le 8 juin

Rencontres des conseils en propriété industrielle.

Petit déjeuner-débat sur le thème : « La protection des brevets et des marques en Europe : quelles stratégies, quelles procédures, quels délais... ? »

■ **Cercle républicain, Paris.**

■ **Tél. : 01-53-21-90-89.**

Du 13 au 15 juin

Eurosmart Security Conference

Conférences et démonstrations sur la sécurité de la carte à puce, les risques, la cryptographie.

■ **Concorde Palm Beach, Marseille.**

■ **www.eurosmart.com**

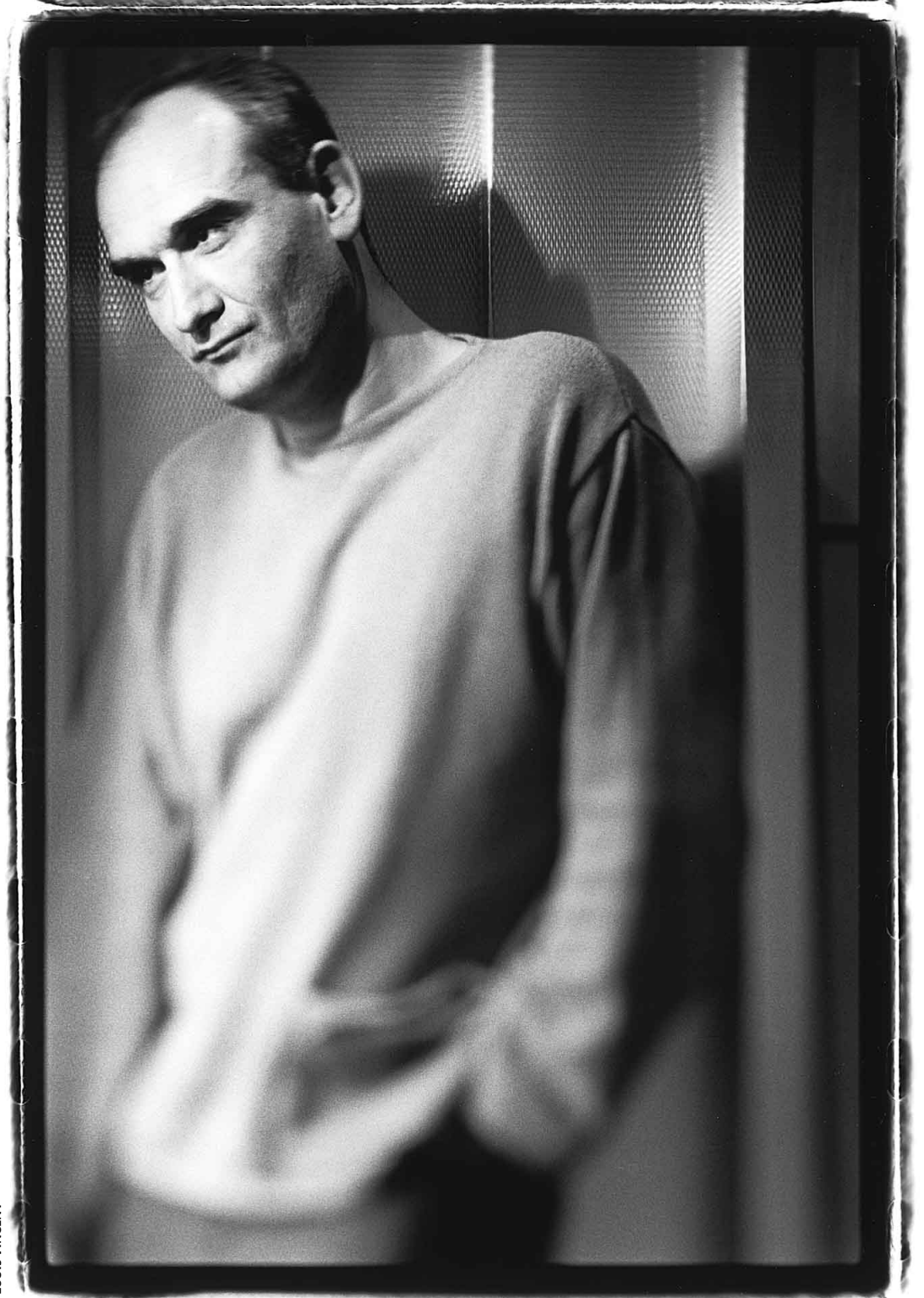
L'empêcheur de pirater en rond

Pascal Nègre, PDG d'Universal Music France, attend avec impatience l'émergence musicale de la génération Internet

« **ÇA DOIT** vous faire un portrait de moi très surréaliste non ? » Il est comme ça, Pascal Nègre. Intarissable, capable de vous parler avec le même enthousiasme du MP3, de la copie musicale numérique, de politique, de Johnny Hallyday ou de la différence entre les fraises françaises et les fraises espagnoles ! Sans que ces digressions lui fassent oublier l'objet initial de notre rencontre, à savoir faire le point sur les relations tumultueuses entre l'industrie du disque et le Net. C'est que, avec le PDG d'Universal Music France, la conversation n'a rien d'un long fleuve tranquille. A 39 ans, l'homme est incontournable dans le paysage musical français. Pas un débat sur la musique numérique sans une interview ou une déclaration tonitruante de ce PDG au franc parler dévastateur.

Son vocabulaire imagé façon Coluche, sa gestuelle et sa façon de tendre Jean-Pierre Coffe en ont fait le client rêvé pour qui veut éviter la langue de bois. Lancez un sujet qui fâche – au hasard le MP3 –, et la machinerie Nègre se met en marche. « *J'en ai marre de la présentation manichéenne qui est faite des maisons de disques. Nous sommes les salauds qui voulons mettre la main sur le marché, explique-t-il furieux. Qui gagne de l'argent avec le MP3 si ce ne sont les France Télécom, Vivendi et autres moteurs de recherche ?* » Ringard, Pascal Nègre ? Il le reconnaît, l'adjectif revient souvent dans la bouche de ses détracteurs, sans que cela lui cause le moindre problème existentiel. Il en faudrait un peu plus pour ébranler ce grand gaillard à bouille ronde, à l'allure quelque peu bourru, qui trône aux destinées hexagonales et internationales de vedettes comme Mylène Farmer, U2, Johnny ou Sting. Et, quand certains jouent à fond la carte Web en lançant des labels en ligne, lui préfère revenir aux fondamentaux de son métier. « *Il faut arrêter de dire que, grâce au Web, on va « signer » des dizaines d'artistes par an. Le métier d'une maison de disques, c'est de faire des choix. Je reçois 15 000 cassettes par an ; 14 800 sont nuls. Nous ne sommes pas là que pour distribuer des disques. Notre vrai boulot, c'est le contenu, l'accompagnement des artistes.* »

Et d'expliquer comment lui voit le véritable apport du Web : « *La musique sur Internet, ce n'est pas que le téléchargement. C'est également l'écoute à la demande, l'abonnement pour écouter des disques où l'on veut et quand on veut.* » Universal a d'ailleurs présenté en mars un portrait musical accueillant ses artistes



en attendant une norme sécurisée pour se lancer dans la vente en ligne par téléchargement.

Les yeux noirs de Pascal Nègre se font parfois menaçants quand il vous explique que « *les stars sont rares* », comme pour signifier à ceux qui comptent dénicher, sur la Toile, les talents de demain qu'il ne croit pas à leur modèle économique. Simple réflexe d'autodéfense, répondront ceux qui se sentiront visés par ce scepticisme. Et ils n'auront peut-être pas complètement tort. Mais n'allez pas croire pour autant que les prises de position de Pascal Nègre sont de la pure provocation. La musique, il connaît. PDG du numéro un français du disque, il est aussi le « *fier* » président de la Société civile pour l'exercice des droits des producteurs phonographiques (SCPP) et le président par intérim du Syndicat national de l'édition

phonographique (SNEP). Vingt ans après ses débuts sur une petite radio, l'histoire de Pascal Nègre peut se lire comme les pages d'un CD. De Radio Boucle en 1981 à la direction de Universal Music France en 1998, sa carrière ressemble à celle de certains chanteurs. Des débuts timides et un succès conquis pas à pas. Après l'animation, l'ancien DJ se retrouve attaché de presse chez BMG. Puis, en 1991, après un passage chez Columbia, il devient directeur général de Barclay. Quelques tubes plus loin, en 1994, il prend la tête de Polygram Music.

Pascal Nègre est presque le premier surpris par ce parcours. « *J'ai toujours dit que j'arrêterais à 43 ans. C'est normalement l'âge d'accession au trône et, moi, cela fera dix ans que je suis PDG.* » En attendant l'heure où il quittera le monde du show-biz, Pascal Nègre a encore beaucoup de

choses à faire et à écouter. « *J'attends avec impatience, dans cinq ou dix ans, l'émergence musicale de la génération Internet. L'arrivée de vrais créateurs, et non pas d'ingénieurs comme aujourd'hui. Je crois que la révolution Internet se fera quand les minots de 12-13 ans, qui aujourd'hui font du MP3 et piratent des disques, vont se mettre à faire de la musique.* »

Sûr que le jeune retraité continuera à donner ses cours sur le talent aux élèves d'HEC, à rêver d'être celui qui « *signera* » l'auteur du prochain *Au clair de la lune*. Et l'on pourrait continuer à discuter des heures avec ce drôle de PDG. De tout, de rien, de Prince, qui récupère son nom, du succès de *I Will Survive*, et de cet enfant pas encore arrivé et à qui il brûle déjà de transmettre sa passion. Vous avez dit surréaliste ?

Guillaume Fraissard

A bon droit

Le SNJ et la charte d'édition électronique

APRÈS la cour d'appel de Lyon le 9 décembre 1999 (cf. « Le Monde interactif » du 19 janvier 2000), c'était au tour de la cour de Paris, le 10 mai dernier, de se pencher sur la question de l'exploitation sous forme électronique des articles d'un journal. La société de Gestion du Figaro avait interjeté appel d'un jugement du 14 avril 1999 qui avait fait droit aux demandes du Syndicat national des journalistes (SNJ) et de plusieurs journalistes, concernant l'exploitation télématique des archives du quotidien.

La cour de Paris, adoptant ainsi une solution semblable à celle qui avait été retenue par toutes les juridictions qui ont été amenées à statuer dans ce domaine, a confirmé le jugement et a notamment estimé que « *l'édition télématique sur Minitel du Figaro et l'archivage sur serveur ne peuvent être assimilés à un prolongement de la diffusion sur papier* » et que « *le droit de reproduc-*

tion cédé [par les journalistes] à la citation de Gestion du Figaro était épuisé dès la première publication sous la forme convenue (...) ».

C'est dans ce cadre que le Geste (Groupe des éditeurs de services en ligne) s'est associé à un groupe de publications rassemblant Les Echos, Libération, Investir, La Tribune, ZD-Net et Le Monde autour d'une « *charte d'édition électronique destinée à garantir les droits des internautes, des éditeurs et des auteurs.* »

Dans ce document, les éditeurs s'engagent à « *respecter les règles de déontologie journalistique* », d'« *informer le lecteur de la nature éditoriale ou publicitaire des contenus proposés* » ou encore d'« *autoriser le lecteur à imprimer tout ou partie du contenu (...) pour son usage strictement personnel.* »

De son côté, l'utilisateur se voit astreint au respect des règles de la propriété intellectuelle. Certaines utilisations sont ainsi autorisées (à

certaines conditions), telles que la citation, l'analyse, la revue de presse et la création de liens. Sur ce dernier point, la charte précise qu'« *il est possible de créer un lien vers un site sans autorisation expresse de l'éditeur, à la seule condition que ce lien ouvre une nouvelle fenêtre du navigateur.* »

À côté de ces utilisations autorisées, la charte rappelle que sont interdits sans autorisation préalable la reproduction électronique des articles, les panoramas de presse réalisés par une entreprise à l'attention de ses salariés et constitués d'un assemblage d'extraits d'articles, les résumés d'articles, la diffusion sur intranet et la création d'archives.

Certains de ces avertissements constituent en réalité de véritables prises de position du Geste sur des sujets controversés, notamment en ce qui concerne le droit de citation ou le sort des panoramas de presse.

Dans un communiqué disponible

sur son site, le SNJ a entendu déclarer qu'il partageait avec le Geste ce souci de rappeler qu'Internet n'est pas un espace de non-droit, mais que les éditeurs de presse électronique ne peuvent se substituer aux véritables détenteurs des droits d'auteur que sont les journalistes. Le SNJ invite donc tous les éditeurs à conclure « *des accords pour réexploiter, quel que soit le support, les œuvres des journalistes dans la plus grande sécurité juridique.* » Même si la plupart des éditeurs signataires de la charte du Geste ont effectivement déjà signé de tels accords, on s'aperçoit que la situation entre éditeurs et journalistes n'est pas totalement claire pour autant.

Alain Hazan est avocat à la cour

■ **www.geste.fr**
 ■ **www.globenet.org/snj**
 ■ **www.legalis.net**
 ■ **www.lunatics.com**

Quand la machine crée la vie

Manifestation
Les 2^{es} Rencontres de la réalité virtuelle, à Laval, ont été l'occasion de discuter des progrès de la vie et de l'intelligence artificielles

LES HABITUÉS du Deuxième Monde de Canal+ ne les ont peut-être pas remarquées, mais, dans certaines pièces de cet univers virtuel, poussent des plantes pas tout à fait comme les autres. Naturellement artificielles, ces plantes herbacées se développent exactement comme des plantes d'appartement – en fonction de l'humidité, de la chaleur de la pièce et, surtout, en fonction de leurs origines biologiques. D'apparence anodine et sans grand intérêt, cette application de simulation pour les plantes est pourtant l'un des grands enjeux de la vie artificielle.

Un thème qui a été longuement débattu lors des 2^{es} Rencontres de la réalité virtuelle qui se sont tenues du 18 au 21 mai à Laval (Mayenne) et qui ont réuni plus de 9000 personnes en quatre jours.

« C'est vrai que, pour le moment, il n'y a pas de retombées concrètes pour de telles applications, analyse Claude Lattaud, professeur à l'UFPR de mathématiques et d'informatique de l'université Paris-V et à l'origine du projet de simulateur de plantes. Mais je suis sûr que, dans quelques années, les biologistes trouveront de l'intérêt et des débouchés pratiques à ce type de recherche. »

Et, de fait, la vie artificielle est aujourd'hui l'objet de multiples at-

tentions. Les éditeurs de jeux vidéo, par exemple, l'utilisent pour mettre au point des personnages ou même des objets dotés de véritables métabolismes qui réagissent à des situations données et aux comportements du joueur. Sega devrait ainsi sortir prochainement un jeu avec des voitures pourvues d'intelligence artificielle (IA).

« Ce qui est intéressant, poursuit Claude Lattaud, c'est que, grâce aux algorithmes mathématiques, les créatures développent leur propre comportement. Elles sont capables d'évoluer de manière aléatoire en fonction des situations rencontrées. Dans le cas des plantes artificielles, par exemple, l'algorithme évolutif définit un génotype, que l'on ne retrouve pas forcément dans le monde réel. Du coup, on peut faire des croisements, des mutations pour aboutir à des plantes qui n'existent pas dans la réalité. »

Malgré ce type de recherche, le rêve d'Alan Turing, considéré comme le père fondateur de l'intelligence artificielle, de pouvoir un jour discuter de manière intelligente et constructive avec un robot semble encore bien loin.

« Turing a été le premier à penser que l'on pouvait faire autre chose que du calcul avec un ordinateur, raconte Jean-Claude Heudin, professeur à l'Institut international du multimédia, à Nanterre. Il y a eu ensuite de forts développements de l'intelligence artificielle dans les années 80; mais, en raison de la mauvaise connaissance du cerveau et de la faible valeur ajoutée que l'intelligence artificielle pouvait apporter, il y a eu beaucoup d'échecs. L'erreur a été de dissocier corps et cerveau dans l'approche de la réalité virtuelle. »

Lors du colloque intitulé « Intelligence et vie artificielle : évolution et perspectives », Jean-Claude Heudin est venu présenter une petite application amusante susceptible de faire comprendre au plus grand nombre ce qu'est la vie artificielle.



Disponible sur Internet (www.virtuals-worlds.net/lifedrop), Life-drop est un monde virtuel qui reproduit la vie biologique dans une goutte d'eau. Chaque créature (« biomorphe ») y dispose d'une séquence d'ADN numérique composée de 16 caractères. Cet ADN comprend un total de 64 bits d'informations réparties en 16 gènes de 4 bits. Les bits définissent certains paramètres de la créature : forme, couleurs, durée de vie ou encore perception. C'est ce métabolisme de base qui va donner à la créature des cycles de vie aussi essentiels que la croissance, la faim, le stress, le développement ou la reproduction.

La plupart de ces différents cycles sont ensuite affectés par les gènes numériques et les interactions entre la créature et son environnement. Au final, cela donne une goutte d'eau virtuelle grouillant de bestioles mues par des réflexes de survie ou de repro-

duction. Un petit écosystème mathématique et biologique qui laisse la place à de multiples perfectionnements futurs.

« Il faut être très prudent avec l'ADN numérique, explique Claude Lattaud. Prudent, car l'aléatoire, en mathématiques, n'est pas encore très fiable, et cet aléatoire est indispensable pour donner à des créatures virtuelles les capacités de changer et d'évoluer sur le même modèle que des êtres vivants. »

Si ces recherches peuvent paraître quelque peu ésotériques, elles n'en sont pas moins essentielles au développement de la réalité virtuelle. Car, en arrivant à simuler de manière réaliste le plus grand nombre de milieux physiques, les scientifiques pourront avancer dans la mise au point de robots toujours plus intelligents, capables de s'adapter à n'importe quel environnement.

Guillaume Fraissard

L'hétérogénéité de la numérisation 3D

Relief
Les techniques, nombreuses, ne sont jamais satisfaisantes pour toutes les applications

SANS LE RELIEF, la réalité virtuelle n'en serait plus une. Or, parmi les techniques qui permettent de donner de l'épaisseur aux objets des univers ainsi recréés, toutes ne sont pas parvenues à leur degré optimal. C'est le cas de la numérisation 3D – technique d'enregistrement des irrégularités d'une surface –, qui, du 24 au 25 mai, faisait l'objet d'un congrès à Paris.

En introduction à ces deux jours de débats, François Goulette, du centre de robotique de l'Ecole des mines de Paris, dressait ainsi l'état des lieux d'un ensemble de capteurs et d'appareils utilisés dans l'industrie pour vérifier la régularité de pièces mécaniques comme pour concevoir un mannequin électronique à partir d'un être humain. Etat des lieux qui devait aboutir à la conclusion qu'il existait une grande variété de techniques, mais qu'aucune n'était malheureusement satisfaisante pour l'ensemble des applications auxquelles peut conduire la numérisation 3D.

Les techniques se divisent en grand groupes, expliquait François Goulette. Il y a d'abord la numérisation par contact, qui consiste à suivre le relief de l'objet en le palpant grâce à un stylet capable de se mouvoir. Une variante permet de garder une distance constante

entre l'outil et la surface qu'on numérise en 3D. C'est une vieille technique et elle présente l'inconvénient de ne donner que peu de points pour reconstruire l'objet.

Les ingénieurs se sont alors intéressés à la stéréoscopie, technique qui repose sur le principe même de la perception du relief par l'œil. Deux caméras filment la même scène de deux endroits légèrement décalés. Une technique permet d'obtenir des coordonnées tridimensionnelles sans éclairage spécifique. Mais celle-ci est limitée, car se pose alors un problème d'appariement des points filmés par chacune des caméras. A un point correspond en effet un ensemble de pixels, et les possibilités d'appariement sont alors multiples. Cette technique a alors été améliorée par une mise en correspondance manuelle des points, en recherchant des structures caractéristiques, par une augmentation des contrastes ou par l'utilisation des niveaux de gris.

La technique de vision active utilise, elle, une source de lumière spécifique pour déterminer le relief. C'est un système de triangulation – on projette la lumière depuis un point et on en observe un autre – qui peut avoir recours au laser comme à une source de lumière plus structurée. Quant à la télémétrie, elle peut faire intervenir un radar comme un laser, mesurant dans tous les cas le « temps de vol » du signal. Son inconvénient, selon François Goulette, serait de ne pas être très précise quand il s'agit de petites distances.

Et, si de nouvelles techniques pointent leur nez, comme la tomographie à rayons X, aucune ne promet encore d'apporter la solution unique à l'ensemble des problèmes rencontrés pour numériser en 3D les objets du réel.

Co. M.

La réalité virtuelle, un monde de complexité

A ÉCOUTER Bruno Arnaldi, chercheur à l'Inria (Institut national de recherche en informatique et en automatique) et professeur à l'Institut national des sciences appliquées (INSA) de Rennes, on pourrait penser que la réalité virtuelle n'est qu'un vieux sujet de recherche. Dès le XV^e siècle, expliquait-il, un ingénieur italien du nom de Giovanni Fontana avait imaginé une machine composée d'une pièce aux murs translucides sur lesquels une lanterne magique serait venue projeter des images. Or ce dispositif n'est rien d'autre que la vision prémonitoire des systèmes CAVE introduits en 1992 par Tom de Fanti (université de l'Illinois). Pour immerger l'utilisateur dans un univers virtuel, ces cubes complets ou incomplets – constitués dans un premier temps de quatre plans, ils sont rapidement passés à six – utilisent en effet des murs translucides. Seule différence, la lanterne n'est là plus magique, mais tout à fait matérielle. Elle prend la forme de projecteurs, au nombre d'un ou de deux pour chaque face.

Il serait cependant risqué de tirer des conclusions si hâtives. Qui sait précisément ce que les ingénieurs du quatorzième siècle avaient en tête quand ils couchaient sur le papier les schémas de machines aussi visionnaires? En quoi surtout leurs préoccupations pouvaient-elles être l'équivalent de celles qui incitent aujourd'hui scientifiques et industriels à plancher sur la réalité virtuelle? Car, en quelques années, le concept même de réalité virtuelle a évolué, tiré par la mise au point de dispositifs plus immersifs tout en étant moins encombrants, moins gênants pour l'utilisateur. « Si l'on peut retrouver les prémices de la réalité virtuelle dans les années 60 avec la conception du premier visiocasque par Ivan Sutherland, note Bruno Arnaldi et Sabine Coquillard, chercheur à l'Inria de Rocquencourt, ce n'est que depuis le début des années 90 qu'elle a connu un nouvel essor

Recherche
L'Inria travaille sur plusieurs fronts pour parvenir à des applications industrielles

avec l'apparition des environnements virtuels à base de projection sur grand écran ».

Passée à la dimension supérieure et plus malléable, la réalité virtuelle a ainsi pu donner naissance à de nouvelles applications, industrielles ludiques. Des applications auxquelles on peut participer à plusieurs, comme celles qui étaient présentées sur le nouveau plan de travail (*workbench*) de l'Inria Rocquencourt le 18 avril dernier (*Le Monde* du 21 avril). Munis de lunettes à cristaux liquides – dont l'obturation alternative permet de restituer une image en trois dimensions – les visiteurs observaient ensemble la voiture suspendue entre les deux panneaux perpendiculaires du *workbench*. Même si seul celui qui tenait le stylet et avait chaussé les lunettes équipées d'un *tracker* avait le pouvoir d'agir dessus, déclenchant la simulation de la circulation d'air ou réorientant le véhicule pour le voir de face ou de profil. Une expérience étonnante qui pourra aller encore plus loin quand une connexion à haut débit entre les différents équipements de réalité virtuelle des centres Inria sera réalisée.

Et les réseaux ne seront pas les seuls à autoriser des évolutions de ce type. Si les équipements présentés à l'Inria nécessitent la présence de superordinateurs encore coûteux, des solutions légères sur des PC commencent à voir le jour. « Globalement, les industriels ont

compris que la réalité virtuelle pouvait les aider, remarque Bruno Arnaldi. Le problème est maintenant celui du déploiement, de la production de nombreux exemplaires et de leur implantation. »

Pourtant, il ne faudrait pas croire que tous les verrous qui freinent la diffusion de la réalité virtuelle ont sauté. Le premier, celui de la définition, n'étant pas forcément le plus simple à résoudre. « Il n'y a rien d'unaniment reconnu, dit Bruno Arnaldi. Selon le centre d'intérêt des gens, les définitions varient. Pourtant, la réalité virtuelle ne se limite pas aux équipements périphériques. »

Viennent alors des freins plus techniques, qui fréquemment se renforcent au voisinage des difficultés terminologiques. Selon Bruno Arnaldi, il existe trois composantes fondamentales dans un système de réalité virtuelle : l'utilisateur ; les périphériques, qui autorisent l'interaction, et le calculateur qui gère un ensemble de modèles. L'ensemble s'insère dans une boucle rétroactive. Des progrès restent à faire à chaque niveau : l'évaluation de la position, de la force ou de la voix en entrée du périphérique ; la visualisation, la restitution du son et de la force en sortie ; la géométrie, la dynamique... Aucun travail ne peut être entrepris sans tenir compte des autres composantes du système. Car seul le résultat compte : réduire le temps de latence inhérent au traitement des données pour parvenir au maximum de réalisme du comportement sensoriel en temps réel. Un travail de longue haleine qui prend parfois des raccourcis. Ainsi Sabine Coquillard évoque une expérience qui a montré qu'il était possible de simuler un ressort sans retour de force et sans que l'utilisateur parvienne à le discriminer d'un vrai ressort. Les systèmes qui font intervenir l'homme sont comme ça, pas toujours logiques!

Corinne Manoury

chez nous, c'est ça!

Le crédit, c'est souvent ça...

Faire un crédit, c'est souvent nécessaire, mais ce n'est jamais agréable...

Bien sûr les factures à payer, les impôts... ça existe, et souvent on en fait tout un plat! Et vous, vous auriez tant envie de goûter à une vie...

sans problèmes d'argent, de la croquer à pleines dents sans faire de sacrifices.

Bref, vous recherchez une solution crédit vraiment différente avec des conditions vraiment intéressantes.

Elle existe! Quelques clics suffisent pour la découvrir, alors à votre souris!

www.123credit.com

SPONSOR OFFICIEL DE LA VIE

0811 020 123

123credit.com est une marque de l'INRIA, SA au capital de 20 000 000 €. Siège social: 161 rue Cailler, 72016 Paris. 18954 302-520 600 002 PARIS - www.123credit.com

Et l'ordinateur apprend à lire

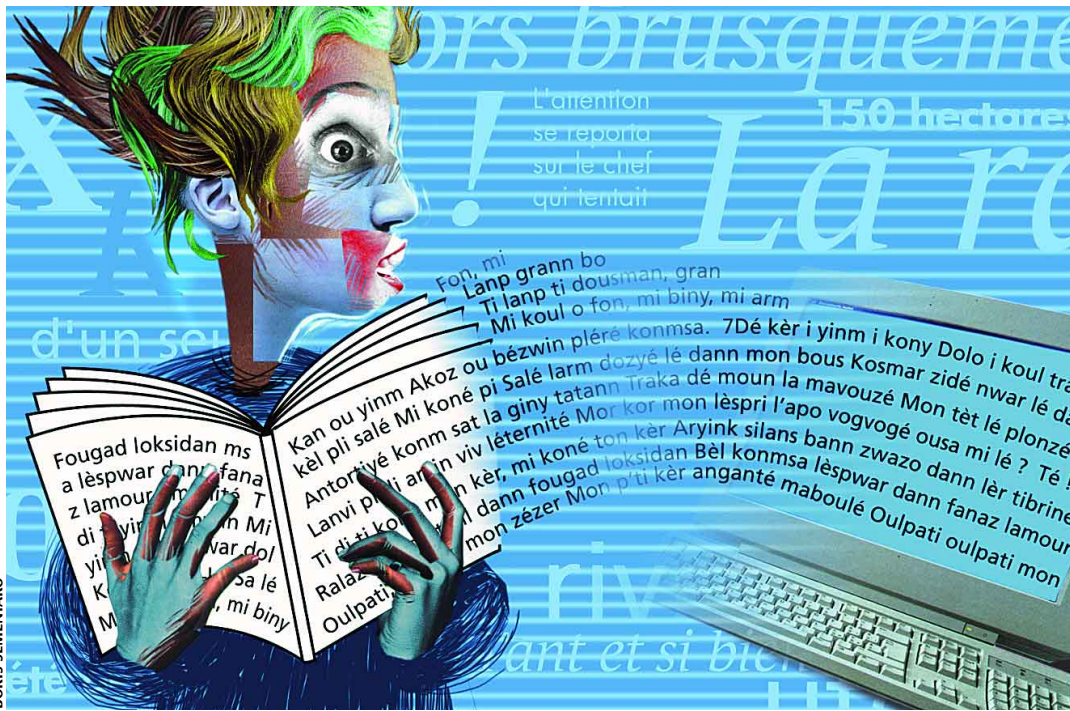
**Tout s'explique
Tous les secrets
de l'OCR,
ou l'impression
à l'envers**

POUR COMPRENDRE le principe d'une application de reconnaissance de caractères ou OCR pour Optical Character Recognition, il suffit d'imaginer une imprimante qui fonctionnerait à l'envers. Un système d'OCR a ainsi pour vocation de générer, à partir d'un document original sur papier, un texte enregistré sous forme électronique, comme s'il venait d'être saisi au clavier.

Pour la capture et la numérisation du document, n'importe quel scanner convient, même un modèle d'entrée de gamme. Il incombe ensuite à un logiciel spécialisé, le logiciel d'OCR, d'effectuer l'analyse de l'image scannée pour la transformer en texte.

L'idée d'apprendre la lecture à une machine ne date pas d'hier. Les premiers systèmes d'OCR, qui ont fait leur apparition dans les années 50, n'étaient capables de reconnaître qu'une seule police de caractères et dans une seule taille.

Les logiciels se sont ensuite perfectionnés et ont commencé à pouvoir traiter des documents plus complexes. Au début des années 80, l'OCR prend son envol puis se démocratise au milieu des années 90. La puissance des micro-ordinateurs rend alors ce type d'application accessible au plus grand nombre. Tandis que l'on assiste à



des vagues de fusions et d'acquisitions chez les éditeurs, les prix des scanners et des logiciels chutent. L'OCR grand public est née.

D'une utilisation très simple, les logiciels d'OCR exploitent des techniques très élaborées pour réussir à convertir efficacement l'image d'un caractère en son équivalent binaire, compréhensible par l'ordinateur. La numérisation étant assurée par le scanner, la fonction du logiciel se limite à l'analyse d'une gigantesque matrice de points, naturellement noirs ou blancs ou préalablement convertis si l'image est en couleurs.

Les logiciels d'OCR exploitent deux techniques de base pour re-

connaître un caractère : l'application de modèles et l'analyse des caractéristiques. Les modèles sont des échantillons de dessins de caractères que le logiciel sait reconnaître. Il compare ces modèles à l'image de chaque groupe de points rencontré jusqu'à trouver une correspondance exacte, ce qui lui permet d'identifier le caractère.

Cette technique, assez rapide, fonctionne bien pour des documents imprimés avec des polices de caractères et des tailles relativement standards, connues et répertoriées par le logiciel. Avec la méthode d'analyse des caractéristiques, le logiciel tente d'identifier les caractères en analysant leur

forme, indépendamment de la taille ou de la police de caractères. Une lettre « a » minuscule est, par exemple, composée d'un cercle, d'une ligne verticale accolée à droite et d'un arc de cercle au-dessus et au milieu. S'il détecte une combinaison ayant cette apparence, le logiciel identifie alors la partie de l'image comme une lettre « a ».

Certains logiciels s'appuient également sur des méthodes d'analyse plus évoluées, qui font appel à des techniques d'intelligence artificielle basées sur des réseaux neuronaux. Le logiciel OmniPage Pro utilise ainsi des algorithmes prédictifs qui lui permettent de reconnaître

un mot sans qu'il soit nécessaire d'identifier tous ses caractères. Le moteur fait appel à plusieurs algorithmes de reconnaissance simultanément. Ils génèrent chacun une hypothèse qui est ensuite pondérée pour obtenir une probabilité. Le moteur analyse même l'historique des prédictions des algorithmes, afin de déterminer quels sont les plus efficaces dans telle ou telle situation particulière. Leur crédibilité, et donc le poids qui leur est accordé, évolue au fur et à mesure de la reconnaissance.

En complément de ces différentes techniques de reconnaissance pure, les logiciels d'OCR tentent d'améliorer leur efficacité en intervenant avant et après le travail du moteur. Avant, en appliquant à l'image numérisée un traitement graphique pour ajuster l'orientation, délimiter les régions ne contenant pas de texte et éliminer les points parasites. Après, en soumettant le texte résultant à un moteur de correction orthographique, afin d'éliminer les erreurs de reconnaissance les plus flagrantes. Au final, le taux de reconnaissance peut atteindre, selon certains éditeurs, 99 % en moyenne.

De tels scores sont généralement obtenus avec des documents sortis sur imprimante laser avec des polices de caractères standards. La reconnaissance de journaux ou de documents « exotiques » est bien moindre. Quant à l'écriture manuscrite, elle est encore difficilement déchiffrée. Mais dans quelques années l'évolution de la puissance de calcul des ordinateurs devrait permettre aux logiciels de reconnaissance de caractères de déchiffrer sans peine un texte manuscrit.

Jean-Marc Gimenez

Toute la panoplie du parfait **flingueur**

**Extrême violence
Choisir son arme
et l'effet du tir
sur l'adversaire...
Tuer devient affaire
de précision**

SOLDIER OF FORTUNE
Éditeur : Activision
Support : uniquement PC
Prix : 349 F (53,20 €)

ENCORE un « Doom-like », un jeu de combat en 3D. Soldier of Fortune - SOF pour les initiés - se démarque des autres jeux du genre en offrant un scénario interactif et un réalisme poussé à l'extrême avec une bonne dose d'hémoglobine virtuelle. En effet, les développeurs de Raven Software, à qui l'on doit déjà les classiques séries Heretic et Hexen, ont réalisé une prouesse : chaque personnage ennemi est composé de vingt-six zones d'impact différentes. Vous lui tirez dans le pied, il sautera sur l'autre et, si vous lui tirez dans la tête, vous n'aurez plus à vous en occuper. Imaginez donc les effets de vos tirs sur les autres parties du corps. Cette option vous donnera en revanche, si vous en avez la patience, l'opportunité de ne pas tuer systématiquement vos adversaires mais de les désarmer et de les laisser en vie, ce qui, dans un jeu de ce style, est plutôt rare.

Ajoutons qu'une option permet aux parents de désactiver les dé-



bordements sanguinolents par un mot de passe. La balistique a fait l'objet des soins les plus attentifs. Choisissez donc bien les armes que vous emploierez et surveillez bien celles de vos ennemis, car certaines peuvent effectivement traverser différents matériaux, dont les planches en bois.

Comparativement à votre arsenal, celui de Rambo fait office de joujou pour nouveau-nés. Arme de pointe automatique, mitrailleuse, fusil à pompe, lance-grenades et fusil à lunette ne sont que quelques-uns des ingrédients du menu. Certaines armes disposent de tirs alternatifs vous permettant, dans le cas du fusil de tireur d'élite, de zoomer très, très près de l'adversaire.

Si le scénario pêche par son originalité - vous incarnez un merce-

naire américain et vous dégommez des terroristes -, il se veut interactif. Les niveaux sont parsemés de passages qu'il faut découvrir, par exemple, en détruisant des éléments du décor. En outre, la discrétion est un des éléments critiques du jeu. Une barre de couleur située en bas de l'écran indique le bruit que vous faites et donc vos risques d'alerter des gardes supplémentaires. Votre personnage aura aussi l'opportunité de se pencher afin de vérifier au détour d'un mur la présence de soldats ennemis et de les éliminer d'un coup de fusil de tireur d'élite. Le jeu ne s'adresse donc pas à un public de débutants. Malgré des contrôles de déplacements et d'attaques simples, nombreux sont les tirs alternatifs et les objets à utiliser : grenades, lunette infrarouge, kit de premiers soins...

Le jeu est évidemment accessible en mode multijoueur. Des « mods » (modes de jeu en réseau téléchargeable sur la Toile qui s'ajoutent au jeu de base) sont en développement, dont le fameux Fortress, qui permet de s'affronter en équipe.

SOF demande une machine performante (Pentium II 300 MHz, 64 Megs de RAM) et une carte 3D puissante. Explosif, très bien réalisé et scénarisé, ce jeu saura plaire aux accros du style, mais demandera un peu d'entraînement aux débutants.

Tristan Geoffroy

Apprendre en **s'amusant**

**Jeux d'éveil
Pour les petits
et tout-petits,
les aventures
de Spot et de
la Petite Famille**

BONNE JOURNÉE SPOT !
Éditeur : Ubi Soft
Support : PC et Mac
Prix : 199 F (30,34 €)

**LES JEUX DE LA PETITE
FAMILLE**
Éditeur : TLC-Edusoft
Support : PC et Mac
Prix : 149 F (22,71 €)

LA PLUPART des enfants de moins de 6 ans ont déjà feuilleté l'un des livres d'éveil cartonnés dans lesquels sont contées, par Eric Hill, les aventures de l'espionne petit chien Spot. Le voici désormais sur le CD-ROM, *Bonne journée Spot !*, qui s'adresse aux tout-petits à partir d'environ 18 mois, avec quatre histoires animées : *Spot et sa balle* ; *Spot fait un gâteau* ; *Spot fait de la peinture* et *Spot joue sous la pluie*. Au total, douze activités d'éveil, peinture, découverte des formes, décoration du gâteau...

L'interface de *Bonne journée Spot !* est très facile d'emploi : les aventures se déroulent toutes seules, mais l'enfant peut aussi cliquer sur une grosse flèche bleue située en haut de l'écran à droite ou à gauche selon qu'il souhaite continuer l'histoire ou remonter dans le temps.

Le graphisme est simple et coloré comme celui du livre. Il n'arrive rien d'extraordinaire au petit chien, et c'est pour cela que les enfants l'ont adopté. Spot est comme eux. Sa vie quotidienne est en tous points pareille à celle des petits. Il se promène dans le parc, fait les courses et la cuisine avec sa maman le samedi et le dimanche...

Spot fait des bêtises en jouant, en sautant dans les flaques d'eau avec ses amis Hélène l'hippopotame et Tom le crocodile. Le petit chien va



aussi pour la première fois à l'école et s'y plaît beaucoup. L'interface est très conviviale : impossible de rater sa peinture grâce aux modèles prêts à l'emploi et aux couleurs qui se placent toutes seules lorsque l'on clique sur une forme. Et les œuvres de nos chères petites têtes blondes peuvent être imprimées. *Bonne journée Spot !* est une adaptation fidèle aux livres d'éveil. La transition entre l'ouvrage et le CD-ROM se fait d'emblée.

Autre grand classique du jeu éducatif, les figurines Fischer-Price, qui s'animent dans *Les Jeux de la Famille*. Les 2 à 4 ans vont pouvoir s'amuser avec elles, tout en apprenant quelques notions élémentaires de maths (compter de 1 à 10, trier les nombres) et de français (l'alphabet). L'interface est colorée et dynamique : chaque personnage s'adresse à l'enfant et lui demande de venir jouer avec lui. Pour faire des bulles, jouer à cache-cache ou téléphoner, les petits cliquent sur la souris ou appuient sur une touche du clavier comme papa.

Les dix activités récréatives sont à leur portée. Retrouver des objets en appuyant sur une touche pour faire avancer la figurine Sophie ou cliquer sur l'objet que cherche Jérôme apprend aux enfants à identifier des objets et à suivre des directions.

Les jeux ont deux niveaux de difficulté, et les parents peuvent demander l'affichage, sur l'écran, des mots à prononcer s'ils souhaitent un apprentissage plus complet. La durée d'utilisation est cependant réduite, car les jeux sont assez simples. Pour relancer l'intérêt, une cassette vidéo est jointe au coffret, et le prix du CD-ROM est calculé au plus juste.

Agnès Batifoulier

Sabir cyber



Graveur

Un graveur tout court, dans la quincaillerie cyber, est un graveur de disque compact.

Physiquement, il ressemble tout à fait à un lecteur de CD-ROM, mais un lecteur qui ne fait pas que lire, car il enregistre aussi.

C'est un objet récent : ses premiers modèles datent de 1997 ; or il n'a commencé à se répandre parmi les PC qu'en 1999. Depuis que ses performances (sa vitesse de gravure) se sont améliorées et ses prix, écroulés, il connaît un succès remarquable, qui s'explique par deux causes. La première, c'est que le graveur est au piratage ce que le pollen est aux plantes. Logiciels, morceaux de musique, et même films, leur trafic obéit à cette loi : on surfe d'abord, on copie ensuite avec son graveur. Mais il y a une autre raison plus générale, propre aux supports de stockage de l'information pour le grand public. Ce dernier n'aime pas les lecteurs seuls : les magnétoscopes, qui servent avant tout à lire, ont dû leur succès au fait qu'ils pouvaient enregistrer. Plus tôt, le marché avait boudé les simples lecteurs de cassettes audio, même beaucoup moins chers que les enregistreurs.

Scénario identique pour le MiniDisc. Et certainement aussi pour le graveur de DVD, qui n'attendent plus que les industriels se mettent d'accord sur un standard. La possibilité d'enregistrer, ce n'est pas celle de copier, c'est aussi la promesse plus vague de créer, de stocker, c'est la liberté. Les graveurs étaient donc promis au succès. Le français, avec *graveur*, a suivi toutefois une voie originale. En Amérique, on dit un *CD-writer*, un « écrivain de CD ». Nous aurions pu dire aussi « enregistreur de CD », et cela a été tenté par Philips dans sa version chaîne hi-fi spécialisée pour les CD audio. Mais c'est *graveur* qui s'est imposé, avant tout parce que nous n'avons pas totalement confiance dans l'informatique.

Graver vient du german *graban*, qui signifie « creuser » (*graben*, la tombe en allemand). Dès le XVI^e siècle, *graver* veut dire « rendre durable ». C'est ce que qui est gravé l'est avant tout dans le temps. Et cette ancienne connotation s'est retrouvée dans un vocabulaire qui dispose aussi du mot *sauver* pour le fait d'enregistrer un fichier (sur le disque dur). En informatique, on parle de *sauvegarde*, ou *sauvegarder* ses fichiers.

Les entrailles de l'ordinateur sont traîtresses, ce qui y habite est précaire, pour ne pas parler du Réseau, trop virtuel. Ce qui va durer, ce qu'on veut transmettre, on doit le graver, non plus dans le marbre, mais sur un CD. On peut trouver une justification technique au mot en observant que le rayon laser du graveur, en brûlant la surface du CD vierge, creuse de petites coupelles (mais alors vraiment petites) qui vont permettre de coder l'information. Ou faire remarquer l'analogie avec la gravure d'un disque à l'époque du vinyle. Mais ces deux explications pèsent de peu de poids : les Américains aussi savent comment marche un graveur ; mais, s'ils disent parfois « brûler » un CD (*to burn*), ils ne disent jamais *graveur* (*engraver*) dans ce contexte.

Quant au disque vinyle, c'est précisément pour s'en différencier que s'est constitué tout le vocabulaire du CD. Non, la seule vraie explication est dans cette pirouette de l'histoire de l'art : le plus célèbre graveur s'appelait Dürer et, de durer, c'est bien de cela qu'il s'agit.

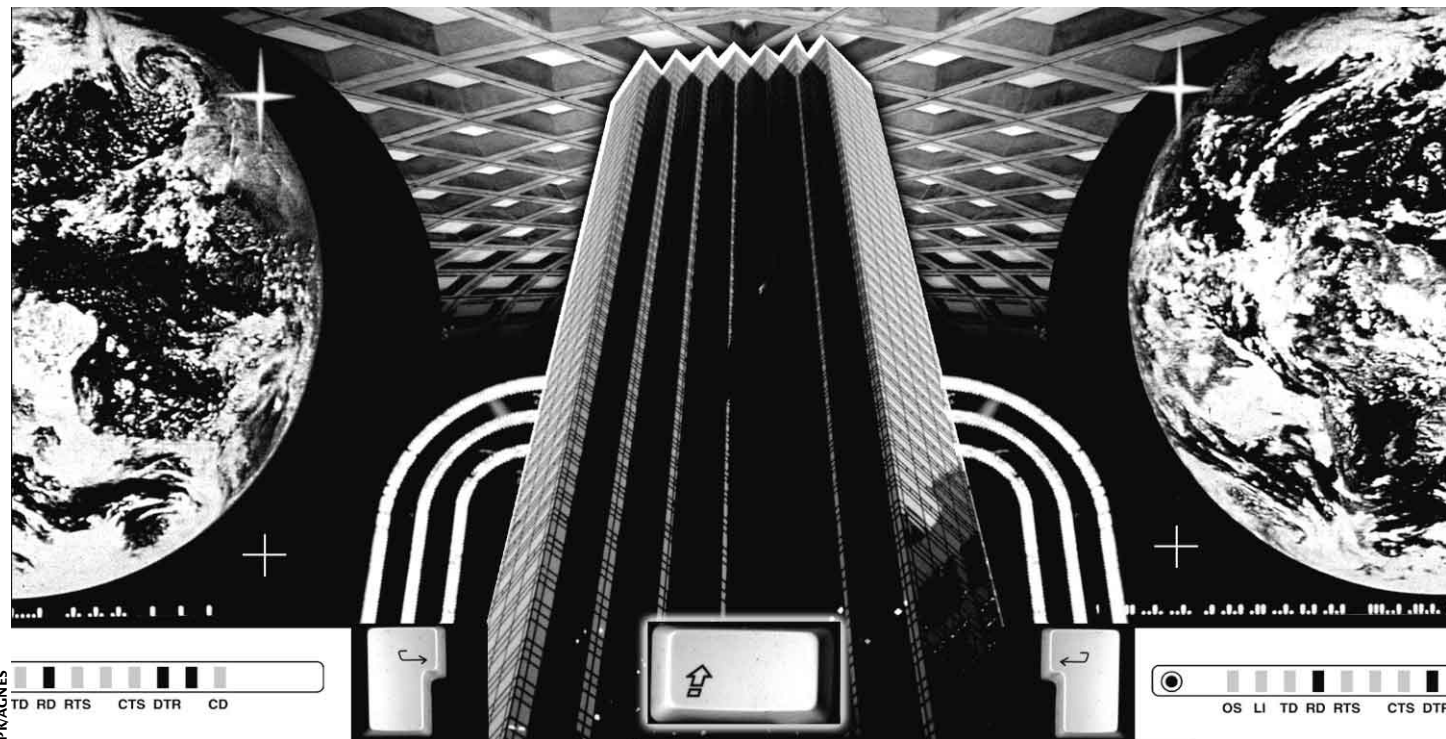
Cléo (Canal+)

VOTRE RENDEZ-VOUS MULTIMÉDIA :
france-info.com
TOUS LES SAMEDIS AVEC JÉRÔME COLOMBAIN

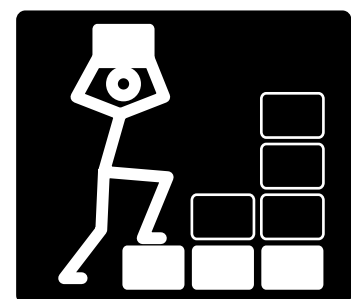
POUR EN SAVOIR PLUS
interactif.lemonde.fr

AOL-Time Warner, « everywhere »

BÂTISSEURS DU FUTUR Après Intel, géant des microprocesseurs, et Sony, maître du tout-numérique, voici le doublé AOL-Time Warner, troisième tableau de notre galerie d'entreprises. La plus grosse fusion de notre histoire industrielle annonce le haut-débit sur le Web et l'ère des sociétés de médias omniscientes, présentes du tuyau jusqu'au contenu.



PIVAGNES



AMERICA ONLINE

Premier groupe mondial de services en ligne

Nombre d'abonnés : 24,7 millions dans le monde
Date de création : 1985

Dirigeant : Steve Case, 41 ans, cofondateur d'AOL, deviendra président du conseil d'administration d'AOL-Time Warner.

Nombre d'employés : 12 500
Siège : Dulles (Virginie)

Chiffre d'affaires 1999 : 4,8 milliards de dollars

TIME WARNER

Premier groupe mondial de médias

Date de création : la compagnie est constituée par la réunion de Time Inc. et de Warner Communications (fondé il y a soixante-quinze ans) en 1989, qui a englobé Turner Broadcasting en 1996.

Dirigeant : Gerald Levin, 61 ans, deviendra PDG d'AOL-Time Warner.

Nombre d'employés : 68 800

Siège : New York

Chiffre d'affaires 1999 : 27,3 milliards de dollars.

QUAND le plus gros fournisseur de services en ligne met la main sur le premier groupe mondial des médias, cela donne la plus importante fusion de l'histoire. Le 10 janvier dernier, l'annonce, par AOL et Time Warner, de leur fusion par échange d'actions, estimée à 280 milliards de dollars, a d'abord produit beaucoup de superlatifs.

Les commentaires étaient unanimes : la fusion allait changer la face du Réseau et, tant qu'à faire, de l'industrie des communications mondiales. Elle ne sera effective qu'après le feu vert de la Federal Communications Commission (FCC), le régulateur des télécommunications américain. C'est-à-dire en octobre prochain, selon Michael Lynton, président d'AOL International. Mais il est vrai que ce mariage pourrait transformer le Réseau, pour une majorité d'internautes, en fenêtre AOL. On n'y verrait plus que Titi, Gros Minet et tous les autres contenus de Time Warner.

L'ambition du prédateur, AOL, n'est en effet pas de réaliser des économies d'échelle et de bouts de ficelle. Il a racheté Time Warner parce qu'il veut devenir un opérateur de communications global, présent de la production de contenu jusqu'à sa diffusion, sur tous les supports existants ou à venir. C'est le sens de la phrase « AOL everywhere, for everyone... » littéralement gravée dans le marbre sur tous les murs de son siège social, planté dans les champs, le long de l'autoroute 495, dans l'Etat de Virginie.

Avant la fusion, le premier fournisseur en ligne des Américains n'avait pour lui qu'un savoir-faire dans l'offre de services Internet. Lui manquait encore le contenu et un réseau à haut débit qui puisse transporter images, sons et textes à grande vitesse, ouvrant la possibi-

lité de valoriser ses propres programmes de télévision sur les PC ou les téléphones mobiles.

AOL n'est en effet qu'un prestataire « dialup », qui offre de l'accès à Internet sur un modem classique à 56 Kbits/s. Or sa stratégie, comme l'explique bien Stéphane Treppoz, PDG d'AOL France, porte sur « la fourniture d'un contenu exclusif avec une offre unique de connexion et de contenu, qui permette de justifier le paiement d'un abonnement mensuel, quand la plupart de nos concurrents sont gratuits ».

Le futur géant des médias parie sur le câble

« Trois technologies sont en concurrence, poursuit Stéphane Treppoz, l'ADSL [Asymmetric Digital Subscriber Line] ou haut débit sur les paires de cuivre classiques du téléphone, la boucle locale radio et le câble. Seul le câble a déjà fait ses preuves aux Etats-Unis. » Le cabinet d'analystes Jupiter prévoit que, d'ici à 2003, 22% des foyers américains seront équipés.

Time Warner, qui apporte le deuxième réseau câblé américain et tout son contenu dans la corbeille, n'est pas malheureux non plus dans l'affaire. En effet, selon Olivier Beauvillain, analyste chez Jupiter, il va profiter de la capacité d'AOL à offrir des services en ligne, et donc à vendre, sur le Réseau, les contenus Time Warner. Jusqu'à présent, « la société new-yorkaise avait raté ses tentatives sur le Web, notamment Pathfinder.com, marque créée pour fournir les contenus, mais qui n'a pas su créer de reconnaissance auprès des consommateurs. De même pour Disney, qui, avec go.com, a essayé un semi-échec. » Même si la fusion n'est pas encore effective,

ses conséquences inquiètent déjà beaucoup de monde. Les producteurs de contenu concurrents de Time Warner craignent, pour atteindre la moitié des Américains et quelques millions d'Européens « aolisés », de devoir payer au prix fort une présence sur les portails du futur mégagroupe de médias.

Car il faudra sortir ses millions pour être référencé sur les sites AOL, donc, pour exister sur la Toile. « Toute l'industrie va venir manger dans leur main », avance Marleen McDaniel, PDG de women.com, citée dans le magazine en ligne Salon.com. Disney s'en est ému et pratique un lobby très actif pour que la FCC grippe la fusion. Plus généralement, beaucoup craignent que la majorité des internautes de la planète confondent bientôt l'ouverture infinie de la Toile avec Friends, CNN ou Bugs Bunny.

Aux Européens, cette histoire peut paraître bien américaine. C'est vrai que AOL est peu présent en Europe (il est le sixième fournisseur de services en ligne en France, par exemple, selon MMXI Europe, mars 2000). Pourtant, sur le Vieux Continent, les remous d'après-fusion se font déjà sentir (voir ci-dessous l'article sur Bertelsmann).

Certains groupes de médias sont encore sans partenaire dans les télécommunications et vice-versa. Tous les analystes attendent par conséquent encore trois ou quatre mégafusions. Peut-être seront-elles un peu plus longues à venir, à cause de la chute des valeurs technologiques en Bourse, qui rend aujourd'hui des rapt à la AOL impossibles. Peut-être aussi parieront-ils sur d'autres technologies que le câble. Ainsi de l'opérateur américain de télécommunications MCI-WorldCom-Sprint qui a misé à la fois sur la boucle locale radio et l'ADSL.

Cécile Ducourtieux

Des atouts de poids

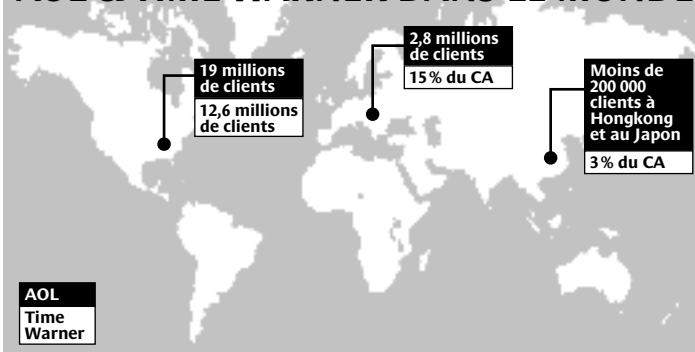
America Online, premier fournisseur d'accès à l'Internet mondial (55,5 % des connectés américains, très loin devant MSN, à 7,5% et AT&T - Worldnet à 6 %, selon l'Idate), est aussi le plus ancien. Né en effet en 1985, il s'appelle Quantum jusqu'en 1992. Il n'offre, au début de son existence, que l'accès à ses propres programmes moyennant un abonnement mensuel, mais compte bientôt 9 millions de souscripteurs en 1996. Il ouvre alors son service à d'autres contenus, en 1998, après le rachat de son concurrent CompuServe. Mais, à partir de cette date, AOL réussit à imposer sa marque et poursuit une stratégie d'enrichissement de son contenu, en rachetant le navigateur Netscape et ses 16 millions de visiteurs, puis le logiciel de dialogue en direct ICQ ou, plus récemment, de tous nouveaux services comme Digital City (le Web de proximité), Spinner Networks (la musique en ligne) ou AOL MovieFone (service de billetterie en ligne). AOL est aujourd'hui présent dans quinze pays du monde et en sept langues différentes.

■ www.aol.com

Time Warner, le numéro mondial des groupes de médias, est une véritable constellation, qui s'articule autour de cinq grandes activités : les réseaux câblés (un quart de son chiffre d'affaires, avec Time Warner Cable), les programmes câblés (avec les bouquets CNN News Group, HBO, et Turner Entertainment Networks), l'édition (Time Inc., avec les magazines Time, People ou Fortune), le divertissement (un quart de son chiffre d'affaire, les films de New Line Cinema et les dessins animés de Warner Bros) et la musique (Warner Music Group). Le poids lourd a un énorme trésor de guerre : il détient les droits sur une librairie de 5 700 films, de 13 500 titres d'animation et de 32 000 émissions de télévision. Il est en outre propriétaire du deuxième réseau câblé américain, derrière celui de l'opérateur historique de télécommunications AT&T, avec 13 millions d'abonnés, et du procédé de transmission à haut débit Road Runner. Enfin, Time Warner est devenu le premier groupe de musique mondial, après avoir racheté EMI en janvier 2000, quinze jours après avoir signé avec AOL.

■ www.timewarner.com

AOL & TIME WARNER DANS LE MONDE



Estimations "Le Monde Interactif"

DANS LES CARTONS

L'e-télévision bientôt sur les PC

« Nos abonnés passent soixante-cinq minutes par jour sur le site d'AOL », affirme, triomphant, Barry Schuler, président des services interactifs d'AOL. La société, qui continue à faire payer ses services en ligne quand ses concurrents sont presque tous devenus gratuits, travaille à ce que le temps passé par ses clients sur ses sites s'allonge encore.

En effet, c'est l'audience qui permet de vendre de la publicité. Et ce sont les services, plus riches que ceux du concurrent, qui retiennent l'internaute et lui font mieux digérer l'abonnement mensuel. Or, quel meilleur moyen que la télévision pour capturer les Américains sur Internet ?

Voilà pourquoi AOL s'appête à lancer son AOL-TV (avant l'été, aux Etats-Unis), un appareil construit en partenariat avec Philips, qui peut se brancher sur une ligne téléphonique et diffuse les programmes de télévision sur un PC. Travailler avec Time Warner, et donc pouvoir proposer la télévision via le câble, permettra en outre à AOL l'accès à 13 millions d'utilisateurs américains. Le prix devrait être inférieur à 300 dollars. Le

marché européen est jugé trop complexe ; mais, surtout, le mastodonte n'y dispose pas encore d'un réseau de diffusion suffisant.

Dans ses cartons, AOL dispose aussi, mais à plus long terme, de projets d'appareils permettant de diffuser la télévision sur téléphone mobile ou sur assistant personnel. Mais il n'est pas le plus en avance. C'est

Le meilleur moyen de capturer les internautes

PBS (Public Broadcasting Service), qui fut la première télévision à distribuer ses programmes par satellite, sera aussi la première à fournir au public américain des programmes interactifs sur la télévision, sur PC et sur mobile.

Les premiers programmes seront éducatifs (Zoboomafoo, pour les enfants est sur le point d'être lancé) et culturels, selon l'usage de la maison, basée à Alexandria, tout près de Washington (et d'AOL). PBS a engagé 1,7 milliard de dollars pour faire passer ses 347 stations émettrices au numérique et pour développer l'eTV. En 2001, 2 millions de receveurs seront équipés.

C. Du.

■ www.pbs.org/digitaltv

CONCURRENT

Bertelsmann veut se concentrer sur les contenus

PAS DE SOCIÉTÉ Internet de la stature d'un AOL ni d'entreprise de médias à la Time Warner en Europe. « Le marché des médias traditionnels européens est très fragmenté, remarque Olivier Beauvillain, analyste chez Jupiter, seuls trois groupes ont une stature continentale : Bertelsmann, Vivendi et Pearson. »

Bertelsmann, premier des trois par le chiffre d'affaires (26 milliards de deutschemarks en 1999, 65 000 salariés), fait figure de challenger d'AOL-Time Warner pour l'Europe, en occupant la quatrième place mondiale (derrière Disney-ABC et CBS-Viacom). Et, comme Markus Payer, son porte-parole, le souligne, l'allemand est le plus international des quatre, puisqu'il réalise un tiers de son chiffre d'affaires aux Etats-Unis. Surtout connu pour son activité dans l'imprimerie, le groupe est le plus grand éditeur de langue an-

glaise (Random House), possède BMG, quatrième maison de disques au monde, tout en étant le numéro un de la presse en Europe (Prisma Presse en France). Malgré ces atouts, le géant de Gütersloh « peine à devenir un fournisseur de services en ligne capable de faire jouer les synergies entre ses marques sur la Toile », assure Anja Stemmer, analyste chez Jupiter. La société possède bien des participations majoritaires dans des acteurs du Web, 100% de Bol.com, 40% de Barnes@Nobles, et est partenaire majeur du nouvel ensemble créé à l'occasion de la fusion entre Terra Networks et le portail Lycos.

Bertelsmann était pourtant le partenaire européen d'AOL depuis 1995. Mais la fusion AOL-Time Warner a bouleversé cette donne, Bertelsmann étant concurrent de Time Warner sur la télévision et la presse. Aujourd'hui la société

dit vouloir se reconcentrer sur la production de contenu et refuse désormais d'investir dans des sociétés de services en ligne. Alors, Bertelsmann, qui paie AOL pour être référencé sur la page d'accueil de tous ses sites, a signé le même type de contrat avec Terra Networks/Lycos pour un montant de 1 milliard de dollars sur cinq ans. Difficile cependant, pour Bertelsmann, d'envisager la consolidation irrévocable du marché européen, sans une nouvelle alliance avec un partenaire Internet ou le propriétaire d'un réseau à haut débit. « Le réseau câblé de Deutsche Telekom ou celui d'UPC », suggère Anja Stemmer.

C. Du.

■ www.bertelsmann.com

Pour vos livres professionnels, choisissez le Leader !

www.Lavoisier.fr

650 000 titres référencés

Profil

Cogniticien

Le curriculum vitae

Age : 30-40 ans, maturité dans la perception de la relation homme-machine.

Prérequis professionnels : expérience de la recherche appliquée des sciences cognitives. Avoir été ou être soi-même utilisateur d'un outil de communication ou de production techniquement avancé.

Compétences : bac +5/+6 en informatique (intelligence artificielle, traitement du signal, techniques de modélisation, langages C++, Java, Perl, technique du filtrage collaboratif), en plus d'une solide formation académique dans l'un des secteurs suivants : linguistique, psychosociologie, ergonomie, neurosciences.

Qualités : écoute, persuasion, pragmatisme, imagination, curiosité, capacité d'abstraction et de synthèse. Savoir arbitrer des conflits d'intérêts entre décideurs et utilisateurs. Sens psychologique et didactique. Aptitude à reformuler des besoins, à fédérer la communication interactive entre des personnes isolées par leur spécialité professionnelle, à concevoir des solutions globales.

Langues étrangères : anglais indispensable pour la veille technologique.

Statut : salarié ou consultant.

Rémunération : autour de 240 KF pour un ingénieur en grande entreprise.

Les formations

Il existe de nombreux DESS et DEA en sciences cognitives. En voici une sélection.

DESS sciences cognitives et interaction homme-machine : psychologie, linguistique, informatique

Université Toulouse-II.

■ Renseignements : 05-61-50-43-90.

DESS ergonomie cognitive : communication homme-machine

Université de Provence (Aix-Marseille-I).

■ newsup.univ-mrs.fr/~wade/d_t-cycle/page74.html

DESS intelligence artificielle

Université Paris-VI.

■ ue.jussieu.fr/lv1-bin/type_diplome

Sur la Toile

Associations nationales :

■ www.mines.u-nancy.fr/~arc/ARCO : Association pour la recherche cognitive. Nombreux liens sur les manifestations et colloques.

■ www.afia.polytechnique.fr/accueil.html : Association française pour l'intelligence artificielle.

■ www.afsct.clarant.fr/ : Association française de science des systèmes cybernétiques, cognitifs et techniques.

■ www.afsct.clarant.fr/ : Association française de science des systèmes cybernétiques, cognitifs et techniques.

■ www.afsct.clarant.fr/ : Association française de science des systèmes cybernétiques, cognitifs et techniques.

Réseaux régionaux :

■ estigma.univ-lyon1.fr : Association lyonnaise en sciences cognitives.

■ www.univ-lille3.fr/www/scicoia/ SciCoia : Association de chercheurs en sciences cognitives du Nord.

■ www.univ-lille3.fr/www/scicoia/ SciCoia : Association de chercheurs en sciences cognitives du Nord.

Recherche publique :

■ www.education.gouv.fr/recherche/aci/cognib.htm

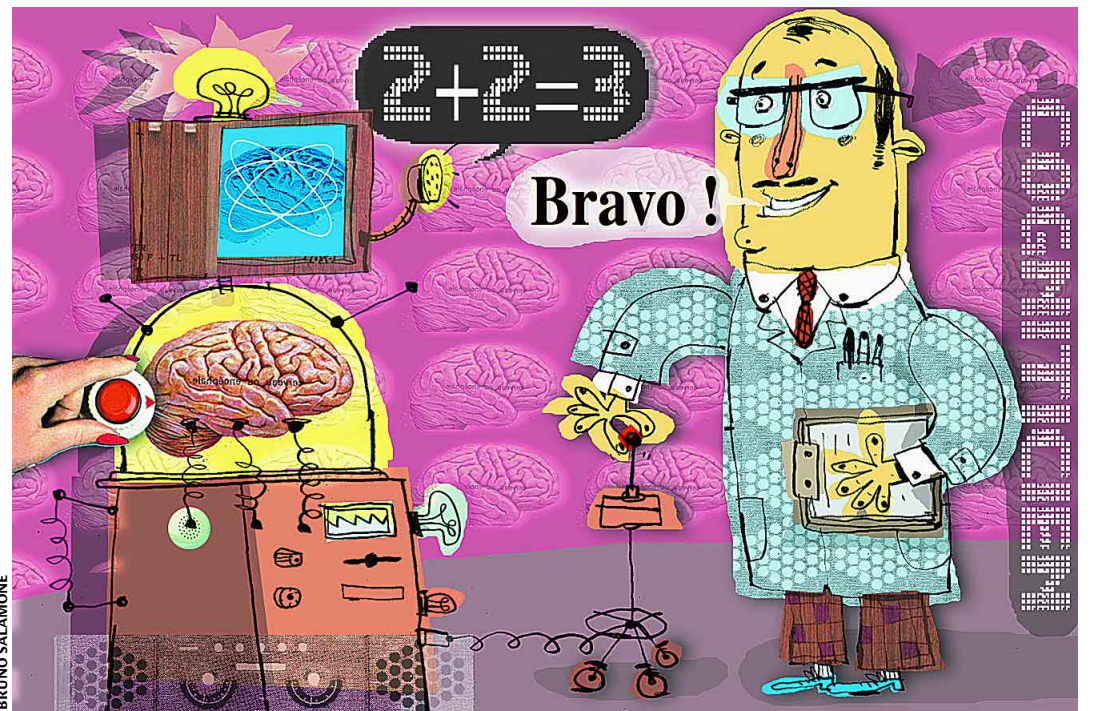
■ www.ccr.jussieu.fr/~risc/

L'ingénieur de la connaissance

Profession : cogniticien Encore peu répandu en France, ce métier associe sciences de l'homme et sciences de l'ingénieur

QU'Y A-T-IL de commun entre le petit chien-robot de Sony, Aibo, et le copilote électronique d'un chasseur Rafale ? L'un s'adapte à son environnement spatial et rattrape une balle au bond, l'autre prévoit les raisonnements et les perceptions du pilote de chasse. Parce qu'elles sont adaptatives et qu'elles anticipent sur la connaissance de leur environnement, ces deux technologies sont cognitives. Derrière celles-ci, des ingénieurs de la connaissance, ou cogniticiens, issus le plus souvent des sphères de recherche universitaires, élaborent des simulations dans le droit-fil des pluridisciplinarités de demain : informatique avancée, psychosociologie, linguistique, intelligence artificielle, neurosciences, ergonomie. « On accède ainsi à des solutions novatrices, qu'aucune de ces disciplines n'est en mesure de dégager isolément », observe Guillaume Chicoine, cogniticien et ingénieur de recherche doctorant à Canal+.

Dès les années 80, Dassault Systèmes a injecté de l'intelligence artificielle dans ses produits pour que l'utilisateur puisse transmettre au logiciel toute son expérience. A l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité, on reconstitue en laboratoire les représentations mentales du conducteur pour les intégrer dans la voiture intelligente de demain. Des équipes



de chercheurs universitaires étrangers ont rejoint des consortiums industriels. « Neurophysiologie, intelligence artificielle, systèmes multi-agents, techniques de représentation objet..., créent une synergie créatrice », explique André Chapon, directeur du laboratoire ergonomie et sciences cognitives de l'Institut.

Sortie des laboratoires de recherche du monde entier, la cogniticien se glisse subrepticement dans les circuits de la vie. Les architectures logicielles sont de plus en plus calées sur le raisonnement de leurs utilisateurs. Au mariage des sciences de l'homme et de l'ingénieur sont ainsi conviées industrie, robotique, sciences de la vie, bio-informatique, chimie, communication...

Toute la difficulté du cogniticien est « d'adapter plutôt que de résoudre les problèmes et de ne pas mettre de la cogniticien là où des réponses simples existent », précise Olivier Nerot, cogniticien et fondateur

d'Amoweba, une jeune entreprise de R&D en cognitive. En outre, « le cogniticien doit intégrer en amont du processus de création de la technologie les connaissances issues de l'ère humaine », poursuit-il. Désormais, la machine doit s'adapter à l'individu et à sa logique contextuelle. Tout un art, loin d'être reconnu en France.

Les cogniticiens ne sont répertoriés nulle part. De grandes entreprises telles que la Sagem, Matra-Nortel, Sextant Avionique, France Télécom, Siemens, EDF, Xerox, Aérospatiale, Atos, font de la cognitive sans toujours l'afficher clairement dans leur organigramme. L'interactivité homme-machine poussée à son paroxysme fait peur. L'idée de l'homme bionique, du non-respect de la vie privée, nourrit la menace éthique. Le marché des technologies cognitives n'est pas mûr : « Le client y voit de l'utopie », note André Chapon ; « l'industrie est

intéressée, mais demande à voir », précise Guillaume Chicoine. Chez Kodak-Industries, « on n'a pas de stratégie cognitive », observe Agnès Robert, à la communication. « Je crains un retard de l'industrie française sur nos partenaires étrangers », déplore Rose Dieng, directrice de recherche à l'Inria.

Quelques start-up françaises, notamment Amoweba, Novadis, Montparnasse Multimédia, Masa, ouvrent cette niche aux têtes chercheuses universitaires bien faites. Mais la recherche publique et les cabinets de consultants leur font concurrence. « Andersen Consulting travaille avec des ingénieurs de connaissances », relève Monique Słodzian, directrice du Centre de recherche en ingénierie multilingue. L'avenir du métier ? « Chaotique », selon Guillaume Chicoine. Au demeurant, incontournable !

Geneviève Meunier

Le crédit, c'est souvent ça...

Mais aussi parce que vous aimeriez vivre vos passions ou concrétiser certains projets sans devoir renoncer à l'essentiel...

Bref, vous recherchez une **vraiment différente** de ce que l'on vous propose aujourd'hui avec des conditions **vraiment plus intéressantes...**

Elle existe ! Quelques clics suffisent pour la découvrir, alors à votre souris !

0811 020 123

123 crédit est une marque de services. Sa société est au 103 000 00. Siège social : 64 rue Carnot, 75008 Paris. SIREN 325 509 825 9465. **Crédit 123** s. r. l.

www.123credit.com

SPONSOR OFFICIEL DE LA VIE

Un ergonome en logiciels

DEVANT et derrière ses lunettes, on imagine volontiers un univers de synapses. « La cogniticien ! Un mot à bannir de notre vocabulaire avec les clients. » Nicolas Szilas est le premier cogniticien que la division Innovation d'Unilog, un prestataire de services informatiques, a recruté l'année dernière. Et il ne sera pas le dernier ! « On embauche des chercheurs en sciences cognitives. »

Sa mission ? Développer et commercialiser dans les deux années à venir des solutions logicielles interactives pour l'homme et la machine : outils de personnalisation des produits et des publicités mis en ligne, moteurs de recherche intelligents, logiciels ergonomiques, traitements personnalisés de courriers électroniques...

Le pari est de taille, d'autant que « le marché n'est pas encore mûr en France ». « Les directeurs de systèmes informatiques sont particulièrement rétifs aux technologies cognitives », observe cet ingénieur en électronique et informatique industrielle.

A la croisée de compétences informatiques notamment en intelligence artificielle, linguistiques et psychosociologiques, l'apprentissage des technologies et ses difficultés de représentation sont un domaine de recherche qui lui est cher. Ses interventions sont éclectiques : comparer, analyser les composantes intelligence artificielle des produits des fournisseurs, définir le profil psychosociologique de l'internaute, repérer les comportements itératifs sur la Toile, réaliser des audits en ergonomie logicielle.

Nicolas Szilas ira jusqu'à reprendre plusieurs fois le raisonnement de l'utilisateur, qu'il décline en spécifications avec une constante : cerner et modéliser la représentation que se fait son client de l'usage des technologies. « Toute la subtilité consiste à personnaliser un site Web qui colle aux besoins de l'internaute sans qu'il se sente épié. »

Le plus clair de son temps, il réalise des prototypes interactifs, construit par exemple un moteur

Portrait Nicolas Szilas modélise la représentation que l'homme se fait de la machine

de recherche intelligent pour des partitions de musique en ligne en s'appuyant sur différents réseaux de neurones adaptatifs.

D'ailleurs, cet aficionado des gammes musicales écrit et joue au piano ses partitions de jazz, et il a choisi la modélisation des sons musicaux comme thème de sa thèse de doctorat en sciences cognitives. Les mots et leurs racines reçoivent aussi leur traitement informatique. Sur un logiciel d'analyse de texte dédié à l'anglais, il programme un module d'extraction de racines pour la langue française.

Les méandres de la circulation de l'information chez l'homme et les techniques d'acquisition des connaissances ont toujours fasciné Nicolas Szilas. En 1996, il suit une formation postdoctorale au départ

tement psychologie de l'université McGill (Montréal) et conçoit des algorithmes neuronaux pour simuler l'apprentissage chez l'enfant. « J'ai été frappé de constater l'avance culturelle de l'industrie canadienne quant aux technologies cognitives », précise-t-il.

De retour en France, le CNRS le met à contribution sur un agent d'interface homme-machine destiné à anticiper les différentes actions répétitives de l'internaute. Puis, il se retrouve chez un éditeur de jeux vidéo, où le virus de l'interactivité le poursuit jusque dans sa vie personnelle : « C'est en créant des algorithmes de raisonnement et d'apprentissage de deux personnes - l'un virtuel et l'autre réel - et en faisant interagir leur psychologie que m'est venue l'idée d'inventer un univers narratif interactif où l'internaute lambda serait à la fois acteur et auteur. »

En somme, une invitation toute personnelle à participer à la construction collective d'une histoire où le maître de jeu a déjà disparu dans quelques briques logicielles chargées d'intelligence artificielle.

G. Me.

POUR EN SAVOIR PLUS
interactif.lemonde.fr

Le Monde INTERACTIF

16-18, quai de la Loire, 75019 Paris.
Tél.: 01-53-38-42-60. Fax: 01-53-38-42-97. E-mail: hitech@lemonde.fr
Rédacteur en chef: Bertrand Armagnac.
Secrétaire général de la rédaction: Claudine Boeglin.
Directrice artistique: Maria Mercedes Salgado.
Chef d'édition Web: Nicolas Bourcier.

Rédaction: Sylvie Chayette, Cécile Ducourtieux, Marlène Duret, Guillaume Fraissard, Stéphane Mandard, Corinne Manoury, Cristina Marino, Hai Nguyen, Eric Nunès, Olivier Puech, Catherine Rollot, Olivier Zilberstein.
Édition: Olivier Herviaux.
Réalisation: Nathalie Le Dréau, Alex Monnet, François Montintin.
Webmaster: Olivier Dumons.

Ont collaboré à ce numéro: Agnès Batifoulier, Capt'n Fluo, Tristan Geoffroy, Jean-Marc Gimenez, Geneviève Meunier, Jacques Partouche, PK, Boris Séménakio, Bruno Salamone, Louis Vincent.

Publicité: Le Monde Publicité. Directeur général: Stéphane Corre. Caroline Séjournant, directrice de clientèle (01-42-17-39-56). Isabelle Quodverte (01-42-17-38-58).
Impression: Le Monde Imprimerie.